

## La « démission » d'une centaine de membres ou suppléants du comité central M. Gorbatchev a remporté une nouvelle victoire sur le camp des conservateurs

En première  
ligne

Une fois de plus, M. Gorbatchev se tire à son avantage d'une crise dangereuse pour lui-même et la perestroïka. N'avait-on pas le sentiment, depuis les tragiques événements du 9 avril à Tbilissi, qu'une tentative de déstabilisation était en cours ?

A la différence de ce qui s'était passé à l'automne dernier, où des têtes étaient tombées au bureau politique, c'est au sein du comité central que le nettoyage vient d'avoir lieu. L'opération, d'une ampleur sans précédent, est décisive pour l'avenir. Sans doute des hommes qui ne partagent pas les vues de M. Gorbatchev ou, à tout le moins, que ses audaces inquiètent demeurent-ils à la direction du PC. Mais leurs positions sont gravement fragilisées par le départ du comité central de personnalités qui se rangeaient pour la plupart dans les rangs des conservateurs. Inversement, la promotion de quelques réformateurs notables donne au secrétaire général de nouveaux atouts. En bref, ce comité central, largement hérité des années dites « de stagnation », devait cesser d'être un frein pour la glasnost et la perestroïka, et de constituer un danger pour leur initiateur.

Cette purge a l'avantage d'avoir été menée dans des formes qui mettent M. Gorbatchev à l'abri de l'accusation d'avoir procédé à un coup d'Etat déguisé. Si la demande collective et « volontaire » de mise à la retraite peut laisser sceptique, il reste en effet que les partisans avertis, en général, déjà perdus les fonctions — M. Gromyko, par exemple, à la tête de l'Etat — qui justifient leur présence au comité central, où ils faisaient figure de survivants. Et l'on n'est pas au terme de l'épuration, puisqu'il appartient désormais aux organisations régionales et locales du parti de tirer de leur côté les conséquences des échecs subis aux élections du mois dernier par certains de leurs représentants.

On ne peut encore une fois qu'admirer la virtuosité politique d'un homme qui, d'étape en étape, ne cesse de renforcer son emprise sur la citadelle du pouvoir. Modeste ou réaliste dans sa victoire, M. Gorbatchev s'est pourtant lui-même défendu de vouloir « pointer en rose » une situation qui demeure préoccupante. Comment ne pas être frappé en effet par le contraste entre des réformes politiques réussies à marche forcée et avec un incontestable succès, d'une part, l'absence patente de résultats, d'autre part, dans la renouveau d'une économie dont dépend à terme la réussite ou l'échec de l'expérience Gorbatchev ? Pour ne rien dire de la montée des nationalismes, jusqu'ici tant bien que mal contrôlés, mais qui reste lourde de menaces.

De plus en plus fermement maître à bord, M. Gorbatchev pourra de moins en moins désigner au mécontentement populaire des « conservateurs » hostiles à ses réformes. Les mains à peu près libres, il est plus que jamais en première ligne.

M 0147 - 0427 0 - 4,50 F



3790147004500 04270



M. Gorbatchev a annoncé, le 25 avril, le départ de plus de cent membres ou suppléants du comité central ou de la commission de révision du PC soviétique et la promotion de vingt-quatre personnes considérées comme favorables aux réformes. Ce mouvement renforce la position du chef du Kremlin face aux conservateurs.

MOSCOU  
de notre correspondant

Comment s'y est-il pris ? Comment M. Gorbatchev a-t-il réussi à faire signer cette lettre de démission collective par 110 membres du comité central et de la commission de révision ? De quels moyens disposait-il pour convaincre ces hommes qu'ils n'avaient plus qu'à se retirer — dans un coup de tonnerre, mais sans règlement de comptes

public ? Mémoires et confidences donneront un jour la réponse, mais, pour l'instant, l'important est que M. Gorbatchev vient non pas d'éliminer quelques puissantes célébrités conservatrices, comme il l'avait fait en septembre, mais d'éliminer tout simplement la base sur laquelle les conservateurs pouvaient s'appuyer pour le freiner et éventuellement le renverser.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 3.)

### Sénégalais contre Mauritanien

## Conflit fratricide au Sahel

Le couvre-feu a été décrété à Nouakchott et à Nouadhibou, en Mauritanie, après les manifestations contre la population sénégalaise qui ont fait de nombreux morts et blessés, mardi 25 avril. Ces manifestations constituaient une riposte au pillage des boutiques de commerçants mauritaniens établis au Sénégal. Le roi Hassan II et le ministre tunisien des affaires étrangères ont lancé un appel au calme.

ALGER  
de notre correspondant

Les autorités mauritaniennes, débordées pendant trente-six

heures par les violentes réactions populaires aux événements de Dakar, ont réagi avec fermeté, mardi après-midi 25 avril.

Le ministre de l'intérieur, le colonel Jibril Ould Abdallahi, a annoncé l'instauration d'un couvre-feu, de 20 heures à 6 heures, à Nouakchott et à Nouadhibou, où sont concentrées les principales activités économiques et industrielles. Dans un message radiodiffusé, il a affirmé que des ordres avaient été donnés « à tous les niveaux » pour « sévir vigoureusement contre tous les fouteurs de troubles » et « neutraliser les agitateurs ».

L'armée a pris position dans les artères principales de la capitale,

en renfort des troupes de police et de gendarmerie. Selon une source médicale française, vingt personnes sont décédées à l'hôpital de Nouakchott et une vingtaine d'autres sont encore dans le coma.

Au total, plus de six cents blessés ont été conduits dans les services hospitaliers, lundi et mardi. Selon cette même source, les victimes n'ont pas toutes été identifiées, et il n'est pas encore possible de savoir de quelle nationalité elles sont. Un coopérant français nous a toutefois indiqué, par téléphone, que le nombre des morts dépasserait la centaine.

FREDERIC FRITSCHER.  
(Lire la suite page 9.)

Rencontre inopinée de la politique et du plaisir.

SERGE JULY  
Le salon des artistes

GRASSET

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 600 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 111 pt ; Grèce, 150 dr ; Irlande, 90 p ; Italie, 1.800 L ; Libye, 0,400 D ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 140 esc ; Sénégal, 395 F CFA ; Suède, 12,50 kr ; Suisse, 1,60 S ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (internat), 2 S.

## Une présidence commune pour A2 et FR3

Le gouvernement a examiné, mercredi 26 avril, en conseil des ministres, l'avenir de l'audiovisuel. M. Lang et M. Tasca ont défini les orientations du service public qui seront soumises au Parlement le 9 mai. Un projet de loi « technique » donnera à Antenne 2 et FR3 une présidence commune. La redevance sera augmentée en 1990 et 1991. Parallèlement, M. Quilès a confirmé le lancement du satellite TDF2.

PAGE 18

### M. Rocard au Kenya

La première visite d'un chef de gouvernement français.

PAGE 9

### La Chine malade de ses réformes

III - Le défi de la rue.

PAGE 10

### L'ENQUETE :

#### Trafics en tout genre à Panama

PAGE 12

#### Les «rénovateurs» de l'opposition reprennent l'offensive

Face à la contre-attaque des appareils, les «jeunes» députés et sénateurs s'organisent.

PAGE 13

#### Le déclin du communisme municipal

Le PCF a perdu une commune sur quatre parmi les municipalités qu'il contrôlait.

PAGE 14

#### Les états généraux des langues

Le multilinguisme fait partie des droits des Européens.

PAGE 17

#### PARIS ILE-DE-FRANCE

#### Deux nouveaux parcs de loisirs

Aquaboulevard à Paris, Astérix à Plailly.

PAGE 20

#### Enfant martyrisé

Les assises de Nanterre ont condamné à huit ans de réclusion un informaticien qui maltraitait le fils de sa maîtresse.

PAGE 16

Le sommaire complet se trouve page 36

### Salaires, modernisation, carrière

## Les policiers amers

A l'appel de la Fédération autonome des syndicats de police, plusieurs milliers de policiers ont exprimé leurs doléances, mardi 25 avril, à Saint-Ouen, aux portes de Paris. Cette manifestation illustre avec d'autres un mouvement de revendication qui n'est pas limité aux questions salariales.

Les policiers ne pouvaient échapper à la contagion de l'exemple. A l'image des autres catégories de fonctionnaires, il fallait bien qu'un jour ils fassent connaître leur mécontentement. Voilà qui est fait : depuis maintenant plusieurs semaines, ils expriment sur la voie publique leurs revendications.

Les inspecteurs les premiers avaient occupé la rue le 23 mars. La FASP continue en convoquant en banlieue parisienne — mais dans une enceinte close, par crainte des débordements — l'un des plus importants rassemblements de la corporation. La CGT, dont l'influence dans la police nationale est réduite, mais pas inexistante pour autant, notamment parmi le personnel du stationnement où la centrale de M. Krasucki constitue

la principale force syndicale, devait manifester jeudi 27 avril. Jusqu'aux commissaires qui, alliés aux organisations regroupées dans l'Union syndicale et catégorielle de la police (USC-Police), ont entrepris de déposer leurs doléances dans les préfectures.

Au même titre que les autres fonctionnaires, les policiers demandent que leurs salaires soient revus. Vingt-cinq points d'indice pour la FASP (soit environ 600 francs par mois), trente-cinq points pour l'USC (environ 850 francs), 1.500 francs pour la CGT. Chaque syndicat a avancé son chiffre. Sans trop d'illusions. Les directions syndicales savent bien que lorsqu'un gouvernement résiste avec la dernière énergie pour refuser aux fonctionnaires cotés plus de 300 francs il est assez vain de penser qu'il puisse céder lorsque d'autres fonctionnaires, même s'ils sont policiers, en réclament au moins le double.

Même si elles sont souvent fortement poussées par leurs bases à revendiquer des hausses de traitement, les directions syndicales de la police sont aussi très conscientes de l'existence d'un malaise qui déborde largement les strictes

revendications salariales. Certes, comme les autres fonctionnaires, les policiers ont payé leur tribut à la politique d'austérité. Ils constatent en outre que le traditionnel avantage pécuniaire qui leur était accordé, par rapport aux autres fonctionnaires, a été peu à peu érodé par le temps et les effets de la combativité des autres travailleurs de l'Etat. Beaucoup aspirent à rétablir ce privilège, contrepartie à l'origine de contraintes que ne connaissent pas leurs autres camarades de la fonction publique.

Pourtant, le fond du problème n'est vraisemblablement pas là. Les policiers sont victimes de leurs espérances déçues. Depuis des années, ils entendent parler de modernisation.

GEORGES MARION.  
(Lire la suite page 16.)

### Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 26 à 28







URSS : la « démission » d'une centaine de membres ou suppléants du comité central

## M. Mikhaïl Gorbatchev a remporté une nouvelle victoire sur le camp des conservateurs

(Suite de la première page.)

Il lui reste des adversaires conservateurs au bureau politique, mais outre qu'ils avaient déjà été éliminés et que les secteurs-clés leur échappent, ils n'ont plus de troupes à faire manœuvrer. Ils ont bien sûr encore une masse de partisans, mais loin, très loin du sommet, dans les appareils intermédiaires et locaux, et non plus dans le comité central qu'on peut tenter de réunir par surprise, au sein d'une conjonction est-jouable, et qui, surtout, est assez habilitée à modifier la composition de la direction puisqu'elle est statutairement élue par ses membres.

La purge est massive. Elle modifie profondément tous les rapports de forces, mais l'élégance de l'opération, précise, propre et rapide, est si parfaite que le spectacle en devient franchement comique. Car ces 110 hommes qui se sont réunis, mardi 25 avril, au courtoisement évincer n'ont même pas eu besoin d'inventer un mauvais prétexte à leur « démission ». Il y en avait un, tout trouvé et bien réel, puisqu'ils étaient déjà plus vieux, plus riches que des « élites mortes », comme on les appelait à Moscou (1).

Plus de procès contre M. Eltsine

D'après les chiffres donnés mardi par M. Gorbatchev, on en était arrivé ainsi à compter 83 « âmes mortes » sur 301 membres du comité central, 27 sur ses 157 membres suppléants, et 12 sur 62 membres de la commission de révision — 122 au total. Les règles implicites du fonctionnement du parti étaient donc violées puisque les vrais responsables du pays, les successeurs de ces hommes, ne siégeaient pas au comité central et, politiquement parlant, la situation était totalement malsaine.

Car, pour la plupart âgées et d'un autre temps, pleines de rancœur aussi, pour beaucoup d'entre elles, contre M. Gorbatchev, les « âmes mortes » étaient par définition conservatrices. Leur nombre croissait avec leur âge et à la première occasion... Seulement voilà, deux semaines après la très mystérieuse affaire géorgienne, quelques jours après l'annonce plus mystérieuse double tentative d'attentat dans le métro de Moscou, à l'heure où les trois quarts des intellectuels libéraux voyaient déjà la perestroïka défilée, ce sont les conservateurs qui sont en déroute — et comme chez Guignol.

Cette lettre collective adressée au comité central, les par M. Gorbatchev dans sa courte intervention liminaire et publiée mercredi matin 26 avril à la une des quotidiens, leur fait en effet boire le calice jusqu'à la lie. « Nous sommes des rats », dit la retraite pour des raisons d'âge soit de santé. Nous considérons [donc] qu'à un moment où il revient à tous les camarades membres du comité central et de la commission

● **POLOGNE** : libération de l'un des assassins du Père Popieluszko. — L'un des meurtriers du Père Jerzy Popieluszko, l'ex-lieutenant de police Waldemar Chmielewski, a été libéré au cours des derniers jours, a annoncé, mardi 25 avril à Varsovie, le porte-parole du gouvernement, M. Zbyslaw Rykowski. Condamné en février 1985 à quatorze ans de prison, M. Chmielewski, aujourd'hui âgé de trente-trois ans, avait bénéficié à deux reprises de remises de peine, réduite finalement à quatre ans et six mois d'emprisonnement.

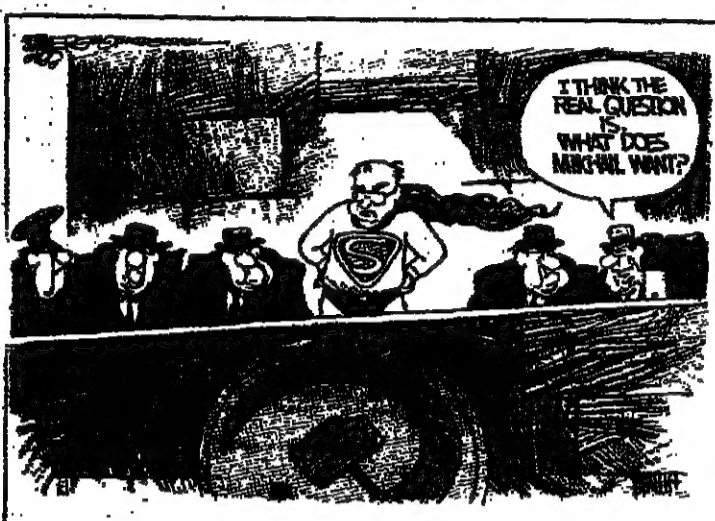
● **TCHÉCOSLOVAQUIE** : deux dissidents condamnés en appel. — La cour d'appel régionale de Brno a confirmé lundi 24 avril la condamnation à seize et six mois d'emprisonnement d'Ivan Jirous (quarante-quatre ans) et Jiri Tichy (quarante-deux ans) pour « incitation à la rébellion ». Les deux opposants tchécoslovaques étaient poursuivis pour « diffusion d'une pétition » accusant les autorités d'être responsables de la mort en prison du dissident Pavel Wronka l'an dernier.

de révision de déployer une activité intense en faveur de la perestroïka, il nous faut, dans l'intérêt de la cause commune, renoncer à nos pouvoirs. « Nous exprimons, poursuivait-il, notre soutien unanime au cours politique de notre cher parti [et] souhaitons du fond de notre cœur de nouveaux succès au renouveau révolutionnaire de la société et à la réalisation des objectifs de la perestroïka. »

M. Gorbatchev a la cela, rendu un autre hommage au « courage politique » et à la « hauteur de vue » qu'il avait fallu à ce comité central pour « emprunter le chemin du

pour avoir pu se joindre au mouvement) mais il a renforcé les rangs de ses partisans.

Non seulement le rapport de forces en est profondément modifié, mais, dans une période où le traumatisme des élections a fait souffler un vent de fraîcheur dans tout l'appareil, le succès de ce coup politique va donner à réfléchir à tous les conservateurs. Ce que M. Gorbatchev (il s'est offert le luxe de le rappeler) n'avait pas même pu tenter en juin dernier lors de la XIX<sup>e</sup> conférence, il l'a maintenant réalisé. Dans un mois, le nouveau Congrès des députés du peuple se réunira pour élire chef de l'État.



« Je pense que la vraie question est : que veut Mikhaïl ? » (International Herald Tribune du 26 avril.)

changement », puis expliqué qu'il fallait acquiescer à cette demande car « la vie évolue » et « la perestroïka s'accompagne aussi de changements de personnes » rendus nécessaires « par le très sérieux réajustement de forces en cours dans le parti et l'ensemble de la société ».

Point n'est besoin de vote à bulletin secret, a benoîtement ajouté le secrétaire général, puisqu'il s'agit d'accepter des démissions et non pas d'écarter qui que ce soit. Le vote, a-t-il indiqué ensuite au cours d'une conférence de presse M. Vadim Medvedev, le secrétaire à l'idéologie, a été « unanime ». Le tour était joué, même si certaines des interventions (celles seront publiées dans les prochains jours) ont été « franches ».

Le tour était joué et il a été ensuite parfait par la promotion (les statuts donnent ce pouvoir au comité central) de vingt-quatre membres suppléants à la dignité de membres tout court. On remarque parmi eux plusieurs partisans connus des réformes, comme M. Faline, responsable de la politique étrangère de l'appareil du comité central, les académiciens Evgeni Prizakov et Konstantin Frolov ou le vice-premier ministre de la Fédération de Russie, M. Babitski. Non seulement le secrétaire général a écarté 110 adversaires (les 12 autres « âmes mortes » étaient « trop malades »

Les nouvelles institutions se mettent ainsi en place. Le surplus d'autorité et de prestige qu'a gagné mardi M. Gorbatchev va lui aider à modérer un peu radicaux et opposants. Ensuite, s'ouvre la campagne pour les élections locales — qui pourraient être repoussées de l'automne à janvier. L'amplification du cours réformateur devrait aider le parti à ne pas y perdre totalement la face.

Signe des temps, un cours de sa conférence de presse de mardi soir, M. Medvedev a fait comprendre que le procès politique que les conservateurs avaient réussi à faire ouvrir contre M. Eltsine lors du précédent plénum n'était plus d'actualité. Interrogé sur le pluriplémisme, il ne s'est certes pas prononcé pour, mais

### La nouvelle composition du « parlement du parti »

	Comité central		Commiss. centrale de révision	Total
	membres	suppléants		
Efficacité en 1986	307	171	82	560
Efficacité le 20-24-1989	301	157	82	540
dont « âmes mortes » (selon M. Medvedev)	83	27	12	122
Démisionnement le 25 avril	- 74	- 24	- 12	- 110
Sont promus	+ 24	+ 24		
Total des « restants »	251	108	70	430
dont « âmes mortes »	9	3		12

### PORTUGAL

## Le 15<sup>e</sup> anniversaire de la « révolution aux œillets » a été célébré avec une relative discrétion

La traditionnelle parade militaire, suivie d'un grand rassemblement populaire sur la place du Rossio, a marqué mardi 25 avril à Lisbonne le quinzième anniversaire de la démocratie retrouvée — que les autorités de l'État avaient préféré célébrer dans une relative discrétion. Après les années tumultueuses qui ont suivi la « révolution des œillets », la stabilisation de la vie politique est encore trop récente pour que les dirigeants actuels du pays n'éprouvent pas quelques appréhensions devant ce genre de manifestation. Les difficultés auxquelles se heurte actuellement le gouvernement de centre droit du premier ministre Caraco Silva ne les incitent pas à prendre des risques.

Pour la première fois, symptomatiquement, l'anniversaire a été célébré sans le traditionnel message du chef d'État-major des forces armées, qui commémorait les années précédentes l'action décisive du « mouvement des forces armées ». Ce message avait été bien souvent l'occasion pour les militaires de faire connaître leurs critiques contre le gouvernement, et toute l'action, ces dernières années, de l'actuel président de la République, M. Mario Soares, a tendu à empêcher les forces armées de jouer un rôle dans la vie civile.

Du côté officiel, cet anniversaire a été célébré au Parlement, réuni en séance extraordinaire, par le discours du président de la République et celui de la présidente de l'Assemblée populaire de la Guinée-Bissau, M<sup>me</sup> Carmen Pereira, représentant, les cinq anciennes colonies portugaises d'Afrique auxquelles la Révolution a accordé l'indépendance.

Rendant hommage au soulèvement des jeunes officiers, le 25 avril 1974, M. Mario Soares a salué dans son discours « tous ceux qui ont rendu possible que le Portugal d'aujourd'hui soit un Portugal libre et démocratique ». Il a également demandé à ses concitoyens de redoubler d'efforts maintenant pour la cause de l'unité européenne. « Ne demandez pas ce que l'Europe peut faire pour nous, mais ce que nous, Portugais, pouvons faire pour contribuer à bâtir une Europe toujours plus à l'avant-garde de la liberté et du progrès », a-t-il dit en paraphrasant un discours célèbre du président Kennedy.

### Un appel en faveur d'Otelo de Carvalho

Cet anniversaire a également été l'occasion, nous indique notre cor-

on l'a entendu rappeler que les socialistes-révolutionnaires avaient un temps gouverné avec les bolcheviks, que le pluripartisme avait donc existé dans les premiers mois de la révolution, et ces temps signifiaient qu'il n'y avait pas hétéroclite, mais simple question de priorités et d'opportunités politiques.

Ironique, défiant et soutenu de n'acquiescer aucune question, le secrétaire à l'idéologie (qu'accompagnait M. Razomovski) s'est attaché deux heures durant à montrer à quel point ce plénum avait été un « événement considérable » pour la perestroïka.

Si le comité central ne s'est pas prononcé, a-t-il expliqué, sur le cas des dirigeants du parti qui ont échoué au cours des élections parlementaires, c'est que le problème doit être examiné par les organisations qui les avaient désignés et que « c'est à elles de décider », après avoir analysé les causes de leur échec.

Autrement dit, si la base veut renouveler les cadres locaux, qu'elle agisse, avec la bénédiction du sommet mais sans circulariser centrales à appliquer. M. Gorbatchev n'aime décidément pas procéder aux exécutions capitales, il préfère jouer aux échecs, éliminer les pions l'un après l'autre, frapper quand il n'y a même plus besoin de mener bataille et féliciter à chaque étape les conservateurs du dévouement avec lequel ils se sont sacrifiés à la cause des réformes.

En septembre dernier, M. Gromyko avait déjà en droit d'être un tel honnête homme après son éviction. Il s'est répété pour les partisans d'Eltsine, et tant M. Medvedev que M. Razomovski se sont évertués à convaincre mardi qu'il n'y avait aucun responsable de la répression des manifestations de Tbilissi à chercher à Moscou. Toutes les décisions, ont-ils dit, avaient été prises par la direction géorgienne. Il n'y a donc pas de comptes à chercher plus haut et cette nouvelle aura certainement fait plaisir à beaucoup de gens.

BERNARD GUETTA.

(1) L'expression « âmes mortes » est tirée du célèbre roman-poème de Nicolas Gogol, où un aventurier, Tchikolov, avait en l'idée pour s'enrichir de racheter à bas prix les propriétés des « âmes » (c'est-à-dire les serfs malades) mortes entre deux recensements, qui avaient lieu tous les dix ans.

## Plusieurs « anciens » ont refusé de se retirer

C'est un grand coup de balai, ce n'est pas encore tout à fait un coup de jeune. Des limites étaient en effet inévitables dès l'instant que l'on décidait de rester dans le cadre des statuts du parti stricto sensu, sans procéder à une nouvelle élection du comité central : la chose n'est possible qu'à l'occasion d'un congrès du parti, et le prochain (le vingt-huitième) n'est prévu qu'au printemps 1991, donc dans deux ans.

En fait, la conférence du parti tenue en juin dernier aurait pu choisir de procéder à cette élection, comme le parti frère hongrois l'avait fait au cours d'une conférence analogue quelques semaines plus tôt. Mais M. Gorbatchev avait été alors contraint d'en rester au statu quo. Le plénum de mardi aurait pu aussi décider de convoquer le congrès de manière anticipée, par exemple pour l'automne. Il n'en a rien été, malgré des rumeurs en ce sens ces derniers jours.

Dans ces conditions, la seule chose possible était de solliciter les démissions de toutes les « âmes mortes », ceux qui avaient perdu depuis leur élection il y a trois ans les fonctions qui justifiaient leur siège au « parlement du parti », et de remplacer les membres titulaires du comité central en puisant dans la seule réserve possible : les 157 suppléants. Même les membres de la commission centrale de révision — une seconde instance, moins nombreuse, chargée en principe de surveiller le fonctionnement interne du parti, et dont les membres siègent aux plénums sans droit de vote, au côté de leurs collègues du comité central — n'étaient pas éligibles pour une promotion au rang de titulaires du CC, les seuls qui disposent d'un droit de vote.

Cela explique que les partants (110 au total) soient beaucoup plus nombreux que les nouveaux promus (24) : les suppléants qui pouvaient les remplacer sont en nombre limité, et tous n'ont pas le profil. Les départs de MM. Gromyko, Solomentsev, Aliev, Tikhonov, autrefois dit tous les anciens membres du Politburo, sont les plus spectaculaires, mais l'on notera aussi la discipline dont ont fait preuve les militaires. Tous les maréchaux (ceux-ci ne sont en principe jamais mis à la retraite, mais sont versés dans le corps des inspecteurs des forces armées) ont quitté le comité central, à l'exception d'un seul, le maréchal Akhromeev, ancien chef d'état-major, mais qui assume depuis l'automne dernier les fonctions plus prestigieuses de conseiller militaire de M. Gorbatchev.

Partent également pour une retraite définitive les membres dont l'élection en 1986 avait déjà été une anomalie (ainsi M. Baïbakov, ancien président du plan, qui avait été mis à la retraite dès l'année précédente), ou encore MM. Tchervonko, ancien ambassadeur à Paris, Iouri Joukov, un vieux journaliste stalinien qui continuait encore récemment d'écrire dans la Pravda, etc.

Tous n'ont pas fait preuve d'une telle discipline. La liste des partants publiée mercredi par la Pravda fait apparaître quelques « oublis » criants, sur lesquels M. Gorbatchev a sans doute voulu attirer l'attention lorsqu'il a cité le nombre de 83 « âmes mortes » parmi les titulaires actuels de CC, soit neuf de plus que le nombre réel de partants. Autrement dit, quelques retraités qu'il n'a pas nommés ont refusé de

démisionner, car il est bien difficile de croire, comme l'a suggéré M. Medvedev, qu'ils aient été « trop malades » pour le faire. Citons parmi ceux-ci MM. Dobrynine, l'ancien ambassadeur aux États-Unis, récemment responsable des affaires internationales (le seul ancien secrétaire du parti dans ce cas), Guorou Markov, président de l'Union des écrivains jusqu'à sa mise à la retraite l'an dernier, Tchakovski, ancien rédacteur de la Gazette littéraire, Tolkomov, président jusqu'à l'an dernier du Soviet de l'Union, et trois anciens premiers secrétaires de région.

### Toujours membre à quatre-vingt-trois ans

Mais le cas le plus flagrant est celui de M. Efim Slavski, le seul membre du comité central qui soit né au siècle dernier, un homme qui fut vice-ministre sous Staline et responsable de la construction de la bombe atomique jusqu'à sa mise à la retraite en novembre 1986 seulement : M. Slavski ne figure pas sur la liste des démissionnaires et continuera donc, si tout va bien, de siéger au comité central jusqu'à ses quatre-vingt-trois ans.

Egalement étonnant est le maintien à leur siège de deux suppléants qui avaient pourtant été limogés et critiqués publiquement : M. Lazkov, ancien chef de l'État du Turkménistan, qui avait été exclu en septembre dernier du comité central de cette république pour malversation, et M. Mechkov, un responsable de l'industrie nucléaire limogé il y a trois ans à la suite de la catastrophe de Tchernobyl. La seule autre personnalité dans ce cas est M. Boris Eltsine, le plus illustre des limogés récents, mais qui, lui, n'avait aucune raison de démissionner après son triomphe devant les électeurs de Moscou.

Le cas de la Géorgie constitue également une anomalie : M. Gatchevili, qui avait abandonné juste avant les récents événements de Tbilissi sa fonction de chef d'État de la république, a renoncé à son mandat de membre de la commission de révision du parti. Mais M. Patichvili, le premier secrétaire, démissionnaire pour avoir assumé la responsabilité de la répression, garde son siège au comité central.

Enfin, la limitation, signalée plus haut au recrutement de remplaçants perpétue d'autres anomalies parmi les « nouvelles âmes », les dignitaires récemment promus à d'importantes fonctions et qui continueront de piétiner dans l'antichambre du comité central. Avec le nouveau cas de la Géorgie, ce sont maintenant sept premiers secrétaires de république, soit la moitié du total, qui n'ont aucun siège au CC, notamment les premiers responsables des trois républiques baltes et des trois républiques de Transcaucasie, les plus troublées. Il en va de même de M. Tolstykh, vice-président du gouvernement et ministre de la science et de la technique, de 25 titulaires de portefeuille ministériel sur 75 et de 81 premiers secrétaires de régions, territoires et républiques autonomes sur 139. Sans doute toutes ces personnalités participent-elles aux sessions du comité central, mais leur droit de vote ne viendra qu'avec la prochaine étape de la « normalisation », le prochain congrès du parti.

MICHEL TATU.

**Force 10**  
Bout au vent - Face au soleil

Lunettes Force 10 hommes et dames, en câble marin d'acier et plaqué or. Solaires (verres Zeiss ou photochromiques).  
Prix 3 800 F.

Existent également en verres optiques.

**FRED**  
JOAILLER

6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup> 42.60.30.65  
La Clarté, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ritz.  
Hôtel Mérienne - Espace "Galerie Lafayette", Paris.  
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Coles, Deauville.  
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo.  
20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • New York.



## Europe

Pour faciliter la mobilité des étudiants

## Les crédits du programme Erasmus seraient doublés d'ici à 1993

Les crédits affectés au programme Erasmus, dont l'objet est de faciliter la mobilité des étudiants à l'intérieur de la Communauté, pourraient être plus que doublés, passant de 85 millions d'ECU (595 millions de francs) pour la période 1987 à 1990, à 192 millions d'ECU (1 344 millions de francs) pour les trois années suivantes. C'est ce que la Commission

européenne, constatant le succès du programme, mais aussi ses insuffisances, vient de proposer aux gouvernements des Douze. L'équipe de M<sup>me</sup> Vasso Papandréou, le commissaire compétent, espère que les décisions pourront être prises lors d'un conseil des ministres de l'éducation qui se tiendra le 15 décembre sous la présidence française.

BRUXELLES

(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Le programme Erasmus a été lancé, non sans mal et dans un climat de scepticisme général, en 1987. L'argent lui était alors chichement compté : 10 millions d'ECU (70 millions de francs) pour la première année (1987-1988), 30 millions d'ECU (210 millions de francs) pour la seconde et 45 millions d'ECU (315 millions de francs) pour la troisième (1989-1990) ; montant porté en fait à 52,5 millions d'ECU (367 millions de francs) grâce à une initiative du Parlement, qui, dès le début, a fermement soutenu l'entreprise.

Ces ressources — limitées — ont permis au cours des deux premières années de fonctionnement d'Erasmus (1987-1989) d'envoyer quelque 16 000 étudiants de la Communauté effectuer des périodes de cours allant de trois mois à un an dans un autre Etat membre, dans le cadre d'un millier de programmes inter-universitaires de coopération (PIC). C'est peu au regard des 3 500 000 étudiants et des 3 500 établissements d'enseignement supérieur que compte la Communauté, surtout si l'on se

souvient que l'objectif de la Commission européenne, réaffirmé en début d'année par M. Jacques Delors, est qu'environ 10 % de la population étudiante profite en 1993 du programme Erasmus. Sa mise à jour a pour but d'« améliorer son fonctionnement en vue d'augmenter significativement le nombre d'étudiants participants de tous les Etats membres et aussi d'améliorer la qualité du programme Erasmus ».

## Une aide complémentaire

La Commission « reconnaît le besoin de garantir l'engagement à long terme des universités participantes et estime donc nécessaire de prendre des mesures pour que les universités sélectionnées soient informées de l'intention de la Commission (...) d'accorder des aides financières pour une période pluriannuelle... ».

La mise en œuvre d'Erasmus s'est heurtée à l'insuffisante connaissance linguistique des professeurs comme des étudiants. Certes, la Commission a soumis voici quelques semaines au conseil un programme Lingua dont l'objet est d'encourager l'enseignement des langues de la Communauté. Mais ici, dans le cadre d'Erasmus, elle suggère de com-

pléter les programmes d'échanges en prévoyant une « période intégrée de préparation linguistique ».

L'attribution et la répartition des bourses de mobilité, opérées par le truchement d'organismes nationaux, n'ont pas toujours donné satisfaction. La tendance trop fréquente, dénoncée par les étudiants comme par leurs professeurs, a été de trop diviser la manne communautaire. Résultat : des bourses souvent très insuffisantes et qui, de ce fait, pouvaient risquer d'exclure du programme les étudiants les moins nantis. Le système de répartition sera révisé, et, surtout, la Commission demande aux Etats membres de « fournir en cas de besoin une aide complémentaire aux étudiants bénéficiaires d'une bourse de mobilité ».

C'est d'autant plus nécessaire que la Commission, par souci d'efficacité, notamment pour réduire le handicap linguistique, suggère maintenant d'accroître la durée moyenne de la période d'étude dans un autre Etat membre et de porter à six mois la durée normale minimale avec l'idée d'arriver progressivement à l'acceptation de périodes d'étude d'une durée normale d'un an.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

La controverse sur les missiles

## La polémique qui oppose Bonn à Washington et à Londres s'accroît

La polémique qui oppose Bonn aux Américains et aux Britanniques sur les missiles à courte portée est montée d'un cran. De retour de Washington, les ministres ouest-allemands des affaires étrangères et de la défense ont estimé, mardi 25 avril, que l'importance de sa contribution à l'alliance atlantique doit donner à la République fédérale « un poids particulier dans l'élaboration du concept global de l'OTAN ».

Mais le premier ministre britannique, M<sup>me</sup> Thatcher, qui doit rencontrer le chancelier Kohl samedi en RFA, a rétorqué en affirmant qu'« aucun pays ne peut déterminer à lui seul la politique de l'OTAN ».

Le département d'Etat a reconnu, de son côté, que la question peserait sur le prochain sommet de l'alliance, fin mai. Son porte-parole, M<sup>me</sup> Tutwiler, n'en a pas moins réaffirmé l'opposition de Washington à l'ouverture dans l'immédiat de négociations sur les missiles à très courte portée.

Cette ligne serait naturellement celle d'un gouvernement de coalition du SPD et des Verts, qui a pour le moment le favori des sondages, mais aussi celle d'un gouvernement conservateur, dans la mesure où, selon toute vraisemblance, il ne pourra pas se constituer sans l'appui des libéraux de M. Genscher, lui aussi persuadé qu'il faut aller à marche forcée vers le désarmement.

La seule différence pourrait résider dans le degré d'explicitation des objectifs poursuivis : alors que les sociaux-démocrates préchent pour une troisième option zéro — celle qui consiste à écarter d'Europe les missiles à courte portée comme on a écarté les missiles nucléaires — l'actuel gouvernement refuse de se prononcer sur cette question tant que les négociations de Vienne sur la réduction des armes conventionnelles n'auront pas abouti à des résultats notables.

## Consensus

Le chef du parti social-démocrate, M. Hans-Jochen Vogel, a donc tout à fait raison de parler d'un « consensus national » sur la question des missiles. Il n'est d'ailleurs pas contredit par ses adversaires politiques. Les voix qui peuvent s'élever dans la presse et au Parlement contre la « ligne Genscher », qui s'est imposée dans la coalition, restent marginales. Il est significatif qu'un Alfred Dreger, président du groupe parlementaire CDU-CSU et naguère « atlantiste » pur et dur, ait apporté de manière ostensible son soutien aux conceptions élaborées par M. Genscher. Cet homme au nationalisme ombrageux, qui avait combattu le retrait des missiles à portée intermédiaire, est aujourd'hui déçu par le comportement des Etats-Unis et mise, comme la plupart de ses compatriotes, sur la poursuite et l'approfondissement du dialogue avec l'URSS de M. Gorbatchev.

Le voyage éclair de M<sup>me</sup> Genscher et Stoltenberg à Washington le 24 avril a révélé un autre aspect de cette nouvelle attitude ouest-allemande sur la scène internatio-

nale : celui de l'affirmation sans détour d'une prétention à participer aux décisions avec un poids correspondant aux efforts consentis par la République fédérale dans la défense commune.

Les deux hommes ont expliqué qu'aujourd'hui, seule parmi les puissances non nucléaires en Europe, la RFA porte le poids et est exposée aux risques d'une éventuelle guerre nucléaire au centre de l'Europe. Ils ont également fait valoir qu'en matière de défense conventionnelle l'effort ouest-allemand est de loin le plus important. Cela leur permet de rejeter, avec l'air offensé qu'il s'impose, le soupçon de non fiabilité de la RFA, les accusations de dérive vers l'Est qui s'expriment de plus en plus fréquemment aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France. Dans ce domaine aussi s'établit un autre consensus : l'ère de la souveraineté limitée de la République fédérale doit prendre fin au plus vite, et ce pays doit définitivement être admis comme un partenaire à part entière de l'alliance avec une voix au chapitre correspondant à sa puissance réelle, économique et militaire. Ces accents sont tout aussi bien ceux d'un Oskar Lafontaine, héros de la nouvelle génération social-démocrate, que ceux d'un Helmut Kohl, qui ne perd pas une occasion d'affirmer qu'il n'a « de cours de rattrapage à recevoir de personne » sur la question de l'exercice par son pays de la solidarité occidentale.

LUC ROSENZWEIG.

Le Monde

PUBLICITÉ  
LITTÉRAIRERenseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

## Proche-Orient

LIBAN

## Beyrouth attend d'éventuelles décisions de la Ligue arabe

Le comité de la Ligue arabe chargé du Liban devrait se réunir, mercredi 26 avril, à Tunis pour adopter un plan visant à mettre fin aux affrontements à Beyrouth.

Le principal élément de ce plan est la mise sur pied d'un corps de deux cents à trois cents obser-

vateurs arabes, dont la mission consistera à surveiller le cessez-le-feu que les six membres du comité voudraient voir respecter au Liban. Par ailleurs, Paris a pris contact avec ses partenaires européens en vue d'effectuer un second ravitaillement pétrolier du Liban.

BEYROUTH  
de notre correspondant

A l'heure où se tiennent à Tunis des assises cruciales pour son sort, le Liban retient son souffle : y aura-t-il ou non une nouvelle explosion ? Les bombardements, qui avaient repris dans la nuit du lundi 24 au mardi 25 avril, n'ont pas atteint l'ampleur de ceux qui avaient précédé la trêve de facto, qui aura finalement duré du 17 au 24 avril. Après s'être faits assez violents, les coups d'artillerie se sont terminés par l'échange de quelques obus d'« entretien », comme on les désigne ici.

Plus que jamais, chacun des deux camps accuse l'autre d'avoir mis le feu aux poudres pour empêcher le comité arabe de réussir sa mission. En fait, chaque côté a, dans la nuit de lundi à mardi, bombardé tout autant qu'il était bombardé. Cependant, après avoir constaté, une fois de plus, qu'au Liban une trêve n'est

jamais totalement acquise, la population a repris le chemin du travail pour tenter d'assurer le peu d'activité qui peut l'être, sans pratiquement d'électricité et malgré le fuel français finalement débarqué lundi (le Monde du 26 avril).

Les quantités livrées ne permettent, en effet, à la centrale de Zouk (en secteur chrétien, mais qui alimente 80 % des Libanais) que d'assurer deux heures de courant par jour.

Des bombardements ou du blocus — particulièrement en secteur chrétien — les Libanais ne savent pas ce qu'ils doivent redouter le plus, car l'insécurité est également de mise en ce qui concerne le mazout (il n'y en a pratiquement plus) et l'essence. Alors que les filières mises en place pour tenter de détourner le blocus sont de moins en moins sûres, la liaison avec Chypre, grâce à une navette maritime quotidienne, a été interrompue.

Pour entretenir l'espoir, il ne reste que la perspective de voir la réunion

de la Ligue arabe de ce mercredi à Tunis (qui dispose d'un vrai d'un aval international exceptionnellement fort) aboutir à des résultats tangibles. Mais on se rend bien compte qu'il ne sera facile ni à Damas de se résoudre à accepter cette intrusion arabe dans sa chasse gardée libanaise — surtout assortie d'un corps d'observateurs de deux cent officiers — ni au général Aoun d'accepter le retour au statu quo ante.

Au cas où la situation évoluerait positivement, il est intéressant de noter que les députés du secteur musulman ont répondu positivement à la « proclamation de Hérak » (le Monde du 25 avril) dont leurs collègues chrétiens et le patriarche maronite ont pris l'initiative, au risque de remous dans leur propre camp. Un comité parlementaire conjoint islam-chrétien est envisagé, pour coopérer avec le comité pour le Liban de la Ligue arabe.

LUCIEN GEORGE.

## Fausses rumeurs

## L'armée israélienne n'a pas expulsé de fermiers

Le porte-parole de la FINUL a catégoriquement démenti que l'armée israélienne ait expulsé « trois cents Libanais » de leurs fermes à la frontière israélo-libanaise, comme l'avaient indiqué des informations en provenance de Beyrouth (le Monde du 23-24 avril). Il a qualifié de « fiction totale, dénuée de la moindre parcelle de réalité » les propos prêtés à la « police libanaise » selon laquelle l'armée israélienne aurait donné un ultimatum de vingt jours aux villageois, les sommant de vendre leurs terres à l'Armée du Liban sud (milice pro-israélienne) sous la menace de se voir purement et simplement expulsés.

Les porte-paroles de l'armée israélienne ont également démenti ces informations. — (Corresp.)

● ISRAËL : trois morts dans les territoires occupés. — Un manifestant palestinien a été tué, le mardi 25 avril, par l'armée israélienne dans la bande de Gaza, tandis que deux autres Palestiniens, soupçonnés de collaboration avec Israël, ont été tués par la population en Jordanie, selon des sources médicales et palestiniennes. Vingt-quatre personnes ont en outre été blessées par balles. — (Reuters.)

## ÉGYPTE

## Arrestation de 1 500 islamistes en deux semaines

LE CAIRE  
de notre correspondant

Le général Zaki Badr, ministre égyptien de l'intérieur, a annoncé l'arrestation de 1 500 islamistes au cours des deux dernières semaines. Tout a commencé à la suite de l'interpellation il y a une quinzaine de jours à Fayoum (110 kilomètres au sud du Caire), pour incitation à la violence, du cheikh Omar Abdel Rahman. Figure de proue des islamistes, le prédicateur aveugle avait été accusé, après l'assassinat du président Sadate, d'avoir émis des fatwas (décrets religieux) autorisant les membres de l'organisation extrémiste Al Djihad (guerre sainte) à verser le sang du raïs. C'est lui qui, selon la police, avait jugé licite le vol des conservateurs copes pour financer l'action de l'organisation.

Des manifestations demandant la libération du cheikh Abdel Rahman avaient éclaté le lendemain de son arrestation à Fayoum. Les forces de l'ordre avaient appréhendé des centaines de manifestants. Le lendemain, deux engins explosifs de fabrication artisanale éclataient au centre de Fayoum faisant deux blessés légers et entraînant de nouvelles arrestations.

A. B.

## Diplomatie

Hostilité ou soutien

## La prochaine visite de M. Arafat en France suscite de nouvelles réactions

La visite de M. Yasser Arafat à Paris, prévue pour le mardi 2 mai, a continué, mardi 25 avril, à susciter diverses réactions, tant d'hostilité que de soutien. Alors que les milieux politiques paraissent partagés sur l'opportunité d'une telle visite, un collectif regroupant des associations françaises ainsi qu'immigrés ont décidé d'organiser, le 2 mai, une manifestation visant à « soutenir l'initiative du président François Mitterrand et à souhaiter la bienvenue au président Arafat ». Cette manifestation, qui doit se dérouler à 18 h 30 place du Trocadéro, coïncidera avec un rassemblement — à la même heure à la même place, rue Copernic — organisé par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) pour protester contre la venue du chef de l'OLP et « à la mémoire de toutes les victimes du terrorisme ». Un rassemblement identique doit également avoir lieu à Strasbourg.

De son côté, le représentant à Paris de la Ligue arabe, M. Hamadi Essid, accuse — à la suite des réactions publiées lundi par plusieurs organisations juives

(le Monde du 26 avril) — « certains responsables de la communauté juive en France » d'« attiser les passions et d'intimider leurs concitoyens » et de se montrer « bien en deçà d'une bonne parité de l'opinion publique israélienne ». L'Union internationale juive pour la paix se déclare, quant à elle, favorable à l'initiative du président Mitterrand, estimant que « si l'on souhaite parler aux Palestiniens, avec les Palestiniens, il n'existe simplement personne d'autre [que M. Arafat] à qui parler ». Or, poursuit cette organisation, il est urgent que le dialogue s'engage entre les belligérants.

Pour sa part, M. Laurent Fabius, qui avait indiqué dimanche qu'il n'avait « pas prévu » de recevoir M. Arafat lors de son séjour à Paris, ne le rencontrera pas car, a indiqué la présidence de l'Assemblée nationale, il se trouvera, ce jour-là, à Marbella, où il assistera au dixième symposium des « pionniers de Marbella », y intervenant sur le thème de « l'Europe dans le monde de demain ».

## Détérioration des relations entre l'Iran et la RFA

Les relations entre l'Iran et la République fédérale allemande traversent une phase délicate. Lundi 24 avril, Téhéran accusait la RFA d'aider l'Irak à se doter de missiles à moyenne portée ainsi que d'armes chimiques et menaçait Bonn de représailles commerciales. Le chargé d'affaires ouest-allemand, M. Thomas Trunel, était convoqué au ministère des affaires étrangères pour se voir notifier la protestation de Téhéran. La justice ouest-allemande avait indiqué, le 10 avril à Munich, avoir saisi des documents auprès d'une firme bavaroise soupçonnée d'être impliquée dans la construction d'une usine de missiles de moyenne portée en Irak, sans toutefois identifier cette firme.

Mardi, le premier ministre iranien, M. Mir-Hossein Mousavi, allait encore plus loin en affirmant le démantèlement d'un réseau d'espions américains, annoncé vendredi par le président du Parlement.

M. Rafsanjani avait apporté la preuve que les ambassades de la RFA en Europe coopéraient avec la CIA américaine. Selon M. Mousavi, l'enquête a révélé que les « espions » en question entretenaient des contacts suivis

avec certaines ambassades européennes, en particulier celle de l'Allemagne fédérale. « Le peuple d'Allemagne de l'Ouest doit savoir que ses ambassades sont au service de la machine d'espionnage américaine », a affirmé M. Mousavi.

La RFA était, l'an dernier, le deuxième partenaire commercial de l'Iran. Toutefois, les relations bilatérales avaient commencé de se détériorer en février à la suite de l'affaire des *Versets saïniques*. Les négociations avec l'Iran pour l'ouverture d'une importante ligne de crédit et annulant plusieurs réunions prévues au niveau ministériel. Les diplomates ouest-allemands — à l'exception de l'ambassadeur, souffrant — regagnaient cependant Téhéran, il y a deux semaines, à la suite d'une décision de la CEE.

D'autre part, l'Iran a expulsé, mardi, dix-huit ressortissants britanniques, en riposte à l'expulsion de Grande-Bretagne de dix-huit Iraniens en mars dernier, à la suite de l'affaire Salman Rushdie, qui avait entraîné la rupture de relations diplomatiques entre Londres et Téhéran. — (AFP, AP.)

**L.T.S. Langues**

FORMATION EN LANGUES

PRÉPARATION DE CADRES A L'EXPIRIATION  
LES PROFESSEURS ENSEIGNENT LEUR LANGUE MATERNELLE

NOUS ORIENTERONS : demandez le catalogue sans aucune obligation de la langue que vous désirez apprendre ou que vous voulez apprendre à l'école.



MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO89

N°12 MAIRIES DE FRANCE est réalisé sous la responsabilité de MAIRIE-EXPO 89 sur quatre pages achetées au Quotidien Le Monde

JEUDI 27 AVRIL 1989

L'ÉVÉNEMENT

Les Maires de France aujourd'hui à Paris

En avant-première de MAIRIE-EXPO 89, plusieurs centaines de Maires de France devaient, en fin d'après-midi, répondre à l'invitation du Commissaire Général de MAIRIE-EXPO, Alain TRAMPOGLIERI, et assister Place du Palais Bourbon (face à l'Assemblée Nationale) à une grande réception à laquelle étaient aussi conviés les grands chefs d'entreprises, partenaires des Collectivités Locales.

De nombreux Membres du Gouvernement, Maires de villes, des Députés-Maires (venus en voisins), des Sénateurs-Maires, mais aussi de nombreux Elus de communes rurales connaissant et appréciant le dynamisme de l'initiateur de MAIRIE-EXPO, devaient découvrir les magnifiques salons de réception de RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE, ainsi qu'une exposition originale de bustes de Marianne.

Cette invitation risque d'être fort appréciée car elle a été adressée aux Elus de tous bords, en dehors de tout clivage politique.



Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire Général de MAIRIE-EXPO

Tous les Elus Locaux et décideurs de France connaissent maintenant le Salon MAIRIE-EXPO qui leur permet de rencontrer chaque année la plupart de leurs fournisseurs et partenaires en matière de gestion, d'équipements et d'animation, un marché de plus de 50 milliards de francs.

Après Lyon, Toulouse et Marseille, MAIRIE-EXPO 89 aura lieu dans le cadre du nouveau C.N.I.T. de PARIS-IA DEFENSE. Si c'est sur la Commune de Puteaux, administrée par Charles CECALDI-REYNAUD, qu'aura lieu cet événement, c'est à LA DEFENSE que plus de 300 exposants utiliseront pour la première fois le nouveau C.N.I.T. (cf page 6 : entretien avec Christian Pellerin) vers lequel convergeront cette année plus de 80.000 décideurs des Collectivités Locales.

Le vrai Salon des Villes et des villages

On sait d'ores et déjà que chaque année ce véritable rendez-vous professionnel accueille les 4.000 décideurs des

villes de plus de 2.000 habitants qui regroupent plus de 75 % de la population française et représentent plus de 80 % du budget global de fonctionnement et d'investissements des Collectivités Territoriales.

MAIRIE-EXPO consacre aussi une attention toute particulière aux Maires des communes rurales très souvent gérées en SIVOM. Aussi se retrouvent et se côtoient chaque année, sur les stands des exposants et dans les colloques et séminaires, les Maires des villes et les Maires des champs.

Les Elus ont des idées

Une nouvelle génération d'Elus Locaux est maintenant aux affaires pour 6 années. Ils ont tous, expérience, savoir-faire et faire savoir.

Face au grand marché européen de 93, les grandes villes françaises s'organisent avec leurs homologues européennes, c'est EUROCTES, nos villes moyennes s'unissent face aux enjeux économiques. Les villes nouvelles échangent leurs expériences et les communes rurales, hier en-

core isolées, jouent la différence et s'affirment comme un atout.

Les Elus Locaux français ont une préoccupation commune : la vie quotidienne des habitants.

Afin de répondre à cette attente, les grandes entreprises françaises, mais aussi les P.M.E. sont chaque année présentes et exposent à ce véritable Salon des Communes de France, plus en véritables partenaires qu'en simples fournisseurs.

Les Maires de France sont des "politiciens du concret" plus que des hommes politiques investis par des Etats-Majors, leur parti c'est "l'entreprise-Mairie".

Quel meilleur cadre pour accueillir les Elus Locaux français, leurs Adjoints et leurs Conseillers, en cette année du bi-centenaire, que le C.N.I.T., ce nouveau "Beau-bourg des Affaires", au cœur du département le plus dynamique de France, les Hauts de Seine.

Rendez-vous du 24 au 27 Octobre prochain, une date que les Secrétaires de Mairies ont inscrite sur l'agenda de leur Maire.

CONCOURS NATIONAL

15 MARIANNES D'OR POUR 15 COMMUNES PERFORMANTES

Le monde du cinéma s'est fait une raison, contrairement aux "Oscars" et autres "Césars", les "Marianne d'Or" signées Cartier ne lui sont pas destinées. En Octobre prochain, quinze MARIANNES D'OR seront décernées à quinze Communes de France. Ces distinctions récompenseront, pour la 6<sup>ème</sup> année consécutive, les Maires et leur équipe qui, par leur intelligence, leur initiative, leur clairvoyance, leur dynamisme, auront réalisé une action ou un ensemble d'équipements collectifs à la fois novateur, original et exemplaire.

Ce concours s'adresse à toutes les Communes, grandes ou petites, qui méritent que leurs innovations soient connues ou reconnues, dans les domaines de la gestion, de l'équipement ou de l'animation. Un partenariat exemplaire Mairies/Entreprises, exemple la réhabilitation d'un centre ville ou d'une Z.U.P. dégradée, l'adaptation des villes aux personnes handicapées, la lutte contre la pollution, les infrastructures sportives, les initiatives en matière de protection civile, l'adaptation culturelle au tissu local et à la vie associative, l'amélioration des transports publics, la lutte contre la solitude des personnes

âgées, etc., autant de thèmes qui peuvent être développés et dont la liste n'est bien entendu pas exhaustive.

Le Jury des MARIANNES D'OR, chargé d'étudier les dossiers de candidatures, est composé de personnalités du monde politique, des arts et des lettres, du sport et de chefs d'entreprises. La remise des MARIANNES D'OR aura lieu dans le cadre de MAIRIE-EXPO, au cours d'une grande manifestation à laquelle sont associés chaque année de nombreux médias de la presse écrite et audiovisuelle.

C'est Alain-Dominique Perrin, P.D.G. de CARTIER International, le célèbre joillier de la Place Vendôme, qui fait réaliser chaque année les 15 "MARIANNE D'OR".

Les dossiers de candidature devront parvenir avant le 1<sup>er</sup> Octobre 1989 à l'adresse suivante :

Concours des "MARIANNES D'OR"  
MAIRIE-EXPO 89  
7 bis, Place du Palais Bourbon  
75007 PARIS



Mireille MATHIEU et Jean-Pierre FOUCAULT aux Mariannes d'Or de Marseille avec Monsieur le Maire Henri SANNIER.

HÔTEL DE VILLE

"Marianne" chez le Maire de Paris

Le 21 Avril dernier, Brigitte BARDOT est venue voir le Maire de Paris, à l'Hôtel de Ville, pour lui demander son aide afin de sensibiliser le public au problème de l'adoption des animaux. A l'issue de cet entretien il a été décidé d'organiser une grande manifestation parisienne le week-end du 30 Septembre.

Cette manifestation, qui se déroulera pendant quarante-huit heures, prendra l'allure d'une grande fête à laquelle participeront bénévolement de nombreux artistes et permettra à tous les petits refuges de France d'amener des animaux pour les proposer à l'adoption. M. CHIRAC a indiqué que cette manifestation aurait lieu dorénavant tous les ans à Paris.

Marianne/Bardot a 20 ans

Le buste de MARIANNE/Brigitte BARDOT a aujourd'hui 20 ans. C'est en 1969 que le sculpteur ASLAN décida de réaliser un buste de MARIANNE à l'effigie de B.B. Brigitte BARDOT ne fut pas mise au courant et déclara, lorsqu'elle apprit la nouvelle "C'est la plus grande joie de ma vie avec mon entrée dans le dictionnaire Larousse aux côtés de Georges BRASSENS."

Le premier Maire à avoir choisi Brigitte BARDOT comme buste officiel fut Philippe LAMIRAULT pour la Mairie de Thiron-Gardais (Eure et Loire), suivi quelques mois plus tard par le Maire de Chamalières qui n'était autre que Valéry GISCARD D'ESTAING.

On peut estimer aujourd'hui à plus de 8.000 le nombre de bustes de "MARIANNE" Brigitte BARDOT dans les Mairies de France que réalisent les Ateliers de Moulage du Louvre.



Brigitte BARDOT et Jacques CHIRAC sous les lambris de l'Hôtel de Ville.

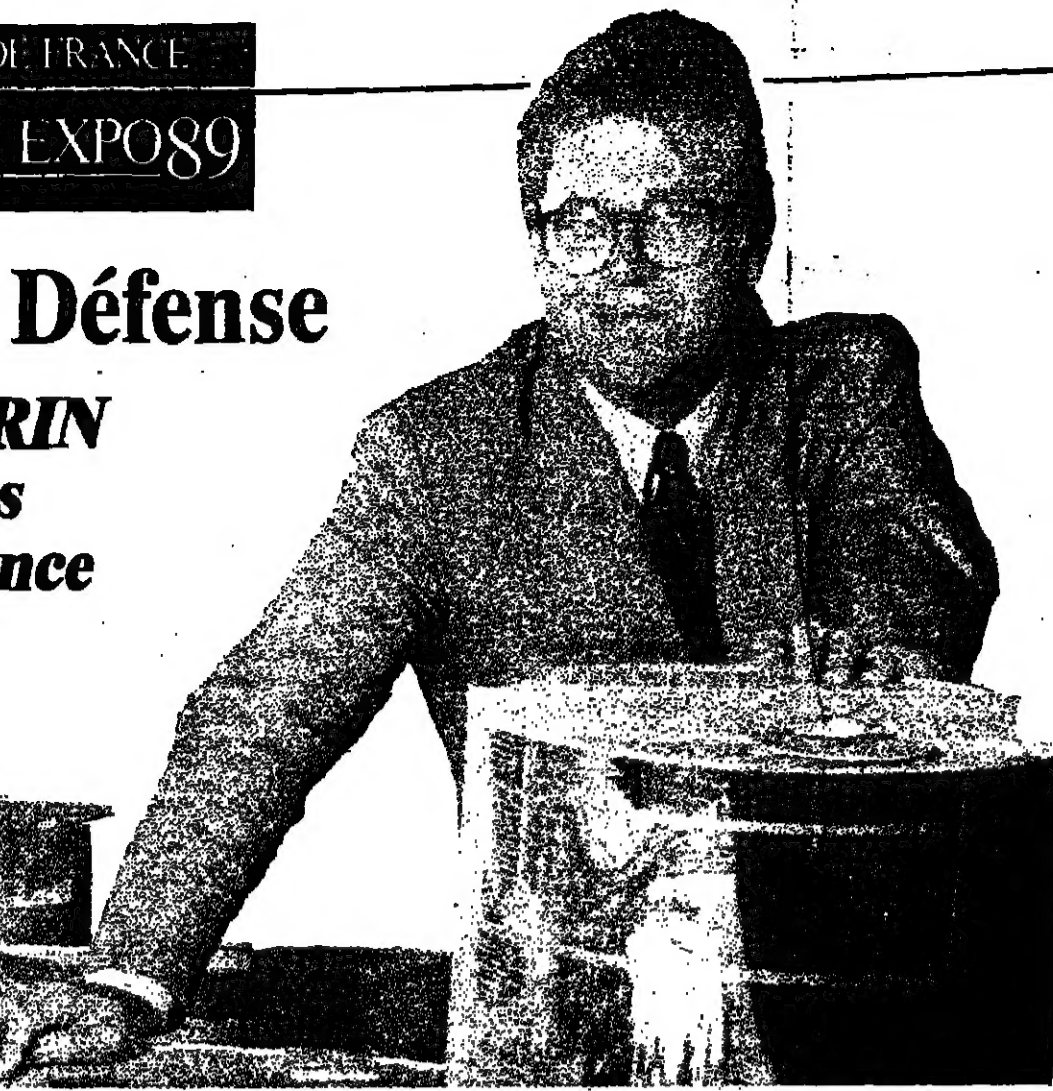
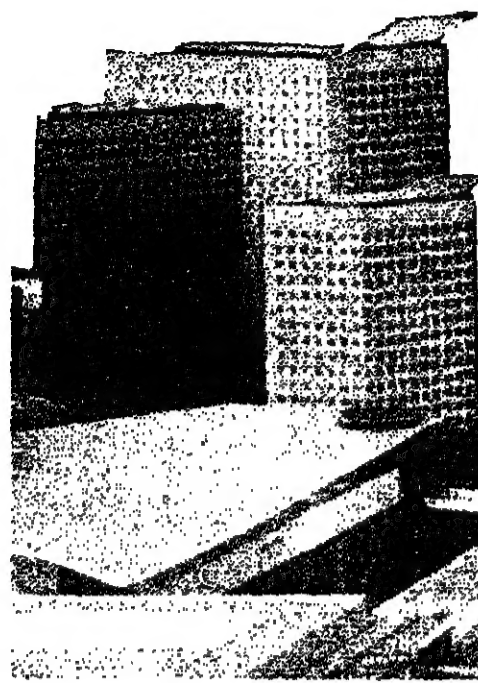


MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE EXPO89

## Au C.N.I.T. de Paris-La Défense

**Christian PELLERIN**  
accueillera tous  
les Maires de France



La première grande manifestation du nouveau C.N.I.T. de Paris-La Défense sera la 6<sup>e</sup> édition de MAIRIE-EXPO, du 24 au 27 octobre prochain, le Grand Rendez-vous Annuel des Maires de France avec leurs fournisseurs.

Le C.N.I.T. avait été édifié pour être "au service de l'industrie française et de sa productivité", aujourd'hui ce nouveau Beauvoir des Affaires accueillera les 36.577 Maires de France nouvellement élus ou réélus et sera donc "au service de leur gestion et de leur expansion."

Christian PELLERIN, Président de SARI-SEERI, a voulu doter La Défense d'un équipement ambitieux et fonctionnel, ouvert 365 jours par an. Le Centre d'Exposition, entièrement modulable, sera réparti sur deux niveaux avec 19 000 m<sup>2</sup> de surface utile.

L'objectif de la SARI est de proposer un complexe "site-services", unique en son genre, dont la conception originale est fondée sur la notion d'échanges. De très nombreux services "à la carte" en feront un lieu privilégié tant pour les exposants que pour les visiteurs. Le câblage du C.N.I.T. lui permettra d'être en liaison immédiate et permanente avec tous les points du monde.

La Cité des Affaires est déjà la tête de pont d'un réseau en France, dont le premier maillon est l'ATRIA de Nîmes.

Dans l'interview qu'il accorde ici à MAIRIES DE FRANCE, Christian PELLERIN confirme la vocation de SARI-SEERI : "Être un partenaire actif et privilégié des Collectivités Locales."

### "Notre métier c'est créer la vie"

nous déclare Christian PELLERIN

*Pourquoi un partenariat aussi avancé entre le Groupe SARI-SEERI et les villes ou Collectivités Locales ?*

Christian Pellerin : Nous sommes des aménageurs. Finies les vieilles notions de promoteur, et même de constructeur. Les besoins des villes ont évolué, leurs demandes en terme d'urbanisme et de développement urbain ont changé. Tout est devenu plus complexe et les réalités urbaines se sont enrichies.

La ville est maintenant au centre des préoccupations des habitants... et des élus. Tous veulent vivre bien, dans des villes bien pensées. Notre métier c'est : créer la vie, chercher l'aménagement urbain qui favorisera le contact entre les hommes, l'échange d'information et de richesse. Sur cette idée, notre Groupe SARI-SEERI est devenu le partenaire privilégié des villes et des collectivités locales.

*Comment développer plus encore cet échange ?*

Christian Pellerin : En matière de collectivités publiques, traiter d'innovation, de performance et de démarches partenariales avec le secteur privé n'a plus rien de choquant. Les exigences économiques contemporaines sont en train de se modifier considérablement, en fonction des nouvelles technologies de communication, d'échange et de traitement de l'information.

L'Europe de 93, les profonds changements dans les infrastructures de transports de notre pays, tout fait qu'aucun savoir, qu'aucune énergie, qu'aucune volonté d'entreprendre ne doit être écarté de la création dans la ville. Pour enrichir ces échanges, pour dynamiser le tissu urbain, notre Groupe amène son savoir-faire en matière d'ingénierie et de haute technologie. Par exemple, notre réseau ATRIA devra être l'écho du CNIT dans les grandes métropoles économiques de France. Reliées au CNIT, les

capitales régionales pourront développer leurs contacts et fournir aux acteurs économiques de leur région un nouveau concept de services. Le CNIT permettra aux municipalités, à l'heure où elles entretiennent à grands frais des Palais des Congrès, de disposer d'un équipement adapté à leurs besoins.

*On parle aussi des Technoforum, qu'est-ce exactement ?*

Christian Pellerin : Technoforum, est une organisation qui repose sur un besoin très actuel, de rapprocher le monde de l'innovation technologique et de la recherche de celui du développement industriel régional. Notre vocation d'aménageur nous a conduit, dans une quinzaine de villes en France et en Europe, à créer ces Technoforum, lieux dans lesquels tout est conçu pour favoriser la communication entre l'industrie locale et la recherche européenne. Nous avons choisi, avec les villes concernées, des thèmes de valorisation. A Saint-Etienne, l'imagerie numérique, sur l'ancien site de Manufrance ; nous réunirons autour de ce thème, un Centre de Congrès, un Centre d'Affaires, des équipements technologiques, un centre de vie et d'animation. A Chatellerault, nous traiterons des technologies de sécurité et de traitement du risque ; à Roubaix, des télécommunications et à La Rochelle, de l'homme et de la Mer.

*Le nouveau CNIT reliera-t-il les métropoles régionales ?*

Christian Pellerin : Par le réseau ATRIA. Mais il est bien évident aussi que l'ensemble de nos interlocuteurs dans les collectivités locales profitera de notre savoir-faire et des techniques développées au cours du chantier. Je dois dire aussi que la SEERI continuera son travail dans la domotique et dans les techniques de pointe en matière d'habitat. Nous avons fait une véritable spécialité de ce dialogue avec les élus : ils

exposent leurs besoins, nous apportons notre imagination constructive, la puissance de notre Groupe, et les fruits de nos recherches. Pour en revenir au CNIT, cet outil reflète la mutation de l'économie et deviendra la vitrine de la technologie et de la communication. Ce sera une des plus spectaculaires concentrations européennes de services voués au secteur tertiaire.

*Qu'entendez-vous par Cité des Affaires du troisième millénaire ?*

Christian Pellerin : Je ne crains pas en effet de dire que le CNIT accueillera la cité des affaires du troisième millénaire, le nouveau cœur de La Défense, un lieu d'information privilégié en matière d'information et de télécommunication, un lieu d'échanges entre les firmes françaises et internationales les plus performantes, un lieu de rencontre entre les hommes d'affaires, les responsables d'entreprises les plus dynamiques. Le câblage de cette cité-via satellite, fibres optiques et réseaux spécialisés lui permettra d'être en liaison permanente avec tous les points de l'Europe et du monde. On voit bien tout le bénéfice que peuvent tirer les villes de France d'un tel réseau dont le premier maillon, l'ATRIA de Nîmes, a été créé en mai dernier. Les dix principales métropoles économiques françaises seront bientôt branchées sur ce réseau.

A terme, l'interconnexion avec les grandes agglomérations européennes et leur World Trade Center est envisagée. Aménageurs, nous avons la responsabilité d'apporter des réponses de haute tenue. Sur ce principe des ATRIA, nous travaillons avec les villes de Toulouse, Marseille, Lyon, Roubaix, Saint-Etienne, Antibes, Charenton, Marne la Vallée, Rueil et Anancy. Dans chaque cas, nous apporterons des solutions spécifiques aux problèmes d'aménagement des villes partenaires.

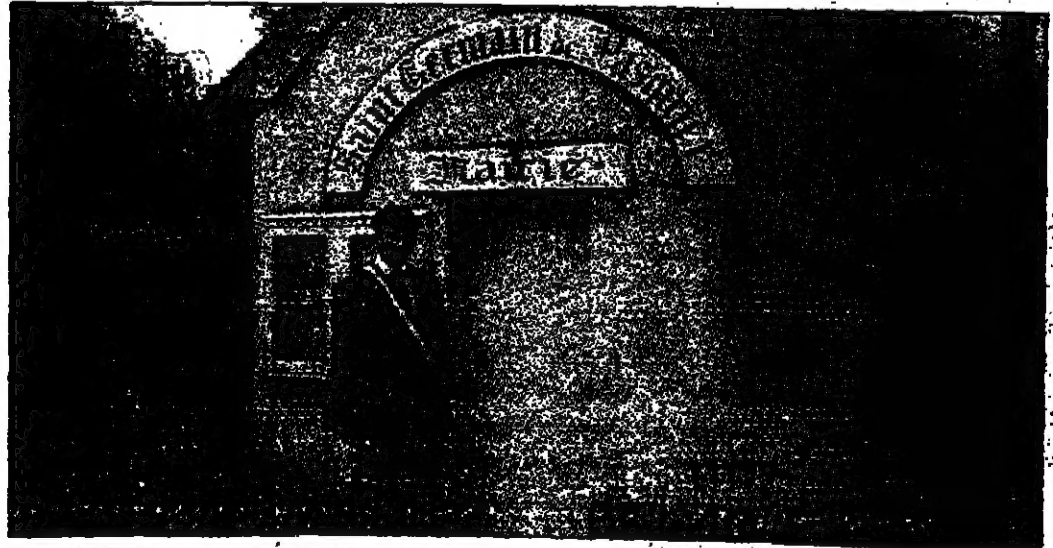
### Puteaux accueillera Mairie-Expo 89



C'est Monsieur Charles CECCALDI-REYNAUD, Maire de Puteaux, qui aura le privilège d'accueillir sur sa Commune les 80.000 décideurs des Collectivités Locales venus visiter MAIRIE-EXPO.

En effet, le nouveau C.N.I.T. est situé sur sa Commune. Charles CECCALDI-REYNAUD a confié à Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire Général, venu lui présenter la nouvelle affiche de ce Rendez-vous des Maires, qu'il ne ménagera pas ses efforts pour que cette manifestation soit une réussite.

### Les élus au coude à coude



Les 133 habitants de Saint-Germain de Pasquier (Eure) ont élu un chef d'entreprise pour gérer leur commune rurale.

Le nouveau Maire, Eric DRANSART, 26 ans, Ingénieur T.P. à l'Entreprise Jean LEFEBVRE, devra faire preuve d'imagination pour gérer son budget que seuls les Impôts Locaux alimentent. Pour siéger au Conseil Municipal, les 11 élus devront continuer à se serrer les coudes, car la plus petite Mairie de France ne mesure que 3 m de long sur 2,70 m de large. Comme le veut la loi, les séances du Conseil Municipal sont publiques mais rares sont ceux qui poussent la porte pour assister aux débats... heureusement !

27/11/1989



(Publicité)

MAIRIES DE FRANCE  
MAIRIE EXPO89

## Un constat de la Fondation Nationale pour la Prévention des Risques Naturels 10.000 COMMUNES A RISQUES EN FRANCE

On recense en France plus de 10.000 communes directement menacées par un risque naturel parmi lesquels inondations, raz de marée, tempêtes, grêle, poids de la neige, avalanches, glissements de terrains, effondrements, séismes, et feux de forêts...

Pourtant de nombreuses catastrophes et sinistres pourraient être évités par une prise de conscience des Elus au niveau local et la mise en œuvre de mesures de prévention allant de la signalétique la plus simple au P.O.S. le plus rigoureux, des initiatives de bon sens aux solutions technologiques les plus avancées.

C'est cette démarche que la Fondation Nationale pour la Prévention des Risques Naturels auscite chaque année, depuis 1987, par un concours destiné aux Collectivités Locales ayant fait preuve d'initiatives exemplaires en matière de prévention des risques naturels.

La Fondation Nationale pour la Prévention des Risques Naturels, créée à l'initiative de la Caisse Centrale de Réassurance et de son Président Jacques BONNOT, a pour

but de favoriser l'organisation de la prévention des catastrophes naturelles en décernant un prix à une Collectivité Locale ayant fait preuve d'initiative en la matière, par le biais d'un concours ouvert annuellement :

- aux Communes de moins de 20.000 habitants, doté d'un prix de 250 000 F versé par la Caisse Centrale de Réassurance ;
- aux grandes villes, doté de la Marianne d'Or de la Prévention des Risques Naturels.

Les objectifs de la Fondation visent à :

- Associer les élus et le grand public à l'effort de prévention mené par les Pouvoirs Publics et les entreprises d'assurance ;
- Faire connaître les initiatives locales et récompenser celles qui peuvent aider la collectivité au travers d'une action générale de sensibilisation ;
- Participer à la collecte et à la diffusion de l'information, sensibiliser les médias, dresser un inventaire des initiatives prises dans l'ensemble du pays et faire le point des diverses expériences de prévention en cours.



Jacques BONNOT, Président de la Caisse Centrale de Réassurance, remet à Michel COUILLET, Maire d'AULT, le chèque de la Fondation dans le cadre de MAIRIE-EXPO 89. A côté de Gérard RENON, Secrétaire d'Etat, Robert P. VIGOUROUX, Maire de Marseille, Jean-Claude GAUDIN, Président du Conseil Régional et Jean BOUSQUET, Maire de Nîmes.

### Les communes font preuve d'initiative

• LA ROQUETTE SUR VAR (Alpes Maritimes) 565 habitants a su, par des travaux de confortement de falaise et une gestion sociale parfaitement maîtrisée, faire face au risque d'éboulements rocheux provoqués par des orages à la suite d'un incendie de forêt (Prix de la Fondation 1987).

• SAINT SAULVE (Nord), a su trouver une solution au risque que constitue la présence de cavités souterraines dans son sous-sol (mention spéciale 1987).

• LAMBERS (Bouches du Rhône) a achevé, en 1979, la construction du premier collège antisismique français (mention spéciale 1987).

• SAINT EGREVE (Isère) où la démarche des responsables a conduit à l'élaboration d'un plan de sauvegarde prenant en compte l'ensemble des risques auxquels cette commune se trouve confrontée (mention spéciale 1987).

• GIVORS (Rhône) et MONTPELLIER (Hérault) qui ont su mettre en œuvre des solutions urbanistiques originales pour lutter contre les inondations (mentions spéciales 1987).

• NANCY (Meurthe et Moselle) pour la mise en œuvre d'un vaste programme d'aménagement hydraulique de la Meurthe et l'élaboration d'un système d'information sur l'évolution des crues de très haut niveau technologique qui a montré son efficacité préventive lors des dernières inondations (Marianne d'Or de la Fondation 1987).

• AULT (Somme) qui, établie en bordure de mer sur le sommet d'une falaise crayeuse, confrontée aux assauts de la mer et au recul progressif du rivage, a su engager d'importants travaux de confortement qui s'inscrivent dans un programme de défense du littoral et de préservation de son unité urbaine (Prix de la Fondation 1988).

• SAINT HILAIRE DU TOUVET (Isère) qui dans un souci per-

manent de lutte contre les avalanches associée, depuis plusieurs années, la mise en œuvre de techniques les plus récentes à la mise en place d'un système d'alerte exemplaire en France (mention spéciale 1988).

• VALLIGUIERES (Gard) dont l'action de protection contre les incendies se poursuit à travers une expérience de revalorisation de l'élevage en forêt menée avec l'INRA (mention spéciale 1988).

• LILLE (Nord) qui, confrontée à des risques de mouvements de terrain liés à la présence de carrières souterraines abandonnées sous les voies publiques, a mis en œuvre un système de télésurveillance très élaboré techniquement, permettant d'intervenir ponctuellement en fonction de l'évolution du risque (mention spéciale 1988).

• AUCH (Gers), dont les travaux d'aménagement et de calibrage réalisés entre 1977 et 1987 pour prévenir les crues du Gers témoignent du choix courageux d'une ville qui a accepté de s'endetter lourdement en consacrant depuis 10 ans la plus grande partie de ses investissements à la recherche d'une solution définitive contre un risque naturel majeur (Marianne d'Or 1988).

### LE CONCOURS 89

• Chaque commune concurrente présentera un dossier indiquant le risque naturel auquel elle est exposée, son nombre d'habitants ainsi qu'une note décrivant la réalisation ou le projet de réalisation déjà engagé en matière de prévention des risques naturels.

• La Fondation ne prime que les investissements déjà réalisés ou engagés. Sont exclus du concours de la Fondation, les dépenses ordinaires de fonctionnement des organismes demandeurs.

• Les dossiers peuvent être remis sur place AVANT LE 15 AOUT 1989 :

- aux Bureaux Régionaux de la Garantie Mutuelle des Fonctionnaires,
- aux Agents Généraux d'Assurances ou à leurs Chambres Régionales,
- aux représentants des Caisses Régionales des Assurances Mutuelles Agricoles,
- au Secrétariat de la Fondation, 31 Rue Henri Rochefort - 75017 PARIS

• Un jury de spécialistes désignés par le Haut Comité de la Fondation procédera à une sélection des dossiers susceptibles d'être primés.

• Les résultats du concours seront proclamés dans le courant du quatrième trimestre 1989.

RENSEIGNEMENTS :  
FONDATION NATIONALE  
POUR LA PREVENTION DES RISQUES NATURELS  
31, Rue Henri Rochefort - 75017 PARIS -  
Tél. 40.54.28.09

Elus et responsables municipaux



Avec la Sogeres, l'équilibre alimentaire fait son entrée à l'école.

## Pour envisager autrement votre restauration scolaire, les solutions Sogeres

DE PLUS en plus nombreuses sont les municipalités qui confient leur restauration scolaire à des sociétés spécialisées. Différentes formules leur sont proposées : assistance technique, repas livrés, conseil en formation, concession du service public de restauration.

### La concession du service public : 3 avantages principaux.

• **Le mieux qualité :** La concession permet à la municipalité de moderniser ses équipements de cuisine. Ce qui est indispensable aussi bien sur le plan hygiène que sur le plan diététique.

• **L'aspect social :** Le personnel a toujours réagi favorablement à la concession dans la mesure où il reste sous la tutelle municipale dans le cadre de la position de détachement prévu par le code des communes. La détermination des traitements, avancements et notations demeure sous l'autorité communale.

• **Le mieux financier :** La concession non seulement permet à la municipalité des économies d'échelle indéniables, mais la décharge également du financement des équipements. Pas d'endettement pour la commune qui règle l'entreprise con-

cessionnaire au couvert selon un prix forfaitaire.

Parmi les nombreuses formules que propose la Sogeres, la concession de la restauration scolaire s'avère certainement celle qui a le plus d'avenir. Ne mérite-t-elle donc pas un examen attentif ?

### Sogeres, un précurseur de la restauration scolaire

Filiale de Perrier, 2<sup>e</sup> groupe agro-alimentaire français, Sogeres a toujours innové. On lui doit notamment la création de l'Ecole de l'Equilibre (programme de pédagogie nutritionnelle), la mise en œuvre de nouvelles technologies (sous-vide...), la réalisation de cuisines centrales clés en main.

Dirigée et animée par Antoine de Galembert, Sogeres fait partie des premières sociétés de restauration collective. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 650 millions de francs en 1988.

Assurant au total quelque 150.000 repas par jour, Sogeres est présente dans toutes les régions de France. Parmi les municipalités qui lui ont confié leur restauration scolaire, on peut citer Nice, Sarcelles, Poissy, Villepinte, Noisy-le-Grand, Le Cannet, Louviers, Verdun, Saint-Leu-la-Forêt, Rueil-Malmaison, etc.



Contact : (1) 46 05 44 44, François Pallot  
Sogeres Développement Collectivités locales, B.P. 96 - 92105 Boulogne Cedex

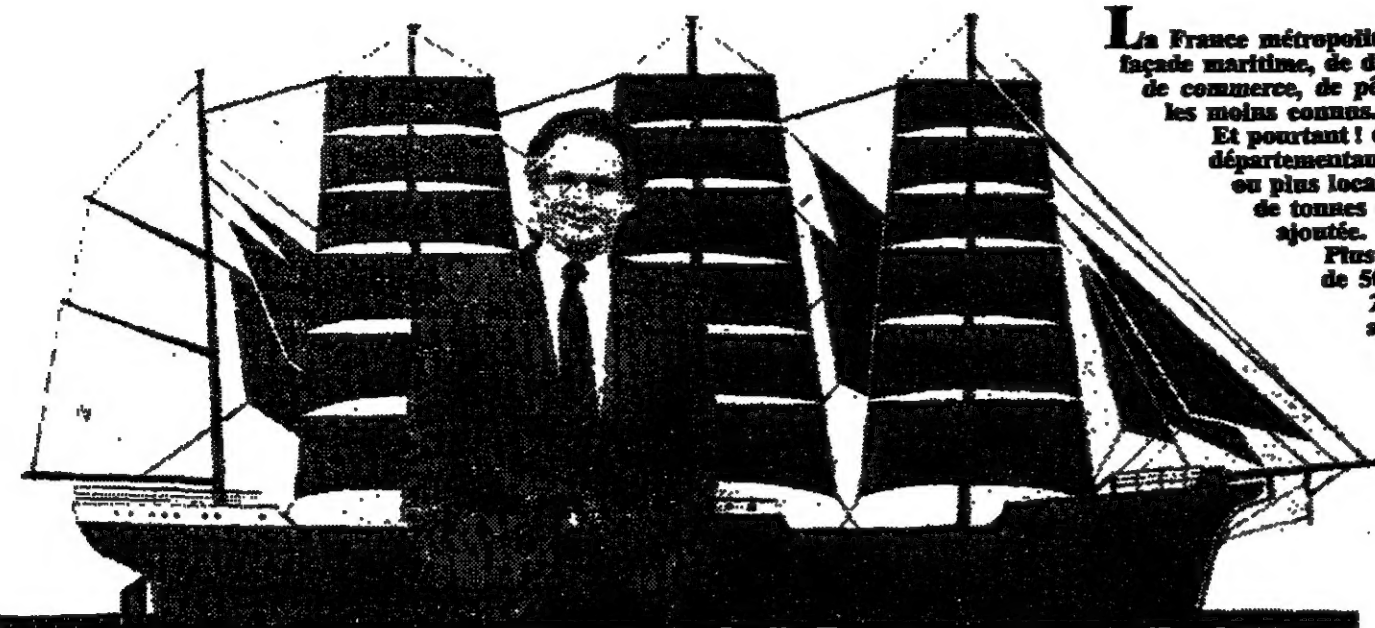


MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO89

## L'INVITÉ

# Jacques MELLICK, Ministre Délégué Chargé de la Mer : "Le port dans la ville et la ville dans le port"



Jacques MELLICK

**Les Maires des villes portuaires ne doivent pas rester indifférents**  
nous déclare Jacques MELLICK, Ministre délégué chargé de la mer

**Mairies de France : Quels sont les grands axes de votre politique portuaire ?**

Jacques Mellick : Poursuivre bien sûr l'équipement de nos ports, faire porter tous nos efforts sur l'amélioration de la manutention portuaire et celle de leur desserte terrestre, par route, par eau et par fer, mobiliser les hommes et les rassembler au niveau de chaque place portuaire, rapprocher la ville et le port pour qu'ils se "fertilisent" mutuellement.

**Mairies de France : Nos handicaps français ne sont-ils pas : une manutention trop chère, des dockers trop nombreux, des rapports sociaux compliqués ?**

Jacques Mellick : N'exagérons rien et ne nous focalisons pas à l'excès sur la manutention. Nous avons de bons ports, même si, dans certains domaines, ils sont moins bons que les meilleurs. Il est vrai que le secteur de la manutention doit évoluer, s'adapter aux évolutions technologiques rapides, moderniser son ap-

proche des rapports sociaux : compétitivité et qualité sont pour lui une nécessité. Des progrès constants ont été enregistrés. Il faut poursuivre, sans rupture, en faisant appel avant tout à la qualité des partenaires, à la confiance, à l'initiative, dans le cadre de règles du jeu claires et équitables.

**Mairies de France : Vous insistez beaucoup sur la mobilisation des hommes.**

Jacques Mellick : Oui. Les ports sont des milieux complexes mais passionnants, à la croisée d'échanges physiques entre le navire et la terre, mais aussi de réseaux informatiques, financiers et commerciaux. Des spécialistes de toutes disciplines y travaillent et le service offert dépend de l'apport de chacun. Chaque place portuaire est donc le cadre naturel où les hommes doivent se rassembler et préparer l'avenir.

**Mairies de France : Vous avez évoqué l'importance de**

**la desserte terrestre de nos ports. Pourquoi ?**

Jacques Mellick : Pour deux raisons. D'abord, le transport maritime est très bon marché et "efface" les océans ; le parcours terrestre, de part et d'autre, a donc en lui-même un poids très important. En outre, on va de plus en plus vers la logique de transport de bout en bout, où l'optimisation se fait sur l'ensemble des chaînes de transport. Il faut donc, par exemple, un excellent réseau autoroutier pour desservir nos ports - c'est l'objet du nouveau schéma directeur - il faut, plus généralement, que les transports d'acheminement vers nos ports soient aussi performants que les transports internationaux empruntant les frontières terrestres.

**Mairies de France : Vous voulez désenclaver les ports, mais aussi rapprocher le port de la ville.**

Jacques Mellick : La France est depuis longtemps un grand pays maritime, mais les Français le savent peu. Les

La France métropolitaine a la chance d'avoir 6 500 km de côtes et, sur cette vaste façade maritime, de disposer de nombreux ports, très divers en taille et en activités, de commerce, de pêche et de plaisance. Les ports de commerce sont sans doute les moins connus.

Et pourtant ! 6 grands ports autonomes, 17 ports d'intérêt national, 17 ports départementaux, avec chacun sa place et ses atouts, une vocation internationale ou plus locale, chargent ou déchargent sur leurs quais près de 300 millions de tonnes de marchandises, d'importance stratégique ou de haute valeur ajoutée.

Plus de la moitié de notre commerce extérieur, représentant un flux de 500 milliards de francs, passe par nos ports.

21 millions de voyageurs les empruntent. Leurs vastes espaces aménagés accueillent les grandes industries de base : pétrole, pétrochimie, sidérurgie, engrais, etc... mais aussi des activités diversifiées. Nos villes portuaires comptent à elles seules 250.000 emplois liés au port.

## Les enjeux

Des ports de commerce au service du commerce extérieur, au service des villes et des régions qu'ils irriguent, des ports toujours plus compétitifs, toujours plus efficaces, tels sont les enjeux. L'Europe, l'international, constituent pour eux comme pour nous tous à la fois une chance et un défi : espoir d'étendre leur hinterland et de développer leurs parts de marché - obligation de faire aussi bien que les meilleurs.

Demain plus encore qu'aujourd'hui, la France devra exporter, valoriser ses produits sur les marchés internationaux, au moindre coût, au meilleur service. Les chargeurs et les armateurs auront un vaste choix de ports sur le littoral européen. Nos ports doivent donc viser l'excellence.

Les Collectivités Locales, avec à leur tête les Maires, connaissent les enjeux économiques, de ports attractifs et compétitifs pour leurs Villes.

Les Elus Locaux s'investissent de plus en plus pour défendre l'agressivité de leurs ports, qu'ils soient de commerce ou de plaisance. Il en va de leur avenir car la compétition n'est plus nationale mais européenne, voire mondiale.

## Une volonté politique

Conscient de nos atouts maritimes et du formidable enjeu économique, Michel DELEBARRE, Ministre du Logement, de l'Équipement, des Transports et de la Mer (et nouveau Maire de Dunkerque) et Jacques MELLICK, Ministre Délégué Chargé de la Mer (il est aussi Maire de Béthune), ont voulu relever le défi. Ils souhaitent une meilleure coopération Villes-Ports. Pour lui, les Maires des villes portuaires ne doivent pas rester indifférents : "Les ports et les villes doivent mieux se connaître."

## L'avenir du port de Marseille

Jacques MELLICK et Robert P. VIGOUROUX étaient le 8 Avril dernier à New-York les invités d'honneur de l'EXPLORERS CLUB.

Au cours de cette réunion qui s'est tenue au Waldorf-Astoria ont été évoqués les grands défis des hommes avec la nature ainsi que les grands maux dont souffre la planète en matière d'environnement.

## Un Maire à la barre

Aussi bien lors du voyage à bord de Concorde que lors du déjeuner officiel, Robert P. VIGOUROUX et Jacques MELLICK ont évoqué l'avenir du Port de Marseille.

Les deux hommes souhaitent qu'un grand projet soit mis rapidement à l'étude avec l'ensemble des acteurs et partenaires économiques. Ce projet devra être ambitieux afin qu'il conforte Marseille (à la veille du marché européen) dans sa vocation de premier grand port de la Méditerranée.



Robert P. VIGOUROUX et Jacques MELLICK sur les quais de New York.

Le Ministre de la Mer s'est félicité de voir Robert P. VIGOUROUX s'investir personnellement en siégeant au Conseil d'Administration du Port, imitant de nombreux Maires de grands ports d'Europe du Nord.

"Ceci est un exemple que d'autres Maires de villes portuaires françaises devraient suivre" a affirmé le Ministre.

A l'issue de ces entretiens, le Maire de Marseille devait déclarer "Jacques MELLICK est pour notre devenir économique portuaire un Ministre sur lequel Marseille peut compter. L'avenir du Port Autonome sera, avec celui de l'emploi, ma priorité pour Marseille."

## QUELQUES CHIFFRES

## Trafic 1988

Ports métropolitains : 286,5 Mt - Ports d'Outre-Mer : 6,9 Mt

## Commerce Extérieur (1987)

Tonnage import 149,8 Mt 61 % du commerce extérieur

Tonnage export 52,7 Mt 36,5 %

Valeur import 260,2 milliards de F 25 %

Valeur export 253,6 milliards de F 26,6 %

Passagers : 21,5 millions de passagers

dont : 2,8 millions échanges intérieurs - 17,3 millions transmanche - 1,4 million échange internationaux

Prestations pour le compte des pays voisins... au moins 35 Mt

## Emploi et développement régional et local

52 000 emplois directs des professions portuaires

76 000 emplois industriels sur les zones portuaires

Près de 250 000 emplois directs, indirects et induits dans les places portuaires.

Chiffre d'affaires des grandes places portuaires (hors industrie) :

Marseille

Rouen et Dunkerque : 2,8 milliards de F - Le Havre : 2,0 milliards de F - Rouen et

Dunkerque : 1,2 milliard de F

Valeur ajoutée des activités portuaires : 9 milliards de F

## Dépenses d'acheminement du commerce extérieur (1984)

Maillon maritime : 31,9 milliards de F - Passage portuaire : 10 milliards de F - Acheminement terrestre : 5,1 milliards de F

## MAIRIES DE FRANCE

Rédaction, Réalisation : Christian HOYOS

Photocomposition : Flash-Compo

RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE

7 Bis, Place du Palais Bourbon - 75007 PARIS Tél. (1) 47.53.93.16

Prochaine parution : 17 mai 1989

1550



## Amériques

ARGENTINE : à moins d'un mois de l'élection présidentielle

### La crise économique prend des proportions dramatiques

BUENOS-AIRES  
de notre correspondant

L'Argentine a beau être habituée aux émotions fortes, cette fois la panique l'a prise. La crise économique qui l'agresse depuis plusieurs mois s'est soudain déchaînée. Conséquence d'une spéculation sans précédent, le dollar libre atteignant, le lundi 24 avril, 83 australes au lieu de 51 il y a une quinzaine de jours, quand le président Alfonsín avait dû se résoudre à remplacer son fidèle ministre de l'économie Juan Sourrouille, à cause, précisément, d'une brutale hausse du dollar qui venait alors de passer de 28 à 51 australes.

Aujourd'hui le nouveau ministre, M. Juan Carlos Pugliese, semble lui aussi à bout de ressources. Le « vieux renard », comme on l'appelle ici, répète justement pour être davantage politique que technique, n'a pas réussi à rétablir la confiance. Les taux d'intérêt sont passés - dans ce même temps - de 25 % à 80 % par mois, sans que cela décide les Argentins à placer leurs économies. Au contraire, ils continuent de se ruiner sur le billet vert, ce qui donne dans la « city » de Buenos-Aires des scènes d'hystérie lorsque, sur les panneaux d'affichage, apparaît la cotation du moment.

Les commerçants, prudents, augmentent leurs prix en anticipant l'inflation à un rythme infernal. Les éleveurs changent d'un jour à l'autre, parfois même du matin au soir. Lundi, les médicaments ont augmenté de 80 %. Les consommateurs, alarmés, se jettent sur les produits de première nécessité, dont certains commencent à faire défaut. Les estimations prévoient la semaine dernière une inflation record de 40 % pour le mois d'avril, mais, vu la rapidité de la détérioration du marché, elle sera certainement supérieure.

A moins d'un mois de l'élection présidentielle, les deux principaux candidats, M. Eduardo Duhalde pour le Parti radical au pouvoir, et M. Carlos Menem pour les péronistes - sont inquiets. Le premier, gouverneur de la florissante province de Córdoba, ne veut pas être associé à l'image d'incapacité du chef de l'Etat, et tente de prendre ses distances. Le second, domo gagnant par les sondages, craint que le chaos n'incite les indécis à voter

pour la sécurité, l'image du péronisme étant souvent associée à la violence. Tous les deux ne cessent de mettre en garde les autorités contre une possible explosion sociale. Certains supermarchés ont déjà renforcé leurs services de sécurité, tirant en cela la leçon des derniers débordements à Caracas.

Les principaux responsables de cette situation restent les exportateurs, qui se refusent toujours à liquider leurs devises : peu de dollars, dollar cher. Ils considèrent que le gouvernement les a trompés, en maintenant, pour eux seulement, un dollar de référence à 36 australes. La différence avec le dollar « libre » est un impôt qu'ils se refusent à assumer. En effet, il leur faudrait le payer au moment de la vente alors qu'ils ne toucheront le prix de cette vente que six mois plus tard.

« Il ne nous reste qu'à prier »

Le président de la Chambre des exportateurs vient de déclarer que tant que le gouvernement ne cédera pas, eux ne vendront pas leurs dollars. Ils réclament la suppression de ce dollar de référence et suggèrent qu'il lui soit substitué une taxe (qui ne dépasse pas les 8 %) sur les entrées et les sorties de devises. Le nouveau ministre de l'économie, M. Pugliese, a déjà répondu qu'il « ne mollirait pas ». « Je ne suis pas venu pour me rendre sans lutter », a-t-il déclaré.

A Buenos-Aires, tous se demandent comment il va pouvoir faire autrement. Pour l'instant, le candidat péroniste, soucieux de son image, et la Confédération générale du travail (CGT, centrale ouvrière unique péroniste), se sont mis d'accord pour apaiser les passions. La CGT a, en effet, affirmé qu'il n'y aurait pas de grève générale avant l'élection du 14 mai. Mais les augmentations de salaires accordées par le gouvernement, entre 17 % et 35 % selon les secteurs, ne suffiront pas à rattrapper l'inflation prévue pour le mois d'avril. Selon une récente enquête, six des trente millions d'Argentins souffriraient de dépression nerveuse. Comme le déclarait récemment à la radio l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Antonio Troccoli, « il ne nous reste qu'à prier ».

CATHERINE DERIVERY.

PÉROU : le scrutin de 1990

### Les obstacles à la candidature de M. Vargas Llosa ont été levés

LIMA  
de notre correspondant

L'écrivain Mario Vargas Llosa, fondateur du mouvement Libertad, sera le candidat désigné du Front démocratique FREDEMO (une coalition de droite qui réunit autour de Libertad, le parti libéral Acción popular (AP), le parti populaire chrétien (PPC), conservateur, aux prochaines élections prévues en mars 1990.

Cette nomination a été approuvée au cours du congrès de l'AP qui s'est tenu à Cuzco le 22 et 23 avril. Bien que les délégués aient unanimement soutenu la candidature de leur leader, M. Fernando Belaunde Terry, soixante-dix-sept ans, qui fut chef de l'Etat de 1963 à 1968 et de 1980 à 1985, mais celui-ci s'est désisté en

faveur du romancier. A la foule qui scandait « Un, deux, trois, Belaunde encore une fois ! », le dirigeant a répondu : « Ma décision est irrévocable. Je pense le relais à la nouvelle génération. Je ne prends pas ma retraite, je revendique un poste de simple militant. »

Le congrès du PPC doit se tenir à la fin de la semaine. Son chef, M. Luis Bedoya Reyes, adoptera sans aucun doute la même attitude que M. Belaunde et demandera aux délégués de son parti d'appuyer la candidature du fondateur de Libertad.

La liste présidentielle du FREDEMO doit être proclamée officiellement le 28 mai, à Arequipa, la deuxième ville du pays, qui est aussi la ville natale de l'écrivain.

NICOLE BONNET.

ÉTATS-UNIS

### Le Pentagone va devoir économiser 10 milliards de dollars en 1990

M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense, a précisé, mardi 25 avril, devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants, un budget de la défense en peau de chagrin qui prévoit des réductions de l'ordre de 10 milliards de dollars pour l'année fiscale 1990 et de 110 milliards de dollars à l'horizon 1994.

Le développement du bombardier stratégique B-2, (stealth « furtif »), qui (à plus de 500 millions de dollars l'unité) est l'avion le plus cher jamais construit, sera retardé. Cependant, le report ne sera que d'un an, alors que l'US Air Force craignait qu'il n'atteigne deux ans.

En outre, l'initiative de défense stratégique (IDS), dite « guerre des étoiles », va également passer sous le couteau. Son budget doit se réduire de 40 à 33 milliards au cours des

prochaines années, et a été fixé à 4,6 milliards pour le prochain exercice budgétaire (le Monde du 25 avril).

L'US Navy, l'armée la plus importante du système de défense américain, sera la plus touchée : elle va perdre l'un de ses porte-avions, sept destroyers et dix frégates. En outre, elle a reçu l'ordre de remettre à plus tard ses achats prévus de chasseurs embarqués F/A-18 Hornet et d'annuler sa commande d'un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA).

Enfin, un compromis est intervenu sur les missiles stratégiques, qui prévoit le déploiement de missiles MX (actuellement installés dans des silos) sur rails pour un coût de 5,4 milliards de dollars. Les nouveaux missiles à une seule tête nucléaire Midgetman seront montés sur des camions.

## Afrique

Les affrontements entre Sénégalais et Mauritaniens

### Dakar : l'expression anarchique d'un mécontentement

Les événements en cours sont pénibles pour les autorités sénégalaises à cause des difficultés supplémentaires qu'ils créent dans leurs relations officielles avec Nouakchott, et parce qu'ils révèlent d'inquiétantes tensions d'ordre intérieur à quelques semaines du sommet francophone de Dakar.

Depuis longtemps, le président Diouf s'efforce de ne pas attiser la colère suscitée dans son pays par la répression qui a frappé une partie des élites noires de la Mauritanie. Malgré la diffusion à Dakar de tracts émanant des FLAM (Forces de libération africaines de Mauritanie), appelant au combat contre les Beydanes - les Arabo-Berbers qui dominent dans le gouvernement de Nouakchott, - il nous a affirmé n'avoir aucune hostilité personnelle à l'égard du président Taya. Le départ probable des populations émigrées dans les deux pays risque d'accroître les pressions de l'opposition sénégalaise pour l'adoption d'une attitude « ferme ».

Après les heurts récents entre paysans sénégalais et éleveurs mauritaniens, Sopi, l'hebdomadaire de M. Wade, principal adversaire de M. Diouf, avait jeté de l'huile sur le feu d'une façon quelque peu irres-

ponsable : « Au nord, des bruits de bottes inquiétantes se sont entendus de l'autre côté du fleuve. De Saloum à Matam, en passant par Dagana, les populations sont sur le pied de guerre et ne dorment plus que d'un œil, par crainte d'être surprises dans leur sommeil par les belliqueux Beydanes. »

Le mot « sopi » (le changement), slogan de M. Wade, a été écrit sur les murs de plusieurs magasins mauritaniens pillés, preuve que les manifestations d'hostilité à l'égard du pays voisin sont aussi une expression anarchique du mécontentement contre le régime. Les victimes de ces exactions sont des Beydanes mais aussi des Mauritanien de race noire. Parmi les quelques trois cent mille voisins du nord installés au Sénégal, il y avait beaucoup de petits commerçants, travaillant non pas dans le centre de Dakar, éparpillés par les troubles, mais dans les quartiers périphériques et en brousse. Ouverts tous les jours, alors que les Sénégalais observent avec un bel écœuisme à la fois les fêtes chrétiennes et musulmanes, les commerçants mauritaniens avaient pu aller par la contrebande certaines pénuries et ils acceptaient de vendre

au détail les produits les plus coûteux. Ils pratiquaient aussi une politique de crédit facile, et certains des pillards ont trouvé un moyen d'éponger facilement leurs dettes à la faveur des événements.

Après cette aubaine passagère, la population risque d'être durablement affectée par la désorganisation du commerce de détail. Également présents dans ce secteur économique plus ou moins informel, les Libanais ont de bonnes raisons d'être inquiets. Tous ne sont pas des grossistes. Certains d'entre eux, marchands d'étoffe dans l'avenue Lamine-Guèye, ont été pillés comme les Mauritanien.

L'armée réquisitionnée

« Y a-t-il seulement un capitaine à bord du navire Sénégal ? », demandait encore Sopi pour dénoncer la « passivité » de M. Diouf face à Nouakchott. Et si tous ces feux isolés se conjuguèrent par la force du vent soufflant de Mauritanie en un gigantesque brasier qui dévorait tout sur son passage. Devant un tel discours, les autorités ont décidé d'employer les grands moyens non pas contre le gouverne-

ment mauritanien, mais contre les fauteurs de troubles sénégalais, pour enrayer le processus insurrectionnel souhaité par l'hebdomadaire. Aussi bien en Mauritanie qu'à Dakar, l'agitation s'explique en partie par la nervosité que suscite toujours le jeûne du ramadan. Mais il y a aussi l'exaspération de populations souffrant, dans un cas comme dans l'autre, des rigueurs des programmes d'ajustement structurel, du chômage et de la désertification croissante du Sahel. Sachant que la situation pouvait déraiser, malgré de tardifs appels au calme d'une partie de l'opposition, les autorités ont réquisitionné l'armée pour assurer le maintien de l'ordre.

Quelques jours après l'annonce de sanctions contre trois de leurs chefs (le Monde du 22 avril), les militaires se trouvent de nouveau en première ligne pour la sauvegarde de la paix civile, alors qu'un climat malsain règne entre le gouvernement et eux. De source officielle, on affirme que les mesures disciplinaires annoncées récemment s'expliquent par la découverte d'un complot militaire qui aurait pu avoir lieu en avril 1988.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## Conflit fratricide au Sahel

(Suite de la première page.)  
Selon lui, des affrontements ont eu lieu au centre-ville, et de nombreux règlements de compte ont été perpétrés dans les quartiers périphériques, notamment dans les cinquième et sixième arrondissements de Nouakchott, immenses bidonvilles où s'entassent plusieurs centaines de milliers de personnes, dans de rudimentaires baraquements de planches.

Plus tôt, de grands mouvements de masse homogènes, nos interlocuteurs nous ont décrit des groupes incontrôlés de cinquante à soixante personnes, armées de bâtons et de barres de fer, qui s'arrogent le droit d'interpeller les Noirs, exigeant leurs papiers d'identité et mettant parfois en doute leur nationalité mauritanienne, avant de les frapper violemment.

Cependant, l'appel au calme lancé par le colonel Jibril Ould Abdellahi, l'entrée en scène de l'armée et le couvre-feu semblent avoir un peu apaisé l'atmosphère. Des témoins ont constaté qu'ici et là des militaires incitaient les groupuscules à se débarrasser de leurs « armes » et à se disperser, la plupart du temps avec succès.

Aucune information n'a pu être obtenue sur la situation dans les autres villes de Mauritanie, où,

pour autant, des troubles nous ont été signalés, et particulièrement à Nouadhibou et à Rosso, ville frontalière sur le fleuve Sénégal, à 200 kilomètres au sud de Nouakchott.

C'est accompagné d'un sentiment de vengeance, de juste retour des choses, que le processus de violence s'est enclenché à Nouakchott, nous ont expliqué plusieurs témoins. C'est la première fois que des incidents frontaliers débouchent sur une telle escalade, mais les différends sont fréquents entre Mauritanien et Sénégalais. En novembre, des problèmes posés par la transhumance vers le Sénégal des troupeaux de chameaux appartenant à des nomades maures avaient déjà tendu quelque peu les relations entre les deux pays.

D'une manière générale, les Sénégalais voient d'un mauvais œil arriver les nomades et leurs troupeaux, qu'ils accusent de causer d'irréparables dommages à l'environnement. Ils voudraient pouvoir contrôler strictement le passage du bétail, alors que les tribus nomades ne s'attachent pas aux tracés des frontières mais plutôt aux aires de mouvement traditionnelles. En janvier, la frontière entre les deux pays avait été fermée pendant plusieurs jours à la circulation des biens, et au cours de la dernière semaine de mars, il était absolument impossible d'obtenir Dakar au téléphone à partir de Nouakchott.

Intérêts communs

Les bisbilles envenimées sont des rapports bilatéraux pourtant entretenus à grands soins. Car Nouakchott et Dakar ont des intérêts communs. Ils sont membres de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) et associés avec Bamako dans l'Office de mise en

valeur de la vallée du fleuve Sénégal (OMVS). La mise en eau des barrages de Diama et de Manantali a permis l'irrigation de terres et des récoltes de riz particulièrement abondantes en Mauritanie, cette année, où des Maures, nouveaux propriétaires fonciers, sont en train de faire fortune sur des parcelles autrefois cultivées traditionnellement par des tribus noires du fleuve. Pour rentabiliser leur activité agricole, beaucoup de ces « nouveaux paysans » ont exporté officiellement leur production au Sénégal, où ils ont été payés en francs CFA, à un taux supérieur au prix d'achat offert par le monopole de commercialisation mauritanien.

Les dirigeants mauritaniens reprochent à Dakar d'offrir l'hospitalité aux dirigeants du Front de libération africain de Mauritanie (FLAM), un parti politique qui conteste le pouvoir maure et prône l'instauration d'un régime noir à Nouakchott. C'est un sujet tabou dans un pays où le clivage racial Blanc-Noir le dispute aux clivages sociaux riches-pauvres et croyants-laïques. D'autant que le président de la République, le colonel Masouya Ould sid Ahmed Taya, n'a pas gracié les trois militaires noirs condamnés à mort le 2 décembre 1987 - et exécutés le 6 - pour avoir participé à un complot du FLAM qui aurait dû déboucher sur un coup d'Etat.

En outre, quatre prisonniers politiques noirs, dont l'écrivain Tene Youssouf Gueye, sont morts l'été dernier dans le prison de Oualata, à 800 kilomètres à l'est de Nouakchott, à la suite de mauvais traitements. La population négro-africaine mauritanienne dans son ensemble, qu'elle soit d'origine wolof, soninké ou hal pular, vit de plus en plus difficilement ce qu'elle tient pour une ségrégation.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

KENYA : M. Rocard à Nairobi

### Première visite d'un chef de gouvernement français depuis l'indépendance

NAIROBI  
correspondance

Depuis la proclamation de l'indépendance en 1963, aucun chef d'Etat ou premier ministre français ne s'était rendu en visite officielle au Kenya. L'arrivée de M. Michel Rocard, attendu à Nairobi jeudi 27 avril, fait donc figure d'événement, quoique un peu tardif. Depuis son arrivée au pouvoir, en 1976, le président Daniel Arap Moi n'a, en effet, jamais ménagé ses efforts en direction de l'Europe et a su réserver un accueil chaleureux aux dirigeants européens. La France, aujourd'hui, rattrape son retard.

La présence française dans l'ancienne colonie britannique n'a jamais, il est vrai, été très importante. Une bonne vingtaine d'entreprises sont actuellement implantées au Kenya, le nombre des Français résidents ne dépassant pas sept cents personnes, soit douze fois moins que les ressortissants du Royaume-Uni.

Les échanges commerciaux, de l'ordre du milliard de francs, auraient d'ailleurs plutôt tendance à stagner, exception faite de deux gros contrats signés en 1986. Cette année-là, la vente de deux Airbus avait fait brutalement grimper la France de la sixième à la deuxième place parmi les fournisseurs du Kenya. L'autre contrat concerne la construction du barrage de Turkwell, dans le nord du pays. La France s'est engagée à débiter un total de 1,5 milliard de francs - sous forme de prêts et de garanties - pour soutenir ce projet. Le barrage de Turkwell, qui fournira environ 20 % de la production kenyanne, sera mis en service en 1991.

Remise de dette

Dans le domaine de la coopération, la France occupe une place modeste mais active, notamment au sein des organismes kenyan et régionaux de télécommunication. L'utilisation des données, fournies par le satellite Spot, permet d'établir des prévisions en ce qui concerne l'agriculture et la météorologie, de préciser les connaissances cartographiques ou encore d'étudier les populations animales, sauvages ou domestiques. D'un point de vue technologique, le projet est aujourd'hui considéré comme un des plus avancés du continent africain.

## 2 nuits à Londres

# 400F

En mai, changez de gazou avec Sealink !

Mai est un mois plein de ponts, de soleil et de longs week-ends. Jusqu'à 31 mai, Sealink vous propose l'Angleterre à des prix fous ! Ex : avec votre voiture, 125F/pers.\* la traversée A.R., ou 400F/pers.\* 2 nuits à Londres en B&B.

Le printemps sera très britannique. Fiez à l'anglais !

\* Prix spécial "G.B. en mai", base 1 voiture + 4 personnes, séjour 3 jours.

CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGE



## Asie

## La Chine malade de ses réformes

## III. - Le défi de la rue

La crise sociale et économique qui secoue la Chine oblige le pouvoir à réfléchir à l'avenir au moment où se pose avec acuité le problème de la succession de M. Deng Xiaoping (le Monde du 25 et du 26 avril).

PEKIN  
de notre correspondant

Un homme d'affaires occidental travaillant fréquemment avec l'armée chinoise entre récemment dans un des plus luxueux hôtels édifiés ces derniers temps à Pékin avec des capitaux étrangers. On lui présente un des directeurs chinois associés à la chaîne internationale chargée de la gestion. « Monsieur Li, que faites-vous ici, vous n'êtes plus à l'état-major ? » Réponse de l'intéressé : « Si, si... Nous avons mis un peu d'argent dans cet hôtel. » Au club disco d'en bas, on se croirait à Hongkong ou à Taipei. Pas seulement à cause de la musique qu'on y entend, mais aussi du gipso des serveuses, la robe fendue jusqu'à la hanche, à la mode du Shanghai des années 30, jadis tant décriée. La libéralisation - de par les critères chinois, on est bien obligé d'appeler cela comme ça - aura donc mis dix ans, sous la pression financière, à remonter du sud jusqu'au nord, au cœur même du commandement de l'armée de la Longue Marche.

L'année où la Chine célèbre le quarantième anniversaire de sa conversion au communisme et le soixante-dixième de sa révolution contre le joug des grandes puissances, on croit rêver. Comme on a besoin de se pincer quand on voit, lors du Nouvel An chinois, au moment où les couples se marient et songent à se marier, des salles entières du Musée de la révolution, en plein cœur de Pékin, envahies par des dizaines de menuisiers privés proposant le mobilier de la chambre et du salon au visiteur qui n'a cure du culte qu'on a pu célébrer en ce temple provisoirement désacralisé du communisme de guerre.

Le fait est, pourtant, que c'est parce que l'armée peut prendre part à la gestion d'un hôtel ruisselant de ce « luxe décadent bourgeois » - autrefois honni que le petit entrepreneur privé peut espérer, lui, pouvoir envahir à intervalles de plus en plus fréquents le Lieu saint de la révolution. Le triomphe du boutiquier de base, « petit capitaliste » - et fier de l'être, sur l'idéologue passe par l'implication de plus en plus profonde dans les affaires de cette « grande muette » qui, pour ne plus parler haut et fort comme auparavant, ne s'en porte pas plus mal. En témoigneraient facilement ces militaires qu'on devine derrière les fenêtres fumées de puissantes limousines importées, aux plaques blanches à chiffres noirs qui les distinguent des civils, et qui sillonnent les principales villes, entre les immeubles d'affaires où se concentrent l'import-export et les casernes bien tenues, dans les banlieues fleuries.

La pérennité de ce curieux système semble pour le moment assurée par le fait que l'ensemble de la

direction chinoise est dominée par des hommes qui se laissent aller, sans ostentation excessive mais sans complexe non plus, au doux sentiment de la revanche. Revanche sur l'Histoire et revanche sur le maoïsme, qui les avait jetés dans un trou à rats pendant la révolution culturelle, ces fidèles membres du parti, auquel ils avaient donné leur vie en croyant de ce fait la donner à la patrie, tant les deux combats se sont confondus dans les esprits du fait de l'invasion japonaise. Dans la plupart des cas, on remonte par cette filiation aux sources militaires du régime, né beaucoup plus de la victoire d'une structure étatique sur une autre que d'une révolution.

## Le « complexe militaro-industriel »

Il a toujours été impossible de mesurer l'étendue exacte de ce « complexe militaro-industriel » chinois. Mais depuis qu'il se montre en force sur le marché international des armes, on en discerne mieux certains aspects.

Il ne fait guère de doute que, s'il était dirigé par un PDG tenu de publier ses comptes, on découvrirait en lui le patron d'un empire industriel, voire financier, colossal, dont les activités vont de l'exportation des armements à la fabrication effrénée de téléviseurs pour le marché intérieur. Au point que les usines d'armes, jadis implantées dans des régions reculées pour des raisons stratégiques, commencent à se rapprocher des grandes villes, de manière à se faire plus présentes dans les affaires qui y sont traitées. Ce complexe commence même à réagir comme certains grands groupes industriels capitalistes, avec des branches qui ne sont plus toujours disposées à se mettre au garde-à-vous, petit doigt sur la couture du pantalon - aujourd'hui bien moins fripé que du temps de Mao - face au conseil d'administration : la concurrence économique remplace progressivement les querelles de chapelles et les rivalités personnelles entre services de l'Armée populaire de libération.

Mais, si l'on met de côté la police politique, toujours aussi puissante, l'armée reste le corps social le plus cohérent et le plus efficace de Chine, face à une bureaucratie qui démontre régulièrement son incompetence, et à une population dont le goût prononcé pour l'anarchie se réaffirme quotidiennement. Dans les autres secteurs du pouvoir, on voit en revanche réapparaître, à la faveur de l'ouverture, quantité de personnages douteux qu'on croirait tout droit sortis de la légende pré-communiste, intermédiaires véreux et hommes d'affaires enclins au coup de poker, face à des firmes étrangères à qui on se garde bien de livrer toutes les règles du jeu. Un de ces personnages dans la meilleure tradition cosmopolite shanghaienne, un certain M. Liu Chang, est en train de faire frissonner d'angoisse et de frayeur la communauté financière de Hongkong en laissant flotter toutes sortes de rumeurs à son sujet

tendant à faire croire qu'il est très proche de M. Deng Xiaoping. La version chinoise de la revue *Elle*, distribuée depuis l'automne dernier à Shanghai, est menacée dans son existence par suite d'une ambiguïté financière savamment entretenue par l'intermédiaire de Hongkong qui avait négocié son contrat avec ses partenaires chinois.

Autant d'accrocs typiques dans cette ouverture qui s'est faite sur un pays bien loin de disposer des instruments de contrôle socio-économique sophistiqués des pays modernes. Les impôts sont encore négociés politiquement entre échelons de la bureaucratie, et le Bureau des statistiques, totalement démantelé sous Mao, en est à tenter d'imposer l'autorité des chiffres face à l'auto-satisfaction et à la fraude.

A voir la Chine de 1989, on pense, par moments, à la révolution industrielle européenne. Ce n'est donc pas un hasard si la contestation se fait sentir pour la première fois spontanément dans le monde intellectuel, en cette année de célébration du mouvement du 4 mai 1919, première grande tentative des intellectuels chinois pour prendre en mains le sort du pays. Chacun, aujourd'hui, le sent : la Chine, pour s'en sortir économiquement, doit franchir une étape politique à

laquelle ne sont guère préparés, à quelques exceptions près, les hommes portés au pouvoir. Il y a quant à eux, après leur Longue Marche vers les plateaux de loess de la boucle du fleuve Jaune, monde refermé sur lui-même, fruste, puis leur retour sur les villes, en chaussons de coton, en valises plus nationalistes que les nationalistes.

## Le défi taiwanais

Ce n'est pas un hasard non plus si l'attention s'est fixée sur le jeune dissident Wei Jingsheng, dont les contestataires réclament la libération, dix ans après son embaillonnement. La preuve, s'il en fallait une, le régime l'a donnée en laissant germer ces derniers temps cette idée de « néo-autoritarisme » dont personne ne sait au juste ce qu'entendent par là ses auteurs, mais qui traduit le besoin, confusément ressenti dans

les cercles dirigeants, d'une solution de rechange. M. Deng lui-même, qui, au soir de sa vie, se répand en constats d'échec sur le socialisme tel qu'il l'avait rêvé dans les années 10-20 en France, passe pour avoir trouvé intéressante - à condition de ne pas lui donner ce nom barbare - l'idée de faire subir au pouvoir une cure de jeunesse. Il s'agit d'évoquer, dans les esprits, les pays les plus florissants de la région : Corée du Sud, Singapour et, naturellement, la « province » de Taïwan.

Car le défi auquel est confronté le régime de Pékin est rendu, d'une certaine manière, plus délicat encore par l'existence du bastion nationaliste des héritiers de Chiang Kai-shek et ses succès d'aujourd'hui. Le Parti communiste peut se dire, pour se rassurer, qu'il vient de remporter un point dans la bataille symbolique qu'il livre à Taïwan, avec la décision de Taipei de participer à des réunions internationales sur le continent. Il n'empêche que l'identité des émissaires du régime nationaliste pour la conférence annuelle de la Banque asiatique de développement, début mai, montre bien lequel des deux se sent fort : il s'agit tout simplement de certains des plus grands patrons de l'économie de Taïwan, dont le maître des finances, M<sup>rs</sup> Shirley Kuo.

à manipuler pour tenter de réformer le système soviétique de l'intérieur. Taïwan n'est peut-être pas pour Pékin une source d'inspiration, sans doute est-elle même, pour le pouvoir actuel, un sujet de frustration. Mais le fait demeure, pour le continental de la rue (ou des champs), qu'un espoir existe pour lui puisque, là-bas, au moins, certains d'entre eux ont réussi.

## Que faire ?

Or ce dont la Chine a probablement le plus besoin aujourd'hui, un siècle après le premier contact - désastreux et dont elle ne s'est toujours pas relevée - avec la supériorité militaire et technologique de l'Occident, c'est d'une confiance en elle-même qui soit pondérée par un réel souci de se mettre à l'école du monde moderne. A cet égard, une de ses meilleures chances - quoique encore minime - réside dans les quelques cinquante mille jeunes Chinois qui ont effectué, depuis le début de l'ouverture, des études à l'étranger. Jamais, depuis l'époque où les Zhou Enlai et Deng Xiaoping s'étaient rendus en Europe pour y suivre des études bien peu assidues, autant de Chinois n'avaient eu la chance de sortir ainsi du moule. Encore le régime doit-il apprendre à respecter les convictions qu'ils ont

le général Jaruzelski comme un exemple de fermeté face à l'opposition en régime socialiste. L'opposition en régime socialiste doit aujourd'hui se faire à l'idée que le pouvoir polonais en est arrivé à reconnaître dans cette opposition une donnée du jeu politique impossible à ignorer.

M. Deng passe pour vouloir finir de régler sa succession, à l'automne prochain, en faisant nommer le secrétaire général actuel du parti, M. Zhao Ziyang, à la tête de la commission militaire - c'est encore là que le pouvoir se trouve - qu'il dirige toujours. La disparition brutale de M. Hu Yaobang, l'ancien chef du parti remercié sans façon pour excès de libéralisme en 1986, apparaît comme un premier avertissement de la Fauchonerie à la génération de la Longue Marche, qui peut décider le patriarcat à ne plus tergiverser. Ce projet explique grandement les rumeurs et contre-rumeurs qui recommencent à circuler sur la santé politique de M. Zhao : la poursuite chinoise est à nouveau en campagne. Probablement est-il aussi en crise après le défi que viennent de lui lancer, dans la rue, quelques dizaines de milliers d'étudiants d'une université parfois émeutière. Ce ne serait là, pour lui, que renouer avec son mode de fonctionnement habituel, tant il est vrai que le régime n'a jamais réussi à exister comme une entité politique permanente.

Cet état d'esprit se dénote également par la présence plus affirmée ces derniers temps d'un homme qui reste encore un mystère à son poste de numéro trois de la hiérarchie du parti, M. Qiao Guib, devenu chef de l'école du comité central il y a peu. Aux futurs cadres dirigeants de cette énorme machine de quarante-sept millions de membres, ce dernier a tenu un discours sur la confiance fondée sur leur capacité collective à « reconnaître leurs erreurs ». Mais son silence quant aux véritables perspectives d'évolution du régime en dit long sur le désarroi des héritiers de M. Deng face aux défis nouveaux qui s'annoncent. D'une certaine manière, le régime s'est montré, ces derniers temps, incapable de répondre aux besoins profonds du pays. Ses méthodes de gouvernement sont incompréhensibles pour le plus grand nombre et contestées par une minorité agissante qui se sent portée par un courant historique au regard duquel le pouvoir actuel n'apparaît que comme un épiphénomène.

Après s'être effectivement conduit comme le plus grand réformateur de la nation chinoise depuis la fin de l'empire, M. Deng, mis en cause implicitement par la rue au cours de l'hommage populaire rendu à son ancien bras droit, est condamné à se poser la question du choix fondamental que la Chine doit effectuer à nouveau, quarante ans après avoir bousculé dans le monde socialiste. En laissant, selon toute vraisemblance, à ses successeurs le soin de trouver une réponse.

FRANCIS DERON.  
FIN



## CAPITAL!

AVEC 2 FOIS PLUS DE VOLS POUR L'ESPAGNE EN "89",  
LYON, NICE, ET MARSEILLE DEVIENNENT CAPITALLES.

NICE/MADRID	1 vol quotidien sauf Dimanche	LYON/MADRID	1 vol quotidien sauf Jeudi et Samedi
NICE/BARCELONE	1 vol les : Lundi, Mercredi, Vendredi, Dimanche	LYON/BARCELONE	1 vol quotidien sauf Jeudi et Samedi
NICE/PALMA	1 vol les : Lundi, Mercredi, Vendredi, Dimanche	MARSEILLE/MADRID	1 vol quotidien sauf Dimanche

Pour IBERIA il n'y a pas que les Capitales qui soient Capitales. C'est pour cette raison que nous doublons la fréquence de nos vols entre Lyon, Nice, Marseille et l'Espagne. Enfin Paris n'est plus le point de départ stratégique vers les destinations intercontinentales. Vous apprécierez la haute qualité de nos services et vous serez libres de choisir entre la classe "économique" et la classe "préférence" de nos avions.

CH 11/12/89



## Asie

### CHINE

#### «Le Quotidien du peuple» lance une mise en garde aux étudiants

PÉKIN  
de notre correspondant

Entre le portrait de Mao Zedong et celui, qui lui fait face, de l'ancien secrétaire général du parti, Hu Yaobang, accroché la semaine dernière par les étudiants contestataires, la place Tiananmen, au centre de Pékin, s'appropriait mercredi 26 avril à recevoir pour quelques jours une troisième effigie de dignitaire chinois défunt : celle du fondateur de la République, Sun Yat-sen, pour la première fois appelé à présider à la célébration du 1<sup>er</sup> mai et de l'anniversaire du mouvement contestataire du 4 mai 1919, qui fit le lit du PC chinois.

Cette confrontation traduit le désarroi du régime, qui s'est efforcé de mettre le holà à la contestation dans un édifice à la célébration du peuple à la télévision par une présentatrice à l'air revêche et reproduit par toute la presse mercredi. L'organe du PCC assimile le mouvement contestataire étudiant à « une conspiration préméditée revenant dans son essence, à nier la direction du Parti communiste et le système socialiste ».

L'éditorial s'insurge en particulier contre les « actions inadmissibles » des contestataires consistant à « fonder des organisations illégales, tenir des manifestations illégales, se rendre en visite auprès des saïens, dans les campagnes ou dans les écoles afin d'inciter la population à protester contre le gouvernement ».

Sans mettre en cause clairement l'ensemble du mouvement étudiant, il reproche à « une petite clique

d'individus de Pékin [d'avoir] concocté des rumeurs contre les dirigeants du parti et de l'Etat », de s'être présentés « sans autorisation sous l'étiquette d'organisations ouvrières afin de distribuer des tracts réactionnaires et [de] continuer à recourir à la démagogie afin de susciter encore plus de troubles ».

#### Un soutien populaire

Les termes de cette mise en garde montrent la crainte du pouvoir de voir le mouvement étudiant s'étendre à d'autres couches de la société, en particulier les ouvriers, sous l'effet de la campagne entreprise par les aspirants pour susciter le soutien de la population. On a, en effet, pu constater à de nombreuses reprises au cours des derniers jours que, contrairement aux mouvements étudiants passés, l'agitation en cours bénéficie d'un soutien populaire prononcé.

Le quinquagénaire vêtu d'un bleu de chauffe d'ouvrier qui suivait l'autre soir, en poussant son vélo, un cortège d'étudiants, le sourire aux lèvres, n'a pas hésité une seconde quand nous lui avons demandé ce qu'il pensait de toute cette effervescence : « C'est bien ! C'est parfait ! », a-t-il lancé. Des cadres du parti, et même des vétérans de l'armée, dans des conversations privées, ont jugé utile l'agitation étudiante « afin de faire progresser les choses ».

Cela explique que l'appel à la discipline lancé par le Quotidien du

peuple soit adressé « à l'ensemble du parti et de la nation » pour qu'ils « reconnaissent la gravité de la situation et s'unissent fermement contre les désordres publics afin de préserver la stabilité politique ». L'organe du PCC reconnaît cependant aux étudiants la « sincérité » de leurs revendications en ce qui concerne la lutte contre la corruption et pour la démocratisation du régime.

Mais ces exigences, s'empresse-t-il de souligner, « ne peuvent être satisfaites que sous la direction du parti ». L'éditorial a été lu par quelque cinq mille étudiants réunis dans la soirée à l'université de Pékin. « Fadales ! », a répondu sans tergiverser un étudiant, avant de concéder que cette énergie mise en garde risquait d'en effrayer plus d'un.

FRANCIS DERON.

#### Pékin élève une protestation après la visite à Paris du dalaï-lama

Au lendemain de la visite à Paris du dalaï-lama, le ministère chinois des affaires étrangères a exprimé, lundi 24 avril, par voie diplomatique et de presse, son « regret qu'une personnalité ayant un statut aussi élevé » que M<sup>re</sup> Danielle Mitterrand, « dans un pays ami de la Chine, soit allée jusqu'à recevoir le dalaï-lama et ait fait des remarques qui constituent une ingérence dans les affaires intérieures chinoises ». Nous citons notre correspondant à Pékin, Francis Deron. Cette prise de position intervient après l'appel de M<sup>re</sup> Mitterrand, qui avait reçu le chef spirituel tibétain en tant que présidente de l'association France liberté, à mettre sur pied une mission internationale d'enquête sur les droits de l'homme au Tibet.

La Chine « est résolument opposée à toute tentative d'envoyer une telle mission d'enquête au Tibet », a ajouté Pékin, qui a également manifesté son « indignation » envers les propos tenus par M. Robert Badinter au cours de l'émission « Apostrophes » du 21 avril. A Paris, l'ambassadeur de Chine, M. Zhou Jue, a donné mardi une conférence de presse au cours de laquelle il a déploré les propos « inamicaux et irresponsables » de personnalités françaises et accusé le président du Conseil constitutionnel d'avoir « sciemment déformé la réalité et attaqué la Chine d'une façon rarement vue dans les relations internationales ».

« Nous ne sommes pas contents de ce qu'a fait la partie française », a ajouté l'ambassadeur. « Nous espérons que dorénavant la France sera plus prudente que dans ce qu'elle a fait et que les gestes et les actes inamicaux ne se renouvelleront plus. » Il a cependant écarté l'idée de représailles de la part de son gouvernement.

### JAPON : également impliqué dans le scandale Recruit

#### L'ancien secrétaire particulier de M. Takeshita s'est donné la mort

L'ancien secrétaire particulier de M. Takeshita, le premier ministre japonais qui a présenté mardi sa démission, s'est suicidé mercredi 26 avril en se coupant les veines des bras et des jambes avant de se pendre. M. Ihei Anki était impliqué dans le scandale Recruit. Il avait été accusé d'avoir reçu en 1987 un prêt de 50 millions de yens (1 yen vaut 4,3 centimes) en faveur de son patron.

M. Takeshita a déclaré « regretter profondément » la disparition de M. Anki. L'annonce par le premier ministre de sa prochaine démission a, quant à elle, suscité des commentaires favorables ou soulagés dans l'opinion japonaise. « Sa démission aidera à apaiser les ressentiments de l'opinion publique », a estimé l'ancien premier ministre Takeo Fukuda, pour qui, « quel qu'il arrive, cette crise est une bonne occasion pour une renaissance du Parti libéral-démocrate (PLD) ».

« C'est la victoire de l'opinion publique », a déclaré la présidente du Parti socialiste, M<sup>me</sup> Takako Doi, qui a redemandé que le prédécesseur de M. Takeshita, M. Nakasone, vienne témoigner devant le Parle-

ment sur son implication dans l'affaire Recruit. Le président de la fédération patronale, le Keidanren, M. Eishiro Sato, a pour sa part exprimé le souhait que le PLD poursuive les « réformes économiques », c'est-à-dire l'assainissement d'un climat politique empoisonné par les scandales. Le président du conglomérat Mitsubishi a estimé que le Japon devra faire « de plus grands efforts pour restaurer sa crédibilité en tant que superpuissance économique ».

Enfin, à Washington, le porte-parole du département d'Etat a déclaré que la démission de M. Takeshita n'affectera en rien les relations entre le Japon et les Etats-Unis. « Nos relations avec le gouvernement du Japon demeurent inchangées. Le Japon est un allié proche. D'un point de vue personnel, a-t-il ajouté, le secrétaire d'Etat est désolé d'apprendre cette nouvelle. Son ami le premier ministre lui manquera. » Les deux hommes s'étaient connus alors que M. Baker était secrétaire au Trésor et M. Takeshita ministre des finances. — (AFP, Reuter.)

### CAMBODGE

#### M. Hun Sen annonce l'organisation d'élections après le retrait vietnamien

Le chef du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh a annoncé, le mardi 25 avril, l'organisation d'élections générales au Cambodge peu après le retrait des troupes vietnamiennes, prévu avant la fin de septembre. M. Hun Sen a pris cette initiative à quelques jours de la rencontre qu'il doit avoir à Djakarta, les 2 et 3 mai prochain, avec le prince Sihanouk, chef de la résistance anticomuniste.

Le chef d'une des trois composantes de la résistance, M. Son Sam, a déclaré que l'organisation d'élections si peu de temps après le retrait vietnamien « n'est pas possible » pratiquement. La Chine a salué mercredi cette proposition, tout en rappelant que ces élections devraient se dérouler sous contrôle international.

Le même jour, le Quai d'Orsay a annoncé la visite qu'effectuera actuellement M<sup>re</sup> Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, dans la capitale cambodgienne, où elle doit s'entretenir avec le prince Sihanouk. M<sup>re</sup> Avice a été chargée de remettre au prince un message du président Mitterrand relatif au « processus de réunion d'une table ronde préparatoire à la conférence internationale sur le Cambodge ». Cette proposition, avancée par le prince, avait été acceptée en janvier par la France, qui avait également donné son accord à l'organisation d'une conférence internationale sur le Cambodge à Paris.

Au cours de sa visite à Pékin, M<sup>re</sup> Avice remettra par ailleurs une lettre de M. Rocard adressée à son homologue chinois, M. Li Peng, l'invitant à se rendre officiellement en France à l'automne prochain.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Afghanistan

#### Mise en garde soviétique à la résistance

Les troupes postées autour de la capitale afghane ont été renforcées pour empêcher les maquisards de perturber les cérémonies célébrant, le 27 avril, le onzième anniversaire de la prise du pouvoir par les communistes, a annoncé, mardi 25 avril, dans une conférence de presse, le maire de Kaboul, Par ailleurs, l'ambassadeur soviétique, M. Youli Vorontsov, a averti que son pays pratiquerait des représailles contre les moudjahidins, au cas où ceux-ci attaqueraient de nouveau à la roquette son ambassade à Kaboul. On a appris, de plus, de sources diplomatiques soviétiques, que les forces gouvernementales afghanes, assaillies depuis bientôt deux mois dans la ville de Jalalabad (est du pays), seraient à court de munitions, la route menant à Kaboul étant coupée par la résistance. — (AFP, Reuter.)

#### Burkina

#### Remaniement ministériel

Le président Compaoré a procédé, mardi 25 avril, à un remaniement ministériel marqué par la nomination à un poste-clé de M. Clément Ouédraogo, secrétaire général de l'Union des communistes burkinabés (UCB), qui devient ainsi l'un des hommes forts du régime. Il quitte l'enseignement secondaire et supérieur pour le nouveau et important ministère de la coordination du Front populaire, l'instance politique suprême du pays.

Le remaniement est également marqué par le départ de cinq personnalités : MM. Jean-Marie Palm (relations extérieures), Serge Théophile Balima (information et culture), Alain Zoubga (santé), Youssouf Ouédraogo (plan et coopération) et Dominique Issa Konaté (transport et communications). Le nouveau chef de la diplomatie est M. Issouf Go. — (AFP.)

#### Maroc

#### Le mensuel « Kalima » se saborde

Revue socioculturelle indépendante, tirant à plus de dix mille exemplaires, Kalima a annoncé mardi 25 avril, dans un communiqué, qu'il arrêterait sa publication après que son dernier numéro consacré essentiellement à la presse écrite au Maroc eut été retenu à la distribution par la censure. La direction et la rédaction rappellent que depuis la création de la revue en février 1986, elles s'étaient pour ambition de montrer, avec bonne foi, autant de zones d'ombre que de lumière. « L'esprit de cet effort, ajoutent-elles, a été perçu comme une insolence par les autorités. C'est pourquoi plusieurs mesures administratives — plus précisément une suspension et trois saisies en une seule année — sont venues sanctionner notre démarche. » — (AFP.)

## MAREK HALTER

### Les fils d'Abraham



La grande fresque du judaïsme contemporain que Marek Halter rêvait de peindre depuis La mémoire d'Abraham

ROBERT LAFFONT  
des livres ouverts sur la vie

LA COLLECTION S'AGRANDIT  
1986 1987 et 1988

Pour revivre les principaux événements en France et à l'étranger

Le Monde Ed. Jacard

EN VENTE EN LIBRAIRIE





## Enquête

Drogue, blanchiment d'argent sale, ventes d'armes, affairisme, etc.

## Trafics en tout genre à Panama

Les sanctions décidées en 1988 par les États-Unis à l'encontre de Panama n'ont pas ébranlé l'économie de ce petit pays. Elles ont eu revanche accru la malaise du « narco-dollar » sur Panama et encouragé toutes sortes de trafics.

PANAMA  
de notre envoyé spécial

COMMENT cerner ce pays en forme de « S » parsemé, coupé par l'oblique d'un canal, qui fait saliver deux océans et des milliers d'hommes d'affaires pêchant en eaux profondes ? En 1988, les États-Unis ont voulu déposer le général Manuel Antonio Noriega, l'homme fort du Panama, impliqué de façon trop voyante dans le trafic de drogue. Il fallait chasser cet « ami » désormais encombrant, éviter toute confusion entre la Maison Blanche et le blanchiment d'argent sale.

Les sanctions économiques auraient dû embraser Panama. La Compagnie du canal, sous administration américaine, ne verse plus ses redevances. Les sociétés yankees refusent d'acquiescer l'impôt. La Bank of America a plié bagages, ajoutant à la crise de confiance du Centre bancaire panaméen. Le PIB (produit intérieur brut) a chuté de 22 % en un an, les capitaux flottants ont fui (il restait 8 milliards de dollars début 1989, contre 29 milliards fin 1987). Le chômage s'est aggravé (de 10 % à près de 30 % des actifs). Mais l'explosion attendue n'a pas eu lieu. Les Américains croyaient mettre un couvercle sur une casserole. Ils l'ont posé sur une passoire. Bien malin qui pourra en boucher les trous. La fermeture des banques pendant neuf semaines au printemps 1988 n'a pas empêché les liquidités de resurgir. « Les sanctions ont renforcé la malaise du narco-dollar sur Panama », affirme un observateur étranger, un autre estimant qu'« il n'a jamais été aussi facile de blanchir l'argent de la drogue ».

Chef de file de la démocratie chrétienne et candidat à la prochaine élection présidentielle du 7 mai, M. Ricardo Arias Calderon n'explique pas autrement le maintien à flot artificiel de l'économie panaméenne. « Notre dette extérieure, rapportée au nombre d'habitants, est l'une des plus fortes du monde ; le gouvernement central a occupé en sa faveur les aides internationales. L'activité a autant reculé au Panama qu'au Nicaragua ravagé par la guerre civile. La seule façon de tenir était d'accroître le blanchiment. »

## Des gratte-ciel payés cash

A l'époque de la fermeture des banques, les pouvoirs publics ont émis des chèques au nom du gouvernement pour payer les fonctionnaires. Les commerçants les ont d'abord refusés, craignant la banqueroute de l'État. « Mais nous les avons convaincus en leur assurant qu'ils pouvaient payer l'impôt avec ces chèques », témoigne Eduardo Dudley, un responsable du ministère de la planification. Une telle garantie signifiait que des sommes d'argent frais venaient d'entrer dans les caisses. « On a vu se multiplier des petites maisons de change qui reprenaient les chèques du gouvernement avec une décote de 14 %. Il y avait des queues interminables, reprend Eduardo Dudley. La concurrence entre ces maisons est si forte que la décote est tombée à 2 %. On ignore la source de leurs fonds, mais elles ont aidé le gouvernement à régler la crise des liquidités... »

Au cours des années fastes, l'argent de la drogue s'investissait dans des gratte-ciel payés cash, qui ont donné à Panama-City la silhouette d'un « Manhattan sur l'eau ». Les sanctions américaines, c'est un comble, ont brouillé les pistes. Le narco-dollar est le furet de Panama. C'est peut-être le billet froissé et « scotché », avec l'effigie ramollie de Washington, qui termine dans la poche du chauffeur de taxi. C'est sûrement la contrepartie monétaire d'activités honnêtes et légales qui peuvent se déployer avec le support de cet argent sans odeur. La communauté finan-

cière, souvent montrée du doigt, se retranche facilement derrière les lois en vigueur. « On ne peut pas la fois vouloir la liberté et le contrôle », explique un banquier. Les grands établissements étrangers (BNP, Dresdner Bank, Union des banques suisses) ont pour règle de refuser les dépôts en liquide supérieurs à 100 000 dollars. Les « malleteros » aux ressources obscures sont priés de s'en retourner. Au-delà de cette précaution, chaque banquier reconnaît être un « Monsieur Jourdain » du blanchiment, dès lors qu'il a pignon sur rue dans un pays-réceptacle du narco-dollar. « Certains blanchissent en connaissance de cause, d'autres non », résume un fondé de pouvoir.

## Les traces de la « blanche »

Selon un document américain, une dizaine de banques installées à Panama sont spécialisées dans le lavage d'argent provenant pour l'essentiel de ventes de drogue colombienne. Coïncidence curieuse, la filiale panaméenne de la banque luxembourgeoise BCCI (Banque internationale de com-

merce et de crédit), poursuivie pour blanchiment, gère les comptes des Fuerzas de defensa du général Noriega. Les militaires se sont dépêchés de changer leur fusil d'épaule en créant leur propre banque, le Banco institucional Patria. On n'est jamais si bien servi... Les États-Unis ont dans leur collimateur un autre établissement, la Tower Bank. Dirigée par un Néerlandais mais détenue par des Panaméens, elle a gonflé ses effectifs au moment où des concurrents licencièrent, recrutant au passage des cadres étrangers de haut niveau. Elle s'est empressée de changer les chèques du gouvernement et tous les autres instruments apparus avec la crise des liquidités. Mais comment dépasser les présomptions dans un pays qui, à l'inverse des Bahamas ou des îles Caïmans, refuse de s'insérer sur la question du secret bancaire ?

Les traces de la « blanche » se perdent dans un écheveau de trafics, petits ou grands, qui ont depuis toujours fait de Panama une capitale des services en tous genres, *pro mundi beneficio*. Les pavillons de complaisance et les sociétés paravents achetées pour 285 dollars, dans le cabinet aveugle d'un avocat, sont les faces

millie fois explorées de l'édifice. « On doit tout dire à son avocat, comme à son confesseur. Il faut lui expliquer qu'on veut échapper au fisc, ou déshabiller quelqu'un », précise un particulier. Il crée alors une société ad hoc dont les statuts sortent sur traitement de texte. La main-d'œuvre est bien rodée. Tous les documents officiels sont rédigés et expédiés dans les délais prévus. Le télex et la télécopie fonctionnent parfaitement. Le téléphone est gratuit... On ne ferait pas ça au Mali. »

On parle d'écrivains américains à succès qui versent leurs droits d'auteur à une société panaméenne dont ils se rendent au préalable propriétaires. Selon le même principe, des Français possédant des appartements dans les beaux quartiers de Paris les auraient vendus à des sociétés panaméennes en 1981, pour se soustraire à l'impôt sur les grandes fortunes. C'est encore sous couvert d'une firme potiche que le sultan de Brunei a acheté le yacht de l'homme d'affaires saoudien Adnan Khashoggi. Chaque semaine, le vol en provenance d'Amsterdam est bondé de Chinois de Hongkong qui restent

seulement quelques heures dans la capitale, le temps d'obtenir un passeport panaméen. La nationalité de complaisance est le dernier gadget à la mode. Dès le retour du « petit tigre » sous l'influence de Pékin, en 1997, ces nouveaux Panaméens pourront s'installer à Colon, sur la façade atlantique, la première zone libre du monde après Hongkong.

## Colon, le « poumon de la Colombie »

Colon est d'abord une ville, jadis prospère, à présent ravagée par le chômage, la délinquance et le passage des hordes tropicales sur les immeubles décrépis. Encerclée de hauts murs, en prise directe avec le port de San Cristobal, la zone libre est un furoncle de richesse. Centre d'importation et de réexportation, elle a enregistré en 1988 une activité record de 4 milliards de dollars. Le plus gros trou de la passoire. « Colon est le poumon de la Colombie. Il était impossible de bloquer les liquidités d'un pays qui capte sous les dollars de l'Amérique latine », explique un exportateur de la zone libre. « Notre économie est si ouverte que notre monnaie est la dollar », semble déplorer Ricardo Arias Calderon. Aucun billet de banque n'a jamais imprimé les traits de Vasco Núñez Balboa, le héros national qui mourut décapité en 1517. Curiosité supplémentaire, on retrouve sa tête sur les pièces de monnaie de Panama. Mais pour les affaires, le dollar est roi, et les États-Unis n'y peuvent rien. Colon éponge tous les excès de liquidités. L'argent de la drogue, mélangé à celui, licite, du pétrole ou du café, se transforme en produits hi-fi, vêtements et parfums. Dans le port de Coco Solo, à proximité de Colon, plusieurs dizaines de petits chalutiers sont à quai. Ils battent pavillon panaméen, mais aussi cubain, colombien, jamaïcain, dominicain.

## « On ne meurt pas pour une idée »

En retrait de la zone surveillée du canal, Coco Solo est considéré comme le lieu de passage de la contrebande. « Chaque mois, le port est fermé pendant trois ou quatre jours. Impossible d'y accéder. Les camions des forces de défense sont garés devant les bateaux. Les militaires passent leur temps à charger et à décharger de la marchandise », confie un commerçant de la zone libre. Drogue, armes, produits de luxe. On ne connaît pas de limite aux trafics possibles. « Très souvent, on apprend que trois cents camions Bécams ont brutalement disparu, ajoute le même témoin. Mais personne ne se plaint... » Troublante, encore, la fonction de Carlos Duque, le candidat du général à l'élection présidentielle, qui dirige la firme privée Transito SA. Cette société de rêve prélève une dîme sur l'essentiel des marchandises déchargées à Colon, et principalement à Coco Solo. La rumeur publique veut que Carlos Duque soit le grand argentier de M. Noriega. Une autre rumeur dit que l'univers est vrai aussi. Le Panaméen a l'air large. Comme le képi du général qui abrite avec bonheur la raison d'État et les intérêts privés.

« L'argent de la drogue n'est pas tout. Le régime a aussi favorisé le trafic des armes en leur donnant une destination « acceptable » pour la communauté internationale, avant de les diriger vers des lieux moins avouables », accuse Ricardo Arias Calderon. En 1988, un bateau est allé à été arraisonné dans la zone du canal, les cales pleines de matériel officiellement destiné à la marine péruvienne. En fait, la marchandise devait rejoindre la Contra du Nicaragua après une étape au Salvador. « Noriega défend l'importation de la cause pour de l'argent, estime un entrepreneur panaméen. En 1979, il a aidé les sandinistes à renverser Somoza. Récemment, il a appuyé les opérations du général Noriega en faveur des contras. » A Panama, on a accueilli le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran comme une mauvaise nouvelle. La guerre faisait ici les bons comptes des maquilleurs capables, avec un bon sang d'encre, de transformer sur

papier un mortier en boîtes de petits pois.

Dès avant l'époque où Panama organisait les plaisirs des GI combattant dans le Pacifique, les habitants de l'isthme se sont forgés une identité « en creux », dessinée par les interventions extérieures. Les Panaméens ont un tempérament passif et pacifique, prompt à s'accommoder des situations les plus délicates. « On ne meurt surtout pas pour une idée à Panama », ironise un observateur étranger. Cet art de transiger a favorisé les commerçants, les plus inattendus, mettant en échec la stratégie américaine d'étranglement. Au Venezuela, la hausse subite des prix alimentaires a provoqué des émeutes et la mort de plus de cinq cents personnes. A Panama, la crise a entraîné une baisse des prix de la viande de 10 %, due à une diminution de la consommation. Les employés ont accepté des retards de paiement, des amputations de salaire. Tenues de ne pas payer l'impôt, les sociétés américaines et leurs salariés n'ont pu obtenir le passe salvo, un document administratif renouvelable chaque année, sans lequel on ne peut ni conduire sa voiture ni quitter le pays. Les entreprises concernées ont souvent monnayé le passe salvo auprès des sociétés panaméennes intermédiaires qui payaient l'impôt à leur place.

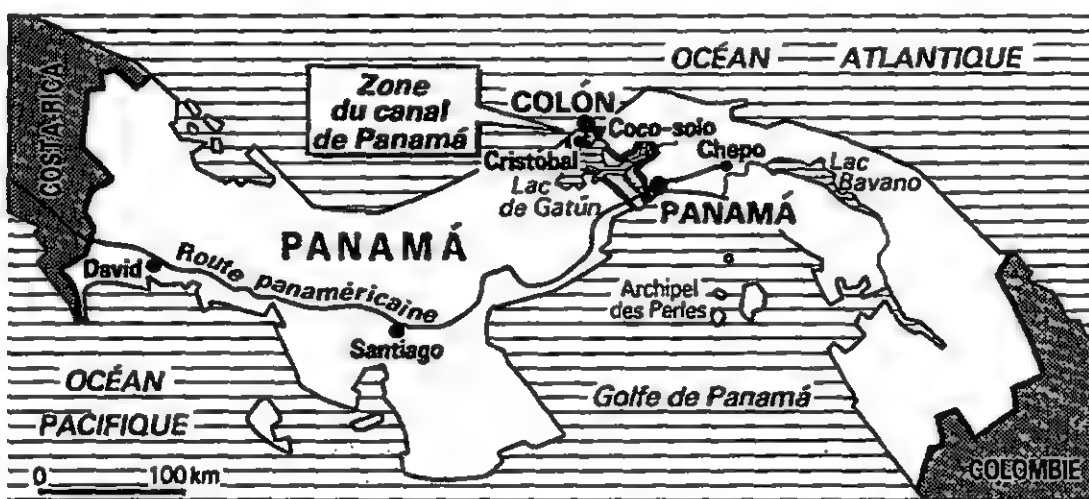
Les bénéfices qui ne pouvaient plus être rapatriés aux États-Unis ont aussi alimenté des trafics ou des chefs locaux. « Les cabinets d'avocats travaillent avec l'argent des impôts non payés », observe un homme d'affaires. Les États-Unis ont bien tenté de ravir à Panama sa prééminence bancaire en développant le centre de Miami. « Mais les investisseurs sont revenus, car, à Miami, on ne s'arrange pas avec le Bon Dieu », précise un financier. S'il est vrai que les fonds « offshore » sont partis vers d'autres lieux — les Bahamas, les îles Caïmans, — ils ne sont pas perdus pour Panama, qui reste leur centre de gestion. Les sanctions américaines ont représenté en 1988 un manque à gagner d'un demi-milliard de dollars pour l'État panaméen. Mais par ricochet, celui-ci a cessé le remboursement de sa dette, qui représentait tous les ans 500 millions de dollars, sur un total de vie estimé à 1,3 milliard de dollars.

## « Un paradis bien caché »

La crise aurait-elle remuélé l'économie de l'isthme ? Gare aux apparences ! « Panama est un paradis bien caché », prévient un commerçant. Difficile de comprendre comment deux mondes peuvent se superposer dans un pays qui n'est pas tout à fait un pays. L'activité internationale, tournée vers l'extérieur, reste florissante. L'économie domestique continue, en revanche, de se dégrader. « Mais la faillite a commencé bien avant le conflit avec les États-Unis », précise Ricardo Arias Calderon, qui fustige le modèle en vigueur bâti sur un endettement croissant du pays. Panama a fait l'impasse sur l'agriculture et l'industrie. Dans les milieux gouvernementaux, on admet la nécessité d'une diversification. Sur les 150 millions de dollars d'avoirs panaméens gelés en Amérique, il ne resterait, aujourd'hui, que 5 millions de dollars. L'ex-président Delvalle, chassé du pouvoir l'an passé, a dit-on, utilisé ces fonds pour la campagne de l'opposition. Vrai ou faux ? Le moulin à rumeurs s'emballe à l'approche de l'élection présidentielle du 7 mai.

Sur la façade du Théâtre national, dans le Panama colonial, se découpent les moulages de Molère et de Shakespeare, de Wagner et de Rossini. On chercherait vain le vrai visage de Panama, tant sont nombreux les faux-semblants. Que peut-on attendre d'un pays où le canal n'est pas au niveau de la mer, où les meilleurs chapeaux viennent de l'Équateur, où le soleil se lève à l'ouest ? Mieux vaut se convaincre une bonne fois que Panama épouse les formes d'un dollar grandeur nature. Voilà pourquoi cet État charnière d'Amérique centrale tire son nom d'un dialecte indien signifiant « abondance de poissons », gros et gourmands de préférence.

ERIC FOTTORINO.



## La Légion d'honneur du général

PANAMA  
de notre envoyé spécial

« J'AMAIS, dans aucun pays du monde, un si petit morceau de terre n'a parcouru autant d'âmes françaises, d'âmes françaises héroïques. Le sol est tapissé de morts, ce mardi matin de mars, quand le général Noriega commença sur une estrade adossée son discours à la mémoire des vingt mille ressortissants de l'Hexagone morts il y a tout juste un siècle, lors du creusement du canal de Panama. Sur la colline du cimetière de Paraiso — le Paradis ! — où reposent les ossements porteurs de malice, il régnait une atmosphère digne des « poires » de Graham Greene, un familier de Panama. Les Doberman de Noriega, militaires à bedaine, au cou épais, se tenaient immobiles aux côtés des marins du navire de guerre Jeanne-d'Arc, retour d'Acapulco, cabre au drapeau tricolore au pied. Grand et droit dans son costume bleu, coiffé d'un panama crème à ruban noir, l'ambassadeur de France, M. Jacques Rummelhardt, écoutait. « L'histoire de la construction du canal est faite de beaucoup de sang, de sueur et de larmes », poursuivait le chef des forces de défense, évoquant Ferdinand de Lesseps, « la figure tragique », ou le lieutenant Napoléon Bonaparte, premier explorateur de la route du canal. La Corruption du siècle (!) fut « blanche », elle aussi, en quelques mots.

Un instant plus tôt, le général n'avait pas bronché en entendant l'ambassadeur de France évoquer « nos amis et alliés américains ». Son visage ovale et grisé, qui lui vaut le surnom de « tête d'ananas », était resté impassible. Car Manuel Antonio Noriega reconnaît en la France une nation amie. A preuve la petite tache rouge qui égale son uniforme, une Légion d'honneur accrochée à sa poitrine par Paris le 7 février 1987, quelques mois seulement avant que les États-Unis accusent le général d'être impliqué dans le trafic de drogue. Celui-ci arbore avec fierté cette distinction ines-

pérée. « C'est même la seule décoration qu'il porte », assure-t-on à Panama. La colonie française de l'isthme, pour sa part, porte cette Légion comme une croix. « Une Légion d'honneur ! Mais en quel honneur ? », interroge de son côté Ricardo Arias Calderon, le chef de file de la démocratie chrétienne.

Officiellement, la France présente cette affaire comme un banal échange de bons procédés. En 1986, le général Jean Saurier, alors chef d'état-major de la présidence de la République, fit une halte à Panama, au cours



d'un voyage le menant de Papeete à Washington. Son avion n'avait pas l'autonomie suffisante pour effectuer un vol direct. Admetteur de l'armée française, — il possède des fusils du « beau légionnaire » qu'il ne manque pas, à l'occasion, d'exposer, — le général Noriega s'empressa de décorer M. Saurier la plus haute décoration militaire de Panama. Le chef des forces de défense était encore, plus pour longtemps, l'homme des Américains dont il avait durant toute la décennie 70 sous-traité les ren-

seignements de la CIA en Amérique centrale, au moment où les services secrets des États-Unis étaient dirigés par M. George Bush. La machine administrative française, dans un élan de réciprocité, programma l'attribution d'une Légion d'honneur à Manuel Antonio...

« Il faut se demander quels sont les intérêts de la France à Panama », suggère Ricardo Arias Calderon, qui voit dans l'explication officielle un bel échantillon de l'esprit cartésien français, capable de trouver réponse à tout. Une fois encore, la « bola » — version panaméenne de la rumeur — va bon train. Paris a vendu aux forces de défense un hélicoptère Super-Puma et un avion Falc-20.

Panama a pu servir de couverture à des ventes d'armes françaises destinées au Proche-Orient. Une certitude existe cependant : depuis plus de vingt ans, les États-Unis interdisent aux avions tricolores transportant de la matière radioactive pour Mururoo de survoler leur territoire. Les avions de combat qui ont fait exploser la bombe lors d'essais aériens « grandeur nature » ont été eux aussi bannis du ciel américain. La France se refuse pourtant sur un trajet Antilles-Mururoo de treize heures. Une durée « linéaire » qui interdit aux appareils de se détourner si le temps se gâte. Le canal de Panama, lui, offre la sécurité et la rapidité. Et le pays du général ferme les yeux quand les navires transportent du matériel nucléaire français se présentent à l'écule de Gatun pour gravir les marches de l'eau jusqu'au Pacifique. Les bureaux sont seuls. Mais l'honneur ?

E. F.

(1) Titre du récit de François Sureau paru en 1988 chez Gallimard (156 pages, 76 F). Ce livre évoque le scandale de Panama qui éclata en 1989, sous la III<sup>e</sup> République, après la mise en liquidation de la Compagnie universelle du canal interocéanique fondée par Ferdinand de Lesseps. Accusé d'avoir corrompu des parlementaires pour faciliter son financement, Lesseps fut condamné à la prison, tout comme Gustave Eiffel, administrateur de la compagnie.

Je M. 1550



# Politique

... Le Monde • Jeudi 27 avril 1989 13

## L'opposition face à ses « rénovateurs »

### MM. Millon et Séguin paraissent décidés à reprendre l'offensive

L'opposition se livre à une singulière mascarade. Le RPR qui n'a toujours rêvé que de faire imploser l'UDF joue à présent les grands seigneurs de l'union, multipliant à loisir les initiatives d'apaisement et - un comble - paraît disposé à pardonner toutes les offenses centristes. Réputé d'ordinaire moins conciliant, M. Bernard Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, militait activement depuis une semaine pour la constitution d'un intergroupe RPR-UDF et UDC. Officiellement pour consolider les liens de l'opposition, en réalité pour couper l'herbe sous le pied des « rénovateurs » et donner une leçon d'union aux turbulents de l'UDF.

Pour formelle que soit cette démarche, le président du groupe UDF, M. Pierre Méhaignerie, trop désireux de donner aux siens des gages de son ancrage dans l'opposition, était prêt à y répondre favorablement. C'était suffisant pour que l'UDF s'y oppose. Depuis juin 1988, le président de ce groupe, M. Jean-Claude Gaudin, s'était pourtant déclaré à plusieurs reprises favorable à cette idée. A la tête d'un groupe lésé par le PR et placé sous le téléguidage de M. Giscard

d'Estaing, M. Gaudin ne paraît plus avoir les moyens de sa présidence. MM. Giscard d'Estaing et Létard n'ont pas voulu que la constitution de cet intergroupe puisse être interprétée comme un « dédoublage » rapide et trop commode des centristes, au surcroît de leur décision de présenter une liste autonome. (Ses premiers candidats devraient être connus jeudi.) Même si leur comportement actuel les amène à dériver sur la droite (au point que le RPR, dit-on, s'en inquiète) tous deux se sont ligés pour instruire devant l'opinion le procès en trahison des centristes.

Devant une telle situation, les « rénovateurs » semblent partagés entre l'amusement et l'écœurement. Amusement de voir les appareils tirer sur tous les bords de ficelle pour contrecarrer leurs initiatives. Écœurement de voir certains libéraux revenir au galop vers leurs penchants naturels.

Se considérant au « carrefour » de l'histoire de l'opposition, les « rénovateurs » veulent selon leur mot d'ordre et pour plagier dans un clin d'œil le slogan d'une grande surface, « positif ». MM. Charles Millon et

Philippe Séguin ont eu un long tête-à-tête mardi après-midi suivi d'un dîner des dix « rénovateurs » de base (MM. Noir et de Villiers étaient excusés) à la Maison de l'Amérique latine. Pressé de se blanchir des accusations de faiblesse portées contre lui, M. Séguin fait preuve d'un nouvel élan. « La rénovation est un mouvement irréversible », a-t-il déclaré mardi sur RTL. Ayant prévu de déjeuner avec M. Chirac avant la fin de cette semaine, il se précipite à attendre le dessert pour jurer du sérieux de cette bonne résolution.

Ces « rénovateurs » semblent en tout cas décidés, malgré les obstacles, à avancer. Ils devaient se retrouver en réunion élargie mercredi dans les locaux de l'Assemblée nationale. Quarante-deux députés sont dans leur fichier. Il en faut cinquante-huit pour le dépôt d'une motion de censure sur la politique européenne du gouvernement, qu'ils comptent toujours déposer malgré l'hostilité centriste.

La rénovation gagne aussi le Sénat : vingt-trois sénateurs ont répondu favorablement. D'autres parlementaires à l'exemple de M. Jean-Pierre Fourcade, attendent prudemment de passer le cap du 18 juin avant de se plonger dans ces eaux nouvelles. Les petites formations de l'UDF, les adhérents directs, le PSD et le Parti radical pris en tenaille entre les blocs PR et CDS semblent être également contrainsts au double jeu. Rester tranquilles dans l'immédiat, afin de garantir leurs places sur la liste Giscard pour épouser de plus belle le mouvement après le scrutin européen. Mercredi soir, les « rénovateurs » devaient présenter leur programme, confirmer leur projet de constitution d'un intergroupe « rénovateur » à l'Assemblée nationale, expliquer leur comportement sur le terrain durant la campagne européenne et annoncer le lancement d'un club d'intellectuels. A croire que pour eux l'adversité est devenue aussi l'épreuve du courage.

DANIEL CARTON.

### MM. Létard et Giscard d'Estaing refusent la constitution d'un intergroupe RPR-UDF-UDC

L'idée d'un intergroupe au sein de l'opposition à l'Assemblée nationale semble morte-née. Elle devait être le symbole d'une opposition unie ; elle ne fut que le révélateur d'une autre réalité déjà connue, celle d'une droite déchirée. Plusieurs fois évoquée, cette proposition a été faite à la fin de la semaine dernière par M. Bernard Pons, président du groupe RPR, à ses deux collègues de l'UDF et de l'UDC, MM. Jean-Claude Gaudin et Pierre Méhaignerie. M. Pons y voyait « la volonté du RPR de concrétiser à tous les niveaux l'union de l'opposition » et, accessoirement, l'occasion de reprendre l'initiative face à son groupe déstabilisé par ses propres « rénovateurs ». MM. Méhaignerie et Gaudin lui avaient alors donné leur accord de principe.

Mais, mardi 25 avril, tout a changé... sauf au RPR, qui, en réunion de groupe le matin, et en présence de M. Jacques Chirac, chargeait à l'unanimité moins trois abstentions son président de proposer la création d'un intergroupe. M. Gaudin lui faisait savoir en fin de matinée que, finalement, l'UDF « ne souhaitait pas reprendre de suite à cette proposition ».

L'après-midi, dans les couloirs du Palais-Bourbon, le président du groupe UDF annonçait toutefois très légèrement son propos. « A titre personnel, j'ai un point de vue, soulignait-il en guise d'introduction, mais je suis là pour exprimer la volonté de mon groupe ». M. Gaudin enchaîna avec conviction sur un discours hostile à la proposition de M. Pons : « Pourquoi vouloir commencer aujourd'hui par un intergroupe à l'Assemblée alors que l'on a constaté ce week-end qu'il n'y a pas accord de l'opposition ». Pour lui le débat devra reprendre le 19 juin, au lendemain des élections européennes.

Il ne doit pas être facile, par les temps rénovateurs qui courent, de diriger le groupe UDF. Lundi, M. Gaudin avait reçu les appels téléphoniques de MM. Valéry Giscard d'Estaing et François Létard, qui lui signifiaient leur désaccord sur cette proposition d'« union » à l'Assemblée au lendemain de l'annonce officielle de la constitution d'une liste de centre.

Mardi matin, en réunion de groupe, M. Gaudin renvoyait donc la discussion au 19 juin. Nouvelle réunion l'après-midi, nouvelle position. L'UDF, annonçait M. Gaudin, doit répondre favorablement et doit maintenant à la proposition du RPR. Cette déclaration lui valut une nouvelle intervention de M. Létard, qui observa que « le CDS avait fait le choix d'une liste de division » et devait donc en assumer les conséquences à l'Assemblée.

#### « Les choses seraient plus claires »

Le président du Parti républicain ajouta, tablant sur un échec de la liste de centre, qu'au lendemain des élections « les choses seraient plus claires ».

Prenant acte de ce choix de l'UDF, M. Méhaignerie déclarait à son tour dans les couloirs : « Après

le 18 juin, il n'y aura plus de problèmes ». « L'intergroupe, c'est une question de forme puisque les trois présidents de l'opposition se rencontrent déjà toutes les semaines. Nous, c'est le fond qui nous intéresse ».

Plus mordant, en revanche, fut M. Bruno Durieux (UDC, Nord), signataire de l'appel des rénovateurs, qui raila « ceux qui à l'UDF ne veulent pas de l'intergroupe et qui crient union, union, union ». « L'union a ses fidèles et ses Turballe », lança M. Durieux, et ceux qui nous traitent de dissidents sont des pharisiens », lança-t-il à l'adresse de ses camarades giscardiens et létardiens.

A l'UDF, l'analyse est simple : le refus de l'intergroupe par une partie de l'UDF est calqué sur la stratégie de M. Giscard d'Estaing pour la campagne européenne, qui consiste à marginaliser les centristes et à les accuser de « copinage parlementaire » avec le gouvernement.

Un seul un député semblait observer ces armoiriers avec sérénité. Se faufilant discrètement dans les couloirs, M. Charles Millon (UDF, Ain), l'un des chefs de file des « douze », se contentait de préciser que les rénovateurs annonceront, quant à eux, « dans les jours prochains » la constitution de leur propre intergroupe.

P. R.-D.

### M. Edouard Balladur : « L'opposition doit se réorganiser mieux et réfléchir davantage »

Dans un article publié dans le Figaro de mercredi 26 avril, M. Edouard Balladur se plaint de « l'absence » de l'opposition, et demande à l'opposition de « s'organiser mieux, réfléchir davantage, se montrer moins sensible aux modes ».

L'ancien ministre d'Etat demande : « Pourquoi continuer à laisser croire que nous nous pensons de même sur l'essentiel ? (...) Pourquoi l'opposition reste-t-elle quasi muette ? Aurait-elle mauvaise conscience ou redouterait-elle d'affirmer ses propres convictions ? »

M. Balladur affirme que « les socialistes (sont) désormais les conservateurs de la société française », et souhaite que « nous soyons, désormais, nous-mêmes des rénovateurs ». Il constate que « tous ont fait pour donner au débat politique un caractère à la fois anecdotique et d'arrière-pensée », ajoutant, « quant à l'opposition qu'apparemment des expériences répétées et malheureuses n'arrivent pas à instruire, elle étale ses divisions, tend même à les aggraver et à les multiplier (...) Comment ne pas se sentir profondément consterné du spectacle offert depuis quelques semaines ? »

« Il ne faut pas se contenter de tenir sur l'union des discours abstraits qui, dans l'état présent des choses, risqueraient de sembler des rengaines. Il faut la traduire dans les faits, prendre acte de l'existence de deux listes aux élections européennes, et organiser la suite en étudiant toutes les possibilités de rapprochement ou de coopération entre des formations politiques que rien d'essentiel ne sépare », écrit aussi l'ancien ministre des gouvernements Chirac, ajoutant que soutenir la liste du RPR et de l'UDF, c'est soutenir celle qui « préserve le mieux pour l'avenir (les) chances » de l'union. L'ancien ministre fait aussi remarquer que « des mesures précises et concrètes de coopération entre les partis ne seront pas non plus suffisantes (...) ». Il faut savoir ce qu'on veut pour notre pays, vers quel destin le conduire (...). Si nous ne savons plus aujourd'hui ce que nous voulons faire de la France, comment les Français se tourneraient-ils vers nous ? La véritable bataille politique, c'est la bataille des idées, et les véritables victoires politiques sont celles des idées aussi. Il n'est que temps de commencer à s'en préoccuper. »

### Les sénateurs « rénovateurs »

A MM. Charles Descours (RPR, Isère), Jean-François Le Grand (RPR, Manche) et Pierre Vellon (UDF-CDS, Rhône), déjà ralliés au mouvement rénovateur, sont venus se joindre MM. Roger Solleau (UDF-CDS, Meurthe-et-Moselle), Raymond Bouvier (UDF-CDS, Haute-Savoie), Jacques Boyer-Andrivet (attaché au groupe centriste, Gironde), Ernest Carigny (attaché au groupe du Rassemblement démocratique européen, Seine-Saint-Denis), Jacques Chaurmont (RPR, Sarthe), Jacques Descours Descours (Union des républicains indépendants, Calvados), Jacques Golliet (UDF-

CDS, Haute-Savoie), René Harment (UDF-CDS, Moselle), Jean-Huchon (UDF-CDS, Maine-et-Loire), Claude Huriet (UDF-CDS, Meurthe-et-Moselle), Louis Geoffroy Jung (UDF-CDS, Bas-Rhin), Bernard Laurent (UDF-CDS, Aube), Georges Lombard (UDF-CDS, Finistère), Jacques Mauchet (UDF-CDS, Marne), François Mathieu (UDF-CDS, Loire), René Monory (UDF-CDS, Vienne), Jacques Mossier (UDF-CDS, Somme), Bernard Pellier (attaché au groupe centriste, Haute-Savoie), Michel Souplet (UDF-CDS, Gise), Albert Vecten (UDF-CDS, Marne).

### Le débat sur le X<sup>e</sup> Plan

### M. Michel Rocard devrait engager la responsabilité de son gouvernement

En début de discussion, le groupe UDF a déposé une question préalable, dont l'objet est de repousser le texte avant d'en débiter. Cette motion de procédure, défendue par M. Hervé de Charette (UDF, Gard), a été rejetée par 278 voix contre 239 : les députés socialistes ont voté contre, les communistes n'ont pas participé au vote, tout comme quatre députés centristes, deux autres UDF (MM. Barre et Gerret) s'abstenant, deux députés UDF (MM. Lamassoure et Lequartier) et deux députés RPR (MM. Balkany et Sarkozy) ont également voté comme non-votants.

Curiieuse question préalable que celle défendue par M. Hervé de Charette ! Comment, en effet, défendre sérieusement l'idée qu'il ne faut pas discuter d'un sujet comme le Plan, alors qu'une quarantaine d'orateurs de tous les groupes manifestaient déjà, par leur inscription au débat, leur souhait ardent d'y participer ? M. Lionel Stoléru, tout comme M. Jean Le Garrec (PS, Nord) n'ont pas manqué de mettre le doigt sur cette contradiction, d'autant que l'ancien ministre gardien n'a pas manqué lui-même, dans son propos, d'aborder le sujet au fond. « Si l'on vous écoutait, le Parlement ne pourrait pas discuter de la stratégie de la France pour les quatre années à venir », a protesté M. Le Garrec.

Quelques mauvais esprits se sont d'ailleurs demandés si M. de Charette n'avait pas surtout cherché à mettre dans l'embarras les députés centristes, peu disposés à voter une motion de procédure qu'ils jugeaient « absurde ». Mais, en ces temps de campagne électorale, où l'UDF semble vouloir mettre les centristes en porte-à-faux pour mieux les accuser de tiédeur oppositionnelle, les troupes de M. Méhaignerie ont préféré, dans leur ensemble, se plier, pour l'occasion, à la discipline de vote de l'opposition.

#### « Gauchissement » et « courage »

Mais à entendre, en séance de nuit, le député UDF apostropher, en termes très durs, son « ami Lionel », l'affaire a également pris le tour d'un règlement de comptes personnel. Visiblement, M. de Charette n'a guère apprécié que son successeur rue de Martignac, ministre de l'ouverture, ait dénoncé le vide trouvé en arrivant. « Alors

Les députés ont commencé, mardi 25 avril, l'examen du projet de loi approuvant le X<sup>e</sup> Plan (1989-1992). Contrairement à ses prédécesseurs, le X<sup>e</sup> Plan n'est pas quinquennal, mais il couvre la période qui s'étend jusqu'à la constitution du grand marché unique européen. Il ne comporte pas d'objectifs chiffrés et d'articles autour de deux priorités : l'emploi et l'Europe. La mouture initiale du projet de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, avait suscité un mouvement de réprobation à l'Elysée et au Parti socialiste. « Il repose largement sur un credo économique libéral et individualiste », avaient protesté les amis de M. Jean-Pierre Chevènement. Le groupe socialiste a amendé sa commission ce texte pour y introduire notamment la notion d'économie mixte, chère au chef de l'Etat.

Le groupe centriste de M. Pierre Méhaignerie a donc décidé de le repousser, compte tenu de ces amendements. M. Michel Rocard devrait donc être amené à engager la responsabilité du gouvernement (article 49-3) pour faire passer ce texte, malgré l'hostilité de la droite et du Parti communiste. De son côté, l'opposition de droite a finalement décidé de ne pas déposer de motion de censure, en riposte au 49-3.

que la loi imposait de préparer le plan dès l'été 1987, je découvrais avec consternation, un an plus tard, que le gouvernement n'avait rigoureusement rien fait au plan national. J'ai été obligé de préparer en six mois ce qui demande normalement trois fois plus de temps. (...) Ce que j'ai trouvé relevait plus de la chapelle ardente que de l'ardente obligation », avait expliqué M. Lionel Stoléru à la tribune.

Il n'en fallait pas plus pour provoquer l'ire de M. de Charette : « Entre 1986 et 1988, nous étions ensemble sur les mêmes bancs de l'UDF et du PR et je ne me souviens pas qu'en public ou en privé nous ayons contesté notre politique. Mon cher Lionel, je ne m'attendais pas à cela (...) M. le secrétaire d'Etat, est-ce que j'ai une tête d'ultra-libéral ? », a encore lancé M. de Charette, tandis que sur les bancs socialistes retentissaient des « oui ! oui ! ». « Avez-vous oublié le temps où nous étions ensemble et où nous étions, dans notre camp, peut-être bien suspectés d'être social-démocrates ? (...) (rire dans l'hémicycle) Vous, mon ancien collègue, vous avez vu où était le vent, mais il faut beaucoup ramper pour y rester », a concédé le député UDF, en déclinant sa dernière flèche.

Abordant le fond de son argumentation, l'ancien ministre UDF du Plan s'est attaché à démontrer qu'un « fossé » ne cessait de s'écarter entre l'opposition et la majorité à propos du Plan. Il n'est pas sûr que son argumentation ait totalement convaincu son propre camp.

Certes, les orateurs de l'UDF, du RPR et de l'UDC ont dénoncé le « gauchissement » du texte par les amendements socialistes, mais plusieurs d'entre eux ont jugé « courageux » les orientations de ce X<sup>e</sup> Plan.

#### « Recul national et social »

Pour le RPR, M. Michel Barre (Savoie) a regretté que les amendements socialistes soient venus « corriger, compléter et sur certains points déformer » le projet de Plan : « Il a perdu de son côté raisonnable, de sa crédibilité. Il est devenu un peu plus socialiste et donc un peu moins réaliste. Mais votre projet comprend un certain nombre d'aspects positifs : il a le mérite d'exister et il y a eu une concertation avec les partenaires sociaux. Au total, votre document est globalement intéressant et comporte même quelques déclarations d'intention courageuses ». Un sentiment partagé par le député centriste M. Edmond Alphandéry : « Comment ne pas saluer le chemin parcouru depuis 1981 ? On ne retrouve plus cette idéologie qui a fait du mal à notre pays. Vous avez fait le choix de l'Europe et de l'économie de marché. C'est un soulagement. Le député centriste, en avançant toutefois son inquiétude devant les « ambiguïtés » du texte, se demande si M. Stoléru trouverait une majorité pour voter par exemple les orientations qu'il préconise sur le recul de l'âge de la retraite. D'autre part, il s'est montré dubi-

tatif sur les hypothèses de croissance (3 %) sur lesquelles se fonde le Plan. Il a rappelé que le groupe centriste était prêt à voter le projet original du gouvernement, mais qu'il ne l'était plus après les amendements socialistes. Il a rappelé qu'il avait déposé un amendement censurant par toutes l'opposition et destiné à permettre aux entreprises publiques d'émettre des actions auprès du public avec une limite à 49 %.

Pour le groupe communiste, M. Jean-Claude Gayssot (Seine-Saint-Denis) a vigoureusement dénoncé un projet qui « tourne le dos à une véritable planification (...) ». Il est saupoudré de phrases en trompe-l'œil et son ardente ambition tend à faire correspondre la politique de la France aux objectifs du marché unique des capitaux : tout cela débouche sur un formidable recul national et social.

En début d'après-midi, le premier ministre M. Michel Rocard était venu introduire le débat pour bien marquer son importance : « Notre démarche s'apparente à la planification stratégique qui suppose réflexion, stratégie, choix des priorités, capacité de réaction pendant l'exécution ».

Le premier ministre a précisé que le gouvernement reste « ouvert à tous les amendements constructifs et compatibles avec ses propres choix, ouvert à la pensée de tous et fermé seulement aux arrière-pensées de chacun ».

M. Pierre Mauroy a attiré l'attention du gouvernement sur la nécessité d'un partage social qui n'oublie pas le pouvoir d'achat au profit des investissements. M. Lionel Stoléru a apporté la réponse du gouvernement à cette question très sensible pour les socialistes : « La France est convalescente et la croissance recommence à porter ses fruits : tant mieux ! Les travailleurs en demandent leur part : quoi de plus légitime ? Les syndicats réclament du grain à moudre : c'est naturel ! Mais s'il faut du grain à moudre, il faut aussi du grain à semer, et le partage social doit faire une juste part à la préparation de l'avenir (recherche, éducation), une juste part à l'insertion des chômeurs et une juste part à la rémunération des travailleurs ». Les députés devaient reprendre la discussion avec l'examen des amendements mercredi.

PIERRE SERVENT.

Alain Lipietz

# CHOISIR L'AUDACE

Une alternative économique pour le XXI<sup>e</sup> siècle

Cinq ans après la publication de *L'Audace ou l'entêtement*, Alain Lipietz réaffirme son choix de l'audace et développe sa conception d'une autre politique économique, écologique et sociale pour entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

Avec un indéniable talent pédagogique, il analyse les rouages de notre économie en crise et démontre les fondements des politiques économiques depuis une dizaine d'années. Surtout, il démontre qu'il est possible non seulement de repenser ce qui ne va plus, mais de changer de chemin. C'est à ce nouvel et salutaire itinéraire qu'il nous convie.

85 F

LA DÉCOUVERTE



## Politique

## Le déclin municipal du PCF contredit la thèse officielle du «redressement»

A l'occasion des élections municipales des 12 et 19 mars, le Parti communiste a perdu une commune sur quatre parmi les municipalités qu'il contrôlait. Aussi abrupt et sec qu'il soit, ce constat peut être dressé, un mois après la consultation, sur la base d'un document publié par le PCF : l'«Elu d'aujourd'hui», mensuel d'informations et d'échanges au service des élus des collectivités. Dans son numéro d'avril, cette publication (1) de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR) donne la liste exhaustive des villes de toute taille dont le maire est communiste ou apparenté communiste. Cela va de la plus grande municipalité détentrice par le PCF, Le Havre (198 875 habitants), à la plus petite qui en compte 12, comme Majastres (Alpes-de-Haute-Provence), ou encore Rioms et Roussieux (Drôme). Au total ces municipalités sont au nombre de 1 098 depuis mars dernier. Ce chiffre est inférieur de 25 % à celui de mars 1983 (2).

Il y a six ans, le Parti communiste dirigeait 1 464 communes. Encore présent au gouvernement, il avait alors subi un grave revers électoral en perdant plusieurs dizaines de villes de plus de 30 000 habitants. En 1989, le PCF ne perd que sept villes de cette taille : il en gagne une (Saint-Quentin) mais en abandonne huit (La Clusaz, Albi, Saint-Dizier, Le Mans, Sartrouville, Les Mureaux, Amiens et Sainte-Geneviève-des-Bois). Encore faut-il remarquer qu'il laisse deux des trois dernières agglomérations de plus de 100 000 habitants qu'il conservait (Le Mans et Amiens), ne gardant donc que Le Havre dans les villes de cette catégorie. Tout en étant perdu par le PCF, deux de ces villes (Le Mans et Sainte-Geneviève-des-Bois) ne changent pas de maire : le premier, M. Robert Jarry, a été exclu du parti, et le second, M. Jean Oghe, l'a quitté.

Ce recul dans les grandes villes n'affecte, si l'on peut dire, que modérément le PCF car, en passant de cinquante-trois à quarante-six municipalités, il enregistre une baisse de 13,2 % soit grosso modo une perte d'une ville sur huit. Cette évolution dans les municipalités de cette taille, qui intéresse, prioritairement les dirigeants du parti et les observateurs, masque une chute beaucoup plus catastrophique pour les communistes dans les villes moyennes et petites. Ainsi le recul (tableau 1) est de 26 % dans les communes de 9 000 à 30 000 habitants, de 23,3 % dans celles de moins de 3 000 habitants.

Il apparaît donc que, loin d'effectuer un «redressement» selon la thèse avancée par la direction du

Le comité central du PCF devait se réunir, mercredi 26 et jeudi 27 avril à Paris, pour ratifier la liste du parti conduite par M. Philippe Herzog aux élections européennes dans laquelle devaient figurer, notamment, M. Georges Ségu, ancien secrétaire général de la CGT, et Rachid Bahri, un jeune artiste beur. Les membres du «parlement» communiste devaient également adopter la plate-forme politique du parti pour cette consultation. Le rapport introductif devait être présenté par M. Georges Marchais, secrétaire général, déjà auteur de l'analyse des résultats des dernières élections municipales à la précédente session du comité central, fin mars. Selon lui, «la caractéristique essentielle» de ce scrutin, pour le PCF, était «la poursuite de sa remontée».



parti en se fondant sur les scores réalisés par le PS et par le PCF dans 764 communes (sur 36 443), soit un peu plus de cinq millions d'électeurs, comparés aux résultats des deux partis aux élections législatives. Le Parti communiste subit un cinquième revers dans les villes dont la population est inférieure à 30 000 habitants. Ce phénomène tendrait à prouver que la dynamique de recul amorcée en 1983 au stade supérieur s'est prolongée au stade inférieur en 1989. En quelque sorte, cette fois le «petit communiste» est au centre du cyclone, après la secousse tellurique enregistrée par les «bastions».

## Un parti français

Ces fameuses places fortes subissent une érosion continue en province, faisant apparaître de plus en plus le PCF comme un parti français : il détient 61 % de ses villes de plus de 30 000 habitants en Ile-de-

France, soit vingt-huit sur quarante-six (une dans l'Essonne, cinq dans les Hauts-de-Seine, treize en Seine-Saint-Denis, six dans le Val-de-Marne, deux dans le Val-d'Oise et une dans les Yvelines). Les dix-huit autres sont réparties dans douze départements dont la Seine-Maritime (trois), les Bouches-du-Rhône, le Cher, le Rhône et l'Hérault (deux).

Le PCF ne détient plus aucune municipalité dans six départements : l'Aveyron, l'Ille-et-Vilaine, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, le Tarn-et-Garonne et le Territoire de Belfort. Il reste très peu présent (une municipalité) dans dix départements dont ceux de l'Ouest. Il revendique une seule commune du Doubs (Montenois, 773 habitants), indiquant ainsi qu'il rejette les maires réels (M. Adrien Courtin (17 880 habitants) et de Béthencourt (9 751 habitants) appartenant à la mouvance des «reconstructeurs» dont se réclame également la fédération, dissoute de fait, de ce département.

La «déconstruction» du PCF, selon l'expression de l'historien Stéphane Courtois (le Monde daté 11-12 septembre), entraîne une désintégration continue de son influence, que la direction situe — arbitrairement — «autour de 15 %» depuis les municipales. Les instituts de sondage lui octroient ostensiblement 6 % des intentions de vote pour les élections européennes. Alors que le PCF dirigeait près d'une ville de plus de 30 000 habitants sur quatre en France après 1983, il en dirige une sur cinq en 1989. Il serait absurde de prétendre malgré tout que cette force n'est pas considérable. Il le serait tout autant de soutenir qu'elle n'est pas en déclin.

Ainsi qu'il a déjà été observé, cette diminution frappe durement les villes de 9 000 à 30 000 habitants (tableau 1) dont le taux passe de 19,5 % à 14,3 % dans l'ensemble des municipalités de cette taille. Enfin, il faut remarquer que, sur les 842 villes de moins de 3 000 habitants dirigées par un maire communiste ou apparenté (2,5 % de l'ensemble des communes françaises de cette catégorie), plus de 600 ont une population inférieure à mille habitants.

Ce noir bilan municipal est totalement confirmé par la baisse considérable du nombre de conseillers municipaux communistes élus ou réélus en mars dernier. En passant de près de 27 000 conseillers en 1983 à un peu plus de 21 000 en 1989, le PCF voit disparaître environ 5 500 élus locaux, ce qui est un signe patent de l'échec électoral de la direction. Le fait de comparer municipales et législatives dans le simple but militant, et quasi religieux, de démontrer l'indémontabilité «remontée» du PCF et la «baisse» du PS, en perdant de vue que les élections municipales sont faites pour élire des conseillers municipaux et diriger des villes, est tout à fait significatif des limites actuelles de la réflexion au PCF.

Les communistes de la Somme, de la Haute-Corse, de l'Hérault, des Bouches-du-Rhône et de l'Ille-et-Vilaine s'apercevront, malheureusement pour eux, assez rapidement qu'on ne peut pas vivre longtemps sur le même pied fédéral quand on a perdu des communes à tour de bras. Chacun sait que les adhérents, même quand les effectifs sont considérablement gonflés, ne peuvent pas très longtemps dans le financement de tous les partis.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) N° 125, avril 1989, 25 francs.  
(2) Les données statistiques de la même brochure éditée après les élections municipales de 1983 tiennent compte des invalidations pour fraudes.

## II. Répartition des municipalités dirigées par le PCF

Villes	1983	1989	Evolution
Plus de 30 000 hab.	23,3 %	20,3 %	- 3 points
De 9 000 à 30 000 hab.	19,5 %	14,3 %	- 5,2 points
De 3 000 à 9 000 hab.	11,2 %	8,3 %	- 2,9 points
Moins de 3 000 hab.	5,3 %	2,5 %	- 2,8 points

Selon la mise à jour du Dictionnaire des communes établi au 1<sup>er</sup> septembre 1983, en fonction du recensement général de la population de 1982, il y a 36 443 communes en France métropolitaine. Parmi elles, 27 avaient plus de 30 000 habitants ; 658 communes avaient de 9 000 à 30 000 habitants ; 1 401 communes avaient de 3 000 à 9 000 habitants. Par déduction, celles qui avaient moins de 3 000 habitants étaient au nombre de 34 147.

## La modification de la «loi Pasqua»

## «On ne peut pas parler d'intégration avant de rassurer les étrangers vivant régulièrement en France» nous déclare M. Julien Dray (PS)

M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, a présenté mercredi 26 avril devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, présidée par M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier), son rapport sur l'insertion des immigrés en France. Dès le 1<sup>er</sup> septembre 1988, M. Dray, fut l'un des animateurs du mouvement de contestation étudiant de décembre 1986. Il fonda avec M. Harlem Désir l'association SOS-Racisme, dont il fut le vice-président jusqu'en 1988. Agé de trente-quatre ans, il s'allie avec le sénateur Jean-Pierre Mâlechou (Nouvelle Eclaire socialiste). Alors que le Parlement va être saisi, d'ici au mois de juin, du projet de loi abrogeant la «loi Pasqua» sur l'entrée et le séjour des immigrés en France, M. Dray formule plusieurs propositions pour une meilleure insertion des étrangers vivant sur le territoire et souhaite l'ouverture d'un vaste débat sur ce thème à l'Assemblée afin de clarifier les positions des différents partis politiques.

«L'abrogation de la «loi Pasqua» vous paraît-elle un préalable à tout débat sur l'insertion des immigrés en France ?

— Absolument. Les conséquences de la «loi Pasqua» ont été beaucoup plus importantes qu'on ne le croit. Elle a fragilisé l'ensemble des communautés et même les enfants d'immigrés nés sur le territoire, qui ont donc la nationalité française, car la menace d'expulsion pesait sur la tête de leurs parents. Sans compter les effets pervers du discours sécuritaire implicite de la «loi Pasqua», qui — étrange coïncidence — porte la même date que trois autres lois relatives respectivement à la lutte contre la criminalité et à la délinquance, à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat et enfin à l'application des peines. Ce discours sécuritaire a en effet incité certaines administrations à un comportement de rejet à l'égard des immigrés. On ne peut pas parler d'intégration avant de rassurer les étrangers vivant régulièrement en France.

— Vous souhaitez que le Parlement joue pleinement son rôle en engageant un débat sur ce thème. Les élus peuvent-ils aujourd'hui parler «calmement» de l'insertion des immigrés ?

— Le risque du rejet par et simple, brutal, des populations immigrées n'existe plus aujourd'hui. Tout le monde a pris conscience que ce rejet était, au moins économique, impossible. Mais en revanche, le risque de «ghettisation» est bien présent, d'autant plus que la décentralisation a eu des effets dangereux, notamment sur la politique du logement. Les immigrés pourraient bien devenir les pauvres de l'an 2000, à l'image de ce qui se passe en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. La responsabilité du pouvoir politique est donc encore plus forte. Il n'y a que lui qui soit capable, par une incitation volontaire, voire directive de lutter contre cette «ghettisation». Voilà pourquoi il est souhaitable qu'il y ait une discussion au Parlement qui puisse faire le point sur l'ensemble du dispositif d'insertion des immigrés. Ce débat devra obligatoirement inclure la question des droits civiques des immigrés.

— Souhaiter-vous, sur ce point des droits civiques des immigrés — dont le droit de vote — que le groupe socialiste ou le gouvernement dépose un texte de loi ?

— Il faut tout d'abord dépassionner et clarifier le débat, voir comment chaque parti est prêt à aller dans le sens de l'insertion, pas seulement en paroles, mais concrètement. Mais il n'est pas nécessaire que cela débouche immédiatement sur un projet ou une proposition de loi. Il faut également, pour la sérénité des discussions, être dégagé de toutes contingences électorales. Et c'est pourquoi je propose que ce débat intervienne après les élections européennes.

## Eviter les ghettos

— Chaque débat sur l'insertion des immigrés en appelle immédiatement un autre, celui de l'immigration clandestine.

— On vit dans la société française sur la base d'un fantasme : celui selon lequel dans tout le Maghreb et l'Afrique noire, les populations attendraient le signal pour envahir notre territoire. Or chaque fois que l'on s'est attaqué au problème de l'immigration clandestine, on s'est aperçu qu'il existait des filières «professionnelles» qui vont déboucher ces populations en raison de l'importance du fantasme. Je propose dans mon rapport la création d'une commission d'enquête parlementaire à l'Assemblée nationale pour faire le point sur cette réalité de l'immigration clandestine. Et on verra bien, on aura sans doute des surprises.

— Quelles mesures concrètes proposez-vous dans votre rapport pour l'insertion des immigrés ?

— Deux problèmes essentiels doivent être pris en compte, celui du logement et celui de l'éducation. Pour le logement, je propose la création de «bassins d'habitat social» comme on l'a fait pour les bassins d'emploi, afin d'éviter la constitution de ghettos en répartissant les populations étrangères sur les différentes communes. Avec la décentralisation, l'Etat a délégué de ses responsabilités en matière de logement social au profit des élus locaux qui, de droite comme de gauche, sont beaucoup plus tributaires de leur électorat. L'Etat doit intervenir pour organiser cette solidarité intercommunale, notamment par la répartition des charges. Il faudrait instituer une commission tripartite, Etat-élus-représentants d'associations, qui gèrerait le parc social et prendrait des mesures incitatives pour permettre aux immigrés d'acquiescer leur logement. C'est une des conditions de leur intégration. Les collectivités doivent également poursuivre et intensifier la rénovation de l'habitat, en y associant les habitants.

— Quant à l'éducation, il existe en France une multitude d'expériences extrêmement intéressantes, dues à l'énergie des enseignants. Mais elles restent méconnues car elles ne sont pas centralisées. Il faudrait permettre le recensement de ces expériences qui sont un fantastique outil pédagogique. Un effort particulier doit être fait sur le préscolaire, notamment la tranche 16-20 heures, pour la préparation des enfants. On pourrait généraliser le système du tuteur, du «grand frère» en incitant les étudiants à venir assister les scolaires pendant cette tranche horaire, par l'attribution de bourses d'études par exemple. Il faut également mieux gérer les zones d'éducation prioritaire (ZEP) où l'on envoie généralement des enseignants jeunes, donc inexpérimentés, alors que l'on a au contraire besoin d'enseignants avec une large expérience pédagogique. Pour cela, on pourrait envisager une motivation financière ou de statut, par l'allègement des heures de cours. Il est urgent de rendre au système scolaire sa fonction initiale d'intégration par la connaissance.

Propos recueillis par PASCAL ROBERT-DIARD.

## Le RPR, l'UDF et le PS approuvent les 23 milliards de francs du contrat de plan d'Ile-de-France

Le conseil régional d'Ile-de-France, que préside M. Pierre-Charles Krieg (RPR), a approuvé le mardi 25 avril le contrat de plan conclu avec l'Etat pour la période 1989-1993, qui porte sur un total de crédits de 23 milliards de francs. Ont voté pour les cinquante-huit conseillers RPR, les trente et un UDF, les trois non-inscrits et les soixante-cinq socialistes, tandis que le Front national et le PC, qui sont à égalité avec vingt élus chacun, se sont prononcés contre.

La première des vingt-deux régions de France métropolitaine, par son poids économique, son rôle culturel et international, sa population ou le revenu de ses habitants,

saura être la dernière à approuver le contrat de plan qui, de 1989 à 1993, va déterminer les grandes opérations conjuguées d'équipement entre l'Etat et le conseil régional. C'est le 25 avril, soit deux ans après le comité interministériel du 13 avril 1987, qui lançait le début de la procédure, que l'assemblée des cent quatre-vingt-dix-sept élus d'Ile-de-France a adopté un programme de 23 milliards dont 8,5 à la charge de l'Etat et 14,5 pour la région.

Les discussions entre l'exécutif régional — d'abord M. Michel Giraud puis depuis octobre 1988 M. Pierre-Charles Krieg — et le préfet de région, M. Olivier Philip, ont été difficiles et même rudes avant d'aboutir à un compromis. Dans un souci d'aménagement du territoire, l'Etat ne voulait pas, à l'égard de la Bretagne ou de la Corse, trop bien

servir l'Ile-de-France, région réputée riche, et pourtant le besoin de cette «région-capitale», dans le domaine notamment de la circulation, qui frise l'apoplexie sans qu'aucun gouvernement se décide à prendre les mesures énergiques qui s'imposent, sont considérables. De plus, si M. Michel Rocard ni M. Pierre Joxe ne souhaitent signer le contrat avec une région dirigée par une personnalité RPR avant les élections municipales, les socialistes pensant avoir besoin, dans beaucoup de villes de la région parisienne, des voix communistes pour emporter des maires.

Sur les 23 milliards, la part du lion revient aux infrastructures de communication avec 18 milliards dont 12 sont imputés aux finances de la région. «Sur le chapitre des routes et des transports en commun, j'exprime ma satisfaction pour le résultat auquel nous sommes parvenus», a déclaré M. Krieg. Le problème est maintenant de bien utiliser ces fonds et de les affecter à des projets bien préparés.

En dépit de l'énormité de la somme qui doit faire rêver tous les présidents des régions de province, il est probable qu'elle se révélera insuffisante quand on sait que le trafic routier, notamment de poids lourds, s'accroît d'environ 10 % par an sur les grands axes de la région, qu'un kilomètre d'autoroute coûte, en milieu urbain autour de Paris, au moins 500 millions de francs et que la question de la surcharge quasi insupportable du RER entre Etoile

et Châtelet reste toujours sans solution sérieuse.

A part les transports, les autres priorités du contrat intéressent les flots sensibles et les quartiers dégradés, l'humanisation des hôpitaux et l'emploi. Mais des secteurs entiers comme la culture, l'environnement, le sport, le tourisme et les loisirs, la recherche, ont été délibérément sacrifiés sur l'autel des transports.

## Sans enthousiasme

En conséquence, si les conseillers UDF et RPR ont approuvé en fin de compte le contrat, ils l'ont fait — pour beaucoup d'entre eux — sans grand enthousiasme et même avec une certaine résignation souvent critique. M. Jean-Louis Giral, RPR, ancien président de la Fédération des travaux publics et conseiller de Paris, a même sérieusement envisagé de ne pas prendre part au vote, constatant qu'en francs constants l'effort de l'Etat sur la période 1989/1993 sera en définitive inférieur à ce qu'il était dans le premier contrat de plan entre 1984 et 1988.

Le Front national, par la voix de M. Jean-Yves Le Gallon, a jugé ce contrat mauvais «car il vise à faire remplacer l'Etat par la région et le gouvernement nous prend pour ses percepteurs. Comme il est impossible d'apporter des amendements, nous ne marcherons pas». M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste, aurait préféré pour sa

part que l'accent fût mis davantage sur les transports en commun, plutôt que sur les routes, et que la politique de logement social et du développement économique fût mieux mise en avant. «Mais complétez par des conventions amont et des contrats partenariaux qui seront ultérieurement signés entre l'Etat et la région, le contrat de plan se traduira par des avancées significatives pour l'Ile-de-France». Quant aux communistes, ils ne voient dans ce contrat qu'une fuite en avant. Il traduit un formidable désengagement de l'Etat qui tout à la fois fera payer l'usage des autoroutes par les péages et gaspiller l'argent public pour le parc Eurodôme.

Le contrat comporte un chapitre relatif à l'enseignement supérieur, ouvert à la demande pressante du gouvernement, et doté de 520 millions de francs sur lesquels la région a inscrit, seule, pour 350 millions la construction d'une université, probablement à Marne-la-Vallée. Mais le conseil régional n'engagera réellement la dépense que lorsque le gouvernement aura accepté que les régions qui financent à la place ou à côté de l'Etat des équipements universitaires puissent récupérer la TVA y afférente (ce à quoi s'oppose M. Michel Charasse) et puissent avoir un tel dorénavant sur la pédagogie et les programmes, ce que la centralisation de l'éducation nationale ne semble pas encore prête à accepter.

FRANÇOIS GROSCHARD.

## ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## RAPPEL DES DATES DU CONCOURS 1989 MERCREDI 31 MAI 1989

BACHELIERS A. S. C. D. E. = FORMATION EN 3 ANS (CSG)  
BACHELIERS G.S. G.S. H. = FORMATION EN 2 ANS (COTÉ)  
RESEIGNEMENTS T.B. : 43-20-08-82  
ECOP 3, RUE ARMAND-MOISSANT 75015 PARIS



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

JP 11/10/150



## Les difficultés de la programmation militaire

### M. Rocard assure que « les principes de base » de la défense ne sont pas « remis en question »

Le premier ministre a tenu, mardi 25 avril, de désamorcer le différend qui l'oppose à M. Jean-Pierre Chevènement sur la révision de la programmation militaire, en expliquant qu'il n'avait jamais été question de réduire les crédits de la défense et que les discussions actuelles étaient normales au sein d'un gouvernement qui cherche à assainir les finances publiques. M. Michel Rocard considère que les principes de base de la défense nationale ne peuvent être remis en cause.

Voici le texte intégral du communiqué du premier ministre :

« Le premier ministre poursuit sa réflexion sur les moyens les plus appropriés de rendre les exigences budgétaires compatibles avec la possibilité pour l'Etat de continuer à assurer toutes ses missions de manière satisfaisante, en particulier pour la défense nationale dont nul ne saurait accepter que les principes de base, qui conditionnent l'indépendance de la France, puissent être remis en question. »

« Aussi bien n'a-t-il jamais été envisagé de réduire les crédits militaires, mais seulement de reconstruire le rythme de leur progression, comme cela avait d'ailleurs été évoqué lors de la discussion sur la loi de programmation militaire en avril 1989. »

« Dans ces conditions, s'agissant de décisions en cours d'études au niveau interministériel, il ne saurait être question d'un désaccord entre le ministre de l'économie, des finances et du budget et le ministre de la défense, mais seulement de discussions normales au sein du gouvernement, comme chaque année difficile, pour aboutir au meilleur équilibre possible, assurant la compatibilité entre la loi de programmation militaire et la loi de finances sans renoncer en rien aux impératifs de notre indépendance nationale ni aux besoins légitimes de nos armées pour assurer leur rôle, en poursuivant la politique d'assainissement des finances publiques engagée fermement par le gouvernement. »

En cherchant à minimiser le débat actuel dans les instances gouvernementales, M. Rocard se défend préventivement contre des attaques — qui lui ont à aucun moment été portées — de vouloir diminuer les budgets militaires entre 1990 et 1993. Mais il ne lâche pas de lest pour autant, puisqu'il laisse planer le doute sur la réalité du taux de progression des crédits de la défense qui sera retenu lors de la révision de la programmation.

#### Une perte de pouvoir d'achat

Cette programmation militaire, qui fixe les dépenses d'équipement nucléaire et classique pour quatre ans, avait été à l'origine conçue en 1987 sur la base d'une croissance de 6 % cumulative chaque année. Sa révision promise pour 1989 aboutit à un engagement de dépenses de 470 milliards de francs, au total, entre 1990 et 1993.

La volonté du gouvernement de réduire le déficit budgétaire et d'assurer les priorités à l'éducation, à la recherche et à la santé a conduit le ministre de l'économie et des finances à proposer une « enveloppe » — sur la base d'une augmentation de 0,5 % en 1990, puis de 1 % pour chacune des trois années suivantes — de 400 milliards de francs, soit 3,3 % du produit intérieur brut (PIB), quand la part du prélèvement sur la richesse nationale en

faveur de la défense est, aujourd'hui, de l'ordre de 3,69 %.

Acceptant le principe de faire des économies, M. Chevènement a émis, en contrepartie, trois hypothèses. La première, avec une hausse de 6 % en 1990 et 1991, puis de 5 % en 1992 et 1993, aboutit à une dépense globale de 450 milliards de francs, soit un prélèvement stable du PIB, et donc la continuation des grands projets d'armement. La seconde, avec une augmentation uniforme de 5 % par an, conduit à une « enveloppe » de 443 milliards de francs, et un taux de 3,64 % du PIB ; il suffirait d'étaler les programmes en cours pour les maintenir. La dernière hypothèse, que rejette le ministre de la défense dès lors qu'elle entraîne l'abandon de systèmes d'armes complets, pose un accroissement uniforme de 4 % par an et aboutit à 432 milliards de francs, avec un taux de 3,56 % du PIB.

Pour l'instant, M. Rocard n'a exercé aucun arbitrage et, a fortiori, le chef de l'Etat n'a pas tranché. Mais seule la proposition des finances, si elle était retenue, implique une réelle perte du pouvoir d'achat des armées dès lors que la hausse annuelle des crédits est très nettement inférieure à l'inflation attendue.

J. L.

## Une enquête des affaires sociales et des finances

### Les mauvais comptes de la Croix-Rouge française

Depuis huit jours, la Croix-Rouge française fait l'objet d'une enquête menée conjointement par l'Inspection générale des affaires sociales et l'Inspection des finances. Demandée par le président du conseil d'administration de la Croix-Rouge, M. Louis Dange, cette enquête vise à chiffrer le déficit financier constaté dans la comptabilité des services centraux de l'association et à en déterminer les causes. D'ores et déjà, le directeur des services centraux, M. Eric Schmeder, a annoncé sa démission.

Cette il y a cent vingt-cinq ans, la Croix-Rouge française compte 100 000 bénévoles et 13 000 salariés répartis dans 2 000 unités décentralisées ayant chacune son budget propre. Le chiffre d'affaires annuel de l'association est de 2,4 milliards de francs. Des services centraux basés place Henri-Dunant, à Paris, coordonnent l'ensemble des activités. En 1988, afin de mieux faire connaître l'association, de vastes campagnes de publicité avaient été lancées. Et c'est alors, semble-t-il, que des problèmes comptables sont apparus. « A l'évidence, nous a déclaré M. Dange, nous avons commis des erreurs de prévision. Les dépenses occasionnées par ces campagnes ont été plus importantes que les recettes d'argent. Peut-être même y a-t-il eu des erreurs de gestion. Mais, en aucun cas, il n'y a eu de malversation. »

Estimant cependant que ce déficit comptable soulignait la nécessité de changer les structures des services centraux, M. Dange décida de demander une enquête conjointe aux inspections des affaires sociales et des finances. Cette enquête est en cours et, selon de premières indications, elle ne révèle pas l'existence de malversations. De source bien

informée, on indique en revanche que les inspecteurs ont été frappés par l'atmosphère de règlement de comptes qui règne actuellement au siège central de la Croix-Rouge.

Dans son numéro du 26 avril, le *Canard enchaîné* affirme que, sur les 12 millions de francs environ adressés par des particuliers à la Croix-Rouge à l'issue de la coulée de boue provoquée, en novembre 1985, par le volcan Nevado del Ruiz, en Colombie, pas un centime n'est parvenu quatre ans plus tard aux victimes de la catastrophe. « C'est absolument faux », réplique M. Dange, sur les 11,5 millions de francs collectés à cette occasion, 4,5 millions ont été déjà dépensés, permettant en particulier la construction de deux centres médico-sociaux aux environs d'Armero et la construction de logements sociaux. D'autres projets sont actuellement en cours de réalisation. »

Un conseil d'administration de la Croix-Rouge — où sont représentés pas moins de huit ministères — devait se réunir mercredi 26 avril. M. Dange n'a pas l'intention d'y annoncer sa démission. « Au contraire, je souhaite, avant l'expiration de mon mandat de président, fin 1989, préparer l'avenir et procéder à l'aggiornamento qui s'impose. »

Quant à l'enquête des affaires sociales et des finances, elle devrait durer encore un mois. On saura alors quel est le montant du trou : 60 millions de francs, comme croit pouvoir l'affirmer le *Canard enchaîné* ? Environ 20 millions de francs, comme on l'indique à la Croix-Rouge ? « En tout état de cause, commente M. Dange, que cette triste affaire ne vienne pas jeter le trouble sur la confiance que font les Français depuis cent vingt-cinq ans à la Croix-Rouge. Nous n'avons jamais démenti. »

FRANCK NOUCHI.

## Les réactions

• M. BERNARD PONS, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale : « Le désaccord au sein du gouvernement sur la réduction des dépenses militaires est une manœuvre, montée de toutes pièces. Ce n'est qu'une manœuvre dont les socialistes sont complices. Le ministre des finances annonce une réduction énorme. M. Chevènement dit qu'il se battra des quatre fers. Tout cela est monté de toutes pièces. C'est du cinéma. Ça ira pour arbitrage à l'Elysée, et on nous dira que le président a arbitré sagement. »

• M. JEAN LECANUET, président (centriste) de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense : « L'effort consenti par la nation pour sa défense ne doit pas être fixé en fonction de considérations purement budgétaires, mais en fonction des nécessités de la défense pour maintenir une politique cohérente et un outil militaire adapté aux exigences de la paix et de l'indépendance. Les réductions de crédits envisagées impliqueraient des coupes drastiques qui remettraient inévitablement en cause des systèmes d'armes entiers. »

• M. LOUIS MERMAZ, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale : « Nous avons voté la loi de programmation militaire quand nous étions dans l'opposition. Michel Rocard était alors intervenu pour dire que le suivi annuel de cette loi serait difficile. Il n'est pas question aujourd'hui pour nous de diminuer les crédits de la défense nationale. Personne ne remet en cause la dissuasion nucléaire, qui donne à la France le rang de troisième puissance nucléaire ; il y a un arbitrage du premier ministre et, si nécessaire, du président de la République à ce sujet. »

#### Selon Dassault

### Tout retard dans le projet Rafale pénalise ses chances à l'exportation

Un retard de deux ans dans la réalisation du programme Rafale, qui devrait être prêt pour 1996, risque de se traduire par une perte, à l'exportation, de l'ordre d'une centaine d'exemplaires de cet avion de combat conçu par Dassault.

Cette mise en garde émane de M. Bruno Revellin-Falcoz, vice-président du groupe Dassault-Breguet et président du groupement d'intérêt économique GIE-Rafale, qui réunit les constructeurs associés dans ce projet d'un avion bi-réacteur destiné à l'armée de l'air et à l'aéronavale navale française. Elle a été lancée devant les députés membres de la commission de

la défense à l'Assemblée nationale, qui ont décidé récemment d'entendre les responsables de Dassault.

M. Revellin-Falcoz a estimé que, sur le marché mondial, les perspectives de vente du Rafale sont « prometteuses ». Les besoins de renouvellement du parc mondial d'avions d'attaque, qui compte dix mille cinq cents avions de combat (dont États-Unis et pays du pacte de Varsovie), sont de l'ordre de deux à trois cents par an. « Le programme Rafale est sensible, a dit le président du GIE, au strict respect du calendrier », qui prévoit la mise en service à partir de 1996. « Tout retard de deux ans dans la réalisation de ce programme », a ajouté M. Revellin-Falcoz, « risque de se traduire par une perte à l'exportation de l'ordre d'une centaine d'appareils. »

Ces considérations, destinées à mettre les décideurs devant leurs responsabilités, sont sans doute dictées par la crainte des dirigeants de Dassault-Breguet de voir le gouvernement, à l'occasion de la révision de la programmation militaire, retarder d'un à deux ans le projet Rafale dans l'espoir d'obtenir des économies budgétaires à court terme.

M. Revellin-Falcoz a estimé, à ce propos, que la construction du Rafale est « à peine plus onéreuse » que ne l'aurait été la participation de la France au programme concurrent EFA conçu, en coopération, par la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne. « Évaluée à l'origine à 30 %, a expliqué le président du GIE, cette participation aurait représenté une mise de fonds de 24 milliards de francs environ, alors que la part budgétaire du développement du Rafale s'élève à 20 milliards de francs, hors marine. » Le Rafale aura, en effet, une version destinée à l'aéronavale navale, qui n'est pas prévue pour l'EFA.

« Pour une dépense publique à peine supérieure », a conclu M. Revellin-Falcoz, « le développement du Rafale confère les positions françaises dans les domaines de l'électronique de vol, avec l'appui de Thomson-CSF, et des réacteurs, avec celui de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation. Avec l'EFA, ces apports auraient dû être partagés avec les constructeurs européens. »

### L'amiral Lanxade, les généraux Lebrun et Lartigan reçoivent leur quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 26 avril a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• MARINE. — Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre, le vice-amiral Jacques Lanxade.

[Précédemment chef du cabinet militaire du ministre de la Défense, Jacques Lanxade a pris, le 24 avril, ses nouvelles fonctions de chef de l'état-major particulier à la présidence de la République. Il avait été promu vice-amiral en octobre 1987.]

• AIR. — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps aérien, les généraux de division aérienne Jean-Claude Lebrun et Claude Lartigan (nommé commandant la Force aérienne tactique et la première région aérienne, à Metz).

Sont promus : général de brigade aérien, les colonels Bernard Albert et François Anglard. Sont nommés : sous-chef d'état-major des armées, le général de brigade aérienne Pierre Wamé ; sous-chef d'état-major de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Alain Dumas.

• TERRE. — Est nommé commandant la 1<sup>re</sup> division blindée, le général de brigade Philippe Morillon.

• CONTROLE GÉNÉRAL DES ARMÉES. — Est nommé contrôleur général des armées en

#### ENVIRONNEMENT

### La Savoie entre ses lignes électriques

En Savoie au moins, EDF va améliorer de manière substantielle l'insolation de ses lignes électriques dans le paysage. Sur les 700 millions de francs que coûtera la construction de la ligne à haute tension qui doit aller de la vallée de la Maurienne, 150 millions seront consacrés à l'environnement. En dépensant par ailleurs 500 000 F par an, EDF modifiera aussi les ouvrages existants.

Ainsi, une ligne moyenne tension qui départe actuellement le col du Mont-Cenis sera prochainement enterrée. Ces décisions découlent d'un protocole passé entre M. Michel Barnier, président du conseil général et député (RPR) de Savoie, d'une part, et la direction départementale d'EDF, d'autre part. L'accord constitue une « première » en France.

• Prison avec sursis pour un industriel pollueur. — Le PDG de la société Erre de Redon (Ille-et-Vilaine), M. Bernard Bianchi, a été condamné, le 24 avril, par la cour d'appel de Rennes à dix mois de prison avec sursis et 50 000 F d'amende pour avoir déversé des déchets liquides contenant du pyréthrine dans un étang voisin de l'entreprise. La société Erre, qui reconstruit les transformateurs électriques, a été rachetée au mois de mars.

• Pollution du Var. — Plus d'une tonne de poissons morts a été retirée du lit du Var à la hauteur de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur, depuis lundi 24 avril, à la suite d'une importante pollution due au déversement, près de la zone industrielle de Carros, d'un pesticide organophosphoré servant au traitement des arbres fruitiers. — *Corresp. L.*

mission extraordinaire, l'administrateur civil hors classe Raoul Roger.

• GENDARMERIE. — Est promu général de brigade, le colonel André Bricout, nommé sous-directeur de la logistique de la gendarmerie nationale.

Est nommé commandant la 4<sup>e</sup> région de gendarmerie, le général de brigade Paul Ferrara.

#### SCIENCES

### De nombreux physiciens tentent de renouveler l'expérience de Fleischmann et Pons

### La fusion nucléaire à froid passée au crible

Un mois après l'annonce par les électrochimistes Martin Fleischmann, britannique, et Stanley Pons, américain, de la production de réactions de fusion nucléaire dans une éprouvette, le scepticisme commence à gagner les physiciens en dépit de l'annonce par quelques chercheurs de la reproduction réussie de l'expérience dans leurs laboratoires.

A la date du 21 avril, certaines déclarations laissent à penser que onze équipes auraient observé ce phénomène de fusion froide au cours d'une électrolyse de l'eau lourde (D<sub>2</sub>) analogue à celle effectuée par le tandem américain-britannique. Mais ces observations ne semblent pas encore avoir donné lieu à publication scientifique.

Peut-être ce manque sera-t-il comblé. Et si c'est le cas, c'est-à-dire s'il est démontré, comme le note un chercheur, que « le phénomène est observable et qu'il est reproductible à l'infini dans n'importe quel laboratoire disposant du bon protocole d'expérience », alors seulement la communauté scientifique pourra proclamer qu'elle a mis le doigt sur une « grande affaire ».

De là à penser, comme l'avaient déclaré un peu vite Fleischmann et Pons, que leur découverte « peut mener facilement à une nouvelle technologie de production d'énergie », il y a un pas que beaucoup se refusent à franchir. Mais Martin Fleischmann est un électrochimiste reconnu. « C'est pourquoi », souligne Jean Teillac, haut commissaire à l'énergie atomique, « il nous faut, comme il l'a fait, prendre nos responsabilités et regarder cela de près » jusqu'à ce que tous les doutes soient levés.

C'est ce que plusieurs laboratoires ont commencé de faire en axant leurs efforts sur ce qui paraissait être les points faibles de l'expérience américaine-britannique, en particulier la détection, l'identification et le comptage de ces particules — les neutrons d'une énergie égale à 2,5 millions d'électrons-volts — qui « signent » l'existence d'une production de réactions de fusion nucléaire.

Il semble que sur ce point l'appareil de mesure utilisé par des deux chercheurs n'ait pas été des plus performants. C'est la raison pour laquelle nombre de laboratoires mieux équipés pour cela ont effec-

tué de nouvelles séries de mesures. En vain.

Des résultats négatifs ont été enregistrés aux Etats-Unis à Los Alamos, à Livermore, au Massachusetts Institute of Technology, à l'université d'Illinois, ainsi que dans les laboratoires d'IBM et d'ATT. De même en Europe, dans les laboratoires de Jülich (Allemagne) et de Harwell (Grande-Bretagne) dont Fleischmann est pourtant un des conseillers scientifiques.

#### Aller jusqu'au bout

Les Français se sont lancés dans l'aventure. Sans plus de succès d'ailleurs, bien qu'ils disposent, sur le site de la centrale nucléaire de Bugey, d'un exceptionnel détecteur de neutrons permettant de s'affranchir des phénomènes parasites (rayons cosmiques) pouvant perturber la mesure (le Monde du 19 avril).

C'est ainsi que la première expérience conduite à Bugey par le Commissariat à l'énergie atomique et le Centre national de la recherche scientifique sur un système d'électrolyse préparé par l'université de Lausanne n'a rien donné. Pas plus d'ailleurs que celle en cours, depuis le 16 avril, menée par un laboratoire du CNRS (CREMGP) et par l'Institut national polytechnique de Grenoble sur le site de Bugey avec un bain d'électrolyse contenant de l'eau lourde et du sulfate de sodium.

Une autre expérience a donc été lancée avec de l'eau lourde très pure et de l'hydroxyde de lithium deutérié, et les scientifiques français s'apprêtent à commencer des mesures avec un dispositif analogue dans le tunnel routier de Fréjus qui leur permet de s'affranchir encore davantage du bruit de fond du notamment aux rayons cosmiques.

Dans le même temps, à Paris, des équipes de Jussieu tentent de mettre en évidence et de mesurer le dégagement de chaleur que Fleischmann et Pons affirment avoir observé et qui leur faisait penser qu'il y avait peut-être là un moyen de produire de l'énergie à bon compte. Reste qu'à ce jour, comme l'affirme un communiqué du CNRS, aucune des expériences menées avec les électrochimistes CNRS-INPG « n'a permis de mettre en évidence la présence de neutrons associés à l'électrolyse de l'eau lourde ». Pas plus qu'au CEA d'ailleurs.

Faut-il pour autant abandonner toutes recherches et affirmer que

Fleischmann et Pons se sont définitivement trompés ?

Certainement pas, car les hypothèses ne manquent pas pour expliquer l'absence de neutrons, mais aussi parce que l'on n'a pas encore épuisé les ressources offertes par la modification de tel ou de tel paramètre (électrode, température, courant, composition du milieu, etc.) de l'expérience de Fleischmann pour conclure dès maintenant de façon négative.

Car, si il n'y a pas de fusion nucléaire au sens énergétique du terme, il y a peut-être quelques fusions éphémères ou d'autres phénomènes, comme celui apparemment observé par les Italiens — fusion à froid dans des copeaux de titane — concernant le comportement du deutérium dans les mailles des cristaux de palladium, de titane ou de lanthane (le Monde du 21 avril).

« Rien que cela justifie », souligne Jean Teillac, que l'on aille jusqu'au bout. Pour voir. Et nous prendrons notre temps. Nous ne sommes pas pressés. »

JEAN-FRANÇOIS AUGERAUD.

(1) Il s'agit d'une eau dont les atomes d'hydrogène ont été remplacés par de l'hydrogène lourd (deutérium).

### Le premier ministre souhaite la transparence en matière d'information sur la radioactivité

Le premier ministre, M. Michel Rocard, souhaite une plus grande transparence en matière d'information sur la radioactivité. Dans une lettre adressée le 20 avril aux ministres de l'intérieur, de la santé, de l'industrie et de l'environnement, il écrit : « Le gouvernement entend que toute information en ce domaine soit accessible », qu'il s'agisse des mesures effectuées par les exploitants de centrales nucléaires, du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) ou de l'Institut de protection et de sûreté nucléaires (IPSN).

Le premier ministre indique d'autre part que « la diversification des organismes réalisant des mesures de radioactivité est encouragée ». La commission chargée d'attribuer le label technique à ces organismes sera constituée « dans les plus brefs délais » auprès du ministre de la santé.







## Education

### Les états généraux des langues

## Le multilinguisme fait partie des droits des Européens

Près de 1 300 spécialistes des langues venus de vingt-cinq pays participent du 26 au 29 avril aux états généraux des langues, à la Cité des sciences de La Villette à Paris. Ce symposium a été préparé depuis deux ans par une association d'enseignants et de formateurs d'enseignants de langues françaises et étrangères, présidée par M. Denis Girard, inspecteur général de l'éducation nationale. Celui-ci évoque l'enjeu que représente la connaissance des langues dans l'Europe et le monde actuel.

très ambitieux, baptisé « Lingua », pour développer notamment les échanges de professeurs et d'élèves. Qu'en pensez-vous ?

— On peut s'en féliciter, d'autant plus que les sommes qui seront consacrées à cet effort seront importantes. Encore faut-il veiller à tirer le meilleur parti de ces échanges. Les parents savent qu'il ne suffit pas d'envoyer un enfant en séjour en Angleterre ou en Allemagne pour qu'il progresse spectaculairement. L'idéal serait, ainsi que le souhaite le Conseil de l'Europe, de s'attacher à la notion de pédagogie des échanges, c'est-à-dire, savoir les préparer, les vivre, puis en exploiter les résultats.

celui des autres pays. En Allemagne, pays souvent cité en exemple, la situation est très diverse selon le type d'établissement. J'ai constaté des résultats éblouissants dans quelques gymnasiums réservés à l'élite, mais ailleurs les méthodes et les niveaux ne sont pas différents des nôtres. Les Communautés viennent d'établir le classement des douze pays d'Europe, selon le nombre des langues apprises et correctement maîtrisées. Pour le nombre de langues apprises, la France est au cinquième rang derrière le Luxembourg et la Belgique — des pays multilingues — les Pays-Bas et le Danemark, — des pays dont la langue est peu diffusée. Pour le nombre des langues bien maîtrisées, elle est sixième, donc dans la moyenne. Elle est devancée par l'Allemagne, mais les Allemands sont favorisés par rapport aux Français pour apprendre cette autre langue germanique qu'est l'anglais.

— Dans ce domaine, il y a trente-cinq ans qu'on expérimente, mais dans une anarchie totale. Cette fois, il s'agit d'une expérimentation contrôlée, puisque, au bout de trois ans — CM 1, CM 2, 6<sup>e</sup> — on pourra faire une véritable évaluation comparée avant d'envisager une extension. J'ai eu la satisfaction de constater qu'on avait exhumé un rapport que j'avais fait en 1974 pour le ministre de l'époque et qu'on a tenu compte d'un certain nombre de principes fondamentaux, comme l'horaire minimum, au-dessous duquel mieux vaut ne rien faire, la qualification des enseignants, l'élaboration de méthodes spécifiques, et surtout la continuité. Noyés dans une classe de sixième ordinaire, les élèves qui ont bénéficié d'un apprentissage précoce perdent vite leur avance.

— Mais il ne faut pas attendre des miracles. Il s'agit au mieux d'un enseignement d'initiation. Les élèves ne gagneront pas deux ans. Ils pourront mieux profiter de l'enseignement dans le secondaire, à condition que le professeur sache leur éviter le sentiment de répétition. Dans la mesure où les parents pourront choisir parmi les langues enseignées au collège dont ils dépendent, ce préapprentissage ne devrait pas, contrairement à ce que craignent certains, renforcer la prééminence de l'anglais.

Propos recueillis par  
JEAN-JACQUES BOZONNET.

• Association pour les états généraux des langues, 101, boulevard Raspail, 75006 Paris. Tél. : 45-44-38-28, Poste 239.

« Pourquoi des états généraux des langues en 1989 ? »

— Pour affirmer, deux cents ans après la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, un droit nouveau aux langues, qu'elles soient maternelles, régionales ou étrangères. L'effort fait en 1789, en France puis dans d'autres pays, pour assurer la mise en place d'une instruction publique démocratique passait par une bonne maîtrise de la langue nationale. De même, les organisateurs du symposium ont été unanimes à penser que le citoyen qui se contenterait aujourd'hui de sa langue maternelle serait gravement défavorisé.

— En faisant appel aux meilleurs spécialistes mondiaux, nos états généraux nous offrent l'occasion de faire un état des lieux complet. Cinq grands thèmes sont débattus : l'enseignement et l'apprentissage des langues ; le rôle des médias et les nouvelles technologies ; les politiques linguistiques ; les langues et le droit au travail ; enfin, les langues et la coopération internationale. Nous ne prétendons pas résoudre les problèmes, mais au moins les poser clairement et, pourquoi pas, ouvrir des voies de réflexion.

— La langue reste l'obstacle majeur à l'Europe sans frontières de 1993. C'est pourquoi la Commission de la Communauté européenne s'apprête à proposer un programme

### Le français est bien placé

— Vos états généraux feront vraisemblablement le constat de l'hégémonie de l'anglais. Les autres langues européennes sont-elles condamnées ?

— L'anglais est inévitable. Doit-on pour autant se résigner à une langue unique pour l'Europe ? Ce n'est pas la bonne solution. Un apprentissage linguistique de l'Europe entraînerait *ipso facto* un apprentissage culturel. La France a montré l'exemple en rendant obligatoire l'apprentissage de deux langues étrangères. Actuellement, l'anglais est choisi à 87 % en sixième. Quel serait le sort des autres langues sans cela ? Si tous les pays européens adoptaient la même politique, un grand pas serait fait vers le multilinguisme, qui est une richesse de l'Europe.

— Et le français ?

— Personne n'a le pouvoir de s'opposer au succès de l'anglais. Le barrage que certains veulent dresser contre l'invasion de cette langue est vain. La meilleure façon de défendre le français est de défendre le multilinguisme. Quand il y a le choix entre plusieurs langues, le français est bien placé.

— L'enseignement des langues en France a souvent été critiqué.

— Président pendant six ans du groupe de projet « langues vivantes » du Conseil de l'Europe, j'ai pu comparer notre système avec

## CAMPUS

### Une chaire créatrice d'entreprises

La chaire de création d'entreprise mise en place, en 1985, à l'Ecole supérieure de commerce de Lyon (ESCL) par la Lyonnaise de banque a permis à soixante-quatre entreprises de voir le jour. Cinquante-deux sont toujours en activité, ce qui représente un taux de réussite particulièrement élevé (80 %), d'autant plus qu'il s'agissait, pour la plupart, de projets innovants à risques. Elles ont engendré trois cents emplois directs.

L'établissement bancaire lyonnais a investi 4 millions de francs pour financer les travaux de huit professeurs.

Issus de disciplines diverses (droits, finances, gestion, marketing), ces enseignants ont élaboré plusieurs ouvrages de référence pour la création d'entreprise et mis au point trois types de formation adaptés à des publics différents (programme étudiant, séminaire pour scientifiques, appui à l'innovation...).

Leurs travaux ont permis de définir un nouveau métier : professeur-expert en création d'entreprise. Ils étudient maintenant de nouvelles méthodes d'évaluation des projets de création d'entreprise et mettent au point une banque de données qui permettra d'assurer leur suivi pendant sept ans.

La Lyonnaise de banque se déclare satisfaite de cette opération de mécénat éducatif, qu'elle a renouvelée, en 1987, avec la création d'une chaire de recherche scientifique à l'Ecole normale supérieure, et, tout récemment, d'une chaire de politique des relations internationales à l'université catholique de Lyon. (Voir le numéro spécial du Monde Campus du 25 avril.)

R. Ra.

#### • Aux Mines d'Alès

Selon une enquête de l'école des Mines d'Alès, 35 % des élèves, sortis entre 1983 et 1987, ont trouvé un emploi dans la production (informatique, électronique, automatique et mécanique), 25 % dans le génie civil, travaux publics et bâtiment, 23 % dans le tertiaire, administration et services publics, 10 % dans l'industrie minière et métallurgique, et 7 % dans les autres industries. L'école a reçu, en 1988, 1 235 propositions d'emploi, provenant essentiellement du génie civil, du bâtiment et des services publics et de la production.

#### • Boris Vian à l'ESCE

L'association des élèves de l'Ecole supérieure du commerce

supérieur a décidé de consacrer son gala annuel du 3 mai à Boris Vian. Le prince des nuits de Saint-Germain-des-Près sera mis à l'honneur par diverses expositions et par un concours d'affiches.

(ESCE, 83, rue Ampère, 75017 Paris. Tél. : 46-22-68-74.)

#### • Francophonie

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris organise, du 3 au 7 juillet, un séminaire de formation sur le thème : « Francophonie : réalité culturelle et perspectives économiques ».

CCIP, 42, rue du Louvre, 75001 Paris. Tél. : 48-08-37-34.

★★★★ J.A.E. ★★★★★

**VOULEZ-VOUS COMMUNIQUER EN ANGLAIS / AMERICAIN AUSSI BIEN QU'EN FRANCAIS ?**

**J.A.E.**

**Vous propose 5 jours pour vous débloquent définitivement en anglais : un stage résidentiel hyper intensif dans un ENVIRONNEMENT EXCLUSIVEMENT AMERICAIN : animateurs, télévision, journaux, ...**

**Vous assure une formation de haut niveau avec des résultats garantis : le coût du stage est remboursé si les résultats promis, lors du test gratuit de niveau, ne sont pas atteints.**

**Cette méthode spécifique vous permet de maîtriser définitivement votre communication en anglais/américain.**

Demande de documentation ou téléphone : J.A.E., 47 rue Lemaître 75017 PARIS, Tél. : (1) 42.63.31.00

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
 FONCTION \_\_\_\_\_ SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_  
 ADRESSE \_\_\_\_\_  
 CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
 VILLE \_\_\_\_\_ TEL \_\_\_\_\_

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles...  
**à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**  
 6, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-26-90-72

Maîtrise de Sciences et Techniques  
 Génie médical et instrumentation

**EN FORMATION CONTINUE**

Pour salariés et demandeurs d'emploi ayant un DUT ou BTS

UNIVERSITÉ PARIS VAL DE MARNE

**CONVULSION ACTION**

Service Multidisciplinaire d'Enseignement continu  
 Tél. 42 07 30 71 ou 48 98 91 44 poste 24 34

**NEW YORK - LONG ISLAND NEW JERSEY**

Juillet

**SEJOUR LINGUISTIQUE EN FAMILLE**

1 jour par famille  
 - 3 semaines  
 14/17 ans

• Vol régulier  
 • Cours/Activités ou Bain Linguistique ou Maths-Langues  
 • Excursions  
 • Assurance médicale

SLC 18022 Argenteuil Cedex  
 Tél. (1) 45 95 83 56  
 Paris: Tél. (1) 45 48 58 68

Cours de vacances par correspondance du CP aux Terminales

**CUF - H. BORDAS**

Cours universitaires de France - Enseignement privé à distance

43, rue Beaubourg - 75014 PARIS

45.39.37.00

**UNIVERSITY OF HARTFORD IN PARIS**

A LE BOUTIN ET LES PROFESSEURS DE L'UNIVERSITÉ DE HARTFORD VOUS PROPOSENT A PARIS UN MBA EN FRANÇAIS

**MASTRE IN BUSINESS ADMINISTRATION**

Un environnement international. Un programme intensif de 11 mois. Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur le Campus de l'Université de Hartford situé entre New York et Boston.

Admission : Étudiants diplômés Grandes Ecoles ou 2<sup>e</sup> cycle Universitaire.

Professionnels désireux d'acquiescer une maîtrise de la gestion au plus haut niveau.

Documentation sur demande

**UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL**

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

**VOUS AVEZ UN PROJET ? FAITES-EN UN SUCCES...**

**Guide des jeunes qui entreprennent**

RECEVABLE DES MAÎTRES ET MAÎTRESSES

LA FORMATION HUMAINE

■ CREATION D'ENTREPRISES  
 ■ PROJETS CULTURELS  
 ■ AVENTURE  
 ■ SPORT  
 ■ ACTION HUMANITAIRE

50 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE  
 RECHERCHE ET DOCUMENTATION

**Maîtrise spécialisée en MANAGEMENT DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE**

Maîtrise accréditée par la Conférence des Grandes Ecoles, réalisée par Sup de Co Marseille (Groupe EIA), en collaboration avec l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Marseille et des entreprises partenaires (EdF, IBM, Total, Technicom...).

Ce programme destiné aux gestionnaires comme aux scientifiques répond aux attentes des entreprises dans les domaines du marketing des nouvelles technologies et du management des ressources technologiques, de l'innovation, de la qualité.

Contact : Georges Truchet  
 SUP DE CO MARSEILLE  
 Tél. : 91 41 01 60

**Maîtrise spécialisée en MANAGEMENT INTERNATIONAL DES RESSOURCES HUMAINES**

Maîtrise accréditée par la Conférence des Grandes Ecoles, réalisée par Sup de Co Marseille (Groupe EIA), en collaboration avec son réseau de partenaires européens, américains, asiatiques et l'A.N.D.C.P.

Informations et inscriptions : Didier Cozart  
 SUP DE CO MARSEILLE  
 Tél. 91 41 01 60

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

**Le Monde CAMPUS**

**LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS**

**l'actualité sociale, culturelle et pratique**

**TOUS LES JOURS DANS LE MONDE**



# Communication

Au conseil des ministres

## Le gouvernement propose une présidence commune pour A 2 et FR 3

Le conseil des ministres du mercredi 26 avril a examiné au travers de deux communications les perspectives de développement de l'audiovisuel français. Le premier volet de la politique audiovisuelle concerne l'avenir du service public, sur lequel un débat doit s'engager au Parlement le 9 mai. Les ministres de la culture et de la communication, M. Jack Lang et M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ont exposé leurs orientations dans ce domaine, définies à partir des quatre rapports élaborés par des

groupes de travail (*le Monde* du 25 février). Pour redresser le service public, le gouvernement entend d'abord redéfinir ses missions. A 2 reste une chaîne généraliste grand public. FR 3 devient la chaîne de « la diffusion, l'innovation, la découverte », appuyée sur ses antennes régionales. Les deux chaînes, tout en gardant leur autonomie, auront une présidence commune et sont invitées à coordonner leurs programmes, leurs régies publicitaires et leurs achats

dans une structure de groupe. Un projet de loi « technique » sera soumis au point au Parlement. Par ailleurs, le gouvernement entend clarifier les rapports entre ces chaînes et le pôle de production public constitué par la Société française de production et les unités de production de FR 3. Ces dernières seront séparées des stations régionales et regroupées en quelques centres régionaux.

Le gouvernement a aussi confirmé le financement mixte de l'audiovisuel public par la redevance et la publicité. M<sup>me</sup> Tasca et M. Lang ont ainsi appelé de certaines personnalités de gauche qui souhaitent supprimer la publicité sur les chaînes publiques et la remplacer par le produit d'une taxe sur les autres médias. La publicité restera contingente en nombre et en durée. La redevance sera augmentée en 1990 et 1991 et ne financera plus l'action audiovisuelle extérieure. Les diverses exonérations (en faveur des personnes âgées, notamment) seront progressivement supprimées. Enfin l'Etat a décidé une mise de fond importante dès 1990 pour la relance de la production.

Dans un deuxième volet, le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, a précisé la politique des pouvoirs publics sur l'avenir des technologies de l'image. Quelques jours après l'attribution à six opérateurs des canaux du satellite TDF 1, cette politique passe notamment par la confirmation du lancement, en février 1990, du satellite TDF 2, déjà construit, et qui assurera le remplacement de TDF 1 en cas de panne. Cette décision, réclamée par les opérateurs, devra s'accompagner d'une meilleure définition des relations entre France Telecom et TDF. L'ancienne direction générale des télécommunications, qui avait pris à l'automne dernier une participation de 49 % dans TDF, y devient majoritaire. TDF obtient l'exclusivité des relations commerciales avec les diffuseurs.

Le ministre des PTT entend aussi harmoniser à l'avenir la diffusion spatiale en rendant cohérents les programmes du type TDF 1 et les satellites de télécommunication de type Telecom 1. Une mission de réflexion sur les besoins du marché sera lancée avant toute décision industrielle.

M. C. L.

La RAI tourne à Paris avec des normes japonaises

## Haute définition à l'italienne

Sous la Pyramide du Louvre, la cinéaste Louis Malle parle du cinéma, de l'Europe et de la télévision. Sur le plateau des deux caméras vidéo qui le filment, on peut distinguer les moindres gouttes de la pluie parisienne de ce mardi 25 avril. Normal : l'équipe de la télévision publique italienne qui enregistre ce reportage utilise du matériel de télévision haute définition. Mais ce matériel est japonais, ce qui est un peu surprenant dans une capitale qui s'est battue pour la promotion des normes européennes de télévision haute définition.

Ce reportage — une première dans une télévision européenne — sera diffusé (mais avec la simple qualité actuelle du PAL) lors d'un magazine d'actualité de la RAI 2 dans les semaines à venir. Dès le 16 mai, il sera projeté, cette fois en haute définition, aux responsables politiques réunis au congrès du Parti socialiste italien à Milan. En parallèle, ceux-ci pourront juger aussi des qualités du matériel haute définition européen avec lequel la RAI a déjà tourné une fiction, romantiquement plantée dans le décor de Florence.

C'est que la RAI, depuis plus de cinq ans, joue les pionnières dans l'utilisation des nouvelles techniques de production télévisée en haute définition (TVHD). Longtemps accusée de servir de cheval de Troie en Europe au matériel japonais

(qu'elle loue au constructeur Sony), la chaîne publique italienne se défend en s'affirmant prête à utiliser les matériels européens, avec lesquels elle a déjà mené des expériences.

Mais ceux-ci, mis au point par Bosch, Thomson ou Philips dans le cadre du programme Eurka, ne sont encore que des prototypes, essentiellement destinés à des tournages de plateau. Avec ses caméras et magnétoscopes japonais, la RAI produit déjà des fictions, des enregistrements d'opéra, et même des films industriels, par exemple sur l'usine robotisée de Cassino. Une usine du groupe Fiat, dont une filiale s'occupe justement d'équiper du même matériel pour ses propres besoins d'image.

Requies sans problème en Grande-Bretagne, l'équipe italienne a eu plus de mal à trouver des responsables français acceptant d'être filmés par des caméras japonaises. Sans doute les pouvoirs publics français souhaitent-ils un peu plus d'engagement européen des Italiens, soupçonnés de jouer sur plusieurs tableaux dans la bataille planétaire qui oppose industriels européens, japonais et américains autour de la télévision de haute définition.

Les Italiens affirment, pour leur part, vouloir travailler avec des matériels européens, et rejoindre le camp d'Eurka. Mais ils souhaitent voir Turin désigné comme centre pilote européen de production en TVHD.

## Grève de vingt-quatre heures à France-Info

Une assemblée générale du personnel de France-Info a voté une grève de vingt-quatre heures à compter du mercredi 26 avril à 0 heure. Estimant que « son unique exigence, la réintégration de Jérôme Bellay dans ses fonctions de directeur de France-Info », a été méprisée, le personnel de la radio d'informations continues « exprime son désaccord le plus total » avec les conditions du départ de Jérôme Bellay. Les autres syndicats de Radio-France (Syndicat national des journalistes, CFDT, CFTC) se sont désolidarisés du mot d'ordre de grève de FO lancé le 24 avril pour l'ensemble des rédactions de Radio-France et critiquent cet appel d'un syndicat « qui prend fait et cause pour un directeur, au lieu de défendre les salariés ». Enfin, M. Jean Mabret, PDG de Radio-France, devrait être reçu par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), le 26 avril. Mais cette rencontre, prévue depuis plusieurs jours, n'a pas de lien spécifique avec le départ de Jérôme Bellay. Le CSA a, d'ailleurs, répondu à la Société des personnes de France-Info qu'il n'était pas compétent pour trancher un litige entre un PDG de société publique et son collaborateur.

## Hausse du bénéfice de CEP-Communication

Le premier groupe français de presse professionnelle, CEP-Communication (dont Havas possède 35 %), affiche en 1988 un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de francs, soit une hausse de 32 % par rapport à 1987. Son bénéfice net est de 243 millions de francs (57 % de hausse). Ces bons résultats sont dus à la croissance des filiales informationnelles (groupes Usine nouvelle, Tests, Le Monde, etc.) et à l'édition.

En 1988, CEP-Communication et la Générale occidentale (Compagnie générale d'électricité) se sont associés pour constituer le Groupe de la Cité, deuxième éditeur français, présidé par M. Christian Bréguet, également PDG de CEP-Communication. Le chiffre d'affaires 1988 du Groupe de la Cité est de 4,9 milliards de francs (8,7 % d'augmentation par rapport à 1987, après reconstitution *pro forma*) et son bénéfice net de 277 millions de francs. Le Groupe de la Cité rassemble Borda, Larousse, Nathan, Dunod, les Presses de la Cité, etc., et possède la moitié du club de livres France-Loisirs, à parité avec Bertelsmann.

Mathilde Monnier s'inspire du

Le Marché international de la télévision à Cannes

## Les acheteurs d'espaces publicitaires s'attaquent à la production

Là où s'exposent les images s'expose aussi la pub... La loi s'est vérifiée au MIP comme jamais. Coca-Cola était là, Procter et Gamble aussi, tandis que les grandes agences de publicité internationale hissaient pavillon haut : Mac Cams-Erickson, Leo Burnett, Young et Rubicam.

CANNES  
de notre envoyée spéciale

Fort d'une implantation internationale (grâce à son partenaire britannique WCRS, qui possède 50 % du capital et de ses associations avec les leaders européens de l'achat d'espaces) et d'un chiffre d'affaires déclaré de 19 milliards de francs pour 1989, Carat Espaces a multiplié les services d'expertise. Carat TV, dirigée par Pascal Joseph, ancien bras droit d'Hervé Bourges à TF 1, existe depuis deux ans et dispose d'un arsenal d'instruments d'étude et de prospective sur l'audiovisuel français. Deux nouveaux services interviennent à la fois : amorceurs et fabricants de programmes. D'abord Carat Laser : créée avec IPSOS, un panel permanent de mille téléspectateurs susceptibles d'être interrogés à tout instant, elle permet d'analyser les réactions du public instantanément et de tester les futurs programmes.

Puis TV Marketing International : lancée en partenariat avec l'INA et TELESCOOP Analyse, destinée, elle, à permettre aux producteurs d'anticiper les besoins des chaînes et de promouvoir leurs produits. Par ses études de marché, il permet de vérifier l'adéquation des projets par rapport aux lignes des chaînes, à leurs moyens financiers et à leurs stratégies. Une nouvelle filiale, CARAT Entertainment — basée à Londres, se spécialise, elle, dans la production et la distribution au niveau international. Elle permettra aux annonceurs de s'intégrer dans des opérations associant leurs marques et leurs campagnes de publicité à des productions ou coproductions audiovisuelles.

Une première opération a été réalisée sur la 5, par la voie d'un maga-

zine musical, « Perfecto », destiné aux jeunes, parrainé par Coca-Cola et coproduit par Carat. Un programme ambitieux de fiction est également à l'étude.

Enfin, Francis Gross a annoncé au MIP la création de l'Académie CARAT. Placée sous la responsabilité de Pascal Joseph, elle sera ouverte chaque année à une trentaine de jeunes gens de la CEE, sélectionnés méritamment par plusieurs jurys et à qui seront offertes toutes les possibilités de formation : rencontres, stages, recherches — pour s'initier au plus haut niveau aux métiers de l'audiovisuel. « L'Académie Carat devra être à la télévision ce que la Villa Médicis est aux arts et la Silicon Valley à l'informatique... », affirme ses responsables.

A. Co.

## M. Francis Gross : « Nous voulons être les meilleurs spécialistes de la télévision »

M. Francis Gross, directeur de Carat Espaces, justifie l'intérêt porté par son groupe à la télévision.

« Que fait donc un acheteur d'espaces dans le marché de programmes de télévision ?

« C'est une démarche naturelle et cohérente avec notre vocation et nos activités. Comment la société numéro un de l'achat d'espaces en Europe pourrait-elle se désintéresser du formidable bouleversement du marché mondial de l'audiovisuel ? La télévision est forcément devenue notre métier. Non seulement nos clients s'y intéressent, mais ils veulent tout savoir de ses programmes, de son impact, de son développement. Ils veulent connaître et tester toutes les nouvelles possibilités d'investissements publicitaires. Et leurs exigences nous imposent d'être constamment en situation de réponse. C'est donc un défi pour Carat et un tournant capital.

« Nous voulons être les meilleurs spécialistes de la télévision, connaître tous les secteurs, tous les métiers, devenir un opérateur important sur le marché européen.

« Vous affirmez souvent qu'il ne faut pas confondre les genres et les métiers et qu'il n'est pas aisé qu'un

acheteur d'espaces soit par exemple diffuseur. N'allez-vous pas encore travailler les pistes ?

« Au contraire. Notre spécialité est l'expertise. Or, vu que les télévisions se multiplient, que les audiences se fractionnent, que la diffusion de médias sur plusieurs pays accroît l'internationalisation des campagnes publicitaires, voilà qu'apparaissent de nouvelles formes d'écrans publicitaires, de nouvelles méthodes d'association aux programmes. Ainsi le qualificatif devient aussi important que le quantitatif : un spot placé dans un programme de qualité subit beaucoup moins de déperdition que dans une émission bas de gamme. Les nouvelles chaînes font maître de nouveaux comportements, qu'il nous faut explorer. Par ses moyens, notre technologie, notre indépendance, notre technologie, nous voulons donc être l'interface des annonceurs, des publicitaires, des médias et des producteurs à l'échelle internationale. Nous serons un partenaire de tous ces professionnels, convaincus que c'est du bouillonnement des cultures qui naîtront des idées... »

Propos recueillis par ANNICK COJEAN.

# Culture

DANSE

Le Jeune Ballet de France

## Le temps d'une java

Le système du Jeune Ballet de France est astucieux. Celui-ci se renouvelle chaque année, en engageant douze à quatorze danseurs de seize à vingt ans sortant des conservatoires et écoles de France ou d'ailleurs. Ils leur offre un an d'expérience de la scène et de la vie de tournée ; ils sont ensuite engagés dans des compagnies professionnelles. Sur cinquante-neuf danseurs passés par le JBF depuis sa naissance en juillet 1983, cinquante-cinq sont aujourd'hui répartis un peu partout en Europe.

Pour alimenter leur répertoire, le JBF passe chaque saison commande d'une œuvre courte — dix à quinze minutes — à une brochette de chorégraphes.

Le cru 1989 (trois créations) est fruité, un peu court en bouche. Dans 1 2 3, Pierre Dardé, « sujet » dans le corps de ballet de l'Opéra de Paris, s'amuse à combiner trois énergies bien différenciées : une danseuse classique, un cosmonaute, un footballeur. Associés à trois figures géométriques : un cercle bleu, un triangle jaune, un carré rouge. Le footballeur fait des passes dans le vide ; le cosmonaute, tête dans sa bulle, marche au ralenti ; la danseuse enchaîne des exercices. Un autre trio fait des ballons avec son chewing-gum. On oublie vite.

Les *Catherinettes*, pas de deux d'Hervé Jourdet, est une jolie surprise. Un jeune homme en complet sombre marche sur place, de dos ; il a visiblement des problèmes qu'il rumine. Voix angéliques (*Reguliers de Fauré*) alternent avec des chansons populaires et des airs d'accordéon. Entre une jeune fille gaie, en robe à pois, qui entend de la séduire. Elle y réussira le temps d'une java, mais il semble repris par ses démons et la plombe. Elle se souffrira pas : elle aime trop la danse. C'est sans prétention, plein de charme, d'humour et de fraîcheur.

Mathilde Monnier s'inspire du

quatorze Pour la fin du temps de Messiaen et oppose dans *Idees de Mars* deux couples (garçon-fille, deux garçons). Un certain système, assez prenant, s'installe. Puis trop de chutes et autres tics banalisent le propos. Domage.

Côté reprises, le meilleur de la soirée est signé Nadine Hertz : c'est aussi un duo, *Feux interdits* (créé en 1987). Un frère et une sœur, enfants pauvres qui se cherchent, se fient, s'aiment, se détestent. Ambigu, sensuel, troublant. On peut vivre sans *Stas* de Jean-Marie Mavos, *Querelles d'Harfangs* de Claude Brumachon et *Boh II* de Maurice Lemaire ; on vit mieux sans *Tamir*, agaçants exercices répétés de Susan Buige.

SYLVIE DE NUSSAC.

\* Centre Pompidou, jusqu'au 30 avril.

## Morts de l'écrivain Christian Chabanis...

Le journaliste et écrivain catholique Christian Chabanis est mort à Paris mardi 25 avril. Il était âgé de cinquante-deux ans.

[Né en août 1936 à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), Christian Chabanis est l'auteur de nombreux ouvrages et d'engagements sur la place de la foi et de l'Eglise catholiques dans le monde moderne. Citons en particulier ses deux livres d'enfances avec des amis — *Deux livres d'enfants* (1975) — et avec des croyants — *Dieu existe-t-il ?* (Olivier, 1979).

Lauréat du grand prix catholique de littérature, un personnel du pape Jean-Paul II, Christian Chabanis a également mené un long dialogue avec le philosophe Gustave Thibon, — *Gustave Thibon, l'ama de la lumière* (Beauchesne, 1987).

Sous le titre *La Mort, un sermo ou un commencement ?* (Fayard, 1982), Christian Chabanis proposait une série d'entretiens avec des écrivains, des scientifiques, des historiens sur leur perception de la mort. En 1987, enfin, il

VARIÉTÉS

Sinatra, Minnelli et Sammy Davis Jr à l'Opéra

## Fantômes de la gloire

Depuis plus d'un an et demi, Frank Sinatra, Liza Minnelli et Sammy Davis Jr se réunissent régulièrement pour donner des concerts au bénéfice d'œuvres sociales ou de centres hospitaliers dont certains, comme à Palm-Spring, portent le nom de la famille Sinatra. Une façon comme une autre de prouver au public, à soi-même et à son compte en banque — la prestation n'est évidemment pas gratuite — qu'on existe encore et que la légende de chacun reste vivante. A vrai dire, c'est Dean Martin qui, originellement, fit à la place de Liza Minnelli, mais l'âge et les abus ont rendu sans limite la nomenclature du « crooner », et celui-ci oublait carrément de venir aux concerts.

A l'Opéra, dans la soirée organisée mardi 25 avril par l'Institut Weizmann des sciences (prix des places : entre 2000 et 10000 F), publiait *du nom de passage* (SOS-Edition), nouveaux livres d'entretiens avec des personnalités comme Jacques Barrot, Arrabal, l'astrophysicien Agnès Anker ou le pianiste Alexis Weissenberg.

## et de la décoratrice Suzanne Lalique

La décoratrice Suzanne Lalique est morte dimanche 16 avril. Elle était âgée de quatre-vingt-dix-sept ans.

[Suzanne Lalique était née en 1892 dans une famille d'artistes. Son père, René Lalique, fut baptisé le « verrier de l'art déco » et son grand-père travailla avec Rodin. Elle avait commencé sa carrière dans la haute couture, puis dans la peinture, avant d'être appelée en 1936 à la Comédie-Française par le nouveau administrateur général, Edouard Bourdet. Elle signa son premier décor pour *Alceste* au théâtre de la Comédie, mise en scène par Charles Dullin. Remarquable des ateliers de décors de 1937 à 1971, elle a réalisé les décors et les costumes de plus de quarante spectacles à la salle Richelieu pour des mises en scène de Pierre Dux, de Fernand Ledoux, de Maurice Escande ou de Louis Seguer.]

c'est donc Liza Minnelli qui se trouve aux côtés des deux complices de quarante-cinq années que sont Sinatra et Sammy Davis Jr.

Sammy Davis Jr, accompagné par un orchestre de trente musiciens, ouvre le spectacle, déployant sa science du micro, une vaste technique de scène pour une demi-heure de ballades parfumées de jazz. Liza Minnelli enchaine ensuite avec son embranchement, sa manière de chanter, de jouer, de danser sur des musiques qui ont la couleur des grandes années d'Hollywood — celle des années 30 et 40, quand la comédie musicale était à son zénith. Car, bien que la cadence de plusieurs décennies du trio, Liza Minnelli évolue curieusement dans le même univers musical suranné, les mêmes anachronismes qui n'ont plus cours à présent qu'entre Las Vegas et Atlantic-City. La vitalité de Liza Minnelli est étonnante parce que paradoxalement elle fait partie d'une race d'artistes en voie d'extinction : celle de femmes et d'hommes qui montaient en scène avant de fabriquer des disques dans les studios et dont la voix n'est frottée durant des dizaines d'années avec les meilleurs orchestres, souvent de jazz, avec lesquels ils ont travaillé, affiné leur voix.

Belle époque que raconte volontiers en privé Frank Sinatra. A l'Opéra de Paris, le roi du show-biz américain a paru fatigué, brusquement vieilli, accusant plus que de raison ses soixante-quatorze ans. Certes, il est toujours là en souverain sûr de son pouvoir, ne s'embarassant pas d'effets, sinon quelques commentaires plus ou moins malicieux, faisant lever de son fantôme dans la salle la femme Barbara afin de la saluer. Entouré de musiciens lui obéissant au doigt et à l'œil, il a conservé le fameux style cool et tranchant, la désinvolture encore un peu caillasse. Mais la « voix » a perdu un peu de son habituel timbre plein, rond, si riche autrefois

d'expressions. Frank Sinatra a chanté avec un ralentisseur quelques-uns de ses classiques (*My Way, April in Paris, Stranger in the night*) avant de faire revenir ses deux acolytes, ou plutôt ses deux vassaux, et, ensemble, ils se sont lancés dans un pot-pourri d'un quart d'heure de leur répertoire avant de clore par un balbutiant *New-York, New-York*. Petit final pathétique d'un concert de vieux monstres sacrés.

CLAUDE FLÉOUTER.

## Wendy et Lisa petites princesses

Y a-t-il une vie après Prince ? Wendy et Lisa ont quitté le minimagasin de Minneapolis depuis trois ans, mais la réponse définitive n'est pas encore arrivée. Wendy Minnelli jouait des claviers et Lisa Coleman de la guitare au sein de *The Revolution*, le groupe qui accompagnait Prince jusqu'en 1986. Dans *Purple Rain*, le film qui lui a donné une célébrité en rapport avec son pseudonyme, elles réussissent à lui voler quelques scènes. Quand elles ont quitté *The Revolution* (à mots en duo, présentée comme la conséquence logique de leur amitié d'enfance et de leur passage à l'âge adulte).

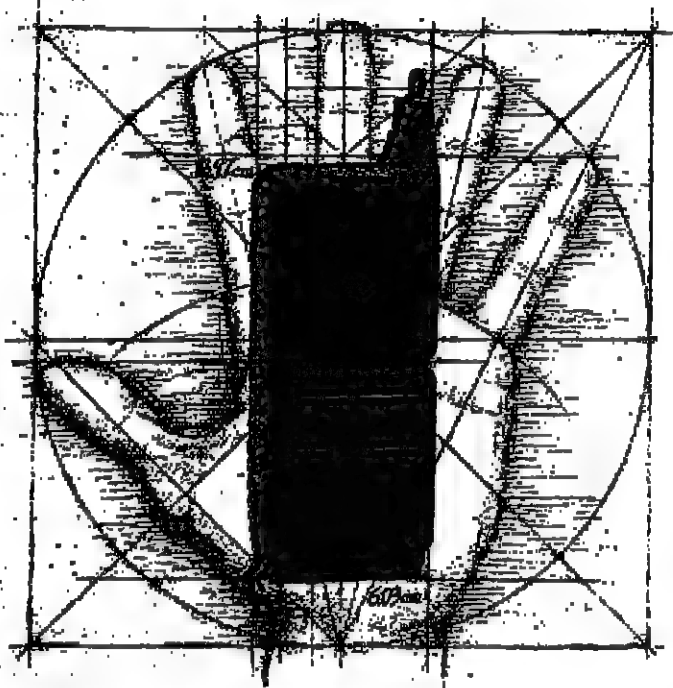
Trois ans et deux albums plus tard, Wendy et Lisa ne se sont toujours pas dégagees de l'ombre portée par l'altérité. Si cette référence constante les empêche de prendre leur envol, elle devrait être au moins une garantie de soirée agréable. Sur scène, elles sont accompagnées chacune de leur sœur, d'amis et de connaissances, gardant le côté tribal des spectacles de Prince. En attendant qu'elles fassent leur nuit du 4 août.

THOMAS SOTINEL  
\* Jeudi 26 avril, 20 h 30, à la Cité, 120 boulevard de Rochechouart, 16.  
42-23-15-15.

JP Minnelli 1950



# TRENTE MILLE ANS DE COMMUNICATION POUR ABOUTIR A ÇA.



## LE TÉLÉPHONE PERSONNEL

Voici le plus léger, le plus compact des téléphones cellulaires sur terre.

Le Micro TAC, Téléphone Cellulaire Personnel, est le cumulo de la recherche et du développement intensifs sur lesquels nous travaillons en permanence pour fournir au monde entier des produits de haute qualité utilisant les technologies à la pointe du progrès de l'ère de la communication. Le produit présenté dans cette annonce sera opérationnel plus tard cette année dans toutes les normes de systèmes de radiotéléphone cellulaire à travers le monde : AMPS (USA), TACS (Royaume Uni) et NMT 900 (Scandinavie).\*

Le monde est soudain plus petit.



**MOTOROLA**

**Storno**

Division Radiotéléphone Cellulaire CE 30 - 92182 ANTONY Cédex

\* Ces systèmes ne sont actuellement pas disponibles en France.



# PARIS

## ILE-DE-FRANCE

Aquaboulevard à Paris, Astérix à Plailly

## Deux nouveaux parcs de loisirs sur le marché

**Durant ce week-end, les habitants de l'Ile-de-France pourront découvrir les deux grands parcs de loisirs ouverts à leur porte. Beaucoup d'imagination ; un pari financier très calculé.**

L'A France, après les pays d'Europe du Nord et les Etats-Unis, découvre l'exploitation à grande échelle des parcs de loisirs à thème. Déjà plusieurs petits parcs animaliers prospèrent en province. La période pionnière des espaces de loisirs a même déjà connu ses premiers échecs : Mirapolis, à Cergy-Pontoise, a des premiers comptes d'exploitation difficiles ; Nauti-Club, à Maroq-en-Baroeul, près de Lille, décide de se mettre au sec, peu de temps après son inauguration. Erreurs de jeunesse dont les promoteurs pensent tirer des leçons, sans avoir encore profité des conseils de prudence que vient de dispenser le comité régional de tourisme d'Ile-de-France (le Monde daté 26-27 février).

Deux d'entre elles seront inaugurées le week-end prochain : Aquaboulevard, sur une péninsule du quinzième arrondissement, au-delà du périphérique, et Astérix, à Plailly, dans l'Oise, hors des limites strictes de l'Ile-de-France mais à moins de 40 kilomètres de la capitale et à 10 kilomètres de Roissy.

Aquaboulevard, c'est le nouveau paquebot de Paris. La comparaison est voulue par ses promoteurs. Avec ses ponts, sa cale et ses hublots, ce bâtiment blanc de 380 mètres de la poupe à la proue se prépare à appareiller. Ancré sur les rives bordonnantes du

boulevard périphérique entre l'hôtel Sofitel et l'héliport d'Issy-les-Moulineaux, il attend près de trois millions de visiteurs annuels, des « pachas » nouveau style qui seront guidés par deux cent quatre-vingts « marins ».

A l'eau, donc ! Le pont Rivage (rez-de-chaussée) est un parc aquatique de 7 000 mètres carrés. Eau à 29 degrés ; profondeur maximale, 1,70 mètre ; rivières en courbe plantées d'arbres tropicaux, bananiers, ficus et palmiers, toboggans géants, champignons d'eau, rivières à vagues, baignoires bouillonnantes, îles élastiques, contre-courants, ont été étudiés pour varier les plaisirs. La zone Antilles est réservée aux enfants, la zone Réunion aux adultes, avec lagon à vagues, jacuzzis, canons à eau, bain turc et bassin froid. La Polynésie offre aux détenteurs de la carte Croisière bassin aquagym, yoga aquatique et piste de danse le soir. Dehors, 4 500 mètres carrés de plages, solariums et jeux, au bord d'une eau elle aussi à 29 degrés. Un centre de soins biomarins, des saunas, un espace de fitness, un rocher d'escalade, complètent l'équipement.

### De l'eau pour toutes les soifs

Car l'eau n'est pas tout. Le patron d'Aquaboulevard de Paris, Michel Corbière, fondateur en 1976 de Forest Hill, dont il est le PDG, a eu l'occasion de méditer sur la philosophie des équipements de loisirs. L'échec de Nauti-Club, auquel sa société participait pour 25 %, a encore stimulé sa réflexion. « Les clubs mono-clientèle, basés sur une

activité, pour un public, vieillissent mal, dit-il. Aujourd'hui, à l'intérieur d'un centre de loisirs, les activités doivent être déclinables par une variété d'utilisateurs. »

Variété d'âges et de milieux sociaux. La quarantaine d'activités proposées ouvre large la palette des goûts et des envies : tennis (8 courts couverts et 3 à l'extérieur, une boutique et, sur demande, un encadrement spécialisé), squash (6 courts), golf (un practice semi-couvert sur le Pont Ciel, en terrasse, et un parcours de 3 trous près du lagon extérieur), 30 tables de bridge, 22 billards et 12 pistes de bowling. Un bouillonnement couvert de 25 pistes reconstruit, immense, le décor de la place des Lices à Saint-Tropez. Les entrées du PMU peuvent assister aux courses retransmises sur grand écran, consulter les résultats des épreuves en Europe et jouer, bien sûr.

Pendant que les enfants de deux à six ans découvrent la halte garderie, les six à douze ans prennent possession de leur territoire. Dans « l'archipel des enfantaies », la bibliothèque du Cachalot met un millier de bandes dessinées entre leurs mains ; un parc de manèges et de jeux emprunte le thème de la jungle tandis que le Club-computer, les vidéo-games et les flippers apprivoisent les fantasmes électroniques.

Les restaurants manquaient à Nauti-Club et leur absence, selon Michel Corbière, explique en partie, avec l'éloignement d'un réservoir suffisant de population, l'échec du centre de loisirs de Maroq-en-Baroeul. Aquaboulevard de Paris en compte quatre, plus une bonne dizaine de bars.

Un étage entier est d'accès totalement gratuit. C'est le Pont Promenade, où sont implantées trente-sept boutiques dont les rayons invitent à la détente, et d'où la vue est permanente sur le parc aquatique.

Avec un ticket de 60 F (45 F pour les enfants jusqu'à douze

ans), les futurs chalands pourront fréquenter le parc aquatique un jour durant. En ajoutant 80 F, ils pourront profiter, en plus, du Centre de forme (4 salles de gymnastique, 90 postes de cardio-fitness, un sauna-parc...). Et s'ils sont décidés à revenir souvent à l'Aquaboulevard, ouvert 365 jours sur 365, de 7 h 30 à 2 heures du matin, ils pourront choisir la carte Croisière qui, pour 3 000 F, leur donnera à l'année d'autres possibilités (SOS Partenaires, pour trouver un adversaire au tennis ou au squash, par exemple).

### Aux portes de Roissy

Aquaboulevard compte aussi sur une clientèle de « touristes d'affaires ». Le Club House (bar réservé, salons) et la grande salle modulable de 2 000 places sont prévus pour eux.

Le budget de fonctionnement annuel escompté approche les 150 millions de francs. Ce qui correspond à trois millions de « pachas » dont chacun dépenserait 50 F. Trois millions, c'est-à-dire plus de 8 000 par jour, en moyenne ; c'est beaucoup. Les investisseurs (les quatre premiers étant, outre Forest Hill, la Banque Indosuez, la Société auxiliaire d'entreprise SAE et la Lyonnaise des eaux) et les actionnaires (dont aucun ne possède plus de 10 %) sont confiants. Le terrain est loué par la Ville de Paris, qui percevra un pourcentage sur les recettes. Michel Corbière a vu avec satisfaction les curieux accourir aux journées de préouverture et a tendu l'oreille quand une jeune mère de famille, venue en voisine, a confié, sans vouloir offenser personne : « Après ça, les vacances en Bretagne, ce sera dur ! ».

L'optimisme aussi est de mise chez les pères fondateurs du Parc Astérix. Il est vrai que quelques piques de porcelaine magique ont coulé sur l'imagination des architectes scénaristes et autres concepteurs. Atout supplémentaire : le site. Tout le contraire de la table rase où d'autres ont élu domicile. Ici, le terrain de 155 hectares, dont 18 sont

occupés par les attractions et 22 par des parkings, est boisé d'origine. Sa proximité avec l'aéroport de Roissy, avec le nœud futur de tous les TGV, avec l'autoroute A-1 qui reliera l'Europe du Nord ainsi que la Grande-Bretagne à l'Europe du Sud, lui donne d'autres atouts de taille. Aussi ses promoteurs visent-ils une « clientèle européenne ». Les albums d'Astérix vendus à 200 millions d'exemplaires dans le monde ne connaissent-ils pas un grand succès en République fédérale d'Allemagne notamment ? Pierre Tchernia, coscénariste du parc avec Albert Uderzo, le dessinateur des albums, voudrait créer un jour des animations sur le site avec les personnages de Guillaume Tell et de Robin des Bois qui sont, dit-il, « les cousins d'Astérix ». Mais déjà le Parc Astérix est inscrit au programme de 125 brochures de touristes en Europe. Un autocariste belge annonce même un service quotidien avec Bruxelles.

### Bienvenue chez les Gaulois

Les panneaux Entrée portent l'inscription *Intratum*, la banque s'appelle *Crédit latin*, on trouvera dans la *Via Antiqua* la maison de l'architecte égyptien *Numerobis*, et une station-service qui vend du *foin super* et du *foin sans plomb*...

Les architectes ont voulu, comme le souligne Michel Kalt, qu'« un événement se passe à chaque coin de rue ». Aussi les distractions se multiplient-elles, à mesure que l'on avance dans le parc, avec ou sans Astérix : un défilé de trois bassins où évoluent six dauphins, un « grand huit », *Goudurix* avec quatre loops et trois virages à 75 kilomètres à l'heure, un village gaulois peuplé d'automates, et la rue de Paris qui reconstruit mille ans d'histoire, du pilori au cinématographe, sans oublier des spectacles-surprises dans l'arène des gladiateurs. 2 000 mètres carrés de shopping, et trente-quatre points, pas un de moins, de restauration.

Le Parc Astérix, qui a été conçu en tenant compte des caprices de la météo, fonctionnera du 30 avril au 31 octobre, tous les jours, de 10 à 18 heures (nocturne les veilles de fêtes et le samedi jusqu'à 22 heures). Des autobus le desserviront toutes les demi-heures, à partir du métro Auber-villiers. Les visiteurs paieront 90 francs de trois à douze ans, 120 francs au-dessus.

Les patrons du parc en espèrent 2 millions dès la première année. Ils évaluent à 1 800 000 entrées le seuil d'équilibre financier, sans inclure l'amortissement. Le financement conduit par la Compagnie financière Barclays avec vingt autres investisseurs (ACCOR, Dumez, Compagnie générale des eaux, MACIF, Paribas, etc.), a grimpé jusqu'à 650 millions, coût de la bretelle de raccordement à l'autoroute A1 Paris-Lille compris. Après le choix de son site, le parc a réuni le maximum de chances : qualité des concepteurs et des constructeurs (le Village gaulois est l'œuvre des Compagnons du devoir de la région). Il a fait appel à des spécialistes américains qui ont modifié le tracé pour mieux tenir compte du mouvement des foules.

Il ouvrira ce week-end sur un premier succès, un succès de curiosité. Les 16 000 billets vendus en trois semaines par Canal Plus sont de bon augure. Les promoteurs aimeraient que les visiteurs reviennent chaque année ; ils renouvelleront les activités à cet effet et les « réserves foncières » sont vastes. Pendant trois ans, Astérix sera le plus grand parc à thème d'Europe, jusqu'à l'ouverture, en 1992, d'Eurodisneyland.

« Nous ne craignons pas la concurrence », affirme Olivier de Boesredon, directeur général du Parc Astérix, qui dispose de trois ans pour faire connaître et apprécier les grands parcs à l'euro-pécune.

CHARLES VIAL

### EN BREF

#### La Défense et le commerce international

Sur l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, membre de l'Association des World Trade Centers, et de la société d'exploitation du CNIT le World Trade Center Paris-La Défense vient d'être créé.

Installé dans le CNIT, il réunit sous un même toit les opérateurs, les intervenants publics du commerce extérieur, les sociétés prestataires impliquées dans les échanges internationaux.

Le World Trade Center Paris-La Défense est relié au réseau des 190 World Trade Centers répartis dans le monde. Il est à la disposition des entreprises françaises qui désirent se développer vers les marchés extérieurs, des entreprises de province qui souhaitent établir une antenne parisienne, des entreprises étrangères qui prévoient de s'implanter en France ou en Europe.

Le mouvement des World Trade Centers est né en 1968 à La Nouvelle-Orléans, lorsque des centres de commerce de Houston, de La Nouvelle-Orléans et de Tokyo se regroupèrent sous forme d'une association visant à développer le commerce international.

Aujourd'hui, la World Trade Centers Association compte 190 membres répartis dans une soixantaine de pays, 70 000 entreprises affiliées et 90 centres en opération dans les capitales du monde.

Créés sur l'initiative aussi bien de groupements privés de villes, de gouvernements que d'autorités portuaires ou de chambres de commerce, les World Trade Centers rapprochent entreprises privées et organismes publics concernés par le commerce international.

Siège de l'Association, le World Trade Center de New-York est le premier du monde en surface (1 million de mètres carrés répartis dans les deux célèbres tours jumelles qui font face au pont de Brooklyn), suivi de ceux de Taipei (850 000 mètres carrés), de Séoul et de Pékin (650 000 mètres carrés). 11 autres World Trade Centers sont en construction ou en projet en Chine, d'ici à 1992.

#### L'Oise en bateau à aubes

Faire un bond en arrière d'un siècle et découvrir le bord d'un beau à aubes les rives de l'impressionnisme en cette fin du dix-neuvième siècle, c'est ce qui sera désormais possible à partir du 29 avril grâce à Pascal Thoyer, ancien responsable du comité départemental du tourisme du Val-d'Oise et désormais PDG de la société Belle-Valleée. Le *Belle-Valleée* c'est le nom de ce premier bateau à roue à aubes français — proposera en effet à partir de la fin du mois d'avril promenades et croisières sur l'Oise, reliant des villes comme Pontoise, Auvers-sur-Oise et L'Isle-Adam à la recherche de Pissarro, de Cézanne et de Van Gogh, avec une digression du côté de Giverny sur la Seine, sur les traces de Claude Monet.

Pour l'histoire, le *Belle-Valleée* — dont la construction, placée sous la direction de l'architecte naval Jean Foussat et du décorateur Gérard Brossier, aura duré presque un an et nécessité cinquante-sept entreprises — est fait d'une coque ancienne en tôles de fer rivetées à la main avec deux ponts pour passagers. Sur le pont principal, un bar en acajou de Cuba fabriqué en 1930. Partout des boiseries, des parquets de chêne, des luminaires en bronze fondus avec des moules créés en 1907 et des matériaux de l'époque, bronze, laiton, cuivre et vitrail en pâte de verre. Et surtout une roue à aubes de 5,80 mètres de diamètre, pesant 8 tonnes et permettant une vitesse de 12 kilomètres à l'heure.

Il n'aura fallu pas moins de 2 000 heures de travail sur les chantiers navals d'Achères (Yvelines) pour sa réalisation. Résultat : toute une architecture digne de la Belle Époque et de la construction navale à l'heure de la révolution industrielle, fondée sur de strictes références historiques. Long de 60 mètres et large de 7 mètres, comprenant deux coursives latérales, le *Belle-Valleée*, d'une capacité de deux cent cinquante passagers en navigation, et de quatre cents à quai, sera proposé également pour des soirées jazz et autres réceptions.

J. M.

★ Pour tous renseignements sur les tarifs et les réservations : le *Belle-Valleée*, 1, place de l'Hôtel-Dieu, 95300 Pontoise ; tél. : 30-30-40-27.

#### Dégradation

Il n'est pratiquement pas de jour où le Parisien n'ait assisté à la dégradation de sa ville, livrée au règne envahissant et destructeur de la voiture et de la publicité : places évocatrices du passé évanouies et déplantées de leurs arènes pour y créer des parkings souterrains, jardins des Tuileries défigurés deux fois par an pendant plusieurs semaines par l'installation de barreaux foraines, rue de Rivoli et place de la Concorde transformées en permanence en parkings d'autocars étrangers, jardin de Bagatelle endommagé pendant plusieurs mois à l'occasion du lancement de la R 25, les exemples ne manquent pas.

Tout cela n'était toutefois pas suffisant : voici que depuis peu les péniches ancrées le long des berges de la rive gauche de la Seine sont devenues le support de gigantesques panneaux publicitaires choquant la vue aussi bien de jour que de nuit, où ils sont éclairés à giorno. Où la dégradation du paysage parisien s'arrêtera-t-elle ?

JEAN-PHILIPPE MÉRY  
médecin des Hôpitaux  
(Paris).

#### Moins d'emplois dans le tertiaire

Dans le secteur tertiaire (banques et assurances), la balance des créations et suppressions d'emplois, dans les cinq ans à venir, pourrait se traduire, pour l'Ile-de-France, par une diminution annuelle de 2 % dans la branche assurances (emplois salariés et non salariés confondus), soit environ 2 000 emplois, de 1,5 % dans la banque et les organismes financiers, soit environ 2 400 emplois. Ainsi l'ensemble banques-assurances pourrait perdre en Ile-de-France une vingtaine de milliers d'emplois, soit environ 8 % des effectifs actuels qui sont de l'ordre de 260 000 personnes.

Mais cette évolution, en soi relativement lente et modérée, doit être bien comprise comme un solide entre des créations et des suppressions qui ne s'accompliront pas de manière uniforme. Il est clair que certaines

sociétés seront plus touchées que d'autres, que la substitution ne s'opérera ni aux mêmes niveaux de qualification, ni sans déplacements à l'intérieur de la région.

La mise sur pied d'un « observatoire régional de l'emploi » décidée dans le projet de contrat de plan Etat-région pourra trouver dans ces secteurs un cas d'application particulièrement utile.

Telles sont les principales conclusions de la communication que vient de faire au comité économique et social de la région M. Jacques Troial.

#### Renault ira-t-il à Villarois ?

Paul-Louis Tenaillon, président (CDS) du conseil général des Yvelines, est « hostile » à l'éventuelle implantation du centre de recherche de Renault sur la ZAC de Villarois, près de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Tout en se félicitant de la décision de Renault de choisir les Yvelines pour y transférer une entreprise pouvant accueillir six mille cinq cents emplois sur une zone de 135 hectares, Paul-Louis Tenaillon rappelle « sa volonté d'utiliser la ZAC de Villarois pour offrir aux habitants de la ville nouvelle une amélioration de leur cadre de vie ». Il a proposé que ce centre de recherche soit installé dans la vallée de la Seine, en « concertation » avec l'Etat, la Région, le département et les collectivités locales concernées.

**PICARD**

*Parade*

La serrure automatique sans clé

Liste des installateurs agréés au 43-33-44-85

#### Tribus et villes de la Gaule



UN parc n'est ni une école ni un musée, mais d'abord un lieu de jeux. C'est entendu. Les responsables du parc Astérix savent cependant que les écoliers viendront nombreux en groupe. Trop en groupe parfois et l'on a vu des classes, un jour de préouverture, processionner en rang par deux... Mais l'agréable n'exclut pas l'utile et pour que les jeunes chalands repartent enrichis (culturellement), les dirigeants du parc ont confié à Monique Benoit la rédaction d'un « guide pédagogique » destiné aux enseignants.

La rigueur le dispute à l'humour. Les élèves pourront

préparer, compléter ou... rectifier leurs connaissances en Astérix grâce à des coloriages pour les plus petits et des jeux divers pour les plus grands comme cette carte des tribus et des villes gauloises au bas de laquelle il est demandé de mettre en face et retrouver, à la place des villes antiques, les noms des villes modernes suivantes : Rennes, Nantes, Poitiers, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Nice, Antibes, Aix, Lyon, Arles, Nîmes, Bourges, Rouen, Chartres, Boulogne, Paris, Reims, Amiens, Metz, Beauvais, Orléans.

(Publié)

#### MÉDECINE - PHARMACIE

La seule prise qui, depuis 20 ans, vous offre ces garanties : professeurs, maîtres-assistants et chefs de travaux ; taux de réussite exceptionnelle. Sélection sur dossier. Stage pré-entrée septembre, soutien annuel, classe préparatoire.

**CEPES**

57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly  
47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

*Je n'ai rien vu*



# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de conseil d'achat. Signification des symboles : S Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; F Film à l'écran ; Ou peut voir ; N Ne pas manquer ; M M. Chef d'œuvre en chantier.

## Mercredi 26 avril

### TF 1

20.45 Variétés : *Scènes de rue*. Invités : Patricia Kean, Annie Girardot, Roland Girard. 22.35 Magazines : *Ex* Marie. Thème : « Des histoires naturelles et surprenantes ». Expliquez-moi : Larry Collins pour *Déjà*, Jacques Nioz pour *L'Épave du sens*, Erik Schlegel pour *L'Homme qui fut champion du monde*. Extérieur libre : Henri Labit pour *La Vie antérieure*, Annette pour *Séduction sur le divan ou le Malentendu amoureux*. Exploration : Ernest Hemingway, pour sa biographie ; Extra et ordinaire, avec Sabine de La Brosse. 23.40 Journal et météo. 23.50 Magazines : *Créativité* (radio) ; *Le 30* (radio) ; *Le 30* (radio). 0.55 Documentaire : *Histoires naturelles*.

### K 2

20.35 Téléfilm : *L'été de la révolution*. De Lazare Igéa, avec Bruno Delvalle, Guy Thénin, Rino Crémier, Brigitte Fossey, Bernard Fresson (1<sup>er</sup> partie). 22.45 Flash d'information. 22.50 Documentaire : *Les grands crânes*. 5. Monsieur Bill on la fascination d'un fils de famille pour la « Série noire ». 23.05 Informations : 24 heures sur la 2. 23.25 Météo. 23.30 Informations. 23.40 Journal et météo. 23.50 Magazines : *Figures*. Invité : Daniel Tardieu du Planier.

### FR 3

20.35 Opéra : *Léonidas*. Opéra en trois actes de Giuseppe Verdi, livret de Salvatore Cammarano. *Opéra* : *Le roi et le paysan*, de Friedrich von Schiller, par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de Lyon, dir. Maurizio Arena. Avec Jean Andrieux, Juro Ichihara, Ronald Tesson, Richard Tognatta, Suzanne Anselmi, Paul Plishka. Diffusé en simultané et en stéréo par France-Musique. 23.30 Journal et météo. Avec un résumé des épreuves de l'Olympique de Mont-Carlo. 23.40 Météo, musique. 23.50 Sport : *Est-ce la Tour de France*.

### CANAL PLUS

21.00 Châtaignes : les *Mauricie Campes* G. Film américain de Rick Rosenthal (1983). Avec Sean Penn, Raul Santoni, Eriq

Morici. 22.45 Flash d'information. 22.50 Châtaignes : 36 H. 22.55 Film français de Catherine Breillat (1987). Avec Delphine Zentou, Etienne Chicot, Jean-Pierre Léaud. 0.15 Châtaignes : le *Passager de la pluie* G. Film français de René Clément (1969). Avec Marlène Jobert, Charles Bronson, Annie Cordy. 2.05 Les superstars du catch.

### LA 5

20.30 Téléfilm : *Les feux de la passion*. De Billy Hale, avec Sam Elliott, Ferris Bueller (1<sup>re</sup> partie). 22.20 Football : Coupe du monde : Pays-Bas-RFA, en direct de Rotterdam. 0.05 Journal de météo. 0.05 Magazines : *Nomades* (rediff.). 0.30 Un jour, un été (rediff.). 1.20 Bonheur et compagnie (rediff.). 1.40 Tendresse et passion (rediff.). 2.05 Châtaignes : ce n'est pas sérieux (rediff.). 2.15 Volée, volée (rediff.). 3.15 Journal de la nuit.

### M 6

20.35 Téléfilm : *Le secret de la mort*. 22.15 Magazines : *Libre et change*. De Michel Polak. Thème : « Raison et foi ». 23.30 Six minutes d'information. 23.35 Série : *L'homme de fer*. 0.25 Erreurs judiciaires (rediff.). 0.55 Magazines : *Boisvard des ches*. 2.00 Magazines : *Adventures* (rediff.). 2.25 Magazines : *Quand la science mène l'enquête* (rediff.).

### FRANCE-CULTURE

20.30 Tire la langue. La langue française du Val d'Aoste. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada. 22.00 Commentaires des radios publiques de langue française. Les écrits de Sébastien. 22.40 Notes bibliographiques. La page. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Magazines : *Coda*. Néo-géo.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné à l'Opéra de Lyon en 1981) : *Léonidas*, opéra en trois actes de Verdi. Diffusé en simultané avec FR 3. 23.07 Jazz club. En direct du Jazz Club Lionel Hampton à Paris. L'orchestre du chanteur guitariste et violoniste Clarence Gatemouth Brown.

## Jeudi 27 avril

### TF 1

13.35 Feuilleton : *La Reine de cœur*. 14.30 Téléfilm : *Les dames à la honte*. De Lazare Igéa, d'après le roman de René Barjavel. Avec Ivan Deney, Alexandra Stewart (1<sup>re</sup> partie). 16.00 Série : *Delphine*. 16.25 *Quarté à Lang-champ*. 16.35 Variétés : *Le chœur aux châteaux*. 16.50 Club Dorothée. 17.50 Série : *Les rues de San-Francisco*. 18.50 *Avie de recherche*. 18.55 Feuilleton : *Santa-Barbara*. 19.25 *Les* : la rose de la fortune. 20.00 Journal, météo et *Yapé vert*. 20.40 Série *Le 30*. 20.50 *Le 30*. 21.00 *Le 30*. 21.10 *Le 30*. 21.20 *Le 30*. 21.30 *Le 30*. 21.40 *Le 30*. 21.50 *Le 30*. 22.00 *Le 30*. 22.10 *Le 30*. 22.20 *Le 30*. 22.30 *Le 30*. 22.40 *Le 30*. 22.50 *Le 30*. 23.00 *Le 30*. 23.10 *Le 30*. 23.20 *Le 30*. 23.30 *Le 30*. 23.40 *Le 30*. 23.50 *Le 30*. 0.05 Documentaire : *Histoires naturelles*. La pêche au brochet.

### A 2

13.35 Série : *Poison*. 14.10 Série : *Histoires de police*. 15.10 Magazines : *De côté de chez Fred*. De Frédéric Mitterrand. Spécial photographique. 16.00 Flash d'information. 16.05 Série : *Les sœurs de l'ouest*. 16.55 Flash d'information et météo. 17.00 Documentaire : *Griffins*. Présenté par Groucho et Chico. Lady Oscar. Quick et Flupia. Gruffins. La petite merveille. 17.55 Série : *Les deux fous*. 18.45 *Les* : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol. 19.10 Actualité régionale. 19.30 *Le 30*. 20.00 *Le 30*. 20.10 *Le 30*. 20.20 *Le 30*. 20.30 *Le 30*. 20.40 *Le 30*. 20.50 *Le 30*. 21.00 *Le 30*. 21.10 *Le 30*. 21.20 *Le 30*. 21.30 *Le 30*. 21.40 *Le 30*. 21.50 *Le 30*. 22.00 *Le 30*. 22.10 *Le 30*. 22.20 *Le 30*. 22.30 *Le 30*. 22.40 *Le 30*. 22.50 *Le 30*. 23.00 *Le 30*. 23.10 *Le 30*. 23.20 *Le 30*. 23.30 *Le 30*. 23.40 *Le 30*. 23.50 *Le 30*. 0.05 Documentaire : *Histoires naturelles*. Le pêche au brochet.

### FR 3

13.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo : Initiatives de finale du simple et Initiatives de finale du double, en direct et en Éurovision. 13.57 Flash d'information. 14.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 16.00 Flash d'information. 16.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 17.00 Flash d'information. 17.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 9.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 9.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 9.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 9.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 9.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 9.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 9.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 9.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 9.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 9.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 9.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 9.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 10.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 10.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 10.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 10.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 10.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 10.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 10.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 10.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 10.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 10.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 10.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 10.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 11.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 11.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 11.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 11.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 11.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 11.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 11.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 11.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 11.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 11.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 11.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 11.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 12.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 12.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 12.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 12.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 12.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 12.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 12.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 12.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 12.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 12.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 12.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 12.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 13.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 13.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 13.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 13.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 13.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 13.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 13.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 13.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 13.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 13.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 13.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 13.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 14.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 14.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 14.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 14.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 14.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 14.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 14.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 14.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 14.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 14.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 14.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 14.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 15.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 15.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 15.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 15.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 15.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 15.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 15.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 15.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 15.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 15.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 15.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 15.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 16.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 16.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 16.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 16.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 16.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 16.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 16.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 16.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 16.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 16.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 16.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 16.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 17.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 17.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 17.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 17.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 17.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 17.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 17.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 17.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 17.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 17.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 17.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 17.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 18.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 19.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 20.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 21.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 22.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 23.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 0.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 1.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 2.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 3.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 4.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 5.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 6.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.30 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.35 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.40 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.45 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.50 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 7.55 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.00 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.05 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.10 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.15 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.20 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.25 Témale. Opéra de Mont-Carlo (suite). 8.





# Bicentenaire

## Aux Etats-Unis

### « Celebrating the French Revolution »

Il n'y a pas que la France pour célébrer, à partir du 2 mai à Paris, le bicentenaire de la Liberté de la presse. La Bibliothèque publique de New-York consacre pendant dix semaines à un thème voisin une exposition fort connue. Une des mille manifestations en l'honneur de 1789 aux Etats-Unis. Deux autres villes s'illustrent particulièrement : Chicago (Illinois) et Houston (Texas).

De notre envoyé spécial

#### New-York : l'insurrection de l'imprimé

On doit à M. Vartan Gregorian, alors président de la Bibliothèque publique de New-York, le plus flatteur des jugements portés aux Etats-Unis sur la Révolution française. Elle est de ces événements, écrit-il, qui ont affecté le destin de « tous les peuples de la Terre » et dont on peut dire qu'ils ont fondé l'« âge moderne ». On lui doit aussi la plus intelligente exposition organisée jusqu'ici outre-Atlantique pour célébrer le Bicentenaire. On lui doit surtout d'avoir donné carte blanche à M. Robert Darnton, professeur à l'université de Princeton, pour monter cette exposition consacrée au rôle de l'imprimé à la fin du dix-huitième siècle.

La Révolution a imprimé son sceau sur la fin du XVIIIe siècle. Fort heureusement, une version itinérante de cette exposition, moins riche cependant que celle organisée dix semaines durant à la Bibliothèque publique de New-York, continuera de circuler jusqu'au mois de janvier 1990 dans les plus grandes villes des Etats-Unis.

Considéré comme l'un des meilleurs spécialistes américains de la Révolution française, M. Darnton a été, jeune homme, journaliste au *New York Times*. Il en a conçu une passion durable pour la presse révolutionnaire et est devenu intarissable sur l'influence qu'a eue, ces années-là, la chose écrite.

La Révolution se fit par l'imprimé en même temps qu'elle révolutionnait l'imprimé. Cette constatation sert de fil conducteur à cette exposition qui joue sur l'ambiguïté de son appellation, Révolution in Print, difficilement traduisible en français, mais qui dit bien l'importance que cette insurrection de l'écrit eut sur le cours des événements.

Dans l'excellent ouvrage collectif qui accompagne cette exhibi-

tion (1), un universitaire français, M. Antoine de Baecque (Paris-1), explique le rôle que les pamphlets pornographiques, fort répandus, jouèrent de 1789 à 1792, pour ruiner la réputation de l'aristocratie et du clergé. Les titres de ces libelles parlent d'eux-mêmes : *Amours de Charles et Toinette*, *l'Abbé Maury chez les filles* et ce *Bordel national sous les auspices de la reine* à l'usage des *Confédérés nationaux*, sorti de l'imprimerie de la Bibliothèque nationale française et présenté à New-York pour l'édification des *jeunes de Midtown* et des *teenagers* de Harlem, le public le plus incongru de cette exposition.

La curiosité avec laquelle des New-Yorkais de toutes conditions se pressent à une telle manifestation, étrangers à leur culture, est étonnante. Il fallait voir, cet après-midi, deux gamins rassembler leurs connaissances en français pour déchiffrer un *Catéchisme républicain* tiré des réserves de la Bibliothèque publique de New-York et qui datent de cette époque :

« Q. — Est-il vrai que le peuple français n'a point de religion ?

« R. — C'est une calomnie inventée et répétée par les malveillants, pour nous rendre odieux et méprisables.

« Q. — Mais je ne vois plus d'églises, plus de processions, plus de prêtres ; je n'entends point sonner les cloches ?

« R. — Il est vrai que toutes ces cérémonies ont cessé ; le délire et l'impudence les avaient fait éclore pour l'intérêt de l'ambition et de la cupidité ; il était temps que les fables disparaissent devant la vérité et les folies devant la raison. »

La floraison de journaux — trois cent trente-cinq en 1790 à Paris seulement — alla de pair avec la publication de livres de toute sorte, une véritable éclosion à la mesure de la censure royale qui avait régné jusqu'alors. Mais ces Cent Fleurs n'eurent qu'un temps. La Terreur, puis le 18-Brimaire abolirent la nouvelle liberté d'imprimerie, pour longtemps. La liberté de la presse, nous rappellent par contraste les documents rassemblés par M. Darnton, ne s'est que si l'on ne se souvient pas de sa fragile existence.

#### Chicago :

La Fayette, nous revoil !

The *Benjamin Franklin* sera célébré à Chicago avec pompe, grâce à la générosité d'un géant de l'agro-alimentaire, Sara Lee. Peu connu en France, ce conglomerat a racheté récemment les bas Dint et possède, entre autres, Aspro, Kiwi et la Mal-

son du Café. Le mécénat est une tradition aux Etats-Unis, particulièrement chez Sara Lee, que ses quelque 10 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel et son statut de premier employeur de ressortissants français dans l'Illinois destinent plus que d'autres à parer les manifestations du Bicentenaire.

Son patron, M. John Bryan, préside à ce titre le Comité des deux cents (deux cents comme deux cents ans), qui a conçu un vrai succès et rassemble aujourd'hui plus de deux cent quarante entreprises, fondations, personnes privées et associations diverses toutes enthousiastes à l'idée de célébrer la France et sa Révolution.

Sara Lee, qui a confié à un gros cabinet de relations publiques le soin de mettre en musique cette mobilisation générale, n'en est plus que le chef d'orchestre. Chacun y va désormais de son parrainage ou de sa manifestation culturelle, toutes estampillées « Bicentennial Event » même si, pour certaines, ces manifestations n'avaient pas été prévues pour cette occasion.

Le 14 juillet, il y aura, au pied de l'immense tour où la chaîne de télévision NBC finit de déménager ses quartiers, une kermesse de rue agrémentée d'une prise symbolique de la Bastille. La ville berceau de l'architecture moderne se devait d'organiser une exposition consacrée aux architectes français d'avant-garde. Elle aura lieu du 14 juillet au 17 septembre à l'Art Institute.

Du 14 juillet aussi, au 6 août, on pourra voir au Terra Museum les toiles d'impressionnistes américains peintes en France à la manière de Monet ou de Courbet, éclipées par la renommée de ces derniers et donc peu connues, injustement.

Sans oublier les multiples célébrations, sous une forme ou une autre, de la cuisine française. Les chefs français sont nombreux à Chicago et fort recherchés. Celui du Ritz-Carlton, président du Vatel Club, mérite tous les éloges.

The Chicago Committee on the French Revolution parraine depuis le mois de mars une cinquantaine de manifestations de ce genre. Le conseil général de France, M. Richard Narich, en est tout ébloui. Il a « vendu » le Bicentenaire au-delà de ses espérances et l'admet lui-même : sans la générosité de Sara Lee et de quelques autres, la célébration de la Révolution n'aurait probablement touché, faute de crédits français suffisants, que des cercles universitaires. Ce sont des Français qui ont fondé le Chicago moderne et les Américains savent se souvenir : La Fayette nous revoil !

Une guillotine avait été dressée au pied des tours vertigineuses qui hérissent le centre de Houston. La *Marseillaise* avait retenti, bientôt suivie de la *Star Spangled Banner* (l'hymne américain), une *Marseillaise* façon bal musette, avec accordéon, et il avait semblé que M. Emmanuel de Margerie, l'ambassadeur de France aux Etats-Unis, retenait une grimace.

#### Houston :

guillotine et bérêt basque

Houston allait célébrer pendant dix jours le Bicentenaire de la Révolution française, et cela rachetait bien cette *Marseillaise* iconoclaste. Surtout que les Texans n'y étaient pour rien. Le soir, d'écouter l'hymne national français avait été confié au Théâtre de l'Unité, une troupe venue de Paris apporter au Festival international de Houston, qui débutait ce 13 avril, le *French touch*, un cachet bien de chez nous.

« Manifestation officielle » du Bicentenaire, « la plus importante », paraît-il, de cette nature hors de France », le Festival de Houston, version 1989, offrait comme principale attraction l'animation quotidienne d'un square du centre-ville par les comédiens du Théâtre de l'Unité. Baptisé « la Petite France », ce square avait été enclos de guirlandes et de barrières où se tenaient en faction, la mine rigolarde, de faux douaniers français.

Un « *homo brevis* », statue de cire grandeur nature, trônait au milieu du parc, affublé d'un bérêt basque, d'une baguette de pain, d'un paquet de Gauloises et d'un litre de rouge. L'exécution simulée, sous la lame de la guillotine, d'un porcelet terrorisé constituait le clou du spectacle. Même appuyé de gros clips d'œil, ce simulacre de mise à mort laissait le public, nombreux, plus perplexe qu'hilaré.

Bien sûr, le Festival de Houston avait aussi à son programme les seurs Laënnec, le *Dialogue des comètes*, de Francis Poulenc, et quelques autres manifestations moins françaises que la géologie culturelle hexagonale, mais « à la Petite France » que les Houstoniens affluèrent en famille respirer ce que le *Houston Post*, enthousiaste, devait présenter cette semaine-là, comme « un authentique parfum de France ».

BERTRAND LE GENDRE.

(1) *Revolution in Print, The Press in France, 1775-1800*, Robert Darnton et Daniel Roche, éditeurs University of California Press, 1989, 352 pages, 24,95 dollars.

## Le Front national dénonce le « mythe de la Révolution »

An cours du premier colloque de son très officiel « conseil scientifique », le Front national s'est livré, samedi 21 avril, à un violent réquisitoire contre la commémoration de la Révolution française.

Sur le thème « 1789, et si c'était à refaire », les différents orateurs, en majorité des universitaires, ont tenté, dans la tradition contre-révolutionnaire, de démontrer que la Révolution et les droits de l'homme constituaient un mythe forgé et entretenu par des « pseudo-historiens et pseudo-philosophes » au service du pouvoir « social-maoïste ».

« Mythe de la Révolution », tout d'abord, en tant qu'acte fondateur de la nation. Révisant l'idée que la Révolution aurait été « le creuset d'une unité nationale qui n'existait pas avant elle », M. Bruno Gollnisch considère que « ce n'est pas parce que la France vivait dans un régime de féodalité qu'elle n'avait pas conscience d'elle-même ». Refusant de voir dans la Révolution l'avènement de la démocratie moderne, les participants au colloque ne retiennent de « cet événement sanglant » que la Terreur. « Mythe de la Révolution », aussi en tant qu'acte fondateur des droits de l'homme. M. Claude Polin, professeur de philosophie à la Sorbonne, réfute cette notion qui n'existerait pas en droit, ainsi que le concept de nation : il lui préfère celui de « patrie », « condition de la vie sociale et du développement de l'individu », synonyme de « amour et de dévouement » et « inhérent à la religion, à la foi religieuse, c'est-à-dire au catholicisme ». Prétextant un manque de temps, l'orateur n'a pas jugé bon d'expliquer cette association entre patrie et catholicisme, mais il a pris soin de mettre en garde l'assistance contre le risque de « cosmopolitisme », « facteur de déracinement, porte ouverte au triomphe de l'égoïsme et au retour à l'état de nature ».

Ce mythe de la révolution serait né, selon M. Pierre Vial, sous la III<sup>e</sup> République avec la création de la chaire d'histoire de la Révolution française ; ce fut l'occasion pour les membres du Front national de fustiger les historiens, tel M. François Furet, « ancien marxiste au service du pouvoir socialo-centriste », et les médias « qui leur assurent une tribune ».

Le point d'orgue de ce colloque aura été l'intervention de M. Bruno Mégret, député général du Front

national, qui s'est employé à dénoncer « l'impudence de la commémoration ». Impudence qui consisterait, selon lui, dans l'utilisation de la « mythologie de la Révolution par l'établissement pour accentuer sa pression idéologique » et dans la confiscation « des droits de l'homme par le pouvoir socialiste », celui-ci étant accusé de « bafouer le principe d'égalité en maintenant des privilèges et féodalités au bénéfice des syndicats, des médias et de l'administration », de « bafouer » le principe de souveraineté nationale « au profit des immigrés ».

Concluant les débats, M. Bruno Mégret, assurant 1789 et 1989, a pronostiqué « la fin proche du régime socialiste soumis à une crise de légitimité ».

#### En septembre

### Quatre jours de fête pour célébrer la bataille de Valmy

Le ministère de la défense prêterait son concours à la célébration du Bicentenaire de la Révolution française, en organisant des expositions à Paris et en province, un colloque international d'histoire militaire, en participant à la réalisation d'un film mais en s'abstenant par Robert Enrico et, surtout, en commémorant la bataille de Valmy.

M. Jean-Pierre Chevènement a, en effet, confié à Patrick Bouchain, ancien conseiller technique du ministre de la culture, M. Jack Lang, et architecte-concepteur de l'œuvre de Daniel Buren dans la cour d'honneur du Palais-Royal, le soin de mettre en œuvre, les 16, 17, 23 et 24 septembre prochains, une fête intitulée « Naissances d'une nation » sur les lieux mêmes, dans la Marne, de la bataille de Valmy de 1792 remportée par l'armée française, commandée par Darnaud et Kellermann, sur la Prusse.

Le ministre de la défense entend plus spécialement célébrer, à cette occasion, l'union du peuple en armes avec l'armée de métier, qui tenait tête à l'ennemi au cri de « Vive la Nation ! ». Plusieurs artistes, Daniel Buren, Ange Leccia, Sarkis, Jean-Luc Vilmouth, Michel Portal et Barabas, ont, accepté de collaborer, selon leurs disciplines, à la fête pour faire comprendre au public « l'alliance entre l'armée et la nation ».

## Le Carnet du Monde

### Naissances

— Jean WICKLSON et François ZANON sont heureux d'annoncer la naissance de leur serva

Mark Steven WALLACE, à Watford, Angleterre, le 24 avril 1989, à 20 h 50.

### Mariages

— Natalee CONTE et Lac MARTY ont la joie d'annoncer leur mariage, le 6 mai 1989, à Aix-en-Provence.

38 bis, rue des Entrepreneurs, 75015 Paris.

M<sup>me</sup> et M. D. Conte, 7, avenue Marcel-Pagnol, 13090 Aix-en-Provence.

M<sup>me</sup> H. Marty, 11 bis, rue Chausse-Laubet, 75015 Paris.

### Décès

— M<sup>me</sup> Guite Falardeau, Et sa fille Mira, Ses petits-enfants Antoine, André, Alexandre Motulsky, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Charles FALARDEAU, professeur titulaire des sciences sociales à l'université Laval (Québec), officier de l'Ordre du Canada, membre de l'Académie canadienne-française, professeur invité aux universités de Bordeaux, de Caen et de Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

4770, Saint-Félix, apt 339, Cap-Rouge, Québec G3A-1B1.

### CARNET DU MONDE

Numéros : 42-47-55-63

Tarifs : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 83 F

Abonnés et institutions .. 73 F

Communications diverses ... 86 F

(Publicité)

### COLLOQUE

La Fondation Drouot et Mecena, l'Association de l'ENA et du mécénat, organisent

les 2 et 3 mai 1989 de 16 h à 20 h, à DROUOT MONTAIGNE, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>, un colloque consacré à

L'INVESTISSEMENT CULTUREL DES ENTREPRISES FRANÇAISES

Articulé autour de quatre tables rondes, ce colloque réunira de grandes signatures de l'entreprise, du conseil en stratégie, des Sciences Humaines et de la communication.

Les tables rondes :

1. La culture dans le projet de l'entreprise
2. Culture et citoyenneté de l'entreprise
3. La prise de décision de l'investisseur culturel
4. La richesse culturelle de la France peut-elle être une plus-value pour ces entreprises ?

Réservation au (1) 48 00 20 70

Ce colloque est réalisé avec le concours de La Caisse des Dépôts et Consignations

Le Groupe SEERI

La Banque Industrielle et Commerciale du Maroc

— Paul Larivière, président de l'université Paris-X-Nanterre

Guy Lachenard, directeur de l'UFRR littéraires, langues, philosophie, Et l'ensemble des personnels de l'UFRR et de l'université ont le regret de faire part du décès de

M. Abala LEROND, professeur de linguistique française, survenu le 19 avril 1989.

Université Paris-Nanterre, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex.

— Bernard, Danièle Scemama et leurs enfants, Nathalie, Olivier et Céline

Maria-Louise Scemama et sa fille Hanna Ettrich, Jean Scemama, Eber Haddad, M<sup>me</sup> veuve Abramino Grego, ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle et frère,

Charles, Nessim SCEMAMA, chevalier de l'Ordre national du Mérite, secrétaire général honoraire de l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées,

survenu à son domicile, le 24 avril 1989, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

18 bis, rue Henri-Heine, 75015 Paris.

— M<sup>me</sup> Mira Stambak, Claire, Julien et Katia, ont la douleur de faire part du décès de

M. Dinko STAMBAK, survenu à Paris, le 24 avril 1989, à l'âge de soixante-cinq ans.

La levée de corps aura lieu le jeudi 27 avril, à 9 h 30, au fuérarium de Suresnes, 42, chemin des Cendres, à Nanterre (92000), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu en Yongs-lu.

— Tous ceux qui ont aimé profondément

#### Johany STARK,

Sa fille Vincence, Son gendre Pascal Royer, Ses petites-filles Clara et Margot, Sa sœur Monique Stark, Mireille Mathieu, Ses proches, Ses amis, Ses collaborateurs, ont la douleur de faire part de son décès survenu subitement le 24 avril 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 avril, à 10 heures, en l'église de la Madeleine à Paris.

(Le Monde du 26 avril 1989.)

— Prendre lecteur allemand nommé à la Sorbonne après la guerre, traducteur littéraire et promoteur des Collèges européens de la traduction,

Elmar TOPHOVEN est décédé le 23 avril 1989, à l'âge de soixante-cinq ans, dans sa ville natale, Stralsund, après de longs mois de souffrance.

Elke Tophoven-Schönberg, Josef Tophoven et Nicole Bergmann, Philippe Tophoven.

55, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

Stralsund, D-4172 Stralsund.

40 ANS DE LIBERTÉ LE DROIT ET LE FAIT

REDÉCOUVREZ LA CITOYENNETÉ

NATHAN

Le Monde

— Lyon.

M<sup>me</sup> Amick Levy, M<sup>me</sup> Patrick Levy, Fabienne et leurs enfants, Beryl et Edouard, M. Pierre Levy, Les familles Wertheimer, Zorbin, ont la douleur de faire part du décès de leur grand-père, beau-père, oncle,

M. Jules WERTHEIMER, âgé de quatre-vingt-neuf ans.

L'enterrement a eu lieu le mardi 25 avril, dans la plus stricte intimité.

Ils rappellent à votre souvenir sa femme Betty WERTHEIMER, Et sa fille, Edith LEVY.

Ni fleurs ni couronnes.

Anniversaires

— En ce dixième anniversaire de décès de

Louis BARUCH, une pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé et estimé.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

LA FRANCE DES LIBERTÉS

75015 Paris.

— Aujourd'hui 27 avril 1989,

Jeanne CHALUMEAU-NOIR avait cent ans.

Sa fille, ses petits-enfants, se souviennent.

Elle a trop pensé aux autres pour être elle-même jamais oubliée.

Familles Janin-Chalumeau, Bouar (AEF), Bourg ; Boissin-Suran, Chambray ; Neuville, Villenave ; Villotte de Vienne ; Sathony-Village, Fère-de-Bresse ; Longvieu, Chalons ; Géloux, Casablanca, Lyon, Courbevoie.

— En ce jour anniversaire de la disparition de

Jean DESSALES,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

117, rue de Picpus, 75012 Paris.

— Il y a quarante-cinq ans, le 27 avril 1944, le

docteur Léon ISRAËL était abattu à son domicile.

Que tous ceux qui l'ont connu, estimé, aimé, se souviennent.

Milieu - Thionville.

— Pour le troisième anniversaire de la mort de notre cher époux et père

M. JOËL PRASQUIER,

la famille se réunira le dimanche 30 avril 1989, à 12 heures, au cimetière de Bagneux (entrée principale) : —

M<sup>me</sup> Deborah Prasquier, Docteur et M<sup>me</sup> Richard Prasquier et leurs enfants.

Communications diverses

— Galerie des Orfèvres, 66, quai des Orfèvres, 23, place Dauphine, 43-26-81-30

YAN

du 25 avril au 13 mai 1989.



REPRODUCTION INTERDITE



# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

## Major International Travel Marketing Opportunities

# Marketing Executives

UK Base c£40,000+ Car

Our client is a prominent, well-backed, expanding European Organisation specialising in the development and marketing of computerised reservation and information systems. It has an established reputation and a strong market position.

These systems are at the leading edge of technology, developed to meet the needs of all European travel organisations today and in the future.

This organisation is developing its business to meet the needs of individual European markets providing access to the world's most comprehensive range of travel services.

Due to considerable expansion within Europe, they now need to appoint several Marketing Executives based at Group Head Office in the UK. The main task will be to identify and develop potential markets for travel related products and to formulate strategies to exploit them.

Reporting to a Vice President of Marketing, with responsibility for a number of staff your duties will include:-

- Formulation of product and marketing plans and their review on a regular basis.
- Maintenance of close relationships with key figures within the European travel industry.
- Making recommendations and providing advice on all matters relating to the marketing and sales of products and services.

Essentially this is an active role encompassing strategy, customer liaison and management.

You will be a young marketing high-flyer, probably aged mid-thirties, with good academic qualifications and possibly an M.A. You will ideally have trained with a recognised "blue chip" corporate and had several years in a senior capacity with responsibility for the marketing function of a business, preferably in the travel related sector.

Internationally orientated, you must be fluent in English and have had experience of working with other European nationals.

Opportunities for further career advancement are outstanding.

Interested candidates should write, in confidence, to:  
Nicholson International at  
Vigilant House, 120 Wilton Road, Victoria,  
London SW1V 1LZ, England, quoting reference H9032  
or call on (44) 1 976 5870.

**NICHOLSON INTERNATIONAL**

Département Musical

L'Orchestre Philharmonique de la radio (chef d'orchestre: Edo de Waart) recherche (m/f):

## violon solo (75%)

Une audition aura lieu mi-juin 1989. Les œuvres devant être obligatoirement jouées sont:

- J.S. Bach, 1ère partie d'une sonate ou partita au choix
- W.A. Mozart, un concert pour violon
- un concert romantique, au choix.

L'Orchestre de chambre de la radio (chef d'orchestre: Hans Zender) recherche (m/f):

## 1er basson 2ème remplaçant 1er alto soliste alto (50%) 1er violon 2ème violon (50%)

Audition: mi-juin 1989.

Rémunération: conformément au barème national et supplément de 5% tv.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à monsieur F. Vrijma, téléphone (bureau) 036 - 77 23 85.

Les intéressés sont priés d'écrire au Service du Personnel de NOB - Département Musical, Ampèrestraat 10, 1221 GJ Hilversum (Pays-Bas). La lettre doit être retournée au plus tard dans les deux semaines suivant la parution de ce journal, sous référence DM/169.

Un Département Musical du NOB (Pays-Bas) gère le Grand chœur de la radio, l'Orchestre Métropolitain, l'Orchestre Philharmonique de la radio, l'Orchestre de chambre de la radio et l'Orchestre Symphonique de la radio ainsi que trois ensembles vocaux et instrumentaux constitués à partir de ces formations.

N  
O  
B



Nederlands  
Omroepproductie  
Bedrijf nv

**DOF** DER DEUTSCH-FRANZÖSISCHE PERSONALBERATER

## LE MARCHE FINANCIER FRANCO-ALLEMAND

Nous sommes un puissant groupe bancaire allemand. Venez nous rejoindre à Francfort.

# JEUNE CAMBISTE

De préférence diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis les automatismes et les bons réflexes propres à la profession. Votre connaissance des marchés et votre sens des négociations vous permettent de saisir toutes les opportunités et de dominer la fonction.

Aujourd'hui, vous aspirez à un horizon plus large et souhaitez entreprendre une démarche à la fois hardie et prometteuse pour l'avenir. Nous vous proposons un environnement international au sein d'une équipe efficace et expérimentée de change et de trésorerie.

Bien évidemment, vous avez un bon niveau d'anglais et parlez peut-être français et allemand. Votre sens critique, votre imagination et vos ambitions vous permettront d'évoluer favorablement au sein de notre établissement.

Votre rémunération sera bien entendu liée à vos performances.

De plus, vous bénéficierez de tous les avantages sociaux offerts aux collaborateurs de notre groupe. Adressez votre carte à notre conseil en précisant la référence FME/2704. Il prendra contact avec vous en toute confidentialité.

**IMOOG CONSULT. S.A.**  
INTERNATIONAL MANAGEMENT F-47000 ST-JEAN-DE-LYON - 24, PLACE BUREAU

En tant qu'entreprise indépendante d'ingénierie, nous fournissons des services d'ingénieur-conseil dans les domaines de l'étude, de la planification, de l'élaboration des cahiers des charges ainsi que de la supervision de projets d'électrification et d'adduction d'eau. Nos activités sont essentiellement concentrées sur les pays du Tiers Monde.

Pour le département Transport et Distribution d'Energie / Lignes Aériennes H. T., M. T. et B. T. nous recherchons:

## UN INGENIEUR D'ETUDES

Notre candidat idéal dispose d'une formation d'ingénieur diplômé d'une Université ou Grande Ecole et a acquis une expérience professionnelle de trois à quatre ans dans le secteur des courants forts. De bonnes connaissances en anglais et en français sont indispensables et des déplacements réguliers à l'étranger feront partie de ses attributions.

Nous offrons un poste intéressant assurant une large autonomie opérationnelle et une chance de participer au succès de notre entreprise.

Les conditions de travail sont bonnes et nos salaires sont fonction du rendement individuel.

Veillez nous adresser votre dossier de candidature complet avec C.V., photo d'identité et lettre manuscrite sous la référence IEP à



INFRA-CONSULT-MÜNCHEN GMBH

GUSTAV-HEINEMANN-RING 135 - D-8000 MÜNCHEN 83  
FED. REP. OF GERMANY - REP. FED. D'ALLEMAGNE  
TEL. 089/67822-02 - TX 5214807 - FAX 089/67822-222

XIV  
CONGRES  
AEDP

ep

EAPM  
XIV

14<sup>e</sup> Congrès Européen des Directeurs de la Fonction Personnel

26-28 JUIN  
1989

PARIS

Palais des Congrès

14<sup>th</sup> European Congress of European Association Personnel Management

**aedp**

Comité d'organisation

J.-P. BOURGIGNON, C. BONY et R.J. JOUFFRET

Renseignements et inscriptions:

Association Nationale des Directeurs et Cadres de la Fonction Personnel

29 avenue Hoche 75008 PARIS FRANCE

TEL.: (33-1) - 42.56.39.34 / (1) 40.74.04.80

Devon systems

## Mathématicien : Devenez Consultant Financier sur le Marché Europe-Sud

A travers le monde, nous concevons, commercialisons et entretenons des logiciels qui apportent aux salles de marché un instrument complet de gestion des risques et de mesure des profits pour les opérations sur les nouveaux instruments financiers (options, futures, Swaps, FRAS...). L'excellente efficacité de nos produits a déjà convaincu les plus grandes firmes financières et les salles de marché les plus actives. Notre expansion implique aujourd'hui le recrutement d'un

### CONSULTANT FINANCIER pour l'ESPAGNE et l'ITALIE.

Garant de l'image de qualité de notre société auprès de nos clients, vous les formerez à l'utilisation du système ainsi qu'à ses fondements mathématiques; vous interviendrez pour résoudre les problèmes générés par l'utilisation du système; enfin, votre mission consistera à proposer à nos laboratoires des axes de développement adaptés au marché européen.

Vous possédez une formation mathématique de haut niveau (X, diplôme d'actuaire, 3<sup>ème</sup> cycle universitaire...), et une ou deux années d'expérience dans le domaine de l'analyse mathématique des marchés financiers. Une parfaite maîtrise de l'espagnol et une bonne connaissance de l'anglais et de l'italien sont indispensables. Basé à Paris, des déplacements fréquents sont bien sûr à prévoir.

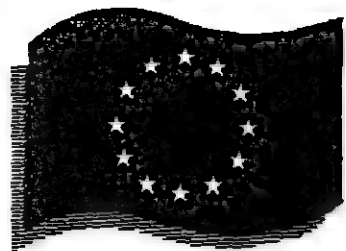
Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 026 M à notre Conseil ORBE, 41, avenue George V - 75008 Paris.

**ORBE**

Cette annonce paraîtra également dans EL PAIS.



**Le Monde**  
**INTERNATIONAL**



## LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise trois concours généraux en vue de pourvoir à trois postes d'

### ADMINISTRATEUR PRINCIPAL (grade A5) (m/f) auprès de la Direction générale «AGRICULTURE»

- pour l'accomplissement de tâches de conception, d'étude et de contrôle ayant trait :
- ☐ à l'hygiène des produits animaux et à la police sanitaire relative aux échanges d'animaux vivants (concours COM / A / 659);
  - ☐ au suivi du marché des divers composants des aliments du bétail et à l'élaboration de propositions de mesures de gestion ainsi que de textes réglementaires (concours COM / A / 660);
  - ☐ aux aspects techniques et scientifiques liés à l'organisation commune du marché de la viande bovine (concours COM / A / 661).

**Conditions générales:**  
☐ être ressortissant d'un des Etats membres de la CEE; ☐ avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communauté Européenne et une connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues; ☐ être né après le 19-5-1938; ☐ avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme; ☐ posséder une expérience professionnelle post-universitaire d'au moins 12 ans, dont 6 devront être en rapport avec les tâches telles que décrites.

#### Conditions particulières:

**Réf. COM / A / 659:**  
☐ avoir un diplôme en médecine vétérinaire;  
☐ connaissance approfondie des problèmes sanitaires et expérience dans l'élaboration de la législation vétérinaire.

**Réf. COM / A / 660:**  
☐ connaissance approfondie de la politique agricole commune et des marchés des produits de substitution des céréales.

**Réf. COM / A / 661:**  
☐ connaissances approfondies des aspects technologiques propres au secteur de la viande bovine; ☐ expérience étendue dans le domaine de l'abattage, de la préparation et de la transformation de la viande.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

L'avis du concours détaillé et le formulaire de candidature obligatoire, encartés dans le Journal Officiel des Communautés Européennes, peuvent être demandés, de préférence par carte postale, auprès de:

- ☐ Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement (COM / A / 659, COM / A / 660, COM / A / 661), rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES.
- ☐ Bureau de Presse et d'Information des Communautés Européennes, rue des Belles-Feuilles 61, F-75782 PARIS CEDEX 16;
- C.M.C.I. / Bureau 320, rue Henri Barbusse 2, F-13241 MARSEILLE CEDEX 01.

Date limite pour l'envoi des candidatures: 19-5-1989.

In connection with the expansion of its route system, the upcoming, dynamic regional airline **CROSSAIR** is seeking pilots for its fleet of Saab SF340 A/B aircraft.

If you are in possession of a corresponding or equivalent rating, and wish to enjoy the advantages of working for a renowned, forward-looking Swiss airline, please apply in writing or by telephone to

## CROSSAIR

Limited Company for European  
Regional Air Transportation  
Mr. J.-C. von Passavant  
P.O. Box  
4030 BASEL-AIRPORT  
Switzerland  
Tél.: 061/57-35-62



## LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES à Bruxelles

organise un concours pour constituer une réserve de recrutement d'

### ADMINISTRATEURS

(de sexe féminin ou masculin)

On demande:

- ☐ avoir accompli un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme de fin de cycle ou posséder une expérience professionnelle d'un niveau équivalent;
- ☐ avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, portugais) et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues;
- ☐ être né(e) après le 31 décembre 1958;
- ☐ avoir une expérience professionnelle post-universitaire d'au moins un an.

Pour obtenir le texte de l'avis de concours, avec les conditions détaillées et le formulaire d'acte de candidature obligatoire, écrire, de préférence sur carte postale, au plus tard le 26 juin 1989 au:

Service du Recrutement - Secrétaire Général du Conseil (Concours A/319/A)

rue de la Loi 170 - 1048 Bruxelles (Belgique)

Attention: la date limite d'introduction de l'acte de candidature officiel est fixée au 14 juillet 1989.



Notre groupe international est spécialisé dans la collecte et la diffusion de l'information au niveau mondial, leader du marché business-to-business en Europe. Pour assister dans sa gestion journalière notre Directeur Général, qui assume des responsabilités au niveau européen, nous recherchons pour la France un(e)

### Directeur Adjoint au Directeur Général

(m/f - réf. 365)

Véritable animateur, il est capable de motiver ses collaborateurs, d'intervenir "sur le terrain" pour favoriser la bonne marche de nos affaires.

Cette fonction s'adresse à un candidat (m/f), attentif à la qualité de ses relations humaines, de formation supérieure, universitaire ou non, âgé de 32 à 40 ans, s'exprimant couramment en anglais, ayant acquis une expérience de la gestion commerciale et administrative, de préférence dans une PME du secteur services.

Si vous êtes prêt à prendre cette responsabilité, notre conseiller en sélection vous donnera des détails sur notre groupe, sur cette nouvelle fonction et sur les avantages financiers qui y sont liés.

## KOMPASS



Envoyez sans tarder votre candidature avec C.V. à  
Jerry Rubin Consultants S.A.  
Bd Général Jacques 15,  
B-1050 Bruxelles.  
Les entretiens de sélection se dérouleront à Paris et tous les candidats recevront une réponse.



Lycée Charles-Léopold  
Avenue Desirée-Picard  
1092 Liège - Dated Portugal  
Tél.: 11 251 1 08 11 01  
rech. pour sept. 1989 annu-  
aires étudiants:  
- Institution:  
- Institution CAFRI  
- 1 cert.-sup. Lett.-Mod. et  
- 2 cert.-sup. Lett.-Mod. et  
- 1 spé. théâtre  
- 1 cert.-sup. Sc.-Phys.  
- 1 cert.-sup. Sc.-Nat.  
- 1 PEGC IV  
- 1 CPE non logé  
Salaires de Paris.  
Env. CV avant 10 mai au  
Professeur du lycée.

**CAB. INTERNATIONAL**  
dans le cadre du site  
mission en AFRIQUE  
nord-africaine

**du CONSEIL YAM'IT**  
supervision  
(5-10 ans d'expérience)  
- Ressources humaines  
- Système éducatif  
et formation  
- Organisation Informat.  
- Economie Industrielle  
- Maintenance Industrielle

Envoyer C.V. à:  
M. DOS SANTOS Roca  
3, rue Fr.-Saint-Honoré  
75008 PARIS

Nous sommes le premier cabinet mondial de psychologues-consultants. Notre vocation est de favoriser l'efficacité de l'Organisation par des interventions au niveau des Stratégies, des Structures et des Systèmes dans leurs implications managériales. Nos contacts s'établissent au niveau des Directions générales, soit aux Etats-Unis, soit en Europe. En Europe, nous avons une équipe de 10 psychologues (Londres 4, Bruxelles 6) que nous désirons compléter avec d'autres

## PSYCHOLOGUES-CONSULTANTS

Maîtrise ou doctorat  
basés à Bruxelles

Ils seront chargés d'assumer avec professionnalisme rigoureux des Missions de Conseil spécifiques auprès d'une clientèle diversifiée et à développer. Une réelle compréhension de la pratique des affaires et du fonctionnement d'une entreprise est nécessaire. L'anglais est la langue commune de travail. Une troisième langue, de préférence latine, serait un atout supplémentaire. L'âge moyen d'entrée de nos consultants est de l'ordre de 35 ans. Nous offrons une formation continue au plan professionnel et une opportunité d'acquiescer un profil international.



Merci d'écrire à Gérard Beziat, directeur Rohrer,  
Hibler & Rapiogge Int'l (Europe), Co.  
375, avenue Louise, Bte 2  
B - 1050 Bruxelles, Belgique.

MOTOROLA est l'un des tout premiers constructeurs d'équipements électroniques, de Systèmes et de Composants. Notre gamme de produits couvre les récepteurs d'appels de personnes, les émetteurs-récepteurs professionnels de radios, les Systèmes de Radiocommunications, les téléphones de voiture, les semi-conducteurs, les Systèmes de transmission de données, l'électronique automobile, l'électronique industrielle et l'électronique militaire. Dans notre approche globale du marché, l'Europe, en tant que région du Monde, joue un rôle majeur. L'acquisition récente de STORNO, société Européenne de Radiocommunications de premier plan, a encore renforcé notre position sur le Marché dans ce domaine. Pour notre Groupe Européen de Radiocommunications MOTOROLA STORNO, nous recherchons un:

## DIRECTEUR EUROPEEN DU SERVICE APRES-VENTES ET DES PIÈCES DE RECHANGE

responsable d'une unité importante présente dans les principaux pays d'Europe et forte de l'appui d'un réseau de sous-traitants de SAV et de plusieurs Centres Techniques de Formation. Le candidat devra concevoir des plans stratégiques et opérationnels, déterminer des normes et des politiques et les faire exécuter. L'accent sera mis sur la productivité, la rentabilité, la qualité et la SATISFACTION TOTALE DU CLIENT.

Le choix des établissements et leur équipement, la planification des installations, de l'activité de Service Après-Ventes et du soutien logistique en Pièces de Rechange pour les nouveaux produits sera également de son ressort, ainsi que la préparation des plans de maintenabilité des produits, de la documentation et des aides en Informatique. Une autre fonction sera la sélection, le training et le développement des cadres.

Nous attendons de notre futur Directeur Européen du Service et des Pièces de Rechange les compétences professionnelles et le leadership nécessaire pour faire de cette activité un Modèle en Europe. Les exigences du poste comportent en outre l'expérience d'un contexte multinational et la possibilité de déplacements en Europe. Le poste dépend directement du



Directeur Général du Groupe. Il comporte des conditions attrayantes et des possibilités de carrière dans un Secteur en forte croissance. Adresser votre C.V. en Anglais, sous pli confidentiel, au Service du Personnel de notre filiale française:

## MOTOROLA

MOTOROLA S.A.  
Part d'Activités d'Antony II

1, Rue Jacques Rueff  
CE 28  
92182 ANTONY CEDEX

1500







# Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes		appartements ventes		appartements achats		maisons individuelles		propriétés	
<b>1<sup>er</sup> arrdt</b> <b>BEAUBOURG</b> 2 p. 50 m <sup>2</sup> s/cour arborée. Prix: 1 060 000 F. TRANS. FAURE, 45-22-80-43.	<b>8<sup>er</sup> arrdt</b> <b>ISA - 45-27-61-59</b> la mach. Merc. 170 m <sup>2</sup> et 200 m <sup>2</sup> Prix: 3 500 000 F.	<b>2<sup>er</sup> arrdt</b> <b>RUE MONTMARTRE (2<sup>e</sup>)</b> CAB. DOLÉ, 45-23-61-15.	<b>9<sup>er</sup> arrdt</b> <b>RUE LAMARTINE 3 PIÈCES</b> 55 m <sup>2</sup> - rénové - ascenseur	<b>92</b> <b>Hauts-de-Seine</b> <b>GARCHES GOLF</b> Noyé verdure, vue à soleil 5 p. 130 m <sup>2</sup> , loggia, part. 2.500.000 F. (100 m <sup>2</sup> terrain) I.S.A., 45-27-61-59	<b>ANDRÉSY RER (78)</b> (101) Gde maison, 9 pces sur 612 m <sup>2</sup> , 1 500 000 F. CAB. VERMOREL, 39-19-21-27.	<b>ANDRÉSY (78)</b> (3 <sup>e</sup> gare), belle maison rénovée, 7 pces sur 780 m <sup>2</sup> . Belle vue, 1 700 000 F. CAB. VERMOREL, 39-19-21-27.	<b>BOURGOGNE, 200 km Paris</b> <b>MOULIN à MAISON</b> 2 pces, part. état, 200 m <sup>2</sup> à cheval sur 2 communes. 1 600 000 F., 45-06-58-70.	<b>LIBRETY VILLAINES</b> rue, ruelle, entrée, cuis. pl. stand, iv. en rotonde, chambr. 4 ch., s. de bns, s. d. bns, s. d. P. 2 w.c., 2 w.c., 2 w.c., 2 w.c., salle de bain, 1400 m <sup>2</sup> pavées et autres d'ornement, 1.100.000 F.	
<b>3<sup>er</sup> arrdt</b> <b>RUE DU TEMPLE (3<sup>e</sup>)</b> superbe duplex 118 m <sup>2</sup> Prix: 3 500 000 F. CAB. DOLÉ, 45-23-61-15.	<b>JACQUES DE MONCAN S.A.</b> <b>45-63-17-63.</b>	<b>4<sup>er</sup> arrdt</b> <b>RUE DE LA COMMUNE</b> <b>BEAU 2 P. 990.000 F</b> Caract., boiserie, chambr., bain, w.c., s. de bns, s. d. bns, Tél.: 42-71-53-00.	<b>14<sup>er</sup> arrdt</b> <b>PARC MONTMARTRE</b> M <sup>me</sup> DENFERT-ROCHEBEAU A louer beau studio, cuis., bain, s. de bns, s. d. bns, s. d. 478.000 F. - 45-27-61-10	<b>BOULOGNE RESIDENTIEL</b> Gd 2 p. 2 s/cour, vue, loggia, Soleil, 895.000 F. Gd 4 p. 2 s/cour, vue, loggia, Soleil, 3.950.000 F. S. p. rénové (1982) + jard. Tous les 2 p. 2.990.000 F. I.S.A., 45-27-61-59	<b>CONFLANS ET ENV. (78)</b> Studio à part. de 2.000 F. + ch. 2 pces à part. de 2.200 F. + ch. 3 pces à part. de 2.500 F. + ch. CAB. VERMOREL, 39-19-21-27.	<b>ST-GERMAIN (6 km)</b> Agréable mais. 180 m <sup>2</sup> s/1000 m <sup>2</sup> , 5 ch. 2 b. 1 900 000 F. CAB. VERMOREL, 39-19-21-27.	<b>TRIEL-S-SEINE (78)</b> Pr. gare, commerces, impasse, mais. 1985, 5 p. 450 m <sup>2</sup> , 1 520 000 F. CAB. VERMOREL, 39-19-21-27.	<b>VALLEES D'AVIGNON</b> 15 km VAILLON-LA-ROMAINE s/3000 m <sup>2</sup> comp. : récept., 3 chbres, 2 bns, piscine 12x7 m, ferraillage, arbor. P. 2 w.c., 1.570.000 F. C.S.S., 45-24-40-05.	
<b>5<sup>er</sup> arrdt</b> <b>ALÉSIA</b> Dern. imm. rénové, 4 pces, 100 m <sup>2</sup> + terrasse 28 m <sup>2</sup> , 45.000 F., 45-22-80-43.	<b>10<sup>er</sup> arrdt</b> <b>RUE DE LA COMMUNE</b> <b>2/3 P. 117.450.000 F</b> 3 <sup>e</sup> ét. imm. p. de 1. Bel appart à rénover, 20 m <sup>2</sup> , dig. gard. Tél.: 48-04-38-35	<b>5<sup>er</sup> arrdt</b> <b>ALÉSIA</b> Dern. imm. rénové, 4 pces, 100 m <sup>2</sup> + terrasse 28 m <sup>2</sup> , 45.000 F., 45-22-80-43.	<b>15<sup>er</sup> arrdt</b> <b>ST-CHARLES/CONVENTION</b> Très bel 2 pces ch. + 1 petite piscine, 50 m <sup>2</sup> , ch. centr., 45-27-61-59	<b>BOULOGNE</b> Belle résidence sur 2 étages BEAU 3 P. 1.250.000 F. VUE S/JARDIN ET SEINE Doble vitr., 2 chbres, cuis., bain, w.c., cave, M <sup>me</sup> Marcel Sembat, 45-24-34-35.	<b>CONFLANS (78)</b> (RER 10'), bel. mais. 1950, 4 p. 117 m <sup>2</sup> , 1 280 000 F. CAB. VERMOREL, 39-19-21-27.	<b>CONFLANS (78)</b> Maison 1982, 4 p. 117 m <sup>2</sup> , 1 480.000 F. Cabines VerMOREL, 39-19-21-27.	<b>VALLEES D'AVIGNON</b> 2 pces, mais. 300 m <sup>2</sup> hab. se-est tot., 4.500 m <sup>2</sup> boisés en coteau sud dominant rue, 520 000 F., 45-24-40-05.		
<b>6<sup>er</sup> arrdt</b> <b>PROXIM. MOUFFETARD</b> <b>2 P. 117.450.000 F</b> 4 pces, s. de bns, w.c., s. d. bns, s. d. bns, s. d. bns, Tél.: 48-04-38-35	<b>11<sup>er</sup> arrdt</b> <b>MAISON DE VILLE</b> Belle 130 m <sup>2</sup> type maison de ville Luzerne, environ, exception. 4.200.000 F. - 45-27-61-10	<b>6<sup>er</sup> arrdt</b> <b>PROXIM. MOUFFETARD</b> <b>2 P. 117.450.000 F</b> 4 pces, s. de bns, w.c., s. d. bns, s. d. bns, s. d. bns, Tél.: 48-04-38-35	<b>16<sup>er</sup> arrdt</b> <b>MOZART</b> Charmant 3 p., imm. p. de 2.150.000 F. - 47-04-88-18	<b>BOULOGNE</b> Belle résidence sur 2 étages BEAU 3 P. 1.250.000 F. VUE S/JARDIN ET SEINE Doble vitr., 2 chbres, cuis., bain, w.c., cave, M <sup>me</sup> Marcel Sembat, 45-24-34-35.	<b>CONFLANS (78)</b> Maison 1982, 4 p. 117 m <sup>2</sup> , 1 480.000 F. Cabines VerMOREL, 39-19-21-27.	<b>CONFLANS (78)</b> Maison 1982, 4 p. 117 m <sup>2</sup> , 1 480.000 F. Cabines VerMOREL, 39-19-21-27.	<b>VALLEES D'AVIGNON</b> 2 pces, mais. 300 m <sup>2</sup> hab. se-est tot., 4.500 m <sup>2</sup> boisés en coteau sud dominant rue, 520 000 F., 45-24-40-05.		
<b>7<sup>er</sup> arrdt</b> <b>PROXIM. MOUFFETARD</b> <b>2 P. 117.450.000 F</b> 4 pces, s. de bns, w.c., s. d. bns, s. d. bns, s. d. bns, Tél.: 48-04-38-35	<b>12<sup>er</sup> arrdt</b> <b>MAISON DE VILLE</b> Belle 130 m <sup>2</sup> type maison de ville Luzerne, environ, exception. 4.200.000 F. - 45-27-61-10	<b>7<sup>er</sup> arrdt</b> <b>PROXIM. MOUFFETARD</b> <b>2 P. 117.450.000 F</b> 4 pces, s. de bns, w.c., s. d. bns, s. d. bns, s. d. bns, Tél.: 48-04-38-35	<b>17<sup>er</sup> arrdt</b> <b>MIRABEAU - 5 P.</b> 112 m <sup>2</sup> , 3 ch. 3 s. d. bns, 3 ch. centr., 3.800.000 F. Prix: 3.800.000 F.	<b>BOULOGNE</b> Belle résidence sur 2 étages BEAU 3 P. 1.250.000 F. VUE S/JARDIN ET SEINE Doble vitr., 2 chbres, cuis., bain, w.c., cave, M <sup>me</sup> Marcel Sembat, 45-24-34-35.	<b>CONFLANS (78)</b> Maison 1982, 4 p. 117 m <sup>2</sup> , 1 480.000 F. Cabines VerMOREL, 39-19-21-27.	<b>CONFLANS (78)</b> Maison 1982, 4 p. 117 m <sup>2</sup> , 1 480.000 F. Cabines VerMOREL, 39-19-21-27.	<b>VALLEES D'AVIGNON</b> 2 pces, mais. 300 m <sup>2</sup> hab. se-est tot., 4.500 m <sup>2</sup> boisés en coteau sud dominant rue, 520 000 F., 45-24-40-05.		

### ACHETER VENDRE LOUER

Sil vous  
avez mal  
aux pieds  
tapez du doigt  
36.15  
code FNAIM  
ou téléphonez  
au 42.27.44.44

FNAIM  
La meilleure  
vue sur  
l'immobilier.

FNAIM







## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, *le Monde* consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont donc ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent donc

aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre *le Monde* et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
2 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
4 pièces 83 m², 7 <sup>e</sup> étage	64, rue Tiquetonne SAGEL* 47-42-44-44	+ 7.500 527	Studio, park. 28 m², 2 <sup>e</sup> étage	60-62, av. Henri-Martin GCI 40-18-28-68	+ 4.200 893	2 pièces 83 m², 14 <sup>e</sup> étage	Courbevoie 12, place des Dames SAGEL* 47-78-15-85	+ 3.000 1.142
3 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2 pièces, park. 62 m², 5 <sup>e</sup> étage	7 bis, rue St-Gilles COFIMEG 43-21-63-21	+ 9.034 622	3/4 pièces 80 m², 2 <sup>e</sup> étage	4/8, rue C.-Dickens SAGEL* 47-42-44-44	+ 7.500 1.672	3 pièces 75 m², 17 <sup>e</sup> étage	Courbevoie 12, place des Dames SAGEL* 47-78-15-85	+ 3.400 1.386
4 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
4 pièces 115 m², 4 <sup>e</sup> étage	37, bd Henri-IV CIGIMO 48-24-50-00	+ 7.500 950	17 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			4 pièces 78 m², 8 <sup>e</sup> étage	Courbevoie 35, place des Dames SAGEL* 47-78-15-85	+ 3.700 1.277
2 pièces, park. 65 m², 1 <sup>e</sup> étage	43/45, rue V.-du-Temple CIGIMO 48-24-50-00	+ 6.250 620	Studio 25 m², 7 <sup>e</sup> étage	9, rue des Dardanelles GCI 40-18-27-00	+ 3.000 635	3 pièces 75 m² + park. 500 F	Neuilly 223, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO 48-24-50-00	+ 6.900 1.160
6 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2 pièces 50 m², 1 <sup>e</sup> étage	1, rue du Four CIGIMO 48-24-50-00	+ 5.000 600	5/6 pièces 142 m², 9 <sup>e</sup> étage	185/187, bd Malesherbes SAGEL* 47-42-44-44	+ 14.900 2.861	5 pièces 224 m², box	Neuilly 74, rue de Chzy GCI 40-16-28-88	+ 28.000 4.260
7 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
5 pièces 104 m², 2 <sup>e</sup> étage	195, rue de l'Université SAGEL* 47-42-44-44	+ 12.000 918	20 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			3 pièces 106 m², r.-de-ch.	Neuilly 21, rue E.-Deloison SGI/CNP 47-42-17-61	+ 6.500 1.068
9 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2 pièces 58 m², 1 <sup>e</sup> étage	11, avenue de l'Opéra SAGEL* 47-42-44-44	+ 5.220 582	3 pièces, park. 66 m², 2 <sup>e</sup> étage	7, rue St-Steine AGF 42-44-00-44	+ 4.060 910	3/4 pièces 124 m², 2 <sup>e</sup> étage	Neuilly 165, bd Bineau SAGEL* 47-42-44-44	+ 6.880 2.239
6 pièces 213 m², 4 <sup>e</sup> étage	5, rue Jules-Lefèvre SAGEL* 47-42-44-44	+ 17.040 2.471	3 pièces 79 m², 4 <sup>e</sup> étage	18, rue des Balkans SGI/CNP 47-42-17-61	+ 4.908 765	4 pièces, park. 82 m², 2 <sup>e</sup> étage	Putteux 1, rue Voite AGF 42-44-00-44	+ 4.950 740
11 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
Studio, meublé 28 m², r.-de-ch.	74, rue Amélot HOME PLAZZA 47-00-80-00	+ 2.380 CC/SEM	78 - YVELINES			3 pièces, park. 78 m², 14 <sup>e</sup> étage	Putteux 12, sq. Léon-Stum AGF 42-44-00-44	+ 5.151 1.045
2 pièces, meublé 48 m², 5 <sup>e</sup> étage	74, rue Amélot HOME PLAZZA 47-00-80-00	+ 4.760 CC/SEM	2 pièces 52 m², 8 <sup>e</sup> étage	Le Chesnay 11, rue des Deux-Frères SGI/CNP 47-42-17-61	+ 3.120 383	3 pièces 72 m², 1 <sup>e</sup> étage	Vauvres 7, rue Auguste-Corte SAGEL* 47-42-44-44	+ 4.400 503
Studio, meublé 38 m², r.-de-ch.	74, rue Amélot HOME PLAZZA 47-00-80-00	+ 2.975 CC/SEM	4 pièces, park. 102 m², 4 <sup>e</sup> étage	Versailles Gd St-Jac 20/22, promenade Mone-Lisa AGF 42-44-00-44	+ 5.400 1.400	94 - VAL-DE-MARNE		
Studio, park. 30 m², 4 <sup>e</sup> étage	5/7, rue St-Hubert AGF 42-44-00-44	+ 2.550 230	3 pièces 103 m², parking + box	Versailles 13, sq. du Gal-Pershing COFIMEG 43-21-63-21	+ 4.900 1.357	3 pièces 71 m², 2 <sup>e</sup> étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGEL* 42-68-61-06	+ 4.227 629
13 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
3 pièces 78 m², 5 <sup>e</sup> étage	108, bd Blanqui AGF 42-44-00-44	+ 5.780 400	91 - ESSONNE			4 pièces 83 m², 4 <sup>e</sup> étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGEL* 42-68-61-06	+ 5.208 762
14 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
3 pièces, park. 76 m², 6 <sup>e</sup> étage	47, rue Froidevaux AGF 42-44-00-44	+ 6.300 840	6 pièces, maison 158 m², jardin	GHF-sur-Yvette Av. du Gal-Lacour COFIMEG 83-20-48-91	+ 9.500 400	95 - VAL-D'OISE		
15 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
3/4 pièces, park. 90 m²	85/89, bd Pasteur COFIMEG 43-21-63-21	+ 7.150 1.510	3 pièces 70 m²	Messy Avenue Nationale COFIMEG 83-20-48-91	+ 3.388 795	4 pièces, park. 82 m², 8 <sup>e</sup> étage	Sennois 21, rue Jules-Ferry AGF 42-44-00-44	+ 3.690 595
2/3 pièces 73 m², 1 <sup>e</sup> étage	4, avenue Emile-Zola SAGEL* 47-42-44-44	+ 5.500 1.110	4 pièces, park. 80 m², 10 <sup>e</sup> étage	Messy 7, square Y.-du-Manoir AGF 42-44-00-44	+ 3.570 1.300	PROVINCE		
16 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2 pièces, park. 600 F 71 m², 5 <sup>e</sup> étage	27, av. Kléber CIGIMO 48-24-50-00	+ 8.160 840	92 - HAUTS-DE-SEINE			6 pièces, park. 131 m²	Nantes/Orvault Les Domaines d'Orvault NOUV. CONST. 40-84-98-28	+ 5.400
			4 pièces, park. 102 m², 4 <sup>e</sup> étage	Bois-Colombes 11/17, av. Gal-Lacour AGF 42-44-00-44	+ 5.250 1.460	4 pièces, park. 82 m², 8 <sup>e</sup> étage		+ 5.100 450
			3 pièces, park. 102 m², 1 <sup>e</sup> étage	Boulogne 33/35, rue A.-Jacquin AGF 42-44-00-44	+ 9.000 2.020	44 - LOIRE-ATLANTIQUE		
			3 pièces, park. 82 m², r.-de-ch.	Boulogne 33/35, rue A.-Jacquin AGF 42-44-00-44	+ 7.700 1.680	6 pièces, park. 131 m²	Nantes/Orvault Les Domaines d'Orvault NOUV. CONST. 40-84-98-28	+ 5.400
			2/3 pièces 61 m², 4 <sup>e</sup> étage	Boulogne 229, bd Jean-Jaurès GCI 40-16-27-00	+ 4.236 660	4 pièces, park. 96 m², 4 <sup>e</sup> étage	Nantes Les Terrasses de Monselet 68, bd Moussier-de-Querlon NOUV. CONST. 40-78-03-91	+ 5.100 450
			5 pièces 177 m², 2 <sup>e</sup> étage	Boulogne 9, bd d'Aurail SGI/CNP 47-42-17-61	+ 15.000 2.341			

\* Cet appartement, comme tous ceux proposés par cette société, fait l'objet d'une description complète accessible à tout moment sur minitel (3615 code LOCAT).



Dans cette grande réalisation, à l'entrée du quartier de la Défense, côté pont de Neuilly, certains appartements jouissent d'une vue exceptionnelle sur la Seine.

### Un bail dans les règles de l'art

Vous avez enfin trouvé l'appartement de vos rêves et vous en avez débattu les conditions. Alors, comment va se concrétiser cet accord ?

Les futurs rapports entre vous (preneur ou locataire) et votre propriétaire (bailleur) seront régis par un bail écrit qui fixe les droits et devoirs des deux parties. C'est la loi du 23 décembre 1986 qui réglemente les contrats de location du secteur libre, exception faite des locations en meublé, des logements de fonction et des locations saisonnières. Pour la signature de ce dernier, vous pouvez très bien ne jamais rencontrer le propriétaire et s'avoir affaire qu'à son mandataire (agent immobilier titulaire d'une carte professionnelle ou organisme de gestion immobilière).

Le loyer initial sera fixé librement d'un commun accord entre votre bailleur et vous-même, son indexation doit faire l'objet d'une clause particulière. Celle-ci est obligatoirement basée sur la variation de l'indice ministériel calculant le coût de la construction

publié au *Journal officiel* (indice INSEE).

Un dépôt de garantie fixé à deux mois de loyer en principal (hors charges) doit y être mentionné. Il ne peut faire l'objet d'aucune révision ni en cours de contrat ni lors du renouvellement de celui-ci.

Vous êtes en droit de récupérer cette caution deux mois après avoir rendu vos clés après l'état des lieux, étant bien entendu que les locaux doivent être rendus en bon état, sans dégradations, hormis l'usure d'usage.

Les contrats ont actuellement une durée de trois ans. Cependant, le bailleur peut introduire une clause dans laquelle il énumère clairement les événements qui peuvent le conduire à récupérer son logement. De toute façon, il ne peut proposer un contrat inférieur à un an. Dans ce cas, le congé doit être signifié au locataire au moins deux mois avant son terme.

Pour un bail normal de trois ans, le preneur est tenu, en cas de

congé, à donner son préavis trois mois à l'avance. Le propriétaire, quant à lui, doit s'y prendre six mois à l'avance. Soyez également vigilant lors de l'établissement de l'état des lieux. Celui-ci doit être contradictoirement établi par les parties lors de la remise des clés au locataire comme lors de leur restitution. C'est ce document qui, en cas de litige, vous permettra de faire valoir vos droits pour la récupération de votre caution comme il a été évoqué plus haut.

La loi stipule également que les lieux doivent être délivrés en bon état de réparations de toute sorte et que les charges récupérables doivent être mentionnées dans votre bail. Elles devront être justifiées annuellement.

Après avoir signé ce contrat, vous devez immédiatement prévoir le paiement de certaines sommes comme le loyer d'avance, le dépôt de garantie, une commission d'agence éventuelle. A ne pas oublier : la commission d'agence est supportée à part égale par le bailleur et par le locataire.

Les locations institutionnelles ne paraîtront pas le mercredi 3 mai 1989 (daté jeudi 4), et reprendront le mercredi 10 mai (daté jeudi 11).

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE :



Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



## SOMMAIRE

■ Face à l'opposition des Britanniques à l'Union monétaire européenne, la France souhaite une adhésion totale de la livre au SME (lire page 33). ■ Menacée par le

déficit croissant de sa balance des paiements, l'Australie prend le risque d'alléger la fiscalité (lire page 31). ■ Pour lutter contre la surchauffe, la Suède relève de

deux points son taux de TVA (lire page 31). ■ Le chômage a de nouveau diminué en France, mais la menace d'un double marché du travail se précise (lire ci-dessous).

## Fin de la grève sur le réseau de la banlieue nord à Paris

Spontanément apparue le samedi 22 avril à la suite de l'agression de deux agents SNCF en gare de Saint-Denis, la grève qui a paralysé le trafic banlieue du réseau de Paris-Nord a été suspendue mardi. Celle-ci pourrait reprendre vendredi, à partir de 19 h 30, si « des solutions constructives n'étaient pas trouvées », indique la CGT.

Réunis en assemblée générale, les conducteurs avaient décidé d'interrompre leur mouvement mardi en fin de matinée. Les contrôleurs,

également rassemblés dans l'après-midi, choisissaient de marquer une pause et de reprendre le travail à compter du mercredi à 3 heures. Selon la direction, le retour progressif à un service normal devrait être obtenu en cours de journée, 90 % du trafic étant assuré au début de la matinée contre 10 % la veille.

A la suite de plusieurs réunions, il a été décidé de renforcer les effectifs de police dans les gares du Nord et de l'Est. La présence poli-

cière sera augmentée sur tous les trains de certaines lignes et dans diverses gares, le soir après 22 heures. La direction régionale de la SNCF propose d'accroître la présence d'équipes de la surveillance générale, un service de sécurité interne accompagné de chiens, et déjà fort de 50 personnes. Les syndicats considèrent ces propositions comme une provocation et réclament des effectifs supplémentaires de contrôleurs pour qu'il y ait deux par train à partir de 20 heures.

## Il peut se produire n'importe quoi

Agent de conduite à Paris-Nord depuis seize ans, Denis Bel l'avoue lui-même : « Quand je vais à Paris en famille et que je prévois de rentrer après 22 heures, je prends ma voiture. » Cheminot habitué des trains de la banlieue nord par profession, il craint les agressions, l'insécurité, ce climat malsain qui, depuis six ans maintenant, transfigure le paysage ferroviaire en cauchemar, passé 21 heures.

A l'entendre, lui et ses collègues qui ont fait grève pendant quatre jours, la situation est devenue insupportable. S'ils répugnent à évoquer les actes de violence « les roquettes des voyageurs, les vols », ils sont intarissables quand il s'agit de raconter le cycle infernal qui mène de l'abus de la domination des bandes de jeunes louards, maîtres la nuit des wagons désertés par les banlieusards et les contrôleurs SNCF. « C'est bien simple, ça a coûté 15 millions de francs en dégradations sur le seul réseau de Paris-Nord, soit l'équivalent de six cents emplois », affirme Jean-Marie Vaquez, contrôleur depuis onze ans, la Vie du rail à l'appui.

Un engorgement sordide. Passée la gare du Nord où le commissariat est fermé pendant le week-end, toutes les stations sont fantomatiques après 21 heures. Il y a plus de personnel SNCF aux guichets qu'au sur les quais. Les usagers sont censés avoir la mon-

naie pour acheter le billet qu'ils présenteront ensuite au « péage automatisé ». Ce qui revient à dire que tout le monde peut circuler sans titre de transport. Dans les trains, c'est aussi le vide. Si le matériel est moderne, chaque rame comprend un conducteur, sur les modèles plus anciens, le mécanicien est accompagné d'un unique contrôleur. Comme ils ne sont pas reliés l'un à l'autre « sauf par le signal d'alarme », il est fréquent qu'après 22 heures le second rejoigne le premier dans sa cabine.

Derrière, le train est libre et il peut se produire n'importe quoi, surtout en fin de semaine et pas seulement dans les derniers trains. Ceux du petit jour le dimanche deviennent à leur tour « criminels », disent les cheminots. Récemment liges de plus de vingt ans, les jeunes peuvent hurler, chasser, fumer, jacter les mégots, briser les vitres ou maculer le compartiment de « bombages ». L'arrivée du contrôleur peut être perçue comme une provocation, et il arrive, dit Jean-Marie Vaquez, qu'un cran d'arrêt sorte à la place du ticket. « Ils ne sont pas toujours agressifs », nuance Jean-Bernard Marchal, plutôt préoccupé du développement de ce qu'il attribue à un phénomène de société, le chômage aidant. « Mais c'est vrai que trente voyageurs isolés ou solidaires n'ont pas répliqué à un groupe de six louards organisés ».

Pour répliquer, la direction régionale de Paris-Nord a décidé il y a trois ans de monter des « opérations d'agents de maintien », plus pernicieuses encore que le mal. Quatre fois par mois environ, une armée de CRS escortés de chiens et d'une brigade de contrôleurs fait impression de Paris à Saint-Denis, sans aller jusqu'au bout de la ligne, « parce qu'ils n'ont pas le droit d'intervenir en dehors des limites du département ». Le résultat ne se fait pas attendre. « Trois arrêts plus loin, les bandes se vengent sur les rames. Le train arrive à Pontoise sans banquetter et sans rieurs ».

Si le cycle de la répression accentue les excès, la politique suivie par la SNCF, affirment les agents, explique qu'on se soit arrivé là. « C'est une conséquence du contrat de plan et du programme de réduction d'effectifs », assure Jean-Bernard Marchal, par ailleurs secrétaire de l'union professionnelle régionale CFTL. En deux années, quatre-vingt-neuf postes de contrôleurs ont été supprimés sur le réseau banlieue Paris-Nord, alors qu'il y a eu quatre-vingt-dix agents agressés l'an dernier. Il y a un moment maintenant que la direction régionale a abandonné le « service clients » en banlieue, son prétexte que la clientèle de la carte orange ne rapporte rien. « Du coup », explique Jean-Marie Vaquez, « notre rôle est d'abord répressif. On ne pratique plus le barème guichet et on a

délaissé le contrôle. On nous impose de pratiquer les amendes forfaitaires et nous recevons des primes en fonction des procès-verbaux qui excèdent l'échelon supplémentaire ».

Une mécanique de l'abus est à l'œuvre qui ne veut plus s'arrêter. Même à leur poste de pilotage les conducteurs ne se sentent pas en sécurité. On vient leur voler les torches à flamme rouge et on retrouve des extincteurs sur la voie. Des « scolaires » voyagent sur les marchepieds et même sur les tampoins. Des motards font du rodéo sur les rails. « Il y a de plus en plus d'agressivité », constate Denis Bel. Quand il y a des vacances scolaires on sait qu'on va être emmené par des jeunes livrés à eux-mêmes. Pas de voyous pourtant ».

À ses yeux, ce qui se passe sur Paris-Nord peut préfigurer une dégradation dans d'autres banlieues. Les TAG qui ont commencé ici il y a deux ans sont amplifiés et se sont répandus ailleurs, depuis six mois. Même les rames flambant neuves ne sont pas épargnées, et il a fallu nettoyer trois jours de suite le VMI de Montigny avant qu'il ne soit inauguré par le ministre des transports, M. Delebarre. « On ne s'en sortira que par une présence accrue », concluent les cheminots, qui ne sont pas décidés à répliquer à la violence par la violence.

ALAIN LEBLAIS

## Le chômage a légèrement diminué en mars

## La menace d'un double marché du travail se précise

Encore en baisse à la fin mars, selon les chiffres publiés le 25 avril par le ministère du travail, le chômage ne diminue plus au même rythme que les mois précédents. En données brutes, 2546900 demandeurs d'emploi étaient inscrits à l'ANPE, soit 1,9 % de moins qu'en février, mais autant que l'an passé. En

données corrigées, le nombre était estimé à 2521900, en recul de 0,2 % sur un mois comme sur un an. Avec 5400 chômeurs de moins, le taux de chômage par rapport à la population active se maintient au niveau des 10 % de mars 1988, et la menace d'un double marché du travail se précise.

Le fort mouvement de création de postes supplémentaires de travail, qui ne paraît pas se démentir au premier trimestre après les excellents résultats de 1988, agit favorablement. Les entrées au chômage ralentissent et sont inférieures en volume aux sorties, qui s'accroissent.

Toutefois, l'ampleur de ce double flux a faibli. En données brutes comme en données corrigées, les nouvelles inscriptions à l'ANPE augmentent respectivement de 2,3 % et de 6,6 % en un an. Les départs se font moins massifs avec une baisse de 7,3 % et de 3,5 % respectivement, toujours sur un an. On pourrait en déduire que le soutien apporté par le marché du travail se manifeste plus chichement, même si le nombre de

retours dans un emploi ne cesse de progresser. Il y a eu en mars 1989 190 000 en données brutes, soit 10,4 % de plus en un mois et 3,1 % de plus en un an.

Plusieurs facteurs expliquent le phénomène. Parmi les arrivées au chômage, les demandes enregistrées en raison d'une première recherche d'emploi non satisfaite chez les jeunes restent à un niveau élevé (+1,9 % en un an), de même que celles dues à une reprise d'activité non concrétisée chez les femmes (+1,5 %). Les unes et les autres sont provoquées par un « effet d'appel » dû aux bonnes nouvelles à propos de l'emploi. Mais la dynamique est également fragile, le marché du travail se caractérisant par son instabilité et le développement de la

précarité. Près de la moitié des nouveaux chômeurs s'inscrivent à l'issue d'un contrat à durée déterminée (+2,6 % en un an) ou à la fin d'une mission d'interim (+8,6 % en un an). Or les trois quarts des embauches se font désormais en contrat à durée déterminée et le travail temporaire a accru son activité de 30 % en un an.

Parallèlement, la situation est rendue fragile par l'affaiblissement continu du traitement social et la moindre efficacité d'ensemble de la politique gouvernementale de lutte contre le chômage. Certes, compensées aux sommets atteints par le dispositif de M. Philippe Séguin, à la veille des élections, les entrées en stage de formation s'effondrent avec 77,6 % de moins en un an. D'autres mesures subissent le même sort, comme les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), presque à moitié moins nombreux qu'en mars 1988 et qui n'ont pas accueilli plus de 9 000 bénéficiaires en un mois, ou comme les travaux d'utilité collective (TUC), également en régression. Les stages seize-vingt-cinq ans ou ceux réservés aux chômeurs de longue durée s'enfoncent aussi.

Tout cela ne fait que précéder la menace d'un double marché du travail qui aggraverait les inégalités et dont M. Solisson s'inquiète. La part des licenciements économiques dans le chômage ne cesse de diminuer (-9,2 % en un an) et ne représente plus qu'une inscription sur dix à l'ANPE. Le chômage des jeunes diminue. En revanche, le nombre de bénéficiaires de la préretraite FNE continue d'augmenter (192 000 en février), ainsi que celui des chômeurs âgés dispensés d'une recherche d'emploi et rayés des fichiers (213 000 en février). Dernier signe, enfin, la proportion des chômeurs de longue durée n'est pas entamée par l'embellie ambiante (-0,4 % en un an). D'ailleurs, l'ancienneté moyenne s'est accrue de six jours en un mois et de dix jours en un an pour atteindre trois cent soixante-trois jours. Un nouveau record qui donne la mesure du prochain danger : celui de l'exclusion définitive dans un contexte de reprise.

A. L.

## Depuis six ans

## Les dépenses de personnel de l'Etat augmentent nettement moins vite

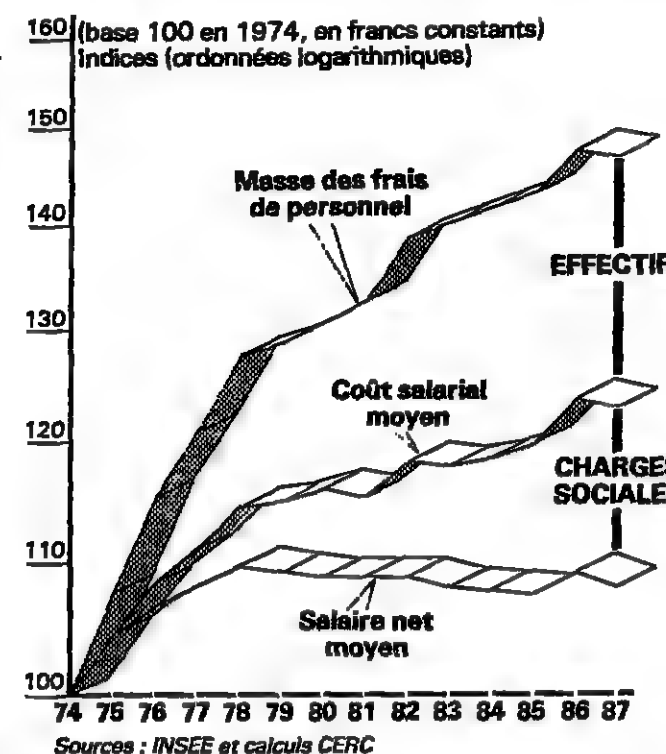
La progression des dépenses de personnel de l'Etat s'est fortement ralentie depuis 1983, selon une enquête du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) (« Notes et graphiques », mars 1989). Le montant de ces dépenses, pour les fonctionnaires actifs et retraités, s'est élevé en 1987 à 509 milliards de francs, soit environ un neuvième du revenu national. De 1974 à 1987, l'accroissement des dépenses de personnel de l'Etat, exprimé en francs de 1987, est d'environ 160 milliards. Mais la progression est revenue de 24 milliards par an en moyenne entre 1974 et 1978 à 6 milliards par an depuis 1983.

En francs constants, note le CERC, la masse des dépenses de personnel de

moyenne des personnels ont augmenté ainsi que le niveau moyen de compétence professionnelle.

Au total, le salaire net moyen est demeuré pratiquement stable en francs constants depuis 1978. L'indice des traitements nets établi par l'INSEE a été en baisse quasi continue depuis 1978 et a retrouvé en 1987 son niveau de 1974. En fait, observe le CERC, « pour chaque fonctionnaire considéré isolément, le maintien en francs constants de sa rémunération n'a pu être assuré depuis 1978 que si la baisse des barèmes de rémunération a été compensée par un avancement individuel obtenu au cours de sa carrière ».

« Globalement », ajoute le CERC, on



L'Etat a augmenté de 47 % depuis 1974 (voir graphique). L'élément principal de cette augmentation est la variation du nombre de fonctionnaires : +20 % en treize ans ; l'augmentation des contributions sociales et des retraites est responsable d'un accroissement d'environ 15 % alors que « la contribution de la croissance du salaire net moyen à la hausse de la masse salariale est inférieure à 10 % ».

Le CERC souligne aussi « les transformations qualitatives de la structure des effectifs ». Ainsi, « les recrutements tendent à porter sur des personnels de qualification supérieure à celle de ceux qui partent en retraite : la proportion de cadres (catégorie A) dans l'ensemble des effectifs est passée de 25 % en 1976 à 28 % en 1986 alors que celle des professions intermédiaires (catégorie B) diminuait ». L'âge et l'expérience professionnelle

constate que la rémunération nette des fonctionnaires en place a progressé un peu plus vite que les prix ». Mais, à « position de carrière identique », chaque fonctionnaire a un traitement inférieur, en francs constants, à celui de la génération qui l'a précédé.

En définitive, l'action sur le volume des effectifs — qui a cessé de peser depuis 1984 sur la croissance des dépenses — et la dévalorisation en francs constants des barèmes de rémunération expliquent le freinage des coûts salariaux. Si les rémunérations avaient évolué comme les prix depuis 1978, « les frais de personnel de l'Etat seraient aujourd'hui plus élevés d'environ 40 milliards de francs ». Deux facteurs continuent d'accroître le coût moyen : la hausse des charges sociales (+4 à 5 milliards par an) et principalement depuis 1983 l'élévation du niveau moyen de qualification.

(Publicité)

PREFECTURE DES HAUTES-SEINES  
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DES HAUTES-SEINES  
AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE

Communes de RUEIL-MALMAISON (Hauts de Seine) et BOUGIVAL (Yvelines)  
PROJET DE DEVIATION DE RUEIL-MALMAISON ENTRE LE CARREFOUR DE LA JONCHERE (raccordement à la RN 13) ET LA TETE RIVE GAUCHE DU PONT DE CHATOU (raccordement aux RN190 et 186)

Le public est informé que par arrêté interpréfectoral en date des 12 et 13 avril 1989, il a été prescrit une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de DEVIATION DE RUEIL-MALMAISON entre le carrefour de la Jonchère (raccordement à la RN 13) et la tête rive gauche du pont de Chatou (raccordement aux RN 190 et 186) sur les territoires de RUEIL-MALMAISON et BOUGIVAL à l'attribution du statut de route express à l'opération et à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de RUEIL-MALMAISON.

Les pièces des dossiers seront déposées pendant deux jours consécutifs du 16 mai au 16 juin 1989 inclus en Préfecture des Hauts-de-Seine, direction départementale de l'équipement, 167, av. Joliot-Curie, 92000 NANTERRE, service des relations extérieures, vingt-troisième étage, où le public pourra les consulter du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h00.

Un dossier sera également déposé aux mêmes dates et aux heures suivantes :  
- en Préfecture des Yvelines : Direction départementale des Yvelines, 85, rue de Noailles, 78000 VERSAILLES, bureau d'accueil - où le public pourra les consulter du lundi au vendredi de 9h30 à 17h.  
- au Mairie de RUEIL-MALMAISON : Service de l'urbanisme, de 9h30 à 12h et de 13h30 à 17h, du lundi au vendredi, le samedi de 9h30 à 12h.  
- au Mairie de BOUGIVAL : Direction des services techniques, le lundi de 13h30 à 17h, du mardi au vendredi de 9h30 à 12h et de 13h30 à 17h, le samedi de 9h30 à 12h.  
Les personnes désirant émettre un avis sur le projet pourront consignier leurs observations sur les registres ouverts dans les lieux et aux dates et heures susvisées; elles pourront de même les adresser pour être annexées au dossier.  
- au Président de Commission d'Enquête M. André MONSARRAT, ingénieur général des ponts et chaussées honoraire, demeurant 44, av. Thiers, 93040 LE RAINCY, laquelle Commission est composée également par M. Pierre HENRY, inspecteur général de la construction honoraire, demeurant 51, bd Auguste-Blanqui, 75013 PARIS et M. Pierre CUISINIER, directeur départemental honoraire des PTT, demeurant 14, rue Mozart, 92700 CORMEILLES.  
- à MM. les Maires des communes de RUEIL-MALMAISON et BOUGIVAL.  
Un membre de Commission d'Enquête siègera :  
- en Préfecture des Hauts-de-Seine, direction départementale de l'équipement, vingt-troisième étage, service des relations extérieures, de 13h30 à 15h30 les 24 mai, 6 juin et 16 juin 1989.  
- au Mairie de RUEIL-MALMAISON le 23 mai 1989, de 14h à 17h, le 10 juin 1989, de 9h à 12h et le 16 juin 1989, de 14h à 17h.  
- au Mairie de BOUGIVAL, le 27 mai 1989, de 9h à 12h, les 6 et 15 juin 1989, de 14h à 17h.  
A l'issue de l'enquête, les copies du rapport et des conclusions de la Commission d'Enquête seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête dans tous les lieux visés ci-dessus aux heures normales d'ouverture.  
Cette publication est faite en application de l'article R.11-14-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

LYON-ATHENES 850 F\*

PARIS-MONTREAL 2 200 F\*

Vol direct.

Avec Air Charter,

filiale d'Air France

et d'Air Inter.

Jumbo

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6° : 46 34 19 79 / PARIS 14° : 45 42 03 87

LYON : 78 37 15 89 / 78 37 47 87 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CREDISUEZ

Le Conseil de Surveillance de Crédisuez, présidé par Bernard Egloff, a pris connaissance, le 17 avril 1989, du rapport du Directeur général par Philippe Pontet, concernant l'activité de la société ainsi que les comptes et les résultats de 1988.

### ACTIVITÉ DU GROUPE

Le total des crédits distribués s'élève à F 28.256 millions en progression de 25% par rapport à l'exercice précédent ; ces chiffres, qui ont été réalisés dans un climat de concurrence particulièrement vif, traduisent une amélioration de la part de marché des trois filiales de Crédisuez : la Banque La Héna, spécialisée dans le crédit immobilier avec F 13.112 millions d'opérations nouvelles, a enregistré une augmentation de 23% de sa production ; par ailleurs, l'encours des OPCVM qu'elle distribue a progressé de 22% en 1988 ; la Banque Sofinco, spécialisée dans le crédit à la consommation, a réalisé une production de F 15.144 millions, soit une croissance de 27% sur l'exercice précédent ; quant à La Héna Vie, compagnie d'assurance-vie et capitalisation, elle a encaissé des primes en hausse de 45% sur un an.

A fin 1988, le total de bilan consolidé s'élevait à F 65.554 millions.

### RÉSULTATS ET FOND PROPRES

En 1988, pour le premier exercice de Crédisuez, le total des revenus du Groupe s'est élevé F 2.668 millions, le résultat brut d'exploitation à F 735 millions et le bénéfice net consolidé à F 288 millions pour un résultat net courant de F 192 millions, en progression de 23,5% sur le chiffre reconstruit de l'année précédente.

Le noyau dur des fonds propres consolidés, part du Groupe, s'élève à F 1.706 millions à fin 1988 auquel il convient d'ajouter F 770 millions de fonds propres complémentaires. Au total, les fonds propres consolidés, titres subordonnés et mise en réserve proposée compris, auront été augmentés de F 1.094 millions en 1988.

## LAMBERT FRÈRES ET CIE

Les comptes de l'exercice 1988 ont été arrêtés par le conseil d'administration dans sa séance du 20 avril 1989 tenu sous la présidence de M. Alain Claron. Ces comptes confirment les indications données par la société lors de sa réunion d'analystes du 14 mai 1989.

Les chiffres consolidés d'activité et de résultats pour 1988, comparés à ceux de 1987, se présentent de la manière suivante :

	1987 (millions de francs)	1988
Chiffre d'affaires	2.590,2	3.394,4
Résultat courant	114,5	150,4
Résultat net	74,5	112,4
Capacité d'autofinancement	137	177

Le bénéfice net de la société mère LAMBERT FRÈRES ET CIE s'est élevé à 74 millions de francs, contre 55,2 millions de francs en 1987.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 27 juin 1989 un dividende de 6 F (assorti d'un avoir fiscal de 3 F), contre 4 F l'année précédente (assorti d'un avoir fiscal de 2 F), soit une distribution totale de 23,35 millions de francs, contre 13 millions de francs en 1987.

## dauphin

Le conseil d'administration, réuni le 18 avril 1989, sous la présidence de M. Jacques Dauphin, a arrêté les comptes de l'exercice 1988 et examiné les résultats consolidés du groupe.

Le chiffre d'affaires hors taxes non consolidé s'est élevé à 775 millions de francs, dégageant une augmentation globale de 16,2%.

Le résultat courant avant impôt atteint 143 millions de francs, en croissance de 29,7%.

Quant au résultat net après impôt, il s'élève pour 1988 à 75,8 millions de francs contre 57,6 millions de francs pour le résultat à l'issue de l'exercice précédent, soit une augmentation de 31,6%.

Au niveau du groupe, le chiffre d'affaires consolidé atteint 804 millions de francs, et le bénéfice net consolidé avant amortissement des écarts d'acquisition augmente de 25,7% pour atteindre 80,7 millions de francs. Après amortissement des écarts d'acquisition, le bénéfice net consolidé est de 79,8 millions de francs.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire annuelle, qui se tiendra le 21 juin prochain, de distribuer un dividende net de 14 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 7 francs, soit un revenu global de 21 francs par action contre 16,50 francs pour l'exercice précédent.

Il sera par ailleurs proposé d'augmenter le capital par incorporation de réserves, pour le porter de 10 millions de francs à 30 millions de francs, ce qui donnera lieu à l'attribution gratuite de deux actions nouvelles pour une action ancienne.

## SAGEM

Le conseil d'administration de la SAGEM, réuni sous la présidence de M. Pierre Faure, a arrêté, le 21 avril 1989, les comptes de l'exercice 1988.

La société SAGEM a réalisé, en 1988, un chiffre d'affaires hors taxes de 4 761 000 000 francs, enregistrant une hausse de 3,32% sur 1987. Les prises de commandes sur l'exercice 1988, en progression d'environ 20%, entraîneront une reprise de croissance du chiffre d'affaires sur 1990-1991.

Le résultat net d'impôt a atteint 147 147 954,33 francs en hausse d'environ 15% par rapport à l'exercice précédent. Avec une croissance du chiffre d'affaires encore limitée sur l'exercice 1989, le niveau de rentabilité devrait être maintenu, compte tenu de diverses mesures d'allègement de charges.

L'exercice 1989 bénéficiera par ailleurs d'une plus-value exceptionnelle supérieure à 100 MF résultant de la cession d'un bien immobilier remplacé par l'acquisition d'un autre de plus grande dimension et mieux approprié.

La SAGEM a renforcé sa participation dans la SAT en le portant à 56,7% au 31 décembre 1988. Les comptes consolidés du groupe SAGEM font ressortir un résultat global net d'impôts de 182 622 000 francs contre 192 897 000 francs en 1987 (part groupe : 130 200 000 francs contre 139 500 000 francs).

Le conseil a décidé de convoquer les actionnaires en assemblée générale ordinaire pour le mercredi 14 juin 1989 à 16 heures au 10, avenue d'Iéna - Paris - XVI<sup>e</sup>. A cette assemblée, il sera notamment proposé de distribuer en 1989 au dividende de :

- 25 francs pour les actions ordinaires contre 22 francs en 1988 (+ 13,6%) ;

- 35 francs pour les actions à dividende prioritaire sans droit de vote contre 32 francs en 1988 (+ 9,4%) ; ces dividendes étant à majorer de l'impôt fiscal correspondant.

Le conseil d'administration.

NB : Les bilans, compte de résultat, annexe de l'exercice 1988 ainsi que les comptes consolidés sont transmis au Balo pour publication et peuvent être consultés au siège de la SAGEM - 6, avenue d'Iéna, Paris-XVI<sup>e</sup>.

## SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

Le conseil d'administration de la Société de la Tour Eiffel, réuni le 17 avril 1989, en l'absence du représentant de la société, a arrêté les comptes de l'exercice 1988 qui seront soumis à l'assemblée générale, qui se tiendra le 15 juin 1989 à 11 heures au siège social.

Le bénéfice de l'exercice atteint 1 386 450 francs contre 1 648 339 F pour 1987, exercice au cours duquel avaient été cédés, dans des conditions favorables, deux participations.

Le conseil proposera à l'assemblée la distribution d'un dividende inchangé de 13 francs assorti d'un avoir fiscal de 6,50 francs.

## NORD EST

### EXERCICE 1988

Au cours de sa réunion du 21 avril 1989, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

#### 1. NORD EST (comptes sociaux)

(en millions F)	1988	1987	Variation %
Résultat Global	140,5	128	+ 10
dont Résultat courant	92,1	111,5	- 18
Résultat s/ titres km. et except.	54,4	16,5	+ 229

#### 2. GROUPE NORD EST (comptes consolidés)

(en millions F)	1988	1987	Variation %
Bénéfice	228	167	+ 36
Part des minoritaires	41,3	24,8	+ 67
Part de NORD EST	186,7	142,2	+ 30
F/par action	14	10,9	+ 28

#### Contribution par secteur

	1988	1987	Variation %
• Chauffage	72	67	+ 7,5
• Emballage	48	33	+ 45
• Mécanique	16	2	(n.l.)
• NORD EST et autres secteurs	47	40	+ 17

Magnesia a fait appel du jugement rendu en première instance en mars 1988 en faveur de Mecanex. Le jugement en appel pourrait intervenir avant la fin de l'année 1989. Conformément aux principes annoncés lors de la dernière Assemblée, le résultat consolidé de NORD EST (part du Groupe) ne comprend pas en 1988 de contribution du groupe Magnesia.

#### 3. DIVIDENDE

Distribution d'un dividende de F 4,50 par action (+ avoir fiscal de F 2,25), soit une progression de 12,5%.

# L'ORÉAL

**CHIFFRE D'AFFAIRES + 21,6 %**  
**BÉNÉFICE NET COMPTABLE + 23,6 %**

Sous la présidence de M. Lindsay OWEN-JONES, Président-Directeur Général, L'ORÉAL a tenu sa réunion d'information annuelle au cours de laquelle M. Marc LADREIT de LACHARRIÈRE, Vice-Président-Directeur Général Adjoint, a présenté les résultats pour l'année 1988.

Le total des ventes consolidées hors taxes s'est élevé à 24,4 milliards de francs. La progression est de 21,6% par rapport au chiffre d'affaires de 1987. A structure et taux de change identiques, la progression est de 18,7%.

Par ailleurs, le chiffre d'affaires géré par L'ORÉAL, c'est-à-dire en y intégrant les ventes des agents américain et canadien, s'est élevé à 30 milliards de francs français.

Le résultat d'exploitation du groupe est passé de 2,029 milliards à 2,499 milliards de francs en augmentation de 23,2%. Le bénéfice avant impôt et participation s'est accru de 24,6%. L'impôt sur les bénéfices ayant augmenté de + 32%, le résultat net comptable s'est accru de 23,6%. Le Bénéfice Net dilué par Action et Certificat d'Investissement a été de 212,4 F en 1988, contre 182,6 F en 1987.

### Progression des résultats consolidés de L'ORÉAL

MF = millions de francs français	1988	% de croissance par rapport à 1987
Chiffre d'affaires consolidé	24 445 MF	+ 21,6 %
Résultat d'exploitation	2 499 MF	+ 23,2 %
Bénéfice avant impôt et Participation	2 316 MF	+ 24,6 %
Résultat net comptable	1 315 MF	+ 23,6 %

M. Lindsay OWEN-JONES a commenté le développement international de L'ORÉAL en soulignant que les performances du groupe étaient liées à la poursuite des efforts dans les domaines de la qualité et l'innovation. 1988 a vu notamment se développer les investissements de recherche de L'ORÉAL dans le domaine cosmétologique.

M. Lindsay OWEN-JONES a rappelé que c'est à travers le lancement de nombreux produits nouveaux et la rénovation constante des produits actuels que L'ORÉAL a poursuivi sa conquête des marchés internationaux. Cette politique a toujours été la base de la dynamique et de la performance de la société. Dans un contexte d'expansion modérée du marché mondial, L'ORÉAL a poursuivi sa croissance en volume en améliorant ses parts de marché.

L'internationalisation de ses divers produits a continué d'être, à L'ORÉAL, une motivation fondamentale pour tous ses collaborateurs et dans toutes ses affaires. L'activité internationale du groupe a permis un apport net de devises à la France de plus de 4 milliards de francs en 1988 contre 3,3 milliards l'année précédente.

M. Lindsay OWEN-JONES a par ailleurs souligné la volonté du groupe de préparer l'avenir à travers des investissements dans des secteurs nouveaux ; il souhaite notamment renforcer la présence de L'ORÉAL dans le domaine des produits de luxe grâce à l'acquisition d'Hélène RUBINSTEIN et des parfums Giorgio ARMANI. Il a également rappelé la création de PARAVISION INTERNATIONAL, filiale de L'ORÉAL spécialisée dans la communication audiovisuelle. M. Lindsay OWEN-JONES a aussi annoncé des accords techniques avec le CLUB DES CRÉATEURS DE BEAUTÉ (Service de vente de cosmétiques par correspondance) et la prise de contrôle des Laboratoires ROCHE-POSAY, spécialisés dans les produits de traitement de la peau.

M. Lindsay OWEN-JONES a encore réaffirmé la détermination du groupe L'ORÉAL à faire de sa filiale SYNTHELABO, une affaire industrielle internationale. M. Marc LADREIT de LACHARRIÈRE a aussi indiqué que la participation de L'ORÉAL dans SYNTHELABO s'élevait à fin 1988 à 64,2%.

Enfin, M. Lindsay OWEN-JONES a annoncé que le Conseil d'Administration de L'ORÉAL avait décidé de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires, convoquée pour le vendredi 23 juin 1989, la distribution d'un dividende net de 50 F, en augmentation de 35% par rapport à celui de l'année précédente. Ce dividende est destiné à rémunérer à la fois les actions ordinaires et les certificats d'investissements.

## BANQUE FRANCO-PORTUGAISE

**Augmentation du capital**  
**Renforcement du partenariat**  
**avec le 1<sup>er</sup> groupe bancaire du Portugal**

Les actionnaires de la Banque Franco-Portugaise, Court-nigh Investment Company et Banco Nacional Ultramarino, ont décidé de réaliser dans l'immédiat une augmentation de capital ayant pour objectif le renforcement et le développement de la banque.

La Banco Nacional Ultramarino est une banque portugaise à capitaux publics ayant comme actionnaire majoritaire la Caixa Geral de Depósitos, qui est le plus important établissement bancaire portugais, l'autre actionnaire étant l'Etat portugais.

Ces deux établissements bancaires ont ensemble plus de 500 guichets couvrant l'ensemble du territoire portugais, constituant avec la compagnie d'assurances Fidelidade le principal groupe financier au Portugal.

Les actionnaires considèrent que les conditions sont réunies pour que la BFP puisse renforcer sa présence sur le marché bancaire français et intensifier son action en tant qu'instrument privilégié de liaison avec le système bancaire portugais.

La Banque Franco-Portugaise a doublé son réseau commercial depuis 1980 avec 42 agences en France et à Monaco et l'a doté d'un outil informatique particulièrement performant. Forte d'une expérience internationale de 70 ans, elle se situe aujourd'hui au tout premier plan des banques étrangères installées en France.

## BANQUE FRANCO PORTUGAISE

8, rue du Helder, 75008 Paris.  
Tél. : 45-23-30-40

150/150



# Économie

## ETRANGER

Sur fond d'inflation et de déficit

### Le gouvernement australien prend le risque d'alléger la fiscalité

Le déficit croissant de la balance australienne des comptes courants risque de provoquer prochainement une crise financière, estime dans un rapport publié lundi 24 avril, la banque ANZ Banking Group. Pour l'instinct de crédit, les réductions d'impôts accordées par le gouvernement pourraient provoquer une hausse de la consommation et, par là même, des importations. Et les auteurs du rapport de prédire la conjonction d'une hausse des taux d'intérêt et d'une chute du dollar australien.

SYDNEY  
de notre envoyé spécial

Comment Paul Keating, ministre des finances d'un gouvernement travailliste, pourrait-il se fourvoyer dans des choix si peu orthodoxes? Lui, le «trésorier» aux allures de golden boy, enfant chéri des milieux d'affaires, offre des cadeaux fiscaux au risque d'aggraver la surchauffe? Cette question, tout ce que Sydney compte d'éditorialistes, d'économistes et de banquiers se la pose. Les uns spéculent sur le plus gros pari d'une jeune et prometteuse carrière, tandis que d'autres annoncent «une récession» avant la fin de l'année. Mais tous s'accordent à rappeler que des expériences similaires, en 1973 et en 1981, ont fait chuter les gouvernements d'alors, ceux du travailliste Gough Whitlam, puis du libéral Malcolm Fraser.

Il est vrai que, à quelques mois d'élections générales (dont la date n'a pas encore été fixée), Paul Keating

et le premier ministre Bob Hawke viennent de jouer leur va-tout en annonçant, le 12 avril, de substantielles concessions à la Confédération des syndicats australiens (ACTU). Cette dernière obtient des réductions d'impôts pour les plus bas revenus d'un montant de 4,9 milliards de dollars australiens (24,5 milliards de francs); auxquels s'ajoutent 710 millions de dollars (3,55 milliards de francs) d'augmentation des allocations familiales et des retraites. En échange de cette bonne volonté — ce sont les clauses du contrat, — l'ACTU s'engage à ne pas réclamer des hausses salariales supérieures à 6,5 % pour l'année fiscale 1989-1990 commençant le 30 juin prochain.

#### Scénario catastrophe

Le gouvernement n'a pas le choix, plaide Paul Keating: c'est la voie «du compromis et de la coopération avec le monde du travail». Les travaillistes sont en effet conscients que les syndicats, qui ont avalé sans trop broncher la pilule amère de la démondation et du recul du pouvoir d'achat des salariés (4,5 % entre 1984 et 1988), n'étaient plus en mesure de contenir les longtempes des puissants de la finance et des entreprises. D'autant que les entreprises affichent une belle santé financière, avec des profits qui ont progressé de 23 % en 1988. Mieux vaut donc prévenir que guérir... et flatter son électeur traditionnel, à quelques mois d'un scrutin.

Si Paul Keating assure que de nouvelles coupes dans les dépenses publiques vont permettre de sau-

garder l'excédent budgétaire prévu pour 1989-1990 — une «cagnotte» de 5,5 milliards de dollars (27,5 milliards de francs) consignée après quatre ans de cure libérale, — il reste qu'une telle injection de pouvoir d'achat intervient au plus mauvais moment: celui d'une recrudescence mondiale de l'inflation, à laquelle l'Australie n'échappe pas. La hausse des prix s'établira cette année à 7,3 % contre les 5,5 % annoncés dans le budget.

Mais c'est surtout la dégradation brutale du commerce extérieur qui place aujourd'hui les travaillistes au pouvoir dans l'œil du cyclone. Les commentateurs n'ont jamais aussi fait référence à la frénésie prophétique de Paul Keating en 1986, selon laquelle l'Australie risquait, si elle ne se ressaisissait pas, de devenir «une république bananière». Chaque mois, les statistiques tombent comme des corbeilles. Le balance des opérations courantes devrait atteindre cette année un déficit de 15 milliards de dollars (75 milliards de francs), soit une progression de près de 10 % par rapport à l'année dernière. La dette extérieure, elle, a franchi le seuil des 30 % du PIB.

#### La pression des taux

Face à un affaiblissement aussi préoccupant des finances extérieures australiennes, le gouvernement a réagi d'une manière extrêmement vigoureuse en relevant les taux d'intérêt, dans l'espoir de juguler la demande en pleine expansion, en particulier dans le secteur de la construction. Les taux d'intérêt à court terme (quatre-vingt dix jours)

ont grimpé de 11 % à 18 % en l'espace d'un an, ce qui fait dire à John Howard, le leader de l'opposition libérale, que les réductions fiscales et autres prestations sociales récemment promises «vous fondent au soleil» sous l'effet du loyer de l'argent. L'eau n'est en tout cas pas près de se dessécher. «Les taux d'intérêt ne bougeront pas tant que le déficit commercial demeure au niveau où il se trouve», a averti Paul Keating, qui se condamne de la sorte à une marge de manœuvre de plus en plus réduite.

Les médias prêtent régulièrement au gouvernement l'intention de laisser filer le dollar à la baisse afin de doper les exportations. Mais comment faire avec de tels taux d'intérêt?

Bob Hawke et Paul Keating n'envisagent finalement qu'une seule porte de sortie: un retournement de conjoncture, sous forme d'un «atterrissage en douceur». Les indices de ce refroidissement, relévent-ils, sont de plus en plus manifestes: la croissance des importations s'est tassée en fin d'année; le boom de l'immobilier s'est assoupli, comme en témoignent la réduction de 2,5 % du nombre des permis de construire début 1989. Si cette décennie se confirme, mais à cette seule condition, le gouvernement consentira alors à soulager les taux d'intérêt, dont la charge symbolique reste forte dans une société dominée par le mythe de l'accession à la propriété d'un pavillon de banlieue. Restera ensuite une dernière formalité à régler: fixer la date des élections. Mais c'est déjà une autre affaire...

FREDERIC BOBIN

Pour lutter contre la surchauffe de son économie

### La Suède va relever son taux de TVA

STOCKHOLM  
de notre correspondant

La carotte et le bâton: telle est la tactique du ministre suédois des finances, M. Kjell-Olof Feldt, pour amener ses concitoyens à prendre conscience des gros problèmes qui menacent l'économie nationale. Graves problèmes si les Suédois ne réduisent pas leur consommation et s'ils ne travaillent pas davantage pour remettre le pays sur les rails de la croissance.

En janvier dernier, le ministre des finances annonçait, en présentant un projet de loi de finances, excédentaire pour la première fois depuis trente ans, le cadre d'une réforme fiscale de grande envergure devant entrer en vigueur en 1991, pour assurer un système «pourri de part en part», selon son expression. L'élément le plus spectaculaire de cette réforme était la promesse de la suppression de l'impôt sur le revenu pour les salariés inférieurs à 160 000 couronnes par an (soit à peu près la même somme en francs), qui n'aurait plus à payer, entre autres choses, que quelque 30 % d'impôts locaux.

Trois mois plus tard, mardi 25 avril, M. Feldt allait montrer l'envers de la médaille en annonçant des mesures de rigueur rendues nécessaires par la «gravité de la situation dans laquelle se trouve la Suède»: hausse du taux de la TVA de 2 points (qui passe ainsi officiellement de 19 % à 21 % mais réellement de 23,46 % à 25,46 %) et relèvement de la taxe patronale de deux points qui passera de 35 % à 37 %. A Stockholm, où les salaires flambent, la taxe sera même relevée de cinq points. Tout cela pour dissuader les chefs d'entreprise de continuer à augmenter trop rapidement les salaires, ce qui alourdirait les coûts de production et dégraderait les exportations.

#### Des mesures impopulaires

Ces mesures sont présentées comme «provisoires» et ne touchent que la période du 1<sup>er</sup> juillet 1989, pour la TVA, et du 1<sup>er</sup> septembre, pour la taxe patronale, au 31 décembre 1990. Elles permettront, pense M. Feldt, de rétablir l'équilibre souhaité pour la mise en application de sa réforme fiscale en 1991, année électorale. Les raisons invoquées par le ministre ont du mal à passer après toutes ses promesses récentes et il en reconnaît lui-même l'impopularité. Mais, affirme-t-il, «la situation actuelle rappelle sous bien des aspects celle que la Suède a vécue en 1975-1976: même surchauffe, mêmes tendances dans l'évolution des coûts, des salaires et des prix qui avaient conduit à la crise. Pour éviter cela qui nous menace maintenant, il faut agir rapidement et, devant l'urgence, le

choix des mesures à prendre est limité».

Aggravation du déficit de la balance des paiements, manque de main-d'œuvre (on songe à donner des emplois aux demandeurs d'asile politique et on attire des Norvégiens et des Danois), mollesse de la production industrielle et faible croissance du PNB (1,5 % prévu pour 1989), progression des salaires qui sera, compte tenu des accords de ces dernières semaines entre les partenaires sociaux, supérieure à ce qu'avait prévu le gouvernement (8 % au lieu de 6 %) et bien sûr progression également du taux d'inflation dont M. Feldt estime qu'il atteindra 8 % cette année: autant de raisons qui imposent un effort et des décisions énergiques. «Un vrai gouvernement, déclare-t-il, ne peut rester les bras croisés devant la poussée de l'inflation et la détérioration du commerce extérieur. Un vrai gouvernement se doit d'agir».

#### De vives critiques

Ces mesures — si elles sont avalées par le Parlement, ce qui reste à voir — devraient toucher en premier chef les petits salariés. «On ne peut pas faire d'omelette sans casser d'œufs», est en substance la réponse du ministre qui a toutefois tenu à «compenser» pour les familles aux revenus limités en augmentant, dès le 1<sup>er</sup> juillet 1989, les allocations familiales de 65 couronnes par enfant et par mois, les subventions aux produits laitiers devant être supprimées... Le prix du lait, encore un élément de base de l'alimentation, va donc augmenter, ainsi d'ailleurs que ceux du tabac (10 %) et de l'alcool (5 %), ce qui permettra au ministre des finances, avec les relèvements de la TVA et de la taxe patronale, de faire rentrer 20 milliards de couronnes supplémentaires dans les caisses de l'Etat.

L'annonce de ce projet de loi de finances complémentaires a été accueillie avec un grand scepticisme par les économistes qui estiment que l'augmentation de la TVA, au lieu d'enrayer l'inflation, risque fort de l'accroître. Non, dit le ministre, qui affirme que la TVA réduit la demande et refroidit ainsi la tentation des entreprises de faire payer aux consommateurs l'augmentation des coûts.

Du côté de l'opposition politique, la réaction est manifestement négative: «Il fallait prendre des mesures mais celles-ci sont franchement mauvaises»: «Solution de panique»: «Impossible d'augmenter la TVA». Le patronat, il fallait s'y attendre, est extrêmement critique, ainsi d'ailleurs que l'LO — la centrale syndicale ouvrière. «Je sais que nous sommes minoritaires au Parlement», reconnaît M. Feldt.

Les jours qui viennent s'annoncent difficiles et des compromis inévitables.

FRANÇOISE NIÉTO.

### La Banque centrale des Pays-Bas s'inquiète des risques inflationnistes

AMSTERDAM  
de notre correspondant

Si les banques néerlandaises continuent de distribuer les crédits avec autant de générosité que l'an dernier, marqué par une augmentation de la masse monétaire de 14 %, la Banque centrale des Pays-Bas (DNB) n'hésitera pas à prendre d'ici à l'été des mesures de restriction. Telle est la mise en garde adressée par M. Wim Duisenberg, président de la DNB, lors de la présentation du rapport 1988 de son institution, mardi 25 avril, à Amsterdam.

Le gouverneur n'a ainsi pas failli à la tradition instaurée par ses soins qui veut que l'annonce des résultats de la Banque centrale soit un subit mélange de bonnes notes et d'avertissements. C'est en effet le dynamisme presque exubérant dont ont fait preuve les entreprises en 1988, c'est-à-dire au lendemain du krach, qui est en grande partie à l'origine du gonflement de la monnaie en circulation. Leurs emprunts ont fortement augmenté, permettant une hausse de 7,5 % des investissements et, au bout du compte, une progression de 11 % des exportations.

L'excédent de la balance des paiements courants s'est inscrit à près de 33 milliards de francs, une amélioration de 12 milliards sur 1987. Quant à la croissance économique, elle a atteint 2,5 %.

Revers de la médaille: les risques de surchauffe en cas d'euphorie économique incontrôlée. Or «1989 promet également d'être une bonne année», a annoncé M. Duisenberg, qui s'inquiète, pourtant, de la reprise de l'inflation constatée l'an dernier: 1,5 %.

Un taux modeste, certes, inférieur même à celui de l'Allemagne fédérale — le principal partenaire des Pays-Bas — mais qui contraste fortement avec la baisse des prix (moins 1 %) enregistrée en 1987. «Un petit peu d'inflation n'est pas grave mais ne reste jamais un petit peu», a prévenu le président de la DNB. Outre l'appel à l'autodiscipline qu'il a lancé aux banques, M. Duisenberg a clairement préconisé un maintien de la modification salariale.

Rappelant que la dépréciation monétaire et la hausse des taux d'intérêt avaient masqué dans l'ombre de l'inflation, il a également insisté sur les difficultés croissantes qu'aurait l'Etat à financer son déficit budgétaire si les pressions inflationnistes devaient s'accroître: l'an dernier le Trésor néerlandais a eu besoin de 132 milliards de francs et il doit trouver cette année une somme sensiblement équivalente.

CHRISTIAN CHARTIER.

## AFFAIRES

### Le Trésor examine l'accord entre Chaffoteaux et Maury et Novicelli

Le protocole d'accord scellant le rachat du fabricant de chauffage et chaudières français Chaffoteaux et Maury par l'italien Novicelli était, le 25 avril, «en cours d'appréciation auprès du Trésor», a-t-on appris mardi de sources gouvernementales. Si cet accord, qui porte sur une transaction de l'ordre de 100 millions de francs, met en jeu

deux membres de la CEE, certaines clauses «notamment fiscales» doivent être examinées par le Trésor. L'examen devrait prendre quelques jours.

Annoucé le 21 avril par le groupe italien, cet accord porterait sur la totalité des activités de Chaffoteaux et Maury. Fortement endettée, à hauteur de 91 millions de francs, l'entreprise de Saint-Brieuc avait été reprise en 1985, au bord du dépôt de bilan, par le Gimmo (groupe d'investissement du Magin et du Moyen-Orient) dirigé par M. Djilali Melhi. En février et mars 1989, Chaffoteaux avait été paralysé par une grève des 1 400 salariés qui réclamaient l'annulation d'un plan triennal de restructuration prévoyant 600 licenciements.

## LOGEMENT

La réforme de la loi Méhaugnerie

### Le groupe socialiste voudrait contenir les hausses de loyers en région parisienne

Au cours de son point de presse hebdomadaire le mardi 25 avril, M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, s'est félicité du «très bon travail mené par le groupe en concertation avec M. Jean-Pierre Soisson» sur le projet de loi relatif aux licenciements économiques. Ce texte, qui sera examiné en conseil des ministres le 3 mai, viendra en discussion à l'Assemblée le 24 mai. M. Mermaz a ajouté que ce travail a abouti à «un texte équilibré qui donne satisfaction au groupe».

M. Mermaz a également présenté les grandes lignes de la proposition de loi réformant la loi Méhaugnerie qui devrait être soumise à la mi-mai au Parlement. Le texte adopté par le groupe rend les commissions de conciliation «permanentes et obligatoires» et réintroduit pour le congé donné aux locataires par le propriétaire la nécessité d'une motivation. Afin de contenir les hausses de loyers relevées en particulier à Paris et dans la région parisienne, le texte du groupe socialiste introduit une «clause de sauvegarde» qui permettra au gouvernement d'intervenir ponctuellement dans certaines régions sur la fixation des tarifs de location. Les loyers resteront libres pour les logements neufs ou les logements vacants ayant fait l'objet de travaux approfondis alors que pour

les logements vacants sans travaux les loyers devraient être fixés en référence au voisinage. Le locataire disposera, en cas de contestation, de quatre mois pour déposer un recours. Le texte prévoit également des hausses exceptionnelles ne pourraient pas intervenir lors du renouvellement du bail, sauf en cas de réelle sous-évaluation du loyer. Un observatoire des loyers serait créé dans chaque département et pas seulement dans la région parisienne, comme c'est le cas actuellement. Enfin, et sur proposition du ministre des finances, l'indice du coût de la construction pourrait être remplacé par un indice de prévision économique inscrit dans la loi de finances votée chaque année.

Ce compte rendu de l'activité du groupe socialiste a enfin offert à M. Mermaz l'occasion de réagir aux propos de M. Jean-Michel Boleguy (PS, Allier), président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, qui, dans un entretien accordé mardi à Libération (le Monde du 26 avril), estimait que le Parlement ne «légitimerait plus», mais «torcherait» et observait que «le ministre conseiller technique de ministère» était «plus puissant qu'un député». Pour M. Mermaz, ces déclarations sont «excessives» et «injures».

## Eastern

n'est plus à vendre

Manœuvre de son PDG, M. Frank Lorenzo, pour faire monter les prix? Désir réel de transformer Eastern Airlines en compagnie renouée et pratiquant des bas tarifs? Toujours est-il que M. Lorenzo est revenu sur la décision qu'il avait annoncée le 6 avril de vendre Eastern à l'organisateur des Jeux olympiques de Los Angeles, M. Peter Ueberroth (le Monde du 8 avril).

Un plan de redressement va être soumis au juge des faillites, qui devra dire si la compagnie peut vivre avec des effectifs réduits de moitié et amputée pour 1,8 milliard de dollars (11 milliards de francs) d'actifs. M. Lorenzo prévoit de vendre une centaine d'avions sur deux cent cinquante-cinq, un terminal à l'aéroport de Philadelphie et des portes d'embarquement dans d'autres aéroports.

Les huit mille cinq cents mécaniciens et les quatre mille cinq cents pilotes demeurent en grève depuis le 4 mars. C'est notamment pour se débarrasser des organisations syndicales, qui lui sont très hostiles, que M. Lorenzo a décidé de placer la compagnie sous la protection de la loi sur les faillites.

## AGRICULTURE

### Baisse du revenu de 4 % en 1988

Selon les comptes provisoires de l'agriculture publiés le 25 avril par l'INSEE, le revenu brut agricole par exploitation a baissé de 4 % en francs constants en 1988, alors que la France dégageait par ailleurs un excédent agro-alimentaire de 39,1 milliards de francs.

Si la baisse de revenu touche toutes les catégories d'exploitations, elle a surtout frappé les élevages hors sol et l'horticulture qui ont essuyé des diminutions respectives de 18,8 % et 16,9 % de leur revenu.

Les revenus ont encore reculé de 10,4 % dans la viticulture de qualité, et de 7,1 % dans l'élevage bovin. La céréaliculture et l'agriculture générale ont le mieux tiré leur épingle du jeu avec des baisses respectives de 3,5 % et 1,2 %, «grâce au développement de la production», selon l'INSEE. Aussi, malgré les quotas et plafonds imposés, il reste profitable pour les agriculteurs d'accroître leur activité en volume, en contradiction avec les nouvelles règles du jeu européennes.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE LIAISONS ÉLECTRIQUES SILEC

Le chiffre d'affaires HT de l'exercice 1988 s'est élevé à 1 488 millions, au lieu de 1 292 millions en 1987, soit un accroissement de 15 % résultant pour partie de la hausse des cours des matières, pour partie d'une augmentation du volume d'activité.

Le bénéfice net ressort à 60,3 millions, au lieu de 43,5 millions en 1987, et la M&A à 140,5 millions au lieu de 113,8 millions des coûts des salaires et des prix qui avaient conduit à la crise. Pour éviter cela qui nous menace maintenant, il faut agir rapidement et, devant l'urgence, le

En outre, Satecables se trouve consolidée en 1988 par intégration globale, alors qu'elle était encore par intégration proportionnelle en 1987.

Le conseil proposera à l'assemblée générale annuelle, qui se réunira le 13 juin, de porter le dividende net de 4,50 F (plus avoir fiscal 2,25 F) l'an dernier à 5,80 F (plus avoir fiscal 2,90 F). Ce dividende sera mis en paiement le 1<sup>er</sup> septembre 1989.

En ce qui concerne l'exercice 1989, les perspectives actuelles permettent d'espérer encore une légère amélioration de l'activité, grâce notamment à de nouvelles affaires d'exportation.



Le Conseil d'Administration d'Avenir, réuni sous la présidence de M. Philippe Sautai, le 18 avril 1989, a arrêté les bilans et comptes de la société pour l'exercice 1988.

Au niveau du groupe, le chiffre d'affaires net consolidé (part de la France uniquement) est passé de 1 030 millions de francs, en 1987, à 1 099 millions de francs en 1988, soit une progression de 10,66 %.

Le résultat net global part du groupe s'élève à 79,7 millions de francs en 1988, le développement en Europe d'Avenir contribuant à ce résultat à hauteur de 13,3 MF (pour une période de six mois).

Parallèlement, le chiffre d'affaires hors taxes de la société s'est élevé à 1 013 millions de francs, en progression de 10,33 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat net après impôt s'élève à 61,3 millions de francs, en augmentation de près de 30 % par rapport au résultat de l'exercice 1987.

Le Conseil d'Administration proposera à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 19 juin 1989, de distribuer un dividende net de 17,30 F, assorti d'un avoir fiscal de 8,65 F, représentant ainsi un revenu global de 25,95 F. En 1987, le dividende s'était élevé à 14,30 F net. Le dividende 1988 sera donc en augmentation de 21 % par rapport à celui versé au titre de 1987.

Rappelons que la société Mills & Allen Ltd, entrée dans le capital d'Avenir au début du second semestre 1988, ne percevra au titre de cet exercice qu'un demi-dividende.

Les comptes sociaux et consolidés peuvent être consultés au siège social.



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## USINOR SACILOR

FRF 1.350.000.000

Facilité de Crédit à Options Multiples

Bout une option Lettres de Crédit destinée à garantir un Programme de Papier Commercial aux Etats-Unis

BNP Capital Markets Limited

Crédit Lyonnais

Banque Paribas

Banque Nationale de Paris

Banque Paribas

Banque de l'Union Européenne

Deutsche Bank AG

Crédit Commercial de France

The Fuji Bank, Limited

Lloyds Bank (France) Limited

National Westminster Bank s.a.

Banco Bilbao Vizcaya S.A.

Banco di Sicilia International S.A.

Banque Française du Commerce Extérieur

Crédit du Nord

Union de Crédit pour le Développement

Régional - Unicredit

Kleinwort Benson Limited

Crédit Lyonnais

Banque Paribas

Deutsche Bank AG

Crédit Lyonnais

Banque Nationale de Paris



## Restructuration et adaptation au nouveau paysage bancaire

Le conseil d'administration de la Caisse Centrale de Crédit Coopératif (C.C.C.C.) s'est réuni le 30 mars 1989 et a été suivi du conseil de la Banque Française de Crédit Coopératif (B.F.C.C.). Avant d'arrêter les comptes de 1988, ils ont fait le point des actions engagées pour la restructuration du groupe et pour son adaptation au nouveau paysage bancaire.

## Restructuration

Lancée en 1988, la restructuration du groupe doit s'achever lors des assemblées générales extraordinaires du 30 juin 1989, par la fusion de quatre établissements affiliés (BFCC, CEC, Habitat-Crédit et UCEL).

Seront ainsi clarifiés les rôles respectifs des établissements du groupe. La Caisse Centrale remplira son rôle d'organe central, de centrale financière et de centrale de services à l'égard des affiliés, dont la nouvelle BFCC, mais aussi 23 sociétés financières et le Crédit Maritime (113 établissements).

## Adaptation

Entreprise en 1985, la politique d'adaptation s'est poursuivie activement en 1988. Elle a conduit à mettre en place un important schéma directeur informatique, et à accomplir un gros effort de formation (en 1988, 6,75 % de la masse salariale).

Des nouveaux services ont été créés, ou fortement développés en 1988 : l'ingénierie financière et l'apport en fonds propres (Crédit Coopératif Investissements), le département international : les prestations de services, notamment télématiques : les OPCVM dont la gamme et les objectifs ont été redéfinis : les prêts aux particuliers. Des projets sont en cours en matière de collaboration internationale. La coopération avec le SMACI s'est renforcée.

## L'exercice 1988

En dépit des charges occasionnées par ces investissements, l'exercice 1988 a pu, après une année 1987 marquée par des pointes atypiques, retrouver un rythme de progression satisfaisant par rapport à 1986 et aux années précédentes, tandis que la croissance des frais généraux était contenue (+ 2,3 % par rapport à 1987).

L'encours total des crédits en fin d'année s'est accru de 6,5 % en dépit du volume des remboursements anticipés et d'une réduction volontaire du financement du logement. La forte progression des crédits aux coopératives et aux entreprises adhérentes a compensé l'évolution moins favorable des concours au secteur social.

Les financements se sont diversifiés : croissance sensible des prêts à moyen terme ; croissance des prêts à taux variables ; progression significative des crédits en devis.

Les dépôts reçus du public ont progressé de 6,4 % en moyenne annuelle.

Dans ce contexte, le résultat brut de la C.C.C.C. en 1988 s'est accru de 10 % par rapport à 1987. Du fait des provisions pour risque et des frais d'émission, le résultat net s'est établi à 14.842.000 francs, soit un chiffre inférieur à celui de 1987, mais supérieur à celui des années antérieures.

Le résultat brut de la B.F.C.C. est supérieur de près de 40 % à celui de 1987. Le résultat net est de 2,7 millions de francs, en raison d'une politique prudente de provisionnement.

Après retraitement selon les règles de la commission bancaire, les comptes du groupe font apparaître un résultat total de 28.738.000 francs. Calculés sur les mêmes bases, les fonds propres du groupe se sont accrus de 32 % (F.1.051 millions contre F.795).

Il est prévu de verser aux porteurs de titres participatifs une rémunération égale à 108,76 % du TMO, soit 9,925 %.

S.N.I.

Société Nationale d'Investissement

La Sicav diversifiée

Comptes de l'exercice clos le 30.12.1988

Actif net au 13.04.1989 : F 1.209.649.088,77

Performance 1988 : + 16,5 % dividende réintégré

Performance au 13.04.1989 : + 5,5 %

Dividende : F 40,00 + F 5,03 de crédit d'impôt

qui sera mis en paiement le 20 avril 1989.

Remplacement du coupon global sans droit d'entrée

jusqu'au 20 juillet 1989.

Consultation des cours

quotidiennement sur Minitel :

composant le 36.15

code ASSOCIC.



Banques CIC. En intelligence avec vous.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 11 % décembre 1976

Les intérêts courus du 25 mai 1988 au 24 mai 1989 seront payables, à partir du 25 mai 1989, à raison de 183,60 F par titre de 2 000 F contre détachement du coupon n° 13 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 11,00 F (montant brut : 110,00 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 16,49 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,08 F, faisant ressortir un net de 148,54 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ci-après, les séries sorties aux tirages antérieurs :

1980 : « E » - 1982 : « D » - 1984 : « B » et « J » - 1986 : « F » et « K » - 1988 : « A » et « H ».

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II - loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-559 du 2 mai 1983) : le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 10,20 % novembre 1978

Les intérêts courus du 9 mai 1988 au 8 mai 1989 seront payables, à partir du 9 mai 1989, à raison de 183,60 F par titre de 2 000 F contre détachement du coupon n° 11 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 20,40 F (montant brut : 204,00 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 30,58 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,08 F, faisant ressortir un net de 148,54 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 52 148 obligations comprises dans les séries de numéros 380 812 à 410 613 et 459 956 à 482 301, sortis au tirage du 7 mars 1989, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000,00 F, coupon n° 12 au 9 mai 1990 attaché.

Ci-après, sont rappelées les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

1982 : 489 942 à 504 172 - 1985 : 489 739 à 489 941 et 504 173 à 532 477 - 1983 : 697 550 à 712 108 - 1986 : 717 395 à 744 500 - 1984 : 110 786 à 130 849 - 1987 : 1 à 37 077 et 744 501 à 750 000 - 1988 : 410 614 à 459 955.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 10,80 % mai 1978

Les intérêts courus du 12 mai 1988 au 11 mai 1989 seront payables, à partir du 12 mai 1989, à raison de 184,00 F par titre de 2 000 F contre détachement du coupon n° 11 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 21,60 F (montant brut : 216,00 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 32,38 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,32 F, faisant ressortir un net de 157,70 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 54 301 obligations comprises dans les séries de numéros 282 064 à 316 147 et 401 858 à 431 171, sortis au tirage du 10 mars 1989, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000,00 F, coupon n° 12 au 12 mai 1990 attaché.

Ci-après, sont rappelées les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

1979 : 581 171 à 600 642 - 1980 : 724 370 à 735 159 - 1981 : 318 587 à 330 570 - 1982 : 502 078 à 515 547 - 1983 : 676 335 à 695 066 - 1984 : 447 637 à 465 909 - 1985 : 370 289 à 390 014 - 1986 : 55 448 à 79 443 - 1987 : 316 148 à 318 586, 330 571 à 370 288 et 390 015 à 401 857 - 1988 : 16 588 à 55 447 et 79 444 à 103 703.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 9,70 % mai 1979

Les intérêts courus du 25 mai 1988 au 24 mai 1989 seront payables, à partir du 25 mai 1989, à raison de 174,60 F par titre de 2 000 F contre détachement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 19,40 F (montant brut : 194,00 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 29,08 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,88 F, faisant ressortir un net de 141,64 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 79 527 obligations comprises dans les séries de numéros 68 349 à 142 460 et 172 437 à 316 147, sortis au tirage du 14 mars 1989, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000,00 F, coupon n° 11 au 25 mai 1990 attaché.

Ci-après sont rappelées les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

1982 : 360 641 à 381 439 - 1983 : 149 461 à 172 356 - 1984 : 352 247 à 360 640 et 381 440 à 399 637 - 1985 : 15 840 à 68 348 - 1986 : 960 716 à 995 836 - 1987 : 350 053 à 352 246 et 399 638 à 408 918 - 1988 : 753 218 à 832 802.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 14,50 % mai 1980

Les intérêts courus du 29 mai 1988 au 28 mai 1989 seront payables, à partir du 29 mai 1989, à raison de 652,50 F par titre de 5 000 F contre détachement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de 72,50 F (montant brut : 725,00 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 108,70 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,50 F, faisant ressortir un net de 529,30 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 41 666 obligations comprises dans la série de numéros 228 887 à 274 666 sortis au tirage du 28 mars 1989 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000,00 F, coupon n° 10 au 25 mai 1990 attaché.

Ci-après, sont rappelées les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

1981 : 187 221 à 228 886 - 1982 : 1 à 26 224 et 493 392 à 500 000 - 1983 : 400 216 à 425 335 - 1984 : 26 225 à 70 890 - 1985 : 395 774 à 400 215 et 425 336 à 464 564 - 1986 : 70 891 à 83 734 et 464 565 à 493 391 - 1987 : 83 735 à 133 400 - 1988 : 133 401 à 158 401 et 379 109 à 395 773.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 9,10 % avril 1988

Les intérêts courus du 9 mai 1988 au 8 mai 1989 seront payables, à partir du 9 mai 1989, à raison de 455,00 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 113,75 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,10 F, faisant ressortir un net de 332,15 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94 - 2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

cofineg



Le Conseil d'Administration s'est réuni le 19 avril 1989 sous la présidence de M. Jean Weil.

Il a arrêté les comptes de l'exercice 1988. Ceux-ci font notamment ressortir une augmentation sensible des produits financiers - 186,3 millions de francs contre 171,5 - qui résulte à la fois des opérations de location et des recettes additionnelles provenant des nouveaux programmes.

En dépit de la diminution des produits financiers, consécutive à l'investissement des disponibilités, et grâce à la stabilisation des charges, la bénéfice net comptable atteint 136,9 millions de francs contre 134 en 1987.

Le Conseil a d'autre part constaté que la politique d'arbitrage patrimonial de grande ampleur entreprise il y a quelques années était aujourd'hui arrivée à bon port, singulièrement en Lorraine et dans la Vallée du Rhône et que, conformément à l'objectif recherché, elle préservait les capacités de croissance à terme de la Société. C'est ainsi que les prévisions pour l'exercice 1989 et les suivants permettent d'anticiper, sous les réserves d'usage, une nouvelle progression des résultats.

Dans cette perspective, le Conseil a estimé qu'il convenait de poursuivre l'augmentation régulière du dividende. Il propose donc à la prochaine Assemblée générale ordinaire de fixer celui de l'exercice 1988 à 18,50 F par action contre 18 F en 1987 et d'offrir aux actionnaires la possibilité de le percevoir sous forme d'actions de la Société.

Cette Assemblée sera convoquée pour le 23 juin 1989, à 10 h 30, dans les Salons Hoche - 9 avenue Hoche à Paris 8<sup>e</sup>.

Elle sera suivie immédiatement d'une Assemblée générale extraordinaire appelée à se prononcer sur diverses modifications statutaires de caractère formel, sur l'ouverture de l'actif financier aux salariés de l'entreprise ainsi que sur la possibilité de procéder, le moment venu, à l'augmentation du capital de la Société dans la limite de 200 millions de francs.

## BANQUE DE L'UNION MARITIME ET FINANCIÈRE

L'Assemblée générale des actionnaires de la Banque de l'Union maritime et financière qui s'est réunie le 26 avril 1989, sous la présidence de M. Jean-Maxime Levêque, a approuvé les comptes de l'exercice 1988.

Le bénéfice net s'est établi à 9,25 millions de francs en forte augmentation sur celui de 1987 qui avait atteint 7,25 millions de francs. Ce résultat a été obtenu malgré une progression importante de la dotation aux provisions pour créances douteuses, portée de 2 millions de francs à 4,5 millions de francs, qui a permis à la Banque de provisionner largement, puis de céder intégralement ses créances sur les pays en voie de développement fortement endettés.

Il est rappelé que l'année 1988 a été marquée par les changements intervenus dans le capital de la Banque, qui est désormais détenue à hauteur de 70 % par la Banca Popolare di Novara et de 30 % par la Compagnie financière Delmas-Vieljeux et a été portée de 20 millions de francs à 30 millions de francs en fin d'année. Compte tenu des réserves et du report à nouveau, les fonds propres de la Banque s'élevaient, après distribution du dividende, à 83 millions de francs.

L'HOMME ET LA TERRE EN PÉRIL

par MARIE FARGUES écologiste en 1971

à découvrir en 1989

278 pages - 81 FF

BEAUCHESNE 2, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

Je m'inscris



## Europe 1993

Après le rejet du rapport Delors par les Britanniques

### La France souhaite une adhésion pleine et rapide de la Grande-Bretagne au système monétaire européen

Le rapport du « comité Delors » sur l'union monétaire européenne prévoyant trois étapes et contenant l'engagement politique d'élaborer un nouveau traité a été favorablement accueilli dans onze capitales sur douze. Les Britanniques, comme le confirme l'interview accordée au Monde par le chancelier de l'Échiquier Nigel Lawson (le Monde du 26 avril), sont les seuls à faire ouvertement état d'une hostilité totale à un tel engagement. Ici et là, on reconnaît à Paris que l'Europe des gouvernements ne doit à aucun moment être sacrifiée à l'Europe des technocrates. Mais nul ne

remet en cause le principe même du délicat exercice qui devrait débiter par la réunion d'une conférence intergouvernementale pour la rédaction d'un nouveau traité.

A ce stade, trois scénarios peuvent être envisagés.

1) La Grande-Bretagne, refusant l'isolement, s'allie, au moins provisoirement, au point de vue majoritaire et accepte d'engager les négociations sur un nouveau traité ;

2) M<sup>re</sup> Thatcher, afin de défendre la souveraineté nationale, persiste à refuser une union économique et monétaire. Ses

onze partenaires s'engagent sans elle dans la voie tracée par le « comité Delors » ;

3) Le premier ministre britannique parvient à convaincre les autres États membres de s'écarter des propositions contenues dans le rapport et de renforcer leur coopération sans nouveau transfert de souveraineté ni révision du traité. L'enjeu du débat est au moins autant politique qu'économique. Bruxelles table néanmoins sur l'ouverture des négociations, ne serait-ce qu'à onze, alors que Paris souhaite, avant tout, que la livre sterling rejoigne le mécanisme de change du système européen.

Il n'est pas évident que le nouveau traité doive aller dans l'extrême détail. Il faut préserver une certaine souplesse. Mais cependant il faudra qu'il indique les modalités de fonctionnement des nouvelles institutions monétaires », commente une personnalité parisienne.

Par ailleurs, selon les Français, le parallélisme entre le renforcement de la coopération monétaire et l'amélioration de la convergence des politiques économiques devra être soigneusement garanti par le traité. « Le système exige que le parallélisme soit une réalité. Il importe que le conseil des ministres des finances de la CEE se réunisse régulièrement d'autorité et de concert pour qu'on arrive à une vraie politique commune. Le traité devra donc comporter des clauses sur la communautarisation des politiques économiques », souligne-t-il, en faisant remarquer que cette exigence figure dans le rapport du « comité Delors ». « Un nouveau traité serait nécessaire pour assurer des progrès parallèles dans les domaines économiques et monétaires. Les arrangements appropriés sur le plan des institutions et des procédures devraient être également indiqués dans le traité ».

Les délais nécessaires à la rédaction du nouveau traité n'empêcheraient pas les Douze de renforcer sans attendre leur coopération économique et monétaire. Au reste, le rapport du « comité Delors » propose de ramener le 1<sup>er</sup> juillet 1990 comme date de départ de la première étape. On relève à Paris que la formule proposée par le comité pour aller de l'avant, sans être spectaculaire, pourrait permettre des progrès réels. Ainsi est-il suggéré que le comité des gouverneurs des banques centrales des Douze soit désigné avant la fin de l'exercice 1989, et qu'il soit consulté sur la politique monétaire, notamment sur les objectifs annuels de la masse monétaire ou sur ceux de croissance du crédit non plus a posteriori comme aujourd'hui mais « avant que les autorités nationales ne prennent des décisions... » Les Français attachent de l'importance à cette réforme.

Bref, pensent les Français, la pleine adhésion de la livre au SME contribuerait à convaincre Londres de franchir le pas de l'union économique et monétaire.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

C'est avec une grande précision que le « comité Delors » a tracé la voie aux débats entre les Douze. Vu l'accueil favorable que les États membres, à l'exception du Royaume-Uni, ont réservé au rapport, il semble peu vraisemblable qu'ils acceptent de s'écarter de la logique proposée même si M<sup>re</sup> Thatcher manœuvre pour les en détourner. Dans ces conditions le problème qui se pose aux Douze est de nature essentiellement politique. « La création d'une union économique et monétaire doit être envisagée comme un processus unique », souligne le rapport qui invite les gouvernements à souscrire à « un engagement politique pris par les autorités politiques d'ouvrir des négociations pour un nouveau traité assurant la continuité du processus ».

Lors de la réunion des ministres des finances qui se tiendra les 19 et 20 mai à S'Agua en Catalogne, puis au Conseil européen de Madrid les 26 et 27 juin, les Douze devraient donc indiquer « s'ils sont disposés à engager la négociation d'un nouveau traité et à lancer la première étape du processus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1990 ».

Donner le feu vert à la rédaction du nouveau traité devient donc l'acte symbolique et solennel à accomplir. Et chacun se demande si le rebelle anglais scellera au bout du compte l'acte d'alliance. Comme en témoignent les propos de M. Nigel Lawson, absolument rien ne permet de l'envisager pour le moment.

#### Paris veut « globaliser » sa position sur l'automobile

Lors d'une réunion interministérielle tenue à Matignon le 25 avril dans l'après-midi, le gouvernement a tracé, sans prendre de décision, les grandes lignes de la conduite à tenir face à Bruxelles en matière automobile. Il a notamment été envisagé d'adopter une position « globale » liant les problèmes de normes antipollution, de sécurité routière et d'ouverture du marché européen.

Sur la pollution, les principes retenus par la France sont connus. Le gouvernement accepterait une adoption de normes plus sévères, inspirées des États-Unis, à condition que les règles américaines soient adaptées à la spécificité européenne ; qu'une fois adoptées, ces normes soient stables pour permettre aux industriels de s'adapter ; qu'enfin elles s'appliquent de façon uniforme à l'ensemble du territoire européen. En matière de sécurité, la France pourrait proposer une limitation de vitesse pour l'ensemble des autoroutes européennes, ce qui aurait l'avantage à ses yeux de réduire les émissions des grosses voitures.

C. B.

#### Création d'un groupe interministériel de préparation au grand marché

A l'initiative du président de la République et du premier ministre, un groupe interministériel de préparation au grand marché européen vient de voir le jour. Réuni pour la première fois mardi 25 avril, sous la présidence de M. Michel Rocard, ce groupe, dont la création avait été annoncée à l'issue du conseil des ministres du 29 mars, réunit les ministres des affaires européennes, de l'économie, des finances et du budget, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Les autres ministères seront appelés, ainsi que les entreprises françaises et étrangères, à y collaborer au coup par coup.

Destiné à devenir une force de proposition auprès de la Commission de Bruxelles, en étudiant les dossiers avant qu'ils ne fassent l'objet de directives, ce groupe a aussi pour vocation de faire en sorte que la France parte d'une seule voix lors des rencontres entre les Douze.

même si, à Paris comme à Bruxelles, on ne semble pas désespérer de parvenir finalement à convaincre les Anglais. Cela dit, on y a apparemment peu réfléchi sur ce qu'il conviendrait de faire si le veto britannique à la négociation d'un nouveau traité n'est pas levé.

#### Un fonds de réserves

La France, comme la Commission, sera attentive à ce que le débat n'échappe pas à l'engrenage du rapport, à ce qu'il ne se perde pas dans des considérations techniques, par exemple dans l'examen de ce qui pourrait être fait pour renforcer la coopération dans le cadre de l'actuel traité.

Estimant qu'une des manières de concrétiser l'engagement politique était de faire franchir dès le départ un pas significatif à la coopération économique et monétaire, M. Jacques de Larosière, le gouverneur de la Banque de France, soutient par ailleurs que la création d'un fonds de réserves européen qui, doté de ressources provenant de la mise en commun d'une proportion des réserves des banques centrales participantes (par exemple 10 %), serait intervenu sur les marchés des changes en application de décisions prises collectivement par ses membres.

Mais la majorité du comité a estimé que, pour des motifs institutionnels, la création de ce fonds aurait exigé un nouveau traité, mais aussi en raison de l'insuffisance de la convergence des politiques économiques, l'opération n'était pas jouable.

« Nous avons alors compris que, puisque l'on n'entreprendait pas quelque chose de très novateur, de très fort, dès la première étape, la crédibilité de l'exercice ne pouvait reposer que sur un engagement politique global », raconte un fonctionnaire français. C'est cet engagement qui est maintenant requis. Au Conseil européen de Madrid, les chefs d'État et de gouvernement devront se prononcer sur l'opportunité de réviser le traité. Cependant, ils préféreront peut-être se donner le temps de la réflexion c'est-à-dire reporter la décision au Conseil européen de Paris, en décembre. Ils pourraient alors décider de créer un nouveau groupe de travail ou de charger les ministres des finances d'étudier plus en détail tel ou tel aspect du rapport, par exemple les dispositions concernant la première étape.

Une telle éventualité, bien que relevant du pur habillage, ne choquerait pas. L'opinion générale est en effet que, même s'il vaut mieux faire vite, l'échec pour les premières décisions politiques peut, sans gravité, être repoussé jusqu'à la fin de l'année. Approuver l'ouverture d'une conférence intergouvernementale pour les négociations d'un nouveau traité signifierait qu'on est d'accord pour aboutir en fin de parcours à quelque chose de très proche de ce qui est écrit dans le rapport. C'est du moins ce qu'on considère comme allant de soi à Paris, où l'on constate, sans d'ailleurs le déplorer, que sous ses apparences prudentes le texte rédigé par M. Delors et son équipe est passablement « directif » et qu'on en traitait vite l'esprit dès lors qu'on s'écarterait, d'une manière un tant soit peu sensible, de la démarche proposée.

#### Des abandons de souveraineté

Si le feu vert politique est donné, les travaux préparatoires à la négociation seront immédiatement engagés. Celui-ci promet d'être long, pense-t-on à Paris, même si le rapport dessine assez bien l'architecture de l'union ainsi que les étapes qui doivent y conduire. La conférence intergouvernementale qui aura abouti à la signature de l'acte unique européen aura duré quatre mois (septembre-décembre 1985). Il faudra sensiblement plus. « C'est une affaire forcément complexe puisqu'elle comporte des abandons de souveraineté importants. Il n'est

pas évident que le nouveau traité doive aller dans l'extrême détail. Il faut préserver une certaine souplesse. Mais cependant il faudra qu'il indique les modalités de fonctionnement des nouvelles institutions monétaires », commente une personnalité parisienne.

Par ailleurs, selon les Français, le parallélisme entre le renforcement de la coopération monétaire et l'amélioration de la convergence des politiques économiques devra être soigneusement garanti par le traité. « Le système exige que le parallélisme soit une réalité. Il importe que le conseil des ministres des finances de la CEE se réunisse régulièrement d'autorité et de concert pour qu'on arrive à une vraie politique commune. Le traité devra donc comporter des clauses sur la communautarisation des politiques économiques », souligne-t-il, en faisant remarquer que cette exigence figure dans le rapport du « comité Delors ». « Un nouveau traité serait nécessaire pour assurer des progrès parallèles dans les domaines économiques et monétaires. Les arrangements appropriés sur le plan des institutions et des procédures devraient être également indiqués dans le traité ».

Les délais nécessaires à la rédaction du nouveau traité n'empêcheraient pas les Douze de renforcer sans attendre leur coopération économique et monétaire. Au reste, le rapport du « comité Delors » propose de ramener le 1<sup>er</sup> juillet 1990 comme date de départ de la première étape. On relève à Paris que la formule proposée par le comité pour aller de l'avant, sans être spectaculaire, pourrait permettre des progrès réels. Ainsi est-il suggéré que le comité des gouverneurs des banques centrales des Douze soit désigné avant la fin de l'exercice 1989, et qu'il soit consulté sur la politique monétaire, notamment sur les objectifs annuels de la masse monétaire ou sur ceux de croissance du crédit non plus a posteriori comme aujourd'hui mais « avant que les autorités nationales ne prennent des décisions... » Les Français attachent de l'importance à cette réforme.

#### Il n'y a qu'une communauté

Que se passera-t-il si le Royaume-Uni maintient son opposition au projet d'union économique et monétaire et ne parvient pas à convaincre un nombre suffisant de pays partenaires que des solutions moins radicales permettraient de consolider l'Europe et son marché unique ? « Il faudrait réfléchir à un nouveau traité à onze, créer une union économique et monétaire à côté de la communauté existante », indique sans hésiter un haut fonctionnaire de la Commission, en admettant toutefois que l'exercice serait périlleux. La réponse, d'une inspiration voisine, est exprimée avec plus de prudence à Paris, où l'on est incité à méditer le paragraphe 44 du rapport.

« Il n'y a qu'une Communauté, y lit-on, mais tous ses membres n'ont pas participé pleinement à tous ses aspects depuis le début. Un consensus sur les objectifs finaux de la Communauté ainsi qu'une participation aux mêmes institutions devrait être maintenu, sous réserve toutefois d'une certaine flexibilité quant à la date et aux conditions auxquelles certains pays membres adhèrent à certains arrangements. En attendant la pleine participation de tous les pays membres — qui est capitale, — l'influence sur la gestion de chaque catégorie d'arrangement devrait être propor-

#### Lire aussi

- Pour faciliter la mobilité des étudiants en Europe, les crédits du programme Erasmus seraient doublés d'ici à 1993... page 4
- Le multilinguisme fait partie des droits des Européens... page 17

### Les entreprises ouest-allemandes sont confiantes

BONN  
de notre correspondant

L'assemblée des chambres de commerce et d'industrie de la République fédérale vient de présenter les résultats d'une enquête effectuée auprès de quinze mille entreprises ouest-allemandes sur leur attitude face au marché unique du 1<sup>er</sup> janvier 1993 : 25 % d'entre elles attendent de l'ouverture totale des frontières une augmentation de leur capacité concurrentielle et se sentent suffisamment fortes pour réagir rapidement et efficacement aux modifications du marché ; 58 % estiment qu'elles pourront se maintenir, pour autant que les conditions d'une compétition égale soient préservées ; 17 % des entreprises estiment, en revanche, que le marché unique aura des effets négatifs pour elles. Ce chiffre est en augmentation par rapport à l'an passé, où 10 % seulement des entreprises voyaient avec inquiétude s'approcher l'horizon 1993.

Les plus optimistes des industriels ouest-allemands se recrutent parmi les producteurs de biens d'investissement, d'électrotechnique, d'électronique et d'automobiles. Ces branches, dont l'essentiel de l'activité est déjà tourné vers l'exportation, voient dans le marché unique une chance supplémentaire de développement.

Les plus inquiets sont les industriels du bâtiment et des transports. Les premiers se sentent dans l'ensemble très peu concernés par le marché unique et craignent essentiellement les pertes consécutives à l'ouverture des marchés publics. Les transporteurs sont très inquiets de la concurrence des entreprises d'autres pays, notamment d'Europe du Sud, où les coûts liés aux rémunérations et les charges dues à la réglementation de cette activité sont moins lourds.

Pour faire face aux défis du marché unique, les entreprises d'outre-Rhin misent avant tout sur la rationalisation et l'abaissement des coûts de production (35 %), sur une amélioration des techniques de commercialisation (31 %) et, enfin, sur la création de nouveaux produits.

adaptés à la diversité du marché (23 %).

Bref, une infime minorité d'entreprises (5 %) songe à profiter du marché unique pour transplanter ses lieux de production hors de la République fédérale. La qualité de la main-d'œuvre et des infrastructures est le principal argument avancé par les industriels pour ne pas faire le choix de l'exil.

L. R.

#### EN BREF

● Des stages pour les douaniers. — Mille sept cents douaniers de la CEE effectueront, dès l'an prochain, des stages dans d'autres pays du Marché commun, afin de se préparer à l'événement du marché unique (lire « Douaniers sans frontières », le Monde du 23 février). Cette opération-pilote leur permettra de se familiariser avec les méthodes de travail de leurs collègues européens, mais aussi avec la langue et la civilisation des pays voisins, a indiqué un porte-parole de la Commission de Bruxelles.

● « L'Europe 1993 » vue par des juristes. — Neuf professeurs de droit se sont penchés sur « L'Europe 1993 » dans le numéro 48 de la revue d'études constitutionnelles et politiques Pouvoirs. Parmi les sujets étudiés : « L'Europe, le chômage et 1992 », « Les États membres et l'exécution des obligations communautaires », « Peut-on gouverner à Douze ? » (Pouvoirs, n° 48, 88 F). Presses universitaires de France, Département des revues, BP 90, 91003 Evry Cedex, tél. : 80-77-82-05.

● Table ronde sur l'environnement. — M<sup>re</sup> Jacques Delors, Laurent Fabius et Brice Lelonde, M<sup>re</sup> Simone Veil et Huguette Bouchard, participeront le jeudi 11 mai à une table ronde sur l'environnement, dans le cadre d'un colloque organisé, les 10 et 11 mai, à l'Assemblée nationale, par l'Entente européenne pour l'environnement. Renseignements au 45-49-46-75 ou au 40-63-84-38.

## Le Monde la revanche de Gutenberg



### LA RÉVOLUTION DES MÉTIERS DE L'IMPRIMERIE

#### LE MONDE

vous ouvre les portes de sa nouvelle imprimerie d'Ivry-sur-Seine.

#### L'IMPRESSION

Les nouvelles techniques. Les nouveaux métiers.

#### L'ÉCRIT

L'évolution des systèmes rédactionnels.  
L'utilisation des banques de données.

#### LE PAPIER

De l'exploitation forestière au journal.  
Les enjeux technologiques et financiers de l'industrie papetière.

SUPPLÉMENT EN COULEURS LARGEMENT ILLUSTRÉ - 24 pages  
jeudi 27 avril (numéro daté vendredi 28)

gratuit avec

Le Monde



## Marchés financiers

## L'Oréal poursuit une politique de croissance soutenue

Premier fabricant mondial de produits cosmétiques et parfums, L'Oréal n'en finit pas, année après année, d'améliorer ses résultats. En 1988, sur un chiffre d'affaires de 24,45 milliards de francs, accru de 21,6%, le groupe a dégagé un bénéfice net de 1 315 millions de francs (+ 23,6%), augmentant ainsi une nouvelle fois sa rentabilité, malgré une charge fiscale alourdie de 32%. Le dividende net, 50 F par titre, est majoré de 35%.

L'internationalisation s'est poursuivie. La part des ventes à l'étranger a passé de 63,7% à 64,9% dans les cosmétiques et de 29,1% à 32,1% dans la pharmacie. Car la filiale Synthelabo, qui a maintenant terminé sa crise de jeunesse, commence à recueillir les fruits de ses efforts avec au moins trois nouveaux produits dans le « pipeline », dont l'un pour soigner l'acné non cancéreuse de la prostate. Pour la direction du groupe, plus question de réduire les équipes de recherche, encore moins de revendre cet affaire « à vocation internationale ».

Sur le plan de la croissance externe, l'exercice écoulé a été riche en événements avec, d'une part, dans les cosmétiques, le rachat d'Helena Rubinstein, longtemps convoité, pour 330 millions de francs, et, dans la pharmacie, avec la reprise des Laboratoires Goupil et La Roche-Posay, ce dernier étant spécialisé dans les soins de la peau.

Pour bien affirmer sa double vocation de parfumeur et de pharmacien, L'Oréal a revendu sa branche « hygiène féminine » à Johnson & Johnson, pour 300 millions d'euros, à la société américaine Johnson Wax.

Pour 1989, le président Lindsay Owen Jones prévoit une nouvelle hausse des profits, toujours plus rapide que celle des ventes. Il a toutefois l'ambition, pour favoriser un nouvel élan, d'investir dans des secteurs d'activité parallèles, comme les produits de luxe, la vente par correspondance, voire la communication audiovisuelle.

A. D.

## Drexel vend la moitié de son courtage grand public

La firme d'investissement américaine Drexel Burnham Lambert a vendu près de la moitié de ses activités de courtage grand public à la compagnie de services financiers Smith Barney Harris Upham and Co.

Smith Barney récupère ainsi dix-neuf des agences de Drexel, y compris ses plus gros bureaux de vente grand public, et cinq cents de ses plus importants courtiers. Les quarante-trois bureaux restants seront vendus à un autre. Cette activité représentait 10 % de l'activité de la firme d'investissement, la part la plus élevée provenant des revenus tirés des opérations sur les investissements à haut risque avec les fameux junk bonds (obligations pourries).

Cette vente fait partie du vaste plan de restructuration décidé par Drexel à la suite de la réduction des transactions après le krach d'octobre 1987 et du scandale boursier dans lequel la firme et certains de ses employés, dont M. Milken, sont impliqués.

## Hewlett Packard courtise les Bourses européennes

Implanté depuis trente ans en Europe, Hewlett Packard, sixième constructeur informatique mondial, va être introduit au cours de la dernière semaine d'avril dans trois grandes places du Vieux Continent. Selon le président du groupe, M. John Young, cette offensive boursière a pour objectif de réaffirmer l'engagement du groupe en Europe, où Hewlett Packard réalise 35 % de son chiffre d'affaires (9,8 milliards de dollars — soit 62 milliards de francs — en 1988, en progression de 22 %).

Hewlett Packard est aujourd'hui le leader mondial de la mesure électronique avec plus de six mille produits à son catalogue. La firme, présente dans soixante-dix pays, emploie près de quatre-vingt-sept mille salariés, dont quatre mille en France, où elle est implantée depuis vingt-cinq ans.

Le bénéfice de Hewlett Packard a progressé de 27 % en 1988, à 816 millions de dollars (3,1 milliards de francs).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs réuni le 19 avril 1989, a accepté la proposition de M. Paul Durand, président-directeur général, la nomination de M. Jean-Jacques Piette au poste de directeur général, en remplacement de M. Philippe Jurgens démissionnaire, et de M. Christian Joutard au poste de directeur général-adjoint.

M. Jean-Jacques Piette, âgé de quarante-neuf ans, est diplômé d'études supérieures de sciences économiques et de sciences politiques.

Entré à CDE en 1983 en qualité de directeur, M. Piette avait auparavant été directeur d'études au BERN (1968-1973) et membre de la direction générale du groupe MANER-TIFFIN (1973 à 1981).

De 1981 à 1983, il a été conseiller technique du secrétaire d'Etat à l'extension du secteur public, du ministre de l'emploi, puis du secrétaire d'Etat au plan. Pendant cette même période, il a été président de la commission des finances du comité économique et social de la région Ile-de-France.

M. Piette occupe par ailleurs de nombreux postes de président et d'administrateur dans des sociétés du groupe de CDE et des sociétés extérieures importantes.

M. Christian Joutard, nommé directeur général-adjoint, remplacera M. Jean-Jacques Piette. Agé de quarante-quatre ans, M. Joutard est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et diplômé d'études supérieures de sciences économiques.

A sa sortie de l'Ecole nationale d'administration en 1974, il a été affecté au ministère de l'équipement en qualité d'administrateur civil, chef de bureau du financement des équipements touristiques.

Il a rejoint en 1978 l'établissement public Aéroports de Paris, au titre de la mobilité, en tant que chargé de mission à la direction financière.

Depuis 1981, il a la responsabilité du département finances de l'établissement Aéroports de Paris.

## ACTIONS-AGRO-ALIMENTAIRE

## SICAV du Groupe des Banques Populaires

Au cours de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mars 1989, le Président MARTINEAU s'est félicité dans son allocution des bons résultats du secteur de l'agro-alimentaire.

« AAA Actions-Agro-Alimentaire a su tirer parti, a-t-il dit, de l'excellente tenue des marchés et des possibilités de plus-values qui lui étaient offertes. Outre les avantages fiscaux présentés par le régime des CEA, elle a pu faire bénéficier ses actionnaires d'une hausse de 44,03 % de sa valeur liquidative, coupon réinvesti, au cours de l'année écoulée. Un dividende net de 22,18 F assorti d'un crédit d'impôt de 4,50 F a été versé. Ces résultats placent notre Sicav au tout premiers rangs de sa catégorie pour l'année 1988.

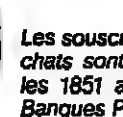
Ainsi les performances obtenues par AAA Actions-Agro-Alimentaire et surtout le dynamisme et les perspectives de développement offertes par son secteur d'investissement privilégié, qu'il s'affirme comme un des piliers majeurs de l'économie française, nous permettent d'envisager l'avenir avec confiance. »



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

AAA  
DYNAMISME  
ET  
PRUDENCE



Les souscriptions et rachats sont reçus dans les 1851 agences des Banques Populaires.

NEW-YORK, 25 avril  
Sous la barre des 2 400

Les primes de bénéfices ont pesé sur Wall Street mardi, après un raffermissement en début de séance lors des premières transactions dans un marché modérément actif. En progression initiale de plus de 10 points, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles retombait sous la barre des 2 400 points à la mi-séance, pour clore à 2 386,91, en recul de 15,77 points. 167 millions d'actions ont été échangées, contre 142 millions la veille. Le nombre de valeurs en baisse a dépassé celui des hausses (820 contre 696, tandis que 462 titres demeuraient inchangés). Le marché a bien réagi à la bonne tenue de la Bourse de Tokyo, après l'annonce de la démission du premier ministre japonais à la suite d'un scandale financier. Les investisseurs ont également bien accueilli l'augmentation conforme aux prévisions (+ 0,8 %) des commandes de biens durables en mars. Les primes de bénéfices ont ensuite renversé la tendance, ce qui, selon certains investisseurs, n'est pas surprenant après les gains de plus de 130 points enregistrés depuis la fin mars et les incertitudes relatives à la conjoncture économique et l'évolution des taux d'intérêt. Citizens and Southern a été affecté après l'annulation d'une récente OPA. Parmi les valeurs les plus actives figurait Security Pacific Corp. avec 3,344 millions d'actions. Navistar International (2,591 millions), Citizens and Southern (2,415 millions) et Ford Motor (2,177 millions).

VALEURS	Cours du 25 avril	Cours du 26 avril
Alcoa	54 1/4	63 3/4
A.T.T.	34 5/8	34 5/8
Bell	72 5/8	72 1/4
Boeing	78 1/8	78 1/8
Du Pont de Nemours	112 1/2	110 5/8
Eastman Kodak	48	47 3/4
General Electric	48 5/8	48 3/4
General Motors	48 1/2	47 7/8
Goodyear	48 1/2	48 3/4
IBM	113 1/2	114 1/2
ITT	87 1/4	87 1/2
McDonald	61	61 1/4
Merck	40 5/8	40 5/8
Pepsi	54 3/4	53 7/8
Rockwell	128 1/4	128 1/4
U.S. Steel	34 3/8	33 5/8
Westinghouse	55 5/8	55 1/8
Xerox Corp.	67 1/2	68

## LONDRES, 25 avril

## Légère hausse

Les cours des valeurs ont terminé en hausse mardi, et l'indice Footsie a clôturé en progrès de 9,2 points, à 2 071,2 points. Quelques 576,8 millions de titres ont été échangés et le nombre de transactions s'est nettement élevé. De nombreux secteurs étaient recherchés, notamment les alimentaires (Cadbury), les électroniques (BICC), les assurances (General Accident) et les mécaniques (Lucas).

Les valeurs bancaires ont également gagné du terrain sous l'effet de rumeurs évoquant un plan d'achat de 100 millions de livres sterling (PME) par le gouvernement britannique de la dette mexicaine. Le groupe minier Consolidated Gold Fields s'est déprécié après qu'un cour de justice américain ait maintenu sa précédente injonction interdisant à Minorco d'acquiescer plus de 30 % de ConsGold. La chaîne de magasins Laura Ashley a vu son cours reculer après l'annonce d'une baisse de 12 % du bénéfice annuel. Les fonds d'Etat ont terminé sur une note irrégulière, tandis que les mines d'or se sont affaiblies.

## FAITS ET RÉSULTATS

● **Heffmann-La Roche** : 33,1 % de gain, le prix de l'action a grimpé de 1,50 F à 1,83 F. Les gains de la pharmacie ne se contentent pas de dépasser ses actionnaires (le Monde du 25 avril). M. Antoine, le directeur général, a présenté les résultats pour 1988 : un chiffre d'affaires de 8 690,4 millions de francs suisses (33,5 milliards de francs français), une hausse de 12,8 %, essentiellement grâce à l'augmentation des ventes en volume et à l'appréciation des principales monnaies à l'égard du franc suisse. La rentabilité s'est, à nouveau, améliorée. Le bénéfice consolidé atteint, en effet, 641,5 millions de francs suisses (2,4 milliards de francs français). Il est supérieur de 33,1 % au précédent. Les actionnaires ont associé à l'enthousiasme du groupe. Le dividende est porté de 660 FS à 800 FS (+ 21,2 %).

● **L'UAP cède aux AGF sa participation dans Pechelbronn** : L'Union des assurances de Paris (UAP) a cédé, lundi 25 avril, sa participation d'environ 10 % dans la société de portefeuilles Pechelbronn aux Assurances générales de France (AGF). La récente prise de contrôle par Pechelbronn d'Athens, holding mère des assurances GPA, a expliqué M. Simonnet, directeur général adjoint des AGF. « L'UAP était dans la même situation, a-t-il ajouté, le mieux était qu'un cède ses parts à l'autre ». La participation des AGF dans Pechelbronn, estimée à 14 %, ne fait pas partie de la cession.

PARIS, 26 avril  
Nouvelle baisse

Le mauvais temps s'installe rue Vivienne. Pour la deuxième journée consécutive, les valeurs françaises ont baissé et même bien baissé mercredi. Dès l'ouverture, le ton était donné avec d'entrée de jeu un repli de 0,5 %. Le mouvement s'accroissait vite. Vers 13 heures, l'indice était en recul de 1,1 %. Dans l'après-midi, il s'établissait à 1,02 % en dessous de son niveau précédent.

Cette fois, les baisses ont été cinq fois plus nombreuses que les hausses. Tous les grands noms de la cote ont été touchés, y compris L'Oréal, qui annonce pourtant d'excellents résultats (voir ci-dessous) pour l'exercice écoulé. Nouvelle venue bénéficiaire en liaison avec la récente mort de la Bourse à ses plus hauts niveaux historiques ? Beaucoup le disaient, mais sans réelle conviction. Les performances monétaires posées par la perspective de la nouvelle loi de finances fédérale de la république à la source ne sont pas étrangères au changement de climat enregistré sous les lambris. Et puis le syndrome des statistiques continues à envahir nos esprits. Mardi, l'annonce aux Etats-Unis d'une hausse de 0,8 % des commandes de biens durables pour mars n'a pas contribué à rendre bien lisible le tableau de bord économique américain. La publication du PNB pour le premier trimestre antérieur ce jour ne devrait pas rendre la lecture plus facile. Et à la veille du week-end, les derniers résultats du commerce extérieur français devraient à leur tour être rendus publics.

Pour expliquer la lourdeur de la Bourse, les professionnels évoquaient enfin l'autorisation donnée au SICAV et FCP de capitaliser certains de leurs revenus à compter du 15 octobre prochain. Rien de bien nouveau. Mais, par ailleurs, la perspective de ces nouveaux placements, plus attrayants fiscalement, commence à faire son chemin. Elle serait, pour le moins, à l'origine de la réticence des acheteurs à s'engager.

## TOKYO, 26 avril

## Nouveau record

Le marché a progressé en fin de séance mercredi, entraînant le Nikkei à un nouveau record. L'indice Nikkei a progressé de 190,15 points (0,57 %), à 33 634,93, contre un précédent record de 33 363, le 19 avril. Peu avant la clôture, il avait même atteint les 33 446,01. Et pourtant, à l'ouverture, la Bourse de Tokyo était en baisse sur l'effet des mauvaises statistiques terminant la semaine sur un recul de 51,39 points. Les investisseurs redoutaient une relance de la hausse de l'indice de la Banque du Japon. La tension s'est inversée, stimulée par les achats des fonds d'investissement. Les transactions ont été assez soutenues avec 1,3 milliard de titres échangés, contre 800 millions la veille.

En baisse durant une grande partie de la séance figurait les valeurs étrangères, qui à forte capitalisation, les constructions, les industries chimiques et les firmes du secteur électronique et électronique. A l'inverse, les papiers, certaines actions chimiques et les métaux non ferreux étaient en hausse.

VALEURS	Cours du 25 avril	Cours du 26 avril
Alfa Romeo	738	774
Bridgestone	1 540	1 540
Caterpillar	1 600	1 600
Daewoo	1 410	1 410
Honda Motor	1 880	1 840
Isuzu	2 220	2 280
Mitsubishi Heavy	1 080	1 080
Sony Corp.	6 670	6 800
Toyota Motor	2 520	2 520

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis de l'Amérique	458	458	Le 91ère de m...	300	300
Amis de l'Amérique	270	272	Le 91ère de m...	288	288
B.A.C.	330	328	Le 91ère de m...	149	149
B. Danachy & Assoc.	...	...	Le 91ère de m...	257	257
B.I.P.	816	816	Le 91ère de m...	703	703
Bolton	535	535	Le 91ère de m...	153	153
Bolton Technologies	980	980	Le 91ère de m...	820	820
Bolton Technologies	280	280	Le 91ère de m...	201	201
Calsonic	2000	2000	Le 91ère de m...	975	975
Canal	821	821	Le 91ère de m...	185	185
C.A.T.E.	478	478	Le 91ère de m...	301 10	301 10
C.I.M.E.	1478	1485	Le 91ère de m...	515	515
C. Emp. Elec.	338	338	Le 91ère de m...	470 50	470 50
C.E.R.I.A.	841	841	Le 91ère de m...	580	580
C.E.R.P.	238	238	Le 91ère de m...	430 20	430 20
C.E.P. Comptoir	1000	1000	Le 91ère de m...	885	885
C.E.P. Comptoir	810	810	Le 91ère de m...	678	678
C.I.M.I.	810	810	Le 91ère de m...	310	310
Colson	254 40	254 40	Le 91ère de m...	1080	1080
Concor	353	353	Le 91ère de m...	228	228
Concor	858	858	Le 91ère de m...	465	465
Concor	158 80	158 80	Le 91ère de m...	417	417
Concor	1480	1480	Le 91ère de m...	106 30	106 30
Concor	1280	1280	Le 91ère de m...	582	582
Concor	620	620	Le 91ère de m...	1550	1550
Concor	210 20	210 20	Le 91ère de m...	460	460
Concor	95	95	Le 91ère de m...	342	342
Concor	18 10	18 10	Le 91ère de m...	820	820
Concor	245	245	Le 91ère de m...	230	230
Concor	421 10	421 10	Le 91ère de m...	315	315
Concor	230	230	Le 91ère de m...	390	390
Concor	627	627	Le 91ère de m...	182 10	182 10
Concor	248 30	248 30	Le 91ère de m...	485	485
Concor	155	155	Le 91ère de m...	216	216
Concor	96 10	96 10			
Concor	318	318			
Concor	807	807			
Concor	288	288			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

Marché des options négociables  
le 25 avril 1989

Nombre de contrats : 8 417.

VALEURS	PRIX d'exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Jun dernier	Sept. dernier	Jun dernier	Sept. dernier
Accor	680	10,50	24	57	-
CCE	440	9	19	-	-
EF-Aptam	480	10,50	17	22	33
Lafarge-Capex	1700	18	50	-	-
Michelet	240	2,90	8	-	40
Midi	1550	-	-	86	-
Paribas	600	2,10	9	81	-
Peugeot	1700	87	134	66	98
Saint-Gobain	680	23	-	22	40
Société générale	520	6	19,50	-	-
Thomson-CSF	200	29	32	2,30	7,50

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 25 avril 1989

Nombre de contrats : 47 315.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Jun 89	Sept. 89	Déc. 89
Dernier	106,58	106,48	105,98
Précédent	106,52	106,50	106,12

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jun 89	Sept. 89	Jun 89	Sept. 89
104	2,46	2,77	0,07	0,53

## INDICES

# CHANGES

Dollar : 6,3275 F ↑

Le dollar s'est raffermi sur l'ensemble des marchés mercredi 26 avril, dès les premières transactions de la matinée. A Tokyo, il s'appréciait de 0,30 yen à 131,47 yens. A Paris, il clôturait à 6,395 F, contre 6,3035 F à la clôture de la séance de mardi. Les opérateurs restent à l'écoute dans l'attente de la publication dans l'après-midi du PNB (produit national brut) américain au premier trimestre.

FRANCFORT	25 avril	26 avril
Dollar (en DM)	1,920	1,982
TOKYO	25 avril	26 avril
Dollar (en yens)	131,17	131,47

# MARCHE MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (26 avril)	13/14 11/16
New-York (25 avril)	13/16 9/15

# BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)

	24 avril	25 avril
Valeurs françaises...	1114	1113
Valeurs étrangères...	108,9	106,8
(SIC, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	478,4	468,4
(SIC, base 100 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 088,67	1 088,37
(OMF, base 100 : 31-12-81)		
Indice OMF 50	481,57	478,66

# NEW-YORK (Indices Dow Jones)

Industrielles	2 402,08	2 386,91
---------------	----------	----------

# LONDRES (Indices Financial Times)

Industrielles	1 701,90	1 708,9
Mines d'or	186,6	186,5
Fonds d'Etat	86,16	86,24

# TOKYO

	25 avril	26 avril
Nikkei Dow Jones	33 344,73	33 634,93
Indice général	2 440,75	2 461,82

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-IL	6,3250	6,3300	- 85	- 70	- 150	- 125
5 cm	5,3196	5,3283	- 196	- 166	- 344	- 306
Yen (100)	4,9924	4,9108	+ 106	+ 109	+ 319	+ 338
DM	3,3811	3,3830	+ 68	+ 77	+ 127	+ 139
FF	2,0909	2,0807	+ 41	+ 54	+ 86	+ 103
FB (100)	16,1517	16,1721	+ 30	+ 41	+ 92	+ 108
RS	3,8310	3,8364	+ 35	+ 54	+ 121	+ 146
L (1 000)	4,6191	4,6284	- 146	- 115	- 268	- 219
£ (1 000)	16,7384	16,7452	- 422	- 372	- 810	- 737

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	5 1/8	9 7/8	9 13/16	9 15/16	9 7/8	10
-------	-------	-------	---------	---------	-------	----



## Marchés financiers

## BOURSE DU 26 AVRIL

[illegible]**Comptant** (selection)[illegible]

482	Sign
520	Seigneur de Meil
445	Sermon

[illegible]**SICAV** (collection)

Compte préc.	Départ cours	VALEURS	Cours préc.	Départ cours	VALEURS	Emission Finale ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Finale ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Finale ind.	Rachet net
1410	1410	Yelpic	1410	1410	A.A.A.	1007 81	353 33	Franco-Obligat.	447 82	443 39	Pontinsse Pétrole	180 51	176 97
101 40	101 40	Vicat	101 40	101 40	Actien	225 59	219 54	Haribo	454 59	451 08	Petrol	153 30	154 27
138 10	138 10	Wolff	138 10	138 10	Actien	527 32	526 25	Franco-Fin	103 04	98 07	Phosph. Phosphore	285 11	283 78
916	916	Wolff	916	916	Actien	418 37	414 07	Franco-Hygiène	182 04	182 04	Phosph. Phosphore	255 34	252 68
58	58	Wolff	58	58	Actien	625 25	624 04	Rachet	28 82	28 82	Phosph. Phosphore	1110 20	1110 20
133	133	Wolff	133	133	A.E.F. Actien IncP	1159 82	1130 26	Franco-Hygiène	23 31	23 32	Phosph. Phosphore	75391 76	75391 76
142 80	142 80	Wolff	142 80	142 80	A.E.F. 8000	634 37	620 85	Franco-Hygiène	33 83	33 83	Phosph. Phosphore	1815 56	1815 56
153	153	A.E.F.	743	732	A.E.F. 800	1115 69	1104 89	Franco-Hygiène	11451 59	11451 59	Phosph. Phosphore	8519 04	8519 04
2250	2250	Alcan	146	146	A.E.F. 8000	15 38	12 57	Franco-Hygiène	240 30	240 30	Phosph. Phosphore	111 07	110 10
1080	1080	Alcan Bank	200	201	A.E.F. 8000	435 24	436 25	Franco-Hygiène	880 43	883 86	Phosph. Phosphore	10468 28	10468 28
712	712	American Bank	125	126 20	A.E.F. 8000	125 24	122 29	Franco-Hygiène	28 87	28 87	Phosph. Phosphore	102 82	105 71
221 60	221 60	American Bank	410	420	A.E.F. 8000	1133 22	1127 65	Franco-Hygiène	4451 09	4428 26	Phosph. Phosphore	22204 84	22204 84
227 70	227 70	American Bank	410	420	A.E.F. 8000	1108 40	1109 40	Franco-Hygiène	557 48	548 24	Phosph. Phosphore	124 19	121 13
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	654 34	652 04	Franco-Hygiène	11629 78	11599 39	Phosph. Phosphore	159 16	154 42
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	289 17	287 84	Franco-Hygiène	11329 24	11329 24	Phosph. Phosphore	101 10	97 40
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	113 22	112 84	Franco-Hygiène	8140 07	81220 07	Phosph. Phosphore	1181 70	1181 70
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	610 15	591 03	Franco-Hygiène	155 35	151 95	Phosph. Phosphore	892 42	890 42
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	232 10	213 37	Franco-Hygiène	1147 58	1144 16	Phosph. Phosphore	250 08	258 59
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	600 30	590 58	Franco-Hygiène	10427 34	10322 66	Phosph. Phosphore	215 20	205 45
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	528 86	531 46	Franco-Hygiène	1251 61	1214 12	Phosph. Phosphore	600 00	575 90
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	1122 13	1123 13	Franco-Hygiène	4451 09	4451 09	Phosph. Phosphore	502 77	495 93
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	344	322 86	Franco-Hygiène	332 29	331 31	Phosph. Phosphore	12204 62	12165
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	1383 50	1343 20	Franco-Hygiène	246 59	245 50	Phosph. Phosphore	520 14	495 80
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	1040 25	1040 25	Franco-Hygiène	241 94	235 57	Phosph. Phosphore	828 91	768 41
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	123 95	118 37	Franco-Hygiène	235 89	235 89	Phosph. Phosphore	11676 80	11676 80
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	125 16	122 34	Franco-Hygiène	256 43	256 43	Phosph. Phosphore	578 51	570 70
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	261 50	251 81	Franco-Hygiène	353 82	353 82	Phosph. Phosphore	10623 52	10623 52
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	173 17	175 41	Franco-Hygiène	421 38	421 38	Phosph. Phosphore	574 16	567 85
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	32 34	30 85	Franco-Hygiène	145 94	139 52	Phosph. Phosphore	1414 22	1412 10
		American Bank	410	420	A.E.F. 8000	210 08	210 08	Franco-Hygiène	210 08	210 08	Phosph. Phosphore	666 25	666 25

.....	1122 70	1038
.....	5217 77	5289
.....	108 53	39

[illegible]

## Cote des changes

MARCHÉ OILS	COURS prix	COURS 29/4	COURS 6 mai
Extr.-Mide (5 t)	6 377	6 358	6 358
GGI	7 039	7 037	7 037
Aluminium 100 (2M)	339 800	339 360	339
Bakélite (100 P)	16 177	16 198	16 800
Playa San José	30 130	30 130	30 130
Demantol (100 tond)	87 970	89 960	89 500
Harvey (100 K)	32 220	32 193	32 500
Granite (200 tond)	107 148	10 741	10 741
Glacé (1000 aloum)	3 918	3 987	3 700
Li (1 000 Ind)	4 988	4 982	4 982
Sucre (100 tnd)	368 000	368 000	371 500
Sucre (100 tnd)	59 620	59 600	59 500
Autuche (100 tnd)	46 100	46 080	46 000
Canada (100 tnd)	5 448	5 451	5 451
Empaga (100 tnd)	4 690	4 693	3 400
Paraguay (100 tnd)	5 316	5 316	5 316
Canada (5 can 1)			5 600

## Marché libre de l'or

DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS par	COURS 25/4
5 530	Or 160 on Argent .....	78900	78200	
348	Or 160 on Argent .....	78900	78200	
88 888	Pièces Singapour (20 fr.)	451	452	
90 900	Pièces Singapour (10 fr.)	254	257	
90 900	Pièces Singapour (10 fr.)	357	358	
90 900	Pièces Singapour (10 fr.)	451	452	
90 900	Siamois .....	570	670	
4 280	Pièces de 20 dollars .....	2030	2030	
4 280	Pièces de 10 dollars .....	1352 50	1352 50	
4 280	Pièces de 5 dollars .....	808	808	
353 200	Pièces de 50 dollars .....	2240	2535	
102 500	Pièces de 10 dollars .....	471	472	
4 280	Or Londres .....			
5 750	Or Londres .....			
4 800	Or Zurich .....			
5 540	Or Hongkong .....			
5 540	Argent Londres .....			

Secretary .....	215	215	Ep
Organizer .....	79 30	74	Ep
Circul. Forwarders ..	180	180	Ep
	242	242	Ep

PRE	COURS						
	28/4						
0		Capitaine	92	92	0	Ep	Ep
0		Gay Dagnigne	835	830	0	Ep	Ep
0	78200	Heinrich Heine-Plan	100	100	0	Ep	Ep
0	78200	Industrie Heinebrunn	297	297	0	Ep	Ep
0	452	Monte Carlo	18	18	0	Ep	Ep
1	452	Parade	10	10	18 20	Ep	Ep
1	452	Perkins, Francis	310	310	0	Ep	Ep
1	452	Pichard	925	952	0	Ep	Ep
1	670	Piedmont	12	12	0	Ep	Ep
1	670	Renault N.Y.	120	183	30	Ep	Ep
2	1382 80	Saint-Etienne	429	428	0	Ep	Ep
2	1382 80	S.P.R.	633	633	0	Ep	Ep
2	938	St. Laurent du Minché	430	460	0	Ep	Ep
2	938	Union	380	380	0	Ep	Ep
1	472	Union Brasserie	146	132 50	0	Ep	Ep
1		Wunder	1470	1470	0	Ep	Ep

c : coupon détaché - o : offert

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 URSS : la purge du comité central du PCUS. 4 Liban : dans l'attente des décisions de la Ligue arabe. 9 M. Rocard à Nairobi. 10 La Chine malade de ses réformes (III). 11 Japon : le suicide de l'ancien secrétaire particulier de M. Tanaka.	13 L'opposition face à ses « rénovateurs ». — Le débat sur le X <sup>e</sup> Plan. 14 Le déclin municipal du PCF. — « Loi Pasqua » : un entrave avec M. Julien Dray (PS).	15 Le débat sur la programmation militaire. — Les mauvais comptes de la Croix-Rouge française. — La fusion nucléaire à froid passée au crible. 18 Le mécontentement des policiers.	18 Frank Sinatra, Liza Minnelli et Sammy Davis Jr. à l'Opéra. — COMMUNICATION : le gouvernement veut intensifier la coordination entre A 2 et FR 3. 22 BICENTENAIRE : « Celebrating the French Revolution » aux États-Unis.	29 Fin de la grève sur le réseau banlieue nord de Paris. — La légère diminution du chômage au mois de mars. 31 Le gouvernement australien allège le fiscalité. 33 Europe 1993 : après le rejet du rapport Delors par les Britanniques. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Carnet ..... 22 Météorologie ..... 21 Mots croisés ..... 21 Radio-télévision ..... 21 Annonces classées ..... 23 à 28	● URSS : M. Gorbatchev rejoint ses cadavres. Vos réactions ..... JOUR ● Consultez votre portefeuille, le Bourse en direct : BOURSE ● Abonnez-vous au « Monde » 3615 tapez LEMONDE ● Commandez vos livres LIVES 3615 tapez LIM

## Selon « le Canard enchaîné »

## La gestion de la caisse régionale d'assurance-maladie d'Ile-de-France serait mise en cause par la Cour des comptes

La Cour des comptes poursuit ses investigations dans la gestion du personnel des organismes sociaux. Après l'ASSEDIC de Paris, sérieusement mise en cause en début de 1988 (le Monde du 7 avril), c'est, cette année, la caisse régionale d'assurance-maladie de l'Ile-de-France (CRAMIF) qui fait l'objet de ses critiques, notamment sur les excédents de personnel et sa gestion du matériel, dans un référé adressé en février au ministre de la solidarité et dont le Canard enchaîné du 26 avril révèle le contenu : un référé dont on ne conteste pas l'existence ni la substance au ministère de la solidarité comme à la Caisse nationale d'assurance-maladie.

La CRAMIF, selon le rapport, entretient un « personnel pléthorique » : le nombre de postes « superflus » est évalué par les enquêteurs à un millier au total. Sur un nombre de 7 927 personnes, l'administration générale (gestion du personnel et du matériel, préparation des budgets) en occuperait 1 600. Au service social, il y aurait sur 1 009 personnes, 426 administratifs. Surtout, le rapport de la Cour s'en prend à la « multiplication des postes d'encadrement aux compétences imprécises » dissimulant des « nomina-

tions de pure complaisance et parfois même fictives ». Ainsi la CRAMIF rémunère-t-elle pour ordre, selon le rapport, « des agents détachés au siège d'organisations syndicales dont que d'anciens directeurs de caisses de province qui n'exercent aucune fonction ».

Cette pléthore de personnel, génère l'absentéisme, qui atteindrait 24 % en moyenne, et même 28 % au centre de santé (chiffre qui avait été aussi donné pour l'ASSEDIC de Paris), et 30 % au centre d'appareillage. D'autre part au service social il permet une multiplication des réunions qui auraient été de... 15 330 en 1987.

## Des fraudes caractérisées

En revanche, le service serait défaillant, puisque par exemple, au dispensaire et à la clinique dentaire de la caisse, les heures d'ouverture auraient été ramenées de 72 en 1965 à 52 en 1987. Le contrôle financier serait insuffisant, la Cour ayant relevé des « fraudes caractérisées, dont l'existence, depuis au moins quatre ans et portant sur plus d'un million de francs ». De même la CRAMIF aurait attendu avril 1988 pour dénoncer une convention avec une clinique chirurgicale ayant fait depuis 1985 l'objet d'observations pour « manquements graves aux règles d'hygiène et de sécurité ».

Les sureffectifs que souligne le référé de la Cour des comptes ne sont pas étrangers à la réorganisation des caisses d'assurance-maladie de la région parisienne, dont les excédents de personnel avaient déjà été signalés par un rapport de l'inspection générale des affaires sociales en 1986. Leur réduction a commencé trop lente au gré de la Cour. La répartition des compétences entre les différentes caisses (la régionale et les « primaires » des départements) n'est pas encore réglée. Les CPAM ont récupéré une partie des problèmes touchant à l'invalidité. La gestion des établissements médico-sociaux reste en discussion — la CRAMIF ayant comme les autres caisses régionales la tâche des relations avec les cliniques privées comme la tarification des accidents du travail et la prévention (dans ce dernier domaine elle jouit d'une bonne réputation).

Au ministère de la solidarité comme à la Caisse nationale d'assurance-maladie, on se refuse à répondre sur le fond, les réponses, dit-on, devant, comme d'habitude, être publiées avec le rapport public de la Cour. A la CNAM, on fait simplement observer que si la situation mérite correction, on ne peut à la fois demander un meilleur contrôle et vouloir une politique de « productivité ». Quant aux « détachements » de personnel de la CRAMIF à la Caisse nationale, il s'agit d'une demi-douzaine de personnes, dont plusieurs médecins-conseils.

G. H.

## Au conseil des ministres

## M. Mitterrand rend hommage à l'action de la France au Liban

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 26 avril au palais de l'Élysée. Après que M. Roland-Mattéi ait pour toutes les affaires qui leur seront soumises si les parties en sont d'accord, les résultats de la médiation devant eux aussi être acceptés par les parties présentes.

Le conseil a adopté un projet de loi modifiant les dispositions du code de la santé sur les produits cosmétiques afin de tenir compte d'une

directive de la Communauté européenne de juillet 1976.

Il a aussi décidé la création d'un comité national d'évaluation de la recherche qui, dans un rapport annuel au président de la République, procédera à l'évaluation des organismes, des programmes et des procédures de recherche.

## Nominations

M. Philippe Jurgensen, inspecteur général des finances, a été nommé directeur général de la Caisse centrale de fusion économique. M. Hubert Roumier, administrateur civil, a été nommé directeur de la sécurité civile, et le général de division aérienne Claude Lartigue, élevé au rang et appellation de général de corps aérien, a été nommé commandant de la force aérienne tactique et de la 1<sup>re</sup> région aérienne.

Le gauche perd le district urbain de Montbéliard. — M. Louis Souvet, sénateur RPR du Doubs, a été élu, lundi 24 avril, président du conseil général du Doubs. Il a obtenu 37 voix contre 26 voix au candidat du PS, qui perd ainsi la présidence de cet organisme.

(Corresp.)

## Enquête au Cercle républicain après l'arrestation d'un trafiquant de drogue

Une information judiciaire ouverte à l'origine au tribunal de Nanterre après l'interpellation dans les Hauts-de-Seine de deux adolescents fumeurs de hashish a entraîné l'inspection et la mise sous mandat de dépôt par M. Dominique Marro, juge d'instruction, de Pascal Campana, considéré comme l'instigateur d'un trafic de drogue et soupçonné d'être membre d'un « consortium » du Cercle républicain, cercle de jeux renommé ayant son siège avenue de l'Opéra à Paris.

Les enquêteurs ont estimé utile, agissant sur commission rogatoire du juge d'instruction, de placer en garde à vue onze personnes appartenant à la direction du Cercle républicain, à commencer par son président, M. Marcel Martin, âgé de soixante-trois ans, conseiller d'Etat honoraire, ancien sénateur de Meurthe-et-Moselle et ancien maire de Nancy, de tendance modérée, et son secrétaire général, M. Robert Parenti, âgé de soixante-six ans. Cependant, toutes ces personnes ont été remises en liberté au bout de vingt-quatre heures, aucun lien concret n'ayant été établi entre ces personnes et Pascal Campana, dont le passé, en revanche, est particulièrement chargé.

Pasquiers fois condamné, Pascal Campana avait été, la dernière fois, à deux ans de prison pour port d'arme, en l'occurrence un pistolet P 38. Il avait profité d'un régime de semi-liberté pour ne pas retourner au Fleury-Mérogis où il était détenu.

Dans l'affaire d'aujourd'hui, des faits précis ont déjà pu être retenus contre lui. Après l'interpellation au début de l'année des mineurs fumeurs de hashish, les policiers avaient pu situer le fournisseur de la drogue, propriétaire d'un café dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où furent saisis plusieurs dizaines de kilos de hashish provenant du Liban.

C'est le propriétaire de ce café, « semi-grognon » dans cette chaîne, qui fut en cause Pascal Campana. Ce dernier fut retrouvé sans mal dès le mois de février et interpellé au siège d'une agence de voyages proche du Cercle républicain. Une perquisition opérée à son domicile, place du Général-Koenig, près de la porte Maillot, amena la saisie d'armes diverses, dont une mitrailleuse et un fusil à pompe.

Mais ce sur quoi s'interrogeaient les policiers, ce sont les liens qui pourraient être établis entre Campana et le Cercle républicain. Les services de renseignements généraux, qui ont dans leurs attributions le contrôle des établissements de jeux, se sont montrés intrigués par la présence de Campana dans les locaux du Cercle, qui comporte quatre salles de jeux, en plus de son restaurant et de ses salons renommés dans le monde des affaires et de la politique. Ils se demandent donc si le repris de justice ne ferait pas partie de ce qu'on appelle, dans les cercles de jeux, le « consortium », c'est-à-dire un groupe de personnes, association de joueurs, qui « tiennent la banque », et, surtout, si l'argent provenant des trafics de drogue de Campana n'aurait pas été « blanchi » de la sorte.

## Sur le vif

## Les O.S. de la sécurité

Il nous manquait plus que ça ! Voilà que la police menace de se trouver en grève, elle aussi. Et ça, au moment précis où la SNCF vient de débrayer parce que justement ça manque de flics gare du Nord. Moi, quand j'ai vu ça ce matin, je me suis catastrophe comme un boulet de canon sur infos géométriques :

Où ils sont, Planel et Marion ? Ah ! vous voilà, vous ! qu'est-ce que c'est encore que cette histoire de fous ? Vous pouvez m'expliquer !

— Ecoutez, ma grande, c'est une histoire qu'on raconte, jour après jour, depuis des mois, dans « le Monde », alors si tu peux t'arracher plus de trente secondes à la contemplation extasiée de tes ancêtres, ça te rapporte à nos articles, ça t'apprendra tout, tout, sur la vague à l'âme des plantes vertes.

— Quelles plantes vertes ? — Celles à qui on colle un légal et qu'on met en pot — l'indication de bouger, si vous avez envie de pisser, prenez cette bouteille — devant les palais ministériels, les domiciles de nos princes, de leurs invités et des intellos menacés par l'ayatollah rapport à Rushdie. Ça, les aiment pas trop, les flics. C'est plutôt la veuve et l'orphelin qui les per-

saient protéger, en serpentant, en pilotant les rues, quand ils ont choisi ce métier.

— Ça c'est pas mal ! C'est précisément ce qu'on leur reproche, de jamais être là quand on a besoin d'eux, quand on se fait aggraver, molester, dévaliser.

— Ils peuvent pas être à la fois gardiens d'innocence et gardiens de la paix, désolé ! En plus, ils ont pas passé le bac + 2 pour être les O.S. de la sécurité et jouer les briseurs de grève en faisant le haie autour des nettoyeurs du métro attaqués par les durs de la COMATEC.

— Je comprends pas, la grève des trains, on leur demande pas de la briser, on leur demande de l'arrêter en colant les fous dans les voitures. Les signes de banlieue. De les collecter, hein, pas de les massacrer, attention, parce que ça, question bavures, ils sont champions.

— Les bavures, c'est forcé. Tant qu'ils se sentent sous-payés, sous-employés, ils se paieront sur la tête en mettant la tête du client au carré. Faut savoir ce qu'on veut : les gardiens en cage et les voleurs en liberté. Ou le contraire. C'est l'un ou l'autre. On peut pas avoir de tout un peu.

CLAUDE SARRAUTE.

## Avant la sortie du livre en France

## Des associations musulmanes assignent l'éditeur des « Versets sataniques »

La Fédération nationale des musulmans de France, l'Union des organisations islamiques, le Groupe islamique, l'Association des étudiants islamiques, le mouvement des Mourides d'Europe et l'Intégrité ont assigné, mardi 25 avril devant le tribunal de grande instance de Paris, les Editions Christian Bourgois, qui se sont engagées à publier les versets sataniques de Salman Rushdie. La sortie du livre est prévue au cours de l'été prochain. Les plaignants demandent à l'éditeur de leur remettre, avant diffusion, un exemplaire du livre en français, ainsi que la nomination d'un expert qui sera chargé de « prendre connaissance de la teneur complète de l'ouvrage et d'éclaircir l'opinion sur ses caractères blasphématoires, racistes et profanatoires ».

Cette démarche était prévisible depuis la publication, le 2 mars dernier, d'un communiqué du Comité de coordination des musulmans de

France, qui « s'est donné pour mission de tout mettre en œuvre, par les moyens légaux, pour éviter la diffusion de cet ouvrage en France ».

Ce comité de coordination regroupait alors les organisations musulmanes précitées, mais aussi la Mosquée de Paris. Celle-ci vient cependant de se désolidariser de l'action judiciaire entreprise. Dans un communiqué du mercredi 26 avril, le cheik Abbas, recteur de la Grande Mosquée déclare : « Nous nous refusons de défendre les valeurs de l'islam, tout en prenant en considération le principe de la liberté d'opinion. La Mosquée de Paris se réserve le droit d'intenter toute action judiciaire appropriée contre toutes les atteintes aux convictions des musulmans contenues dans les Versets sataniques. La Mosquée de Paris a chargé M<sup>rs</sup> Francis Lamant de défendre ses intérêts dans cette affaire ».

## La situation en Corse

## La grève réduite à un « noyau dur »

AJACCIO de notre envoyé spécial

Le bureau de poste est ouvert, mais il ne faut pas le dire ! Le soir, la recouverte des grévistes : « Si vous ouvrez, on occupe ! » Alors, au matin, elle a ouvert mais sans afficher les horaires sur la porte. En milieu d'après-midi le guichet est déjà refermé. « Repassez demain ».

explique-t-elle à un usager qui se présente. « A quelle heure ? » Coup d'œil circulaire pour s'assurer que l'ennemi n'est pas en vue. « Plus tôt en fin de matinée ».

Plus on mène discrètement, mais inéluctablement, les administrations rouvrent dans les deux départements corses les uns après les autres. Si l'équipement et les impôts ne veulent rien savoir à Ajaccio, ces deux services reprennent lentement à Bastia. Sur douze mille fonctionnaires d'Etat dans l'île, la préfecture n'estime plus qu'à mille le nombre des grévistes.

Paradoxalement, cette reprise progressive ne semble entraver en rien la détermination des grévistes du « noyau dur », qui continuent de rejeter, en bloc, les propositions du gouvernement, sans que l'on voie bien ce qui pourrait faire évoluer la situation. Par exemple, un fonctionnaire de la Direction départementale de l'équipement (DDE) en grève ne perçoit certes pas son salaire, mais il ne doit payer ni ses factures d'électricité et de téléphone, ni ses impôts, les trois services chargés de les recouvrer étant encore en grève. Dans ces conditions, expliquent certains, « on peut tenir des mois ». Ces grévistes déterminés ont reçu, le mardi 25 avril, le soutien de M. François Duteil, secrétaire confédéral de la CGT.

Le même jour, sur ordre exprès, scabreux-t-il, de M. Charrasse, ministre délégué au budget, la police a fait desouer les portes de la trésorerie générale d'Ajaccio. Ainsi les fonctionnaires qui le souhaitent pourront reprendre le travail. Le trésorier-payeur ne se fait guère d'illusions : « On sera quatre à travailler ».

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Le numéro du « Monde » daté 26 avril 1989 a été tiré à 517 643 exemplaires

## LOCATIONS

1.400 LOCATIONS

PARIS ET REGION PARISIENNE

7 jours / 7 24 Heures sur / 24

36.15 LOCAT

89<sup>F</sup>

SALADIER AVEC COUVERTS

Cerdé revêtement argent fin

REGALI

LE SPECIALISTE DE L'ALUMINE

A C D E F G H

## Au colloque du « Monde » et de la « Revue française de finances publiques »

## M. Vedel plaide pour une gestion décentralisée des universités

Le colloque sur le financement de l'enseignement supérieur organisé par la Revue française de finances publiques et le Monde, avec le soutien de la Commission des Communautés européennes, a été ouvert mercredi 26 avril à l'université Paris IX-Dauphine, par MM. Georges Vedel, doyen honoraire de la faculté de droit de Paris, et André Fontaine, directeur de notre journal.

M. Vedel a estimé que l'amélioration du budget de l'enseignement supérieur est une évidence nécessaire, à la fois pour remédier aux déficiences actuelles et pour préparer une augmentation prévisible du nombre des étudiants dans les prochaines années. Mais il a multiplié les mises en garde. « Avoir de l'argent n'est pas la garantie d'une bonne gestion »,

a-t-il dit, surtout quand on connaît « la centralisation quantitative, cette maladie qui a envahi la plupart de nos réformes universitaires ». Il est donc nécessaire, à ses yeux, d'attribuer les budgets de façon « moins simpliste », en associant notamment les règles de la comptabilité publique. Mais il ne s'agit là que d'un remède de fortune.

« La décentralisation universitaire ne peut pas vivre dans le cadre qu'elle s'est donné, avec une tutelle de l'Etat aussi serrée », a ajouté M. Vedel, qui est favorable à un système de gestion totalement décentralisé au niveau des régions avec un arbitrage national réalisé par un haut commissariat à l'enseignement supérieur.

## "UNE RÉPONSE AUX ENJEUX DE DEMAIN : L'ENSEIGNEMENT INTERNATIONAL DE LA MATERNELLE A LA TERMINALE"



## COLLOQUE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 26/27 MAI 1989

avec le parrainage de nombreuses hautes personnalités françaises et étrangères

Pour vous, enseignants, responsables du monde éducatif, parents.

Exposés et Tables rondes sur l'Enseignement International multilingue et multiculturel, ses enjeux et ses implications.

Participation aux frais : 400 F par personne Enseignants : 200 F; Etudiants : 100 F Date limite d'inscription : 16 Mai 1989

Pour tout renseignement, s'adresser au : Secrétariat du Colloque "Enseignement International", B.P. 12 - 78750 Mareil-Marly Tel. (1) 39 58 49 97

1500 مائة



# ARTS • SPECTACLES



CINÉMA

STÉPHANE KÖRBER/ANA

Les expériences atomiques britanniques en terre aborigène dans «Terre interdite»

## Les damnés de Maralinga

Ils sont en short, les chaussettes soigneusement tirées ; ils embrassent les enfants ; ils sont gais, anglais. Quand s'élève le champignon noir, les braves n'ont pas cessé. L'explosion est une réussite complète.

Nous sommes entre 1952 et 1957, à quelques kilomètres de Maralinga, nom ignoré sur les cartes australiennes : il se situe en territoire aborigène. La météo de l'armée britannique (d'accord pour ces essais avec le gouvernement australien) s'était, dans l'euphorie

atomique, un peu relâchée. Le vent soufflait dans le mauvais sens ce jour-là.

Premier film de deux réalisateurs australiens, *Terre interdite* n'est pas un film subversif. Le temps n'est plus où, comme dans *Hiroshima mon amour*, d'Alain Resnais, la façon de filmer devait déranger, à égalité avec le sujet traité. Il y a du *Mad Max*, il y a du western, il y a du *Blow up* aussi, dans cette lutte d'un individu contre l'imbécillité collective, dans ce rappel du

pouvoir de l'image filmée quand toute une nation veut oublier. *Terre interdite* est, accessoirement, un plaidoyer pour le cinéma. Il fallait le choc des images d'actualité avec les dialogues de Marguerite Duras pour provoquer une conscience sensible de l'horreur d'Hiroshima. Il aura fallu un film et sa sincérité pour rappeler au monde l'existence des damnés de Maralinga.

ANNE REY.

DANSE

VII

### 1789 et Bédart au Grand Palais



Le chorégraphe à la barbe pointue rend hommage à Robespierre, ce «général méconnu des Français», par une de ces grandes messes théâtrales et dansées dont il a le secret. Le Radeau de la Méduse sera reconstitué sur des fragments de symphonies de Beethoven : on parlera de capitalisme, d'écologie et, bien sûr, de liberté. 1789... et nous, sous les feux de quatre cents projecteurs, illuminera à partir du 2 mai le Grand Palais.

MUSIQUES

IX

### Trois joyeux bruiteurs débarquent au Mans



Birgé, Vitet, Gorgé : «Un drame musical instantané», trio de bruiteurs inclassables et souvent inspirés, ouvre le 27 avril le deuxième Festival Europa Jazz au Mans. A leur manière, ils racontent des histoires, de petits drames où la voix se mêle ou non aux instruments traditionnels et aux synthés. Ils voudraient qu'on parle d'eux comme de «contemporains populaires». La joie est avec eux.

ARTS

XI

### L'Afrique avec ou sans béquilles



Comment doit-on exposer l'art primitif ? Comme une bouillie ou comme une cuisine élaborée ? Trois expositions, aux Fondations Maeght et Dapper et au Musée des arts africains, reflètent les difficultés d'approcher ces objets. Mise en scène insouciance de toute chronologie ? Apports de la pédagogie ? Pourquoi faudrait-il à l'admiration pour l'art africain les béquilles de l'ethnologie ?



# CINÉMA

« TERRE INTERDITE », DE MICHAEL PATTINSON ET BRUCE HYLES

## Le pire contre-attaque

Un premier film réalisé par deux cinéastes australiens venus du théâtre. Une fiction-documentaire qui flirte avec les traditions de la science-fiction, du western, du thriller, du plaidoyer social, sans renoncer aux images coup de poing du style *Mad Max*. Une sérieuse entaille au mythe du nucléaire propre.

UN fils qui cherche à découvrir la vérité sur l'assassinat de son père, plus de trente ans après : voilà un thème qui relève du film policier ou de l'analyse psychologique. Que ce fils soit lui-même le papa d'un petit garçon dont il est, à son grand regret, séparé n'ajoute à cela que quelques fioritures oedipiennes. Que des services secrets s'en mêlent et empêchent la vérité d'éclater corse l'intrigue de quelques zestes d'espionnage. Ajoutons que, grâce à la presse, l'affaire ne peut être étouffée et nous aurons une réflexion à la Watergate sur le pouvoir des médias. C'est déjà beaucoup pour un seul film. Mais ce n'est pas tout.

Ce meurtre a été commis pour supprimer un témoin de « bavures » nucléaires, un témoin gênant. Nous abordons là un thème cher à la science-fiction des années 50. Mais si l'on sait que les victimes de cette bavure sont, en grande partie, des aborigènes d'Australie, on retrouve là, en filigrane, une thématique chère au western : l'extermination d'un peuple autochtone. Résumons : policier, espionnage, science-fiction, western, pouvoir de l'image, travail sur la mémoire, individuelle – un fils et son père – et collective – un peuple et ses « indiens ». Cela pour le contenu. Quant à la forme, si elle emprunte volontiers au clinquant du clip (musique funèbre et fascination de l'arsenal chromé de l'audiovisuel), elle donne aussi souvent dans les travellings sur grands espaces – désert oblige – avec fond de soleil couchant, style *Mad Max*.

*Terre interdite*, un film australien de Michael Pattinson et Bruce Myles, est tout cela à la fois mais quelque chose d'autre. On pourrait le regarder comme un habile cocktail si ce cocktail ne se révélait explosif et ne faisait voler en éclats – une nouvelle fois – le mythe du nucléaire propre. Il accomplit le paradoxe d'harmoniser quatre éléments qui vont rarement ensemble : il raconte – et fort bien – une histoire ; il dit l'Histoire (les faits sont retracés ci-dessous par Marius Benson) ; il s'inscrit dans l'histoire du cinéma australien ; il reprend et renouvelle, enfin, une thématique chère à la science-fiction, celle du péril atomique.

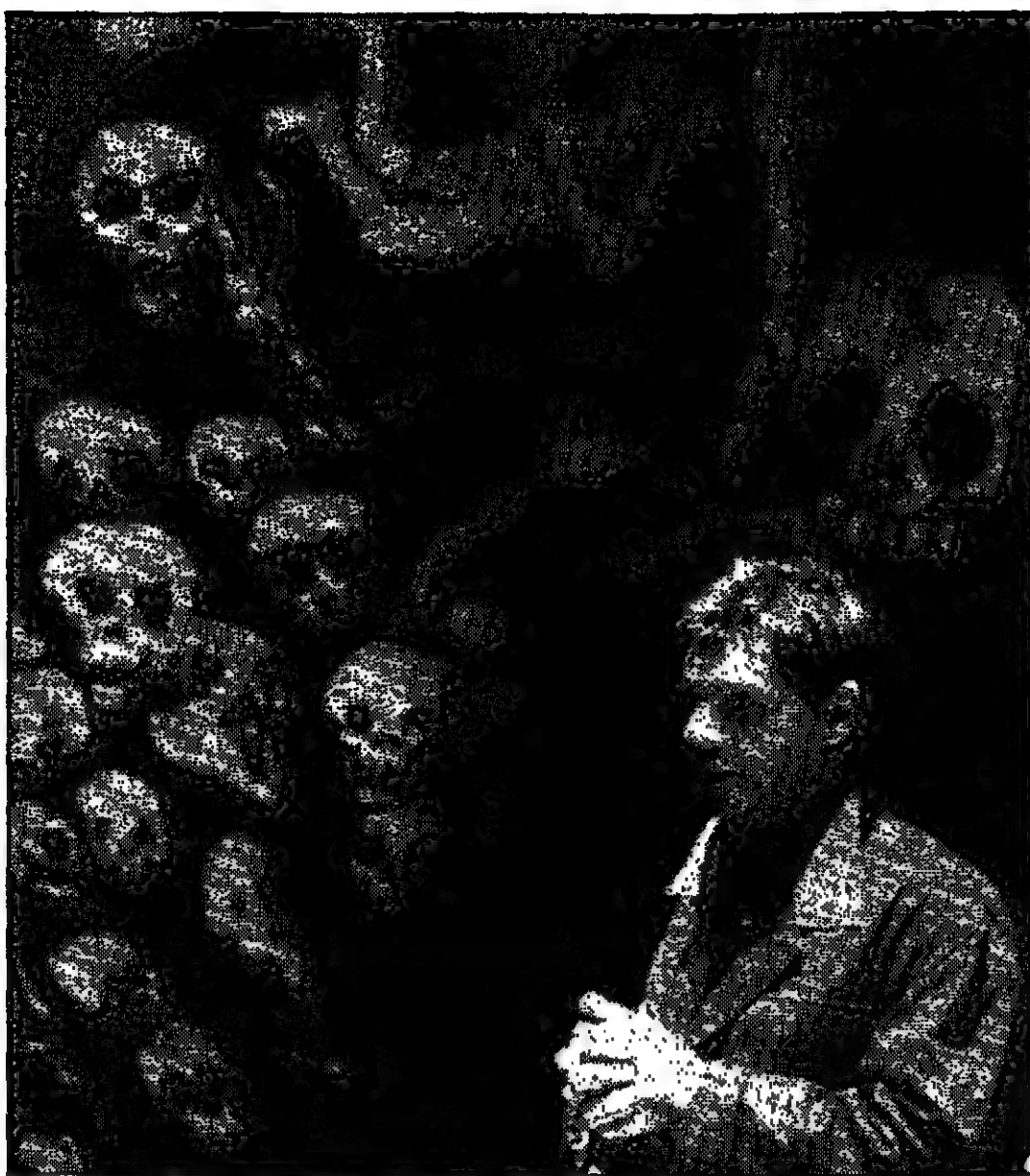
### LA MÉMOIRE ASSASSINÉE

Harvey, le héros, tourne des films de publicité ; sa femme (dont il est séparé) est reporter à la télé ; il vit au milieu de gadgets électroniques et d'appareils sophistiqués. Cette passion, il l'a sans doute héritée de son père, documentariste pour l'armée. De vieux films familiaux, qu'il repique en vidéo, montrent en effet le père et le fils appareil de photo à la main. Cette passion de filmer a perdu le père : il a vu quelque chose qu'il ne devait pas voir, l'a filmé, a déposé le film quelque part, puis a été assassiné.

Première quête d'Harvey : la recherche de la fatale bobine. Elle va le mener de son propre passé (le film familial) au passé de son pays (le film disparu). Plongée au-delà de la redécouverte paternelle, dans la mémoire de son peuple, mémoire que réactive en même temps, d'une façon officielle, une commission d'enquête. C'est ce double itinéraire que retrace *Terre interdite* : celui d'un homme dont la femme est partie parce qu'elle le jugeait immature (« je n'ai pas besoin de deux enfants à la maison ») et qui devient adulte, peu à peu, en marchant sur les traces de son père. Mais – surtout – le cheminement d'une conscience collective qui découvre, difficilement, péniblement, l'horreur que l'on veut celer.

Car, si le héros est resté enfant, l'Australie, elle, est restée longtemps sous la dépendance de la Grande-Bretagne, dont elle s'est arrachée peu à peu, comme d'une mère abusive. A qui elle a donné des gages de sa docilité en lui sacrifiant un peu de sa chair (la terre) et de son sang (les soldats australiens et les aborigènes). Un homme enfin adulte dans une Australie indépendante, tel pourrait être le sens du film, s'il ne le dépassait largement de par son sujet même.

Car ce que cette bobine si recherchée donne à voir, ce sont des images que la fin de la seconde guerre mondiale ont rendues tristement familières : des baraquements vides, un camp désert ou désert, une porte cadenassée dont l'ouverture donne sur un grand trou noir. Il manque à l'horreur les derniers mètres de pellicule, disparus, enfouis ailleurs, comme ces images que la mémoire refuse de prendre en compte ou qu'on lui dénie – révisionnisme oblige – le droit d'assimiler. On aura vu là, en un raccourci saisissant, deux thèmes



Le héros (Colin Friels) découvre la terre interdite.

chers à Resnais : celui de *Je t'aime, je t'aime* et celui de *Nuit et Brouillard*.

Mais, ce qu'il y a de plus étonnant peut-être, dans *Terre interdite*, c'est son insertion harmonieuse dans un courant que l'on connaît mal ici, celui du cinéma australien. Insertion à plusieurs niveaux. Rappelons, avant tout, la force et la variété de la tradition du document dans ce cinéma : depuis *The Melbourne Cup* (Maurice Sestier) qui inaugure le genre dès 1896, en passant par l'importante production qui va de 1940 à 1954, jusqu'au *Newsfront* de Phil Noyce (1978), réflexion sur la période qui va de 1948 à 1956, sous la forme d'un mélange d'actualité et de fiction. On retrouve la trace de cette hybridation à la fois dans le thème et dans le personnage du père qui se rattachent ainsi à une tradition bien établie.

Par ailleurs, dès les années 1900, Sir Richard Baldwin avait filmé les aborigènes. L'auteur du premier film de fiction qui leur ait été consacré (*Jedda*, 1955)



La peur atomique au cinéma : « Le jour où la Terre s'arrête », 1951.



« En quatrième vitesse », 1955.

était comme par hasard l'apôtre d'un cinéma australien indépendant. Il faudra attendre cependant 1978 et le film de Fred Schepisi : *The Chant of Jimmie Blacksmith* pour voir poindre au cinéma un sentiment de culpabilité envers les aborigènes. Là encore, *Terre interdite* reprend un thème d'actualité. Ajoutons que les sentiments anti-britanniques du film se sont déjà exprimés à travers, par exemple, *Héros ou Salopards* de Bruce Beresford (1980) et nous aurons fait le tour de quelques-unes des influences nationales.

Restent, bien sûr, la reprise et le renouvellement d'une thématique chère aux studios d'Hollywood des années 1950 et sur laquelle on a brodé à l'envi. La peur de la bombe, les réflexions sur les suites d'une catastrophe nucléaire, les radiations, tout a été filmé, depuis Hiroshima, pour ne pas remonter plus haut et évoquer l'anticipation des années 1930. Dès 1951, Robert Wise, par la bouche d'un extra-terrestre (*Le jour où la Terre s'arrête*), mettait la Terre en garde contre le péril atomique. Quatre ans plus tard, en un

thriller saisissant (*En quatrième vitesse*), Robert Aldrich comparait l'atome à cette fameuse boîte de Pandore d'où pouvaient sortir tous les maux. Comparaison que reprendra, en 1967, Michael Cacoyannis, dans *Le Jour où les poissons...* Mais les deux avertissements les plus terrifiants restent, dans le registre burlesque, le *Docteur Folamour* de Stanley Kubrick (1963) et surtout, dans le registre horrifique, le documentaire de science-fiction que l'Anglais Peter Watkins produisit pour la BBC, *La Bombe* (1965). Jugé trop réaliste, il n'est jamais passé à la télévision. Il montrait avec une précision tranquille toutes les conséquences d'une explosion atomique.

D'autres se réfugièrent dans le post-apocalyptique. Arch Oboler, en 1951, signa le premier film d'une longue série, *Cinq survivants*, qui mettait en scène les échappés de l'explosion. *Panique année zéro* (Ray Milland, 1962) montrait que les agneaux pouvaient se transformer en loups dans un monde détruit par l'atome ; quant au *Dernier Rivage* (Stanley Kramer, 1959), qui se passait justement sur les côtes australiennes, il démontrait l'inverse : des militaires philosophaient dans un sous-marin en attendant la mort.

### CRÉATURES NÉES DE L'ATOME

Arrivèrent ensuite les mutants et les irradiés. Dans la seule année 1957, les hommes se transformèrent en vampires, en loup-garous, en géants ou en êtres minuscules ! Les insectes devinrent monstrueux et les Japonais – qui n'avaient pas oublié – créèrent en 1955 Godzilla, la créature née de l'atome.

On pourrait multiplier les exemples. Pourtant, entre tous ces films et *Terre interdite* il y a une différence énorme. Ces films sont des films de science-fiction, c'est-à-dire qu'ils extrapolaient dans les années 50 sur un événement dont on espérait bien qu'il n'aurait jamais lieu. Leur discours disait en substance : « Attention, voilà ce qui peut se passer dans trente ans, le pire peut advenir. »

Or, *Terre interdite* inaugure un genre nouveau, qu'on pourrait appeler : rétro-science-fiction. Il s'appuie sur un événement qui a bien eu lieu (le pire est arrivé) et que l'on raconte trente ans après. Ce n'est plus une imagerie fictionnelle – engendrée, il est vrai, par Hiroshima – mais un documentaire réaliste, où la fiction n'occupe en somme qu'un rôle mineur.

En ce sens, *Terre interdite* précède des films comme le *Syndrôme chinois* (James Bridges, 1979) où l'hypothèse de base (un accident dans une centrale nucléaire) se trouve confirmée peu de temps après (incident de la centrale de Harrisburg, à Three Miles Island, en Pennsylvanie), voire à plus long terme dans une actualité toute récente. Ici, le pire n'a pu, par incompetence, sottise, ignorance, folie (on choisira le terme le plus adéquat), être évité. Et la seule chose dont on puisse se réjouir – triste consolation – c'est qu'il ait resurgi dans la mémoire des hommes, tel un sinistre avertissement pour un futur déjà bien obéré par le passé et que le présent continue de détruire.

CLAUDE AZIZA.

### LES ABORIGÈNES VICTIMES

## Ils n'ont rien vu

MARALINGA est un mot utilisé par les aborigènes. Il signifie « la Terre du tonnerre ». Pendant des dizaines de milliers d'années, ce désert rouge, isolé au fin fond du centre de l'Australie, fut considéré comme un lieu sacré par les aborigènes qui l'habitaient. Il n'intéressait que très peu les colons blancs d'Australie, et les aborigènes de cette région n'étaient pratiquement pas concernés par l'invasion européenne du continent.

Cette situation d'isolement changea au début des années 50 lorsque les Britanniques commencèrent à rechercher des sites pour procéder à leurs premiers essais nucléaires. Les Britanniques avaient joué un rôle de pionniers dans le développement de la bombe atomique, mais dans les premières années de l'après-guerre, ils n'étaient pas encore en mesure de faire exploser une bombe comme l'avaient déjà fait les États-Unis et l'Union soviétique. Le premier ministre de l'époque, Winston Churchill, était un partisan enthousiaste du programme militaire atomique, et ses conseillers l'encourageaient à maintenir la Grande-Bretagne à l'écart des nations européennes qui ne possédaient que des armes conventionnelles.

Au départ, la Grande-Bretagne souhaitait utiliser les sites d'essai américains du Nevada et des îles Marshall. Mais la rivalité entre les deux alliés ne permit pas d'aboutir à un accord.

Résolu à ne pas faire exploser les armes à l'intérieur de leur frontière nationale, les Britanniques cherchèrent plus loin et découvrirent que l'Australie constituait le site idéal. L'avantage principal était que le dirigeant du pays, le premier ministre Robert Menzies, était un anglophile se vantant lui-même d'être « britannique jusqu'à la dernière [des] bottes ». Quand Londres demanda la permission d'utiliser l'Australie pour ses essais, M. Menzies accepta sans hésitation.

A l'époque, il n'y avait pratiquement aucune connaissance publique, aucune compréhension de ce que ces tests pouvaient signifier pour l'Australie ; la décision de les autoriser ne rencontra à peu près aucune opposition, ne fit l'objet d'aucun débat. Le moindre murmure de désaccord était rejeté par le premier ministre Menzies. En réponse à l'une des rares enquêtes sur la question au Parlement, il répondit carrément : « Aucune sorte d'atteinte à la vie ou aux biens ne peut découler des tests qui seront effectués dans les vastes espaces du centre de l'Australie. »

C'est ainsi, dans une ambiance d'enthousiasme irréfléchi, qu'on procéda aux premiers essais le 3 octobre 1952. Pendant les quatorze années qui suivirent, on fit exploser une douzaine de bombes de diverses puissances, principalement dans la zone de Maralinga. En

Jp 11/10/150



LA PRODUCTION AUSTRALIENNE A L'OMBRE D'HOLLYWOOD

## Un continent prêt à l'offensive

Que connaît-on du cinéma australien ? Les yeux bleus de Mel Gibson et le chapeau de *Crocodile Dundee*. « Un cri dans la nuit », de Fred Schepisi, sera à Cannes en compétition officielle. Mais rien là de suffisant pour donner une idée de la vitalité de la production cinématographique « aussie ». En voici quelques instantanés, enregistrés là-bas.

Le cinéma australien a connu dans le monde entier des triomphes commerciaux, tels *Mad Max* et *Crocodile Dundee*. Il nous a proposé conjointement de purs chefs-d'œuvre, dont certains sont passés quasiment inaperçus en France, comme *Picnic at Hanging Rock*, de Peter Weir, ou ne sont même pas sortis, comme *Don's Party*, de Bruce Beresford. Il plonge ses racines dans une tradition asieenne et attachante : autochtone jusqu'à l'arrivée du parlant (qui manqua le détruire), il a été dominé ensuite (tantôt écrasé, tantôt sauvé) par Hollywood. Quoi qu'il en soit, même s'il y a des exceptions heureuses comme *Terre interdite* et bientôt *Un cri dans la nuit*, de Fred Schepisi, c'est un fait que nous n'avons pas encore accès au cinéma aussie. Il est pourtant beaucoup plus proche de nous qu'on ne le croirait : sa langue est l'anglais, pas le bengali ni le chinois ; ses valeurs, ses thèmes relèvent d'un univers occidental familier ; le dépaysement qu'il procure séduit plus qu'il n'effraie. Arrachés ou non à leurs cultes divers, les cinéphiles devraient être à même d'en juger et tout autant, le grand public.

SYDNEY, FÉVRIER 1989

Daniel Rowland est le nouveau président de l'*Australian Film Commission*, l'équivalent dans une certaine mesure de notre Centre national de la cinématographie... (Encore le contexte est-il très différent, dans un pays à double structure où le pouvoir fédéral et celui de chaque État ont chacun leurs attributions : la distribution relève du premier, l'exploitation est du ressort des seconds ; la production de longs métrages dépend tantôt de l'un, tantôt de l'autre. L'Australie du Sud, la Victoria et la Nouvelle-Galles du Sud en particulier ont créé des établissements publics à qui l'on doit bien des réussites).

Daniel Rowland a l'air d'un jeune intellectuel un peu maigre, mais il a les pieds sur terre, fort d'une expérience déjà loquace de juriste. Il connaît notre bon vieux système de soutien financier proportionnel aux recettes des films antérieurs du producteur. En Australie, sans doute parce que les maisons américaines n'étaient pas d'humeur à contribuer comme c'est le cas chez nous, on lui a préféré des mesures de déduction fiscale (et nous venons d'en adopter de semblables). Les critiques de cette formule disent que « l'argent des dentistes » investi un peu à l'aveuglette, et nécessairement avant une date limite chaque année, tendrait plutôt à favoriser la croissance des navets. Mais Daniel Rowland fait preuve d'un optimisme communicatif.

Il est vrai que nous dînons dans un coin charmant de Balmain, l'une de ces presqu'îles, l'un de ces pro-



Peter Weir, le box-office.



Paul Cox, la marge.

montoirs que Sydney, capitale océane, réunit en son nom. Le Riverview est un « hôtel », *down under* (aux antipodes) comme on dit, à la fois pub et restaurant, qui appartient à Dawn Fraser, la championne olympique de natation, et que Sue Carleton, amie des cinéastes et des écrivains, a rejoint.

On est tenté de voir là un symbole : d'un côté le sport, domaine dans lequel les réussites australiennes sont bien connues ; de l'autre, cette vie culturelle, si féconde, si chaleureuse, dont nous ignorons quasiment tout à Paris.

La lumière est belle. Les « extérieurs » sont superbes, qu'il s'agisse des plages, des rimbambelles de petites maisons côtières à côté avec leurs balcons de dentelle, ou du bush... Les industries techniques (laboratoires, autorisations) font un travail de qualité. Les bons acteurs sont foison (leur syndicat ne laisse personne l'oublier)... Et les scénaristes, les metteurs en scène ? On se sent bien à Balmain, au Riverview,

quand dans la même soirée on rencontre Peter Carey (romancier), Booker Prize (scénariste du prochain film de Wim Wenders, qui doit être tourné en Australie), David Williamson (célèbre auteur dramatique, dont plusieurs pièces ont été portées à l'écran, adaptées par lui - *Don's Party*, entre autres), et Frank Moorhouse (romancier, scénariste de *Between Wars*, *Coca-Cola Kid* et *The Everlasting Secret Family*, qui restera sans doute secrète pour nous - les deux derniers titres sont tirés de ses propres œuvres). Trois grands noms, trois grands talents qui habitent tout bonnement dans le voisinage. Certes, il n'y a pas que le Riverview, il n'y a pas que Balmain, il n'y a pas que Sydney (ni Melbourne) ! Il y a des villages comme Braidwood (Nouvelle-Galles du Sud), où John Dugan a tourné *The Year My Voice Broke*, des villes industrielles comme Newcastle...

NEWCASTLE, FÉVRIER 1989

Newcastle a les plus grandes aciéries de l'hémisphère sud, les cargos japonais font la queue à l'entrée



« Godzilla », créature née en 1957.



« Docteur Folamour », 1963.

du port pour venir chercher leur charbon, mais les entrepôts du chemin de fer ont cédé la place à une esplanade superbe en bord de mer ; à quelques centaines de mètres du centre-ville, on trouve déjà deux plages. La troisième est un peu plus loin. Et, à quelque distance vers l'intérieur des terres, sur 100 hectares d'eucalyptus, a été construite l'université, voilà quelque vingt ans. C'est dans les parages qu'en même temps - ou à peu de choses près - est né Greg Pead, autrement dit *Yahoo Serious*, metteur en scène et vedette de *Young Einstein* : nous ne nous doutions pas qu'Albert Einstein, né en Tasmanie, inventeur du rock and roll comme de la relativité, avait rencontré Marie Curie dans un train que les kangourous regardent passer avec une curiosité bien compréhensible. Il faut le voir pour le croire. Il faut aussi l'entendre, la musique jouant ici un rôle essentiel. A Newcastle, dans le grand cinéma de King Street, le public défilait. Il pourrait fort bien en être de même bientôt dans un circuit français, par les soins de la Warner.

GROS PLAN : PAUL COX

Il résume toutes les étiquettes et se considère seulement comme « un cinéaste ». Son œuvre la plus remarquable est sans doute *Cactus* où, par miracle (et grâce à Robert Menzies et Isabelle Huppert) la sensibilité exacerbée des non-voyants est recréée, très loin de la *Symphonie pastorale*. Si des affinités se dégagent, ce serait plutôt avec les *Contes moraux* d'Eric Rohmer, par l'esprit du moins.

Ce Hollandais d'origine sait admirablement évoquer Melbourne et l'État du Victoria. Il y a du peintre en lui ; il nous l'a dit, par le fait. Et il le démontre d'une manière splendide dans le long métrage qu'il a consacré à Van Gogh. Sans doute est-ce très bien que des files d'attente de 1 kilomètre de long s'enroulent autour du Grand Palais en l'honneur d'un grand peintre. Mais faudra-t-il aller jusqu'à Carlton (le Balmain de Melbourne) pour revoir *Vincent* ?

De Paul Cox, David Stratton pense qu'il est « l'auteur le plus intéressant du cinéma australien contemporain ». (Qui est David Stratton ? Mais voyons, le critique de *Variety* à Sydney, l'ancien directeur du Festival et le grand maître de la cinéphilie à la télévision...)

FLASHBACK, 1975

Sous la houlette de David Stratton, donc, le vingt-deuxième Festival cinématographique de Sydney s'est déroulé du 1<sup>er</sup> au 16 juin, dans une ambiance de fête mêlée de nostalgie... Sans compétition ni palmiers, pour les délices des spectateurs et en signe d'ouverture sur le monde, soixante-dix films de vingt-deux pays ont été présentés... Mais l'événement qu'il convient de saluer et dont l'écho lointain doit parvenir à la diaspora des cinéphiles, c'est la rétrospective du cinéma australien dont nous avons eu la primeur. Soixante-six œuvres réparties sur soixante années, de 1911 à 1971, ont resurgi en force ! L'isolement, la prépondérance américaine, l'indifférence du public ou de ses manipulateurs, les avaient pour la plupart relégués au fin fond de l'oubli. D'irréparables destructions ont été commises autrefois. La cinéaste Joan Long raconte qu'en 1926, pour les besoins du tournage de *For the Term of His Natural Life* (1) (qui coûta 60 000 livres, somme énorme à l'époque), un incendie de navire spectaculaire fut réalisé en brûlant un vieux rafiot de toute la pellicule impressionnée qui tombait sous la main et en y mettant le feu. Les efforts tentés aujourd'hui pour sauver ce qui peut l'être encore méritent un hommage fervent.

CANBERRA, FÉVRIER 1989

Graham Gilmour est directeur des *Film and Sound Archives* (autrement dit de la Cinémathèque). Ses services sont installés dans un bâtiment à la belle façade, avec une cour intérieure verdoyante, sur le campus de l'Australian National University. Ici, les noms de Charles Chauvel, Ken Hall ou Cecil Holmes sont entourés d'estime et d'affection. Ces réalisateurs des années 40 et 50, d'autres avec eux, en dépit des difficultés en tout genre auxquelles ils se sont heurtés, ont laissé une œuvre de qualité...

Peut-être la douceur de l'air en est-elle la cause : on se prend à rêver que Patrick Brion ou Claude-Jean Philippe fassent une infidélité passagère à la MGM ou à la Columbia... Qu'une douzaine au moins de « classiques » australiens passent en v.o. sous-titrée sur une de nos chaînes... Qu'un bas mot quatre millions de Français puissent découvrir et aimer les *Quarante mille cavaliers* du grand Charles (Chauvel)... Que l'on nous montre une partie, sinon la totalité de ces belles œuvres des années 70, dont la liste serait trop longue (on se ferait un plaisir de la fournir), et qui crouissent dans les oubliettes de notre société satisfaite d'elle-même, à peu de frais.

JEAN-PAUL DELAMOTTE.

(1) D'après le sublime roman de Marcus Clarke, traduit pour la première fois en français, cent treize ans après sa parution à Melbourne, sous le titre *La Justice des hommes* (aux Presses de la Renaissance).

### DES ESSAIS NUCLÉAIRES BRITANNIQUES

## à Maralinga

tout, quinze mille Australiens furent directement impliqués dans les douze essais, qui ne furent entourés que des précautions les plus élémentaires. Les observateurs étaient autorisés à s'approcher extraordinairement près de l'explosion et certaines de leurs mesures de sécurité, comme de s'envelopper la tête avec des serviettes mouillées, dramatiquement inappropriées.

Parmi tous ceux qui n'étaient pas préparés aux explosions atomiques, les plus exposés étaient les aborigènes. On ne sait pas combien d'entre eux vivaient dans la région parce qu'à cette date les aborigènes n'étaient pas comptabilisés dans le recensement national. Ils n'étaient d'ailleurs pas considérés comme des citoyens, et n'avaient pas le droit de vote. Certaines estimations avancent le chiffre d'un millier. On fit quelques tentatives très vagues pour les écarter du site des essais avant les explosions. Plus tard, il fut démontré que ces tentatives n'avaient pas été très sérieuses.

Les aborigènes qui étaient proches des explosions parlèrent plus tard d'un « grand bruit », suivi d'un « brouillard noir » qui envahit tout le paysage. Un témoin, Yami Lester, se souvient : « Le brouillard venait du sud, noir, comme de la fumée. Je pensais que ce pouvait être un orage de poussière, mais c'était calme, cela passait entre les arbres, au-dessus des arbres, cela bougeait et s'étendait doucement... »

Les aborigènes parlèrent aussi de la maladie qui suivit le brouillard et des morts. Des malades et des

morts, on en compte aussi parmi les observateurs blancs qui avaient assisté aux essais dans les années 50 avec un enthousiasme aussi innocent que puéril.

Il allait s'écouler des années avant qu'on ne fasse le lien entre ces maladies et les essais de Maralinga. Toute une série d'enquêtes allait être lancée pour déterminer ce qui se passa réellement lors des essais et sur la meilleure façon d'indemniser les victimes. La dernière enquête a invité le gouvernement britannique à payer des dédommagements et à entreprendre un nettoyage du site. On estime que ce nettoyage impliquerait le traitement et l'enfouissement de 480 000 tonnes de terre et coûterait 100 millions de livres (environ un milliard de francs). Jusqu'à présent, les Anglais ont accepté d'indemniser leurs propres victimes mais se font encore tirer l'oreille pour dédommager les Australiens. Les suites légales des essais de Maralinga ont déjà duré plus de trois décennies, et on pense qu'elles dureront de nombreuses années encore.

Les conséquences des essais sur le site lui-même dureront beaucoup plus longtemps. Les aborigènes de Maralinga ne pourront pas retourner en toute sécurité sur leur terre natale avant que le plutonium ne se soit dégradé jusqu'à un niveau supportable. Cela devrait prendre plus de vingt-quatre mille ans.

MARIUS BENSON.



REPRISE D'UN FILM-CULTE DE JOHN HUSTON

# « Le Malin » sort du purgatoire

Portrait au vitriol d'une psychopathe, « Wise Blood » (traduit en français par « Le Malin ») sortit en 1979, fut alors incompris, passe néanmoins pour l'un des plus grands Huston. Le cinéaste devait mourir en 1987. Au moment de la sortie du film à Cannes, Henri Béhar l'avait rencontré.

« **P**ERSONNE n'a vu le film. Ni aux États-Unis ni ailleurs. Aucune major, aucun studio. Moi-même, je viens de le découvrir avec le son et la musique. »

C'était, à quelques jours près, il y a dix ans. Le Tout-Cannes-Festival sortait de la projection de presse du Malin de John Huston, tiré d'un roman de Flannery O'Connor, la Sagesse dans le sang, qui conte la révolte d'un jeune fanatique contre Dieu. L'accueil avait été mitigé, le film surprenait, certains étaient choqués.

« C'est une œuvre à la fois amusante et terrible ; on ne sait si on doit rire ou avoir froid dans le dos », disait John Huston de sa belle voix grave, déployant sa silhouette longiligne sur le sofa de sa suite d'hôtel à quelques heures de la présentation de gala. Au cours de la conférence de presse du matin, sans doute parce qu'il n'avait pas tourné depuis l'Homme qui voulait être roi, quatre ans auparavant, une journaliste avait tenté à toute force d'établir un rapport entre les deux films. « Si l'un est un, répondait Huston, il me paraît purement accidentel. » « L'homme qui voulait être le Christ ? », insistait la journaliste. « Cet homme est en rébellion contre le mythe chrétien, expliquait patiemment Huston. C'est un mordu du Christ, qui ne peut se remettre de cette morsure. Malgré un effort héroïque, il tombe naturellement victime de cette maladie. »

## LE PASSION DES ÉCRIVAINS DU SUD

Tente-t-on par la suite, un rapprochement avec le Nazarin de Bresson ? « Je ne l'ai pas vu mais je suis un grand admirateur de Bresson. Je dois le dire d'entrée : je suis totalement athée, du moins en ce qui concerne toute foi orthodoxe, institutionnelle et organisée. Je suis plus fort sur les écrivains du Sud. »

Deux romanciers du sud des États-Unis l'ont inspiré : Carson McCullers pour *Reflets dans un œil d'or* et Flannery O'Connor. « J'admire énormément l'œuvre de Carson McCullers, et le personnage. Il en était de même pour Flannery O'Connor, bien que je n'aie jamais eu l'occasion de la rencontrer. »

A l'époque, Flannery O'Connor sortait en quelque sorte de l'oubli. « Il y a deux ans, [soit en 1977] elle était encore ignorée. Aujourd'hui, on demanderait à une douzaine de critiques : « Qui tenez-vous pour le premier auteur américain ? », au moins deux ou trois la désigneraient. Après la publication de sa correspondance — éditée d'ailleurs par la mère de son producteur, — elle a pris la place qui lui revient, au premier



Brad Dourif (à gauche) et Harry Dean Stanton

rang des écrivains américains... Bien entendu, elle est morte depuis quinze ans. »

Alors qu'il séjourne dans sa propriété mexicaine de Las Caletas, près de Puerto Vallarta, Huston reçoit un jour la Sagesse dans le sang que lui fait parvenir un certain Michael Fitzgerald. « Je ne connaissais de Flannery O'Connor que ses nouvelles parues dans le New Yorker et n'avais jamais lu le roman. » Ce qui le frappe d'emblée ? « Sa dimension grotesque, son sens du bizarre, l'unicité du sujet. Un mariage fascinant de l'horrible et du comique... » Il se reconnaît sur la même longueur d'onde que l'écrivain quand celle-ci affirme : « Tout ce que j'ai écrit de drôle est d'autant plus terrible que c'est drôle ; et d'autant plus drôle que c'est terrible ; ou terrible uniquement parce que c'est drôle. »

Quelques jours plus tard, par téléphone, Michael Fitzgerald dit à Huston son souhait de porter ce livre à l'écran et lui demande s'il accepterait de le mettre en scène. « L'idée m'intéressait. »

Fitzgerald est issu d'une famille d'universitaires, « certainement le producteur le plus lettré — il parle quatre langues, dont le chinois — avec qui je n'ai jamais eu l'occasion de travailler. » (Ils seront à nouveau réunis sur *Au-dessous du volcan* d'après Mal-

colm Lowry.) Son père, Robert Fitzgerald, fait autorité : on lui doit la traduction définitive de l'Illiade et de l'Odyssée d'Homère — il est de plus l'exécuteur testamentaire de Flannery O'Connor.

Celle-ci était une amie de la famille. Lorsque, à dix-neuf ans, elle entreprend la rédaction du Malin (elle le terminera quatre ans plus tard), elle vit chez les Fitzgerald dans le Connecticut. En relisant, adulte, la Sagesse dans le sang, Michael Fitzgerald découvre qu'il traite d'un aspect inconnu (à l'époque) de l'Amérique, « une chose que nous avons dans le sang, et dans la tête, et dont nous n'aimons pas beaucoup parler. » C'était avant les scandales évangélistes des années 80, mais la fin des années 70 en avait vu une première manifestation : le « suicide » à Guyana de sept cents fidèles sur l'injonction du révérend Jim Jones.

« M. Huston m'a tellement surpris en acceptant de le mettre en scène que j'ai passé les trois années suivantes sans parvenir à monter le projet », dit le producteur. Sachant qu'à la suite de sa récente hospitalisation, les compagnies d'assurances se font tirer l'oreille, sachant aussi le sujet « peu susceptible d'enthousiasmer les commanditaires », Huston se reproche d'avoir accepté. Enfin, Fitzgerald réussit à rassembler deux millions de dollars, « en devises terri-

blement étrangères ». Le quart du budget de l'Homme qui voulait être roi.

Pas de stars dans le Malin mais des comédiens solides. « Je « dirige » aussi peu que possible. La majeure partie de mon travail de réalisateur consiste à choisir les acteurs, et c'est le scénario qui guide votre choix. Je reste aussi près du sujet que possible ; aux acteurs de faire le reste du travail, le leur et par conséquent le mien... J'avais vu Brad Dourif dans Vol au-dessus d'un nid de coucou, je l'avais trouvé splendide. Je ne connaissais pas Harry Dean Stanton, il m'a suffi de le rencontrer pour savoir qu'il avait quelque chose dans le ventre. » Lui-même, dans les retours en arrière, incarne le grand-père terrifiant qui marquera le héros à jamais. « Mais je n'ai jamais pris ma carrière d'acteur particulièrement au sérieux. »

## SOIXANTE-DIX TECHNICIENS SOUS LE SOLEIL

C'était la première fois que Huston tournait dans « le Sud d'aujourd'hui ». Tout Irlandais d'adoption qu'il fût, Huston était un homme du Sud : il était né dans le petit hameau de Nevada, dans le Mississippi. Wise Blood fut tourné — « en quarante-huit jours ! » — à Macon, en Géorgie, et dans le petit faubourg de Tombesboro, tout près de la ferme de Flannery O'Connor, à la sortie de Milledgeville.

« Je crois que l'on peut sans réserve nous taxer de népotisme, ajoute-t-il en riant. Les frères de Kathy et de Michael ont fait les décors et les costumes. Michael et son frère Benedict ont écrit le découpage. Mon fils Tony a travaillé comme assistant sur le film. Tommy Shaw, mon premier assistant et un vieil ami, avait trois enfants dans l'équipe — qui comptait en tout et pour tout vingt-cinq personnes. C'était la première fois que je tournais à moins de soixante-dix techniciens. Personne n'est tombé malade. Le ciel lui-même s'est mis de la partie : il a fait soleil quand il fallait, il a plu aux moments voulus. Un tournage sans aucune anicroche. »

« Chaque fois qu'il était question de prendre un raccourci pour faire une économie au risque de brider la qualité du film, leur choix s'orientait vers ce qui servirait le mieux le film. » Grâce à Tommy Shaw, affirme Huston, le Malin ne coûtera que les deux tiers du budget prévu. Le réalisateur fait des appels du pied au producteur : Ne conviendrait-il pas d'intéresser Tommy Shaw aux éventuelles recettes ? C'est déjà fait, lui répond simplement Fitzgerald. « Je lui tire mon chapeau, dit Huston. C'est, je crois, la première fois qu'un assistant aura touché un pourcentage sur les recettes d'un film. »

Dans son recueil de mémoires, *A livre ouvert*, publié en 1980, Huston écrit : « Rien ne me rendrait plus heureux que de voir le Malin être aimé et compris, et faire recette. Ça prouverait quelque chose. Je ne sais pas quoi au juste. Quelque chose. »

HENRI BÉHAR.

## LA CRITIQUE DE MICHEL BRAUDEAU

# Les bons sentiments

« Après la guerre », de Jean-Loup Hubert  
« Au fil de la vie », de Garry Marshall

L'**AFFICHE** d'*Après la guerre*, le quatrième film de Jean-Loup Hubert, auteur du *Grand Chemin* — succès public prodigieux en 1987, — résume bien l'esprit et l'ambiance de son propos. Richard Bohringer, en uniforme allemand, porte un mouflet sur ses épaules à travers la campagne, les bras levés, tenu en joue par un autre bambin travesti. C'est pittoresque, rural, tendre. Au moment de la débâcle allemande, dans un village français, tout le monde attend les Américains. Les vieux de la fanfare répètent dans une cave l'hymne des libérateurs, les jeunes filles fabriquent des bannières étoilées en écoutant *In the Mood*, les gamins filent dans les prés en avant-coureurs. Trois d'entre eux aperçoivent une colonne de blindés et courent annoncer la bonne nouvelle : ils arrivent. On déploie les banderoles en anglais, le maire ceint son écharpe et se fait descendre d'une rafale. Ceux qui « arrivaient » étaient allemands.

Les enfants, eux, sont partis. Enfant au fond des bois, terrorisés à l'idée des châtiments que leur vaudra leur étourderie fatale. L'un se fait prendre en volant une poule, restent les deux autres, nos héros, qui sont frères (à la ville comme à l'écran, ce sont les fils du metteur en scène), Antoine, douze ans, et Julien, huit ans. Pour passer le pont qui est surveillé, ils adoptent

un chien errant et Antoine se déguise avec un tablier vert en fille, ce qui lui vaut les avances de quelques délinquants. Puis ils rencontrent un blessé en uniforme allemand (Richard Bohringer) qui parle français, jure en alsacien, grande gueule et brave type. Avec lui, les enfants feront un long bout de chemin vers ce qu'ils espèrent être la liberté et découvriront, ô monde cruel, les horreurs de la guerre. Le récit est mené très linéairement dans un décor champêtre attendrissant. Si Bohringer en Alsacien déserteur et bonasse n'est pas trop convaincant, les deux frères sont charmants et excellents. Le chien aussi. Mais enfin, que l'enfance est innocente et sans pitié, que la guerre est ignoble et absurde, voilà des chronos dont on n'attend plus l'illustration de façon si gentiment appliquée. A trop cultiver le même sillon bucolique, l'auteur risque de ne pas retrouver les trois millions et plus de spectateurs du *Grand Chemin*.

Avec *Au fil de la vie*, de Garry Marshall, on passe aux petites filles, comme toujours nettement plus dégourdis que les garçons. En 1957 sur la plage d'Atlantic-City, la jeune Hillary Whitney, onze ans, orpheline riche et distinguée de San-Francisco, rencontre une rousse du même âge, C.C. Bloom, qui fume en cachette. Coup de foudre réciproque. C.C.

est une bombinette remontée à bloc, élevée dans le Bronx par une maman inébranlable et gaffeuse qui la pousse à devenir une star et lui fait passer des auditions. Une des vraies trouvailles de Garry Marshall, auteur de *Young Doctors in Love* et découvreur de Matt Dillon dans *Le Kid de la plage*, est d'avoir choisi la jeune Mayim Bialik pour incarner Bette Midler enfant. Elle est fantastique d'énergie et de vulgarité chaleureuse, avec un culot et un abattage qui amoncent bien la chanteuse torride que l'on connaît. Elle a même, en scène, dans son maillot de paillettes, son bon miteux à la main, ce frémissement racleur du buste que la grande Bette immortalisera maintes fois à pleins corsages et que la science vulcanologique nomme pieusement « tremoussement midlerien ».

Les deux fillettes si dissemblables s'adorent donc, mais c'est la fin des vacances, on se sépare. Elles s'écrivent des années durant, entre la côte Ouest et la côte Est, tenant ainsi leur journal intime par lettres jusqu'à l'âge adulte. Hillary étudie, manifeste contre la guerre, C.C. passe de club de jazz paumés en comédies musicales mort-nées, sans se décourager.

Un jour, Hillary plaque tout et rejoint sa copine à New-York. Barbara Hershey est une superbe Hillary (beaucoup plus sexy et jeune que la terrible mamma aux dents vertes du Bayou), distinguée, un peu froide, séduisante.

Bette Midler, trop peu employée à l'écran depuis sa mémorable création dans *The Rose*, est inouïe. Pas trop belle, une santé terrifiante, une gouaille bien crue et beaucoup d'humour, la bête de scène irrésistible qui broie tout, bouscule et réveille tout le monde, exténuante. Elle gagne sa vie en souhaitant bon anniversaire aux gens à domicile, déguisée en lapin. Elle aime un metteur en scène d'avant-garde, qui aime Hillary, qui ne l'aime pas. Ainsi va la vie et leur amitié avec ses explications orageuses et ses jalousies, ses rancœurs qui montent, explosent dans l'amertume, les brouilles et les réconciliations (« Allons, Hill, je suis ta seule copine mâtine, répondez-moi ! »), la gloire qui vient trop tard. Bref, c'est truffé de péripéties boulevardières, souvent prévisibles et assez drôles.

Au bout d'une heure et quart, le scénario opère un rude virage vers un torrent de larmes qui aurait aussi bien pu se répandre dans un autre film, mais soit, le réalisateur a voulu rattraper large. Le vrai mélo américain, grand teint, est toujours médical et musical (on somnolait lacrymal : *Tu seras un homme, mon fils* de George Sidney). Et tandis que Barbara trousse en chaise-longue, Bette chante, gueule et lance des trilles sur de riches arrangements de Georges Delerue, ce qui est assez réjouissant pour l'œil et pour l'oreille ; les violons n'arrêtent plus, de petite fille en larmes en gros plans de luttu vibrante et couchers de soleil incendiaires. Merci, Bette, on croyait le genre éteint.

Je l'ai vu 150



# CINÉMA

## TOUS LES FILMS NOUVEAUX

### « Ararat »

de Pea Holmquist

avec Göran Gunner, Jim Downing, Suzanne Kherdalian, Suédois (1 h 40).

Le mont Ararat est, pour les Arméniens, tout autant le signe géographique des territoires perdus, le symbole d'un retour possible. Le film réalisé pour la télévision suédoise, fruit d'un travail d'équipe considérable, est un document sur le génocide des Arméniens en 1915-1917 et l'exil.

Entre les souvenirs, souvent bouleversants, des rescapés (à présent des vieillards), les revendications d'une communauté new-yorkaise, les manifestations de lutte armée, la situation à Alep et Beyrouth, plus quelques scènes folkloriques, on perd un peu le fil de la pensée (généreuse et qui se veut objective) des auteurs. Le film est très intéressant, il aurait pu être passionnant.

J. S.

VO : Studio 42, hantecap, 9° (47-70-83-40).

### « Les Aventures d'Eddie Turley »

de Gérard Courant

avec Philip Dubequoy, François Michard, Joël Barbour, Français (1 h 25).

Sur un thème d'aventures de science-fiction, Gérard Courant compose un hommage à l'Alphaville de Jean-Luc Godard, aux détectives privés du cinéma américain, à David Goodis et à ses métropoles innombrables, etc. Ce n'est qu'un prétexte à une expérience de film entièrement faite d'images fixes.

Gérard Courant a parcouru le monde, réalisé sept mille clichés, retenu deux mille quatre cents photographies pour construire, au brio et au montage, un superbe univers imaginaire en noir et blanc. Des voix off donnent une sorte de vie parallèle à des ombres, à des silhouettes ou à des visages entrevus. Ce pourrait être de l'anti-cinéma, c'est du cinéma réinventé à la mesure des rêves.

J. S.

Épée de Bois, 9° (43-57-57-47).

### « Le Café des Jules »

de Paul Vecchiali

avec Jacques Nolot, Brigitte Rouan, Patrick Raynal, Français (1 h 05).

C'est un texte écrit (par Jacques Nolot) comme une pièce de théâtre, mais on appelle cela du « cinéma de chambre ». Un samedi soir, dans un bistrot de banlieue, trois hommes traînent au comptoir leur médiocrité, leur bêtise et leurs frustrations. Les tournées de boisson aidant, Jeanot, le plus hargneux des trois, organise un « amusement » aux dépens de David, humilié, parce qu'il est juif, puis s'en prend à Christiane, tout juste bonne à être violée — parce qu'elle est femme.

D'accord, ces choses-là existent, mais le texte est sommaire et Paul Vecchiali s'est contenté d'un exercice de style, au reste brillant. Cela donne au bout du compte un spectacle triste, nauséux, auquel on ne s'intéresserait guère sans l'extraordinaire composition de Brigitte Rouan.

J. S.

Ciné Beaubourg, hantecap, 9° (42-71-82-36) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaubourg, 9° (42-22-97-23) ; Les Trois Brelas, 9° (45-51-10-40).

### « Les Deux Fragonard »

de Philippe Le Guay

avec Robin Remueci, Joachim de Almeida, Philippine Leroy-Beaulieu, Sami Frey, Français (1 h 52).

Au départ, une idée excellente : faire sortir de l'ombre le cousin du peintre Jean Honoré Fragonard, comme lui né en 1732 à Grasse et prénommé Honoré (on l'a rebaptisé Cyprien dans le film). Ce Fragonard-ci fut un grand anatomiste, directeur à l'école vétérinaire d'Alfort, où subsistent, assez menacés, quelques-unes de ses fameuses « préparations » (lire le Monde du 10 novembre 1988). Honoré, peintre de la lumière et de la chair heureuse, et Cyprien, explorateur nocturne des secrets de la mort, cela sonne un peu comme un sujet de dissertation, mais on pouvait espérer y échapper. Nullement.

La jolie Marianne (Philippine Leroy-Beaulieu), modeste lavandière qui sert de trait d'union entre les cousins (Joachim de Almeida, le peintre, et Robin Remueci, l'anatomiste, mal dirigés l'un comme l'autre), a l'air un peu égaré, bien que charmante. Sami Frey, en aristocrate scabreux ricanant de toutes ses dents gâtées, n'est pas au mieux de son répertoire. Philippe Clévenot, en abbé trafiquant de cadavres, est décidément mauvais la bride sur le cou. On aurait



Des dessins de Topor, des animaux humains : « Marquis », de Henri Khonneur.

aimé plus d'histoire vraie et moins de badinage sanglant.

Le sujet des Fragonard est brillant, il reste à traiter, sans mignardises d'époque, escarpolettes forcées et petits marquis décadents.

M. R.

Forum Arto-Ciné, hantecap, 1° (42-87-53-74) ; Pathé Impérial, hantecap, 2° (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Seines, 9° (46-33-79-38) ; Pathé Marigny-Concorde, 9° (43-53-52-32) ; Saint-Lazare-Peugeot, 9° (45-57-58-43) ; La Nouvelle Montparnasse, 9° (47-70-72-58) ; La Boule, 11° (43-54-07-70) ; Funivia, 13° (43-31-58-58) ; Les Sept Pérennités, 14° (43-20-32-20).

### « J'ai épousé une extra-terrestre »

de Richard Benjamin

avec Dan Aykroyd, Américain (1 h 48).

S'il ne l'avait pas épousée, le public n'aurait pas risqué de perdre deux heures et ses illusions sur le talent de Kim Basinger, l'extra-terrestre en question. Richard Benjamin commet ici une variation quinquiliculaire sur la série Topper, dans laquelle Constance Bennett, fantôme en robe du soir et manteau de fourrure, enchantait les vivants. Hormis une échelle d'idée, d'ailleurs mal exploitée — des extraits de films enseignent à l'extra-terrestre les choses de la vie, — c'est le vide et, Basinger exceptée, d'une effroyable laideur.

H. R.

VO : Forum Horizon, hantecap, Dolby, 1° (45-08-57-57) ; Pathé Hautes-Seines, hantecap, 2° (46-33-79-38) ; Pathé Marigny-Concorde, 9° (43-53-52-32) ; Les Sept Pérennités, 14° (43-20-32-20).

VF : Saint-Lazare-Peugeot, 9° (45-57-58-43) ; Pathé Française, Dolby, 9° (47-70-72-58) ; Funivia, hantecap, 13° (43-31-58-58) ; Gaumont Aléa, 14° (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-04) ; Gaumont Convention, hantecap, 15° (49-28-43-27) ; Pathé Clichy, 15° (45-22-46-01) ; La Gambetta, Dolby, 20° (46-38-10-88).

### « Kinjite »

de Jack Lee Thompson

avec Charles Bronson, Américain (1 h 35).

Un Charles Bronson de plus. Son visage, à chaque film davantage sculpté, le destine à figurer à côté des effigies présidentielles du mont Rushmore. Charlie doit retrouver la fille kidnappée à Los Angeles, d'un homme d'affaires nippon qui, le croirez-vous, a justement molesté la fille adolescente d'un Bronson.

Le vétéran Jack Lee Thompson tourne ça comme une série télé. Bronson se tourne mentalement les pouces. Seule la musique, bonne fille, essaie d'apporter un minimum d'énergie.

H. R.

VO : Forum Horizon, hantecap, 1° (45-08-57-57) ; George-V, TMC, 9° (45-52-41-48) ; Les Trois Pérennités, 14° (43-20-32-20).

VF : Rex, 2° (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 9° (47-42-54-51) ; Funivia, 13° (43-31-58-58) ; Miroir, hantecap, 14° (46-33-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-08) ; Convention Saint-Charles, hantecap, 15° (45-79-33-00) ; Pathé Wexler, 15° (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20° (46-38-10-88).

### « Marquis »

d'Henri Khonneur

avec les voix de François Marthouret, Valérie Kling, Français (1 h 23).

En 1789, dans une cellule de la Bastille, Marquis, philosophe à tête de chien, cherche sa liberté dans l'écriture et discute avec Colin, son sexe à petite tête d'enfant et voix haut perchée. Colin ne pense qu'à la copulation, Marquis à la liberté d'expression, à la liberté individuelle.

S'inspirant de la vie et des idées du marquis de Sade, Roland Topor a dessiné des créatures animales à comportement humain. Il a écrit avec Henri Khonneur, le réalisateur, une fantaisie plus sérieuse qu'il n'y paraît sur la déliquescence de l'Ancien Régime, la fermentation révolutionnaire. Le plus souvent, les images représentent des situations pornographiques poétisées, agrémentées d'humour par l'animation des masques et des travestissements animaux portés par des comédiens qui ressemblent à des marionnettes. La technique, toute nouvelle, donne un aspect de merveilleux à cette fable pour adultes intellectuels.

J. S.

Forum Arto-Ciné, hantecap, 1° (42-87-53-74) ; 14 Juillet Océan, 9° (43-25-33-33) ; George V, 9° (45-52-41-48) ; 14 Juillet Boule, 11° (43-57-40-51) ; Les Sept Pérennités, 14° (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15° (45-75-75-75).

### « La Mouche 2 »

de Chris Walas

avec Eric Stoltz, Daphné Zargu, Américain (1 h 45).

Responsable des effets spéciaux dans la Mouche de David Cronenberg, Chris Walas a décidé de tourner, seul, une suite. Le début est prometteur : neuf mois après le premier film, c'est la naissance, superbement choquante, du fils de Jeff Goldblum dans un cocon d'insecte. Il connaît une croissance accélérée et, à cinq ans, a le physique d'Eric Stoltz, qui voudra perfectionner l'invention de son père, rencontrera l'amour... Le final satisfait les fans au cœur bien accroché. Les effets spéciaux sont réussis, c'est tout ce que l'on peut dire.

H. R.

VO : Forum Horizon, hantecap, TMC, Dolby, 1° (45-08-57-57) ; UGC Danton, Dolby, 9° (42-25-10-30) ; Pathé Marigny-Concorde, Dolby, 9° (43-53-52-32) ; UGC Normandie, Dolby, 9° (45-53-18-18) ; Les Trois Pérennités, 14° (43-20-32-20) ; Convention Saint-Charles, hantecap, Dolby, 15° (45-79-33-00).

VF : Rex, 2° (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, Dolby, 9° (45-74-84-94) ; Paramount Opéra, Dolby, 9° (47-42-54-51) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12° (43-43-07-58) ; UGC Bobino, Dolby, 13° (43-38-23-44) ; Miroir, Dolby, 14° (46-33-52-43) ; UGC Convention, Dolby, 15° (45-74-84-94) ; Images, hantecap, 15° (45-22-47-94) ; Trois Sorciers, Dolby, 15° (42-08-73-73) ; La Gambetta, 20° (46-38-10-88).

### « Terre interdite »

de M. Pattinson et B. Myles

avec Colin Firth, Donald Sutherland, Australien (1 h 40).

Lire notre dossier pages II et III.

VO : Gaumont Les Halles, 1° (40-35-12-12) ; Chazy Palace, 9° (43-54-07-76) ; Pathé Champ-Élysées, 9° (47-20-78-23) ; Gaumont Paroisse, 14° (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15° (45-22-47-94) ; Gaumont Aléa, 14° (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15° (45-22-47-94).

### « Stars in My Crown »

de Jacques Tourneur

avec Joel McCrea, Ellen Drew, Dean Stockwell, Américain, noir et blanc (1 h 20).

Réalisé en 1950, *Stars in My Crown* (Jacques Tourneur le considérait comme le meilleur de ses films) était resté jusqu'à présent inédit en France. Dans les salles tout au moins, puisqu'il a été diffusé sur FR3, en « Cinéma de minuit », en 1979. C'est la chronique d'une petite ville du sud des États-Unis où s'installe un pasteur, juste après l'assassinat d'Abraham Lincoln. La communauté le regarde comme un étranger. Il va transformer les habitudes et les consciences. L'histoire est filmée selon le point de vue de John Kenyon, jeune orphelin recueilli par le pasteur Josiah Doziah Gray. Vie quotidienne à partir d'anecdotes authentiques, série de « vignettes humaines » selon Jacques Tourneur. Il y a là un peu de l'esprit de Mark Twain et beaucoup de cet idéalisme qui a marqué l'ère rooseveltienne.

J. S.

VO : Action Christian, 9° (43-29-11-30).

### « The Last of England »

de Derek Jarman

avec Spring, John Phillips, Matthew Hawkins, Britannique, couleur et noir et blanc (1 h 27).

Avec des documents familiaux, plus quatre caméras super 8 tourbillonnantes, dont les films ont été transférés sur vidéo puis sur pellicule 35 mm (ce qui donne évidemment une étrange vision grillagée et décomposée des formes et des couleurs), Derek Jarman redonne vie au style « underground » le plus virulent. Il ne raconte rien, mais déverse des tonneaux d'images. Elles dansent, tressaillent, éclatent comme des sanglots qui sont aussi des rires.

D'abord quelques commentaires désenchantés se posent sur ces tableaux d'apocalypse, et bientôt la voix se tait. Inutile. Les formes parlent, disent une sorte de grande peur écologique, mais surtout l'ineffable regret des amours mortes. Comme tout intellectuel anglais mal remis du rêve des *swinging sixties*, Derek Jarman se révolte contre la famille royale et la société Thatcherisme. Il se laisse fasciner par le romantisme de la violence, par le trouble anouymat des terroristes en cagoule noire.

« La mer morte du déclin post-industriel, dont les eaux stagnantes viennent corrompre les cités en ruine... », écrit Derek Jarman, mais il ne tombe pas dans le piège du moralisme. Il a trop peur, il a trop mal, mal à l'âme, oui, et au corps. A ces corps de jeunes gens qui ne sont plus que des souvenirs.

*The Last of England* n'évite pas toujours le maniérisme qui gâche un peu le cinéma de Derek Jarman. Mais, plus le film avance, plus il devient vrai, rude, pudique, émouvant. Il suffit d'une larme sur la joue d'une Noire émuilleuse qui protège un enfant et attend avec d'autres. Quoi ? Rien. Rien que l'attente des déportés, des expulsés, des bombardés qui ne savent plus ce qu'est la paix, qui ne pourront plus jamais. Désenchantés encore, d'une autre manière, sont ces images doucereuses et naïvement grotesques de mariage, et la femme, emperlée dans ses voiles, que le vent fait tourner autour d'elle, essaie en vain avec un couteau de s'en débarrasser... *The Last of England* de Derek Jarman est un superbe et majestueux requiem.

C. G.

VO : Action, Dolby, 9° (43-29-11-30).

### « Les Yeux du désir »

de Hans Christoph Blumenberg

avec Barbara Rudnik, Armin Mueller-Stahl, Gerdnand Landgrabe, Allemand (1 h 32).

L'histoire se passe à Hambourg. Gabriele, étudiante de bonne famille, quitte chaque soir son appartement cosu et, coiffée par un chauffeur de taxi garde du corps, va s'exhiber dans un peep show. Elle fascine Arnold le portier, un grand malheur de sa patronne. Autre amoureux, Mehmet, jeune ouvrier turc qui dessine son portrait. Mais elle reste prisonnière de son obsession, elle veut seulement gagner de l'argent, pour aller en Australie retrouver l'homme de sa vie. Amour, désir, voyeurisme, surveillance occulte : ce film allemand, qui date de 1984, épingle l'insolite au cœur d'un univers naturaliste, peint en couleurs chaudes ou glauques les fantômes de la nuit, se réfère de façon évidente au fantastique social de Fritz Lang (*Mabuse*) et au réalisme poétique de Wim Wenders.

Le peep show cache un secret, et Gundrun Landgrabe, la « femme flambee » de Van Ackeren, habillée en homme, exerce un pouvoir maléfique. La caméra tisse un faisceau de regards pour un itinéraire entre illusion et réalité. La mise en scène entretient un suspense à ellipses. Barbara Rudnik passe avec des allures de princesse lointaine dans cette œuvre inattendue.

J. S.

VO : 14 Juillet Paroisse, 9° (43-29-11-30) ; Studio 42, hantecap, 9° (47-70-83-40).



## CINÉMA

## SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (date mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-spectacles.

## Anglaise

de Bigas Luna, avec Zoltan Rubinstein, Michael Lerner.

De l'effet d'un film d'épouvante dans lequel ce que l'on voit est peut-être moins perturbant que les images subliminales dont il est assailli. Parfois au cinéma et parfois à l'écran, Bigas Luna mène avec brio la terreur et le lyrisme du grotesque.

VO : Forum Orin Express, handicapés, 1<sup>re</sup> (42-33-42-38) ; George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; VF : Pathé France, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06).

## Après la pluie

de Camille de Cossabianca, avec Étienne Chicot, Jacques Penot, Camille de Cossabianca, Hassan Moussa Hassan, Anna Mili.

Une comédie écrite, réalisée, interprétée par Camille de Cossabianca sur le thème de l'aide humanitaire en Afrique. Marivaudage entre otages dans le désert, le film ne s'embourbe pas, comme Y a bon les blancs de Marco Ferreri, dans la satire anar. Reflet Logos 1, handicapés, 9<sup>e</sup> (43-64-42-34).

## Cher Frangin

de Gérard Mordillat, avec Luc Thélier, Marisa Colucci, Julie Jézquel, Yvan Esnault, Philippe Carot, Eric Denize.

En 1939, un soldat du contingent envoyé en Algé-

rie, révolté par la guerre, écrit à son jeune frère qui, à Paris, protège sa fiancée enceinte. Humour et tendresse entre Mario Colucci et Julie Jézquel. La dénonciation de la guerre est juste, utile, mais n'évite pas la lourdeur.

Saint-André-des-Arts II, 9<sup>e</sup> (43-28-80-25) ; La Nouvelle Maxéville, handicapés, 9<sup>e</sup> (47-70-72-88).

## Le Chevreuillé de feu

de Simon Wincer, avec Jon Blake, Peter Phelps, Tony Bonner, Bill Kerr, John Walton, Tim McInnis.

En 1917, huit cents cavaliers australiens se battent avec l'armée anglaise en Palestine contre les Allemands et les Turcs. Histoire vraie traitée de façon romanesque, avec tous les ingrédients du grand spectacle et la reconstitution éblouissante du combat final.

VF : Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-52-37).

## Force majeure

de Pierre Jolivet, avec François Cluzet, Patrick Bruel, Kristin Scott-Thomas, Alan Bates, Sabine Haudepin, Thom Hoffman.

À travers deux hommes, deux types moyens, sympas, presque anonymes, encore jeunes mais pas tout à fait adultes, confrontés à une histoire idiote et grave,



Pierre Jolivet raconte avec un humour complice et une tendresse lucide les survivants de la bot génération.

Forum Orient Express, handicapés, 1<sup>re</sup> (42-33-42-38) ; 14 Juillet Odéon, 9<sup>e</sup> (43-25-62-41-46) ; UGC Montparnasse, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; Pathé France, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-58) ; Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-51-56-86) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (45-35-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79).

## La Légende du saint buveur

d'Ermanno Olmi, avec Rutger Hauer, Anthony Quayle, Sandra Dumas, Dominique Pinon, Franco-Italien (2 h 06).

Dévo initiation d'un clochard, de rue en rue, de bistrot en bistrot, pour arriver à l'église Sainte-Marie des Batignolles où il doit remettre à sainte Thérèse 200 F qu'on lui a confiés. Voyage

fantasmagorique dans un Paris de rêve.

VO : Forum Arc-en-Ciel, handicapés, 1<sup>re</sup> (42-33-42-38) ; Cluny Palace, 9<sup>e</sup> (43-54-07-78) ; George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; Sage Parisiennes, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

## Mes nuits sont plus belles que vos jours

d'Andrzej Zulawski, avec Sophie Marceau, Jacques Dutronc, Valérie Lagrange, Myriam Mazières, Laure Kelling, François Chammets.

Trois jours et trois nuits de passion entre un chercheur informaticien et une voyante du genre Cassandra, dans un palais de Biarritz. Le film est inspiré d'un roman de Raphaële Billetdoux, mais sans le titre et la situation demeurent. L'univers convulsif, l'ironie agressive, l'équivoque de Zulawski, avec Sophie Marceau et Jacques Dutronc, étonnant.

Clé Beaubourg, handicapés, 9<sup>e</sup> (42-71-62-38) ; UGC Montparnasse, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 9<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, handicapés, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (46-74-94-94) ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-38-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (45-35-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-94).

## Natalia

de Bernard Cohn, avec Pierre Arditi, Philippe Leroy-Beaulieu, Gérard Blain, Michel Voita, Dominique Blanc, Lucinda Micallef, François (1 h 58).

La vie quotidienne dans le monde de cinéma pendant l'Occupation. Compromissions et trahisons, bouffées d'enthousiasme. Les refus et les petits trucs de la survie au jour le jour. Ses absurdités cruelles, qui trouvent leur

répondant en cette période sans gloire de l'« émigration ». On n'a jamais fait aussi exact. Pierre Arditi et Philippe Leroy-Beaulieu sont magnifiques.

Les Trois Lurons, 9<sup>e</sup> (46-33-97-77).

## Nymantion

de Chloé Ouzar Sissoko, avec Madoy Kanta, Ada Thacary, Diarra Sambo, Chaka Diarra, Aliou Kante, Mafin (1 h 30).

A Bamako, deux enfants sont obligés de ramasser les ordures pour se payer l'école. De là à la petite délinquance, il n'y a pas loin. Le malheur des pauvres parmi les pauvres, raconté avec humour.

VO : Studio 43, handicapés, 9<sup>e</sup> (47-70-63-40).

## Patri Rocks

de David Burton Morris, avec Chris McKoy, John Jenkins, Karen Landry, Américain (1 h 26).

Deux copains s'en vont sur les routes américaines rejoindre Patri Rocks par une nuit de Noël. Ils partent de tout, deux des femmes, sans galanterie excessive, et le spectateur a l'impression d'être un passager sur la banquette arrière. Et puis il y a les retrouvailles avec la femme, la trahison, le retour. Et les visages inconnus qui ajoutent à la crédibilité et à l'émotion.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1<sup>re</sup> (42-33-42-38) ; UGC Montparnasse, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-63-83) ; UGC Montparnasse, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapés, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-38-23-44) ; Gaumont Aldé, 14<sup>e</sup> (43-27-52-37) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Images, 15<sup>e</sup> (45-22-47-84).

## Le Retour des mousquetaires

de Richard Lester, avec Michael York, Oliver Reed, Frank Finlay, C. Thomas Howell, Kim Cattrall, Geraldine Chaplin, Franco-anglais (1 h 48).

Ce n'est pas *Vingt ans après*, c'est une tout autre

histoire, avec les mêmes personnages, plus la fille de Milady et un jeune premier pour l'idylle car, quand même, ils ont un peu vieilli, nos vaillants mousquetaires. Mais enfin, ils se battent, chevauchent, sauvent quelques rois et ce sont eux qui l'on aime.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1<sup>re</sup> (42-33-42-38) ; UGC Montparnasse, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-63-83) ; UGC Montparnasse, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapés, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-38-23-44) ; Gaumont Aldé, 14<sup>e</sup> (43-27-52-37) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Images, 15<sup>e</sup> (45-22-47-84).

## Romuald et Juliette

de Coline Serreau, avec Daniel Auteuil, Fanny Ardant, Pierre Vernier, Nadine Lacroix, François (1 h 48).

Coline Serreau aime les enfants, sa Juliette antillaise

en cinq de cinq hommes différents, plus un sixième homme, Romuald, PDG stressé. C'est le conte du prince et de la bergère détournée dans les codes de la comédie farfelue. Coline Serreau aime les acteurs et ses interprètes, Fanny Ardant et Daniel Auteuil sont formidables.

Clé Beaubourg, handicapés, 9<sup>e</sup> (42-71-62-38) ; UGC Montparnasse, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 9<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; UGC Normandie, Opéra, 9<sup>e</sup> (46-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-38-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (45-35-52-43) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; UGC Métrol, 17<sup>e</sup> (47-43-06-06) ; Images, 15<sup>e</sup> (45-22-47-84).

## Roselyne et les lions

de Jean-Jacques Beineix, avec Isabelle Pasco, Gérard Fautou, Philippe Clément, Olivier Moineau, Wolf Harzich, Gabriel Mounet, François (2 h 05).

Deux adolescents s'aiment d'amour fou et vivent leur apprentissage du cirque comme une initiation : l'artiste avance toujours en domptant les lions de l'adversité. Isabelle Pasco superbe, Beineix flamboyant.

Forum Horizon, handicapés, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40) ; Gaumont Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; 14 Juillet Odéon, 9<sup>e</sup> (43-25-62-41-46) ; Gaumont Ambassade, 9<sup>e</sup> (43-58-15-08) ; Max-Land: Panorama, THX, 9<sup>e</sup> (46-24-88-88) ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-04-57) ; Gaumont Aldé, handicapés, 14<sup>e</sup> (43-27-52-37) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (45-22-47-84) ; Pathé-Wesley, 15<sup>e</sup> (45-22-46-01).

## Talk Radio

d'Oliver Stone, avec Eric Roberts, Ellen Greene, Leslie Hope, Américain (1 h 50).

Dénonciation efficace et sans préambule des lignes ouvertes sur les radios américaines, pendant lesquelles animateurs et auditeurs échangent insultes et menaces, reculent les limites du mauvais goût. D'après l'histoire vraie d'un animateur assassiné, description d'un phénomène de société pour tout dire.

VO : La Triomphe, 9<sup>e</sup> (45-62-45-78) ; La Nouvelle Maxéville, 9<sup>e</sup> (47-70-72-88).

## Une autre femme

de Woody Allen, avec Gena Rowlands, Mia Farrow, Gene Hackman, Betty Buckley, Martin Phipps, Ian Holm, Américain (1 h 20).

A cinquante ans, Gena Rowlands, intellectuelle bien installée dans la vie, surprend les confidences de Mia Farrow à son psychanalyste. Elle ne peut s'empêcher d'écouter, de revenir sur son autoanalyse, de se poser des questions dérangeantes. Passé et présent se croisent dans ce film bergmanien de Woody Allen.

VO : Clé Beaubourg, handicapés, 9<sup>e</sup> (42-71-62-38) ; UGC Normandie, 9<sup>e</sup> (46-74-94-94) ; UGC Duran, 9<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40) ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-64-07-78).

## Y a-t-il un fil pour sauver la reine ?

de David Zucker, avec Leslie Nielsen, Patricia Proby, Nicolas Montalban, Américain (1 h 25).

L'équipe d'Y a-t-il un pilote dans l'air a retrouvé sa verve frénétique, son comique sans nuances mais irrésistible. A chaque instant, on se dit que c'est trop, qu'ils ne le feront pas, et ils le font, et le fou rire ne vous quitte pas. Quant à l'intrigue, il s'agit des mésaventures d'un fils complètement nase qui sauve la reine d'Angleterre en visite à Los Angeles.

VO : Gaumont Parana, 14<sup>e</sup> (43-35-30-40).

## REPRISE

## Le Molin

de John Huston, avec Brad Dourif, Ned Beatty, Harry Dean Stanton, 1979, Américain (1 h 50).

Lire l'article d'Henri Béhar page IV.

VO : Reflet Médias Logos, 9<sup>e</sup> (43-54-42-34) ; Trois Brelas, 9<sup>e</sup> (45-61-10-80) ; Escorial, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04).

La sélection cinéma a été établie par Colette Godard.

## L'hommage à Anna Magnani du Centre Pompidou

MERCREDI 26 AVRIL : 14 h 30, *Finalmente soli* (1942) de Giacomo Gentilomo, 94 m ; 17 h 30, *La vita è bella* (1956) de Mario Camerini, 100 m ; 20 h 30, *Le Scommesse di San Martino* (1946) de Vittorio Cottafini et Michael Wasylynski, 96 m.

JEUDI 27 AVRIL : 14 h 30, La fortune viene d'alcide (1942) d'Alfred Hitchcock, 90 m ; 20 h 30, *L'honorable Angélica* (1947) de Luigi Zampa, 87 m.

VENREDI 28 AVRIL : 14 h 30, *Contesto pazzo* (1946) de Guido Salvini, 80 m ; 17 h 30, La vita è bella (1943) de Carlo Ludovico Bragaglia, 94 m ; 20 h 30, *La Roma-tatouée* (1956) de Daniel Mann, 117 m.

SAMEDI 29 AVRIL : 14 h 30, *Molti sogni per le strade* (1946) de Mario Camerini, 88 m ; 17 h 30, *Volcano* (1946) de William Dieterle, 104 m ; 20 h 30, *Roma, ville ouverte* (1946) de Roberto Rossellini, 100 m.

DIMANCHE 30 AVRIL : 14 h 30, *Bellissime* (1951) de Luciano Visconti, 100 m ; 17 h 30, *L'Esfer dans la ville* (1956) de Renato Castellani, 98 m ; 20 h 30, *Le Bandit* (1946) d'Alberto Sordi, 95 m.

LUNDI 1<sup>er</sup> MAI : fermeture du Centre au public.

RECTIFICATIF : - Le texte titré « E per lo so » qui ouvrait la page d'hommage à Anna Magnani dans notre dernier supplément Arts-spectacles (daté 20 avril) n'était pas de Pier Paolo Pasolini mais de Vittorio de Sica. Que les éditeurs de l'ouvrage sur l'actrice italienne, dont ce texte est extrait, veuillent bien nous excuser.

En exclusivité à  
**ACCATONE 5<sup>e</sup>**  
Prix CICA Festival de  
Berlin 1988  
Golden Globe Award  
des critiques américains

**The last of England**  
de  
**Peter Jackson**

« Un film culte, une  
vraie magie noire »  
DAVID BOWIE

Un film aussi impudique  
que le plus intime des  
journaux intimes. La  
confession d'un esprit  
libre, vous qui êtes  
encore vivants ! Allez  
voir *The Last of England* !

GABRIEL MATZNEFF

Un talent copieux et  
inhabituel !  
KEN RUSSELL

Un film voyage, un  
film hallucinatoire  
curieux et beau qui vous  
fera voir le monde  
d'une autre façon !

STUDIO MAGAZINE

Il faut aller voir deux fois  
les films de Jackson !

CHRISTOPHER  
ISHERWOOD

**CITÉS-  
CINÉS**  
à Gand

L'exposition de "La Grande  
Halle - Paris" dans sa version  
agrandie au Palais des  
Fioriales à Gand.

Ouvert tous les jours de 11 h 00  
à 19 h 00 (le week-end à partir  
de 10 h 00)

Les merc., vendr. et samedi  
jusqu'à 21 h 00

Tarif spécial SNCF  
Tel. 19/32/91/22 68 77

**Monodrames**

**ANNA AKHMATOVA**  
avec Josette Boulva

**LA MORT A VENISE**  
avec Jean Gillibert

Du 18 avril au 20 mai, tous  
les soirs, sauf dimanche et  
lundi, à 21 heures

Fondation  
Deutsch-de-la-Meurthe  
37, bd Jourdan  
Paris 75014

**Rendez Vous**

du 18 au 30 avril  
**GENGIS KHAN BAUCHAU/JEAN-CLAUDE DROUOT**

du 18 au 30 avril  
**ROBINSON ET CRUSOE**  
TEATRO DELL'ANGELO DE TURIN

18, 19, 20 mai  
**NOCES STRAVINSKI / ANGELIN PRELJOCAJ**  
PERCUSSIONS DE STRASBOURG - CHOEUR CONTEMPORAIN  
D'AIX-EN-PROVENCE

20, 21, 23, 24, 25 mai  
**LE GLOBE** de JOSETTE BAZ

30, 31 mai - 1<sup>re</sup>, 2, 3 juin  
**CENDRILLON MAGUY MARIN**  
LYON OPERA BALLET

**LOC 49.80.18.88**

Jeudi 27 mai 1989



THÉÂTRE-DANSE

« 1789... ET NOUS », AU GRAND PALAIS

Béjart découvre Robespierre

Maurice Béjart n'en revient pas : le Grand Palais, à Paris, est le plus beau lieu dont il ait jamais disposé. Pour son hommage à la Révolution, 1789... et nous, il est peu de dire qu'il a investi la plus belle nef de la capitale : il s'en est emparé comme d'autres jadis ont pris la Bastille. Pour un ballet à grand, très grand spectacle.

« C'EST le plus beau lieu que j'ai jamais eu ! », exulte Maurice Béjart. C'est vrai qu'il est superbe, ce Grand Palais métamorphosé en lieu de théâtre par l'architecte Christian Germann : 4 172 places (des sièges coquilles rouges) en gradins dans la nef principale ; un plateau triangulaire de 650 mètres carrés et 36 mètres de côté, dont la pointe s'enfonce sous la galerie de la nef latérale. Des éclairages hyper-sophistiqués conçus par deux princes des lumières, André Diot et Jacques Rouveyrolis : 400 projecteurs dont, pour la première fois au monde, des Xenon, capables de dessiner sur le sol les plus étranges figures...

« Mon projet a beaucoup changé et ne cesse d'évoluer, raconte le chorégraphe à la barbe pointue. Il y a quinze jours, lors d'un filage à Lausanne, j'ai senti qu'il me manquait un acteur principal. On plus exactement le guide invisible qui menait jusque-là tout le spectacle... Ce n'est qu'en arrivant ici que je l'ai trouvé : Robespierre ! Un génie ! Méconnu des Français, méconnu de tout le monde. Tout ce que je disais sans le connaître, c'était ses idées. » Il montre les livres qui ne le quittent pas : le Robespierre de Jean Massin, le Robespierre d'Henri Guillemin, et il a chez lui les huit tomes des Discours.

« Je viens donc de rajouter un Robespierre, enchaine Béjart. Ce sera Jean Négron, que j'ai trouvé extraordinaire dans le dernier spectacle de Robert Hossein, la Liberté ou la mort. Tous les tableaux de mon spectacle refléteront la pensée, toujours actuelle, de Robespierre. Il a prévu le capitalisme, c'est lui qui a eu l'idée de planter les arbres de la Liberté... »

« Il y aura aussi tout au long du spectacle trente-cinq enfants, choisis dans les écoles primaires de Paris. Ils seront le peuple, ils raconteront la Révolution comme une bande dessinée. Un danseur représentera la Noblesse, un autre le Clergé, un autre le Tiers État. Jorge Durr sera un clown dansant et Michel Dussarat, le meneur de jeu de Cabaret de Jérôme Savary, sera Volange, très célèbre comédien de foire sous la Révolution, le Coluche de l'époque.

« La musique sera essentiellement constituée d'une partition originale d'Hugues Le Bars et des fragments des Symphonies n° 1, 7, 8 et 9 de Beethoven. Des musiques de vieux films américains, un quatuor à cordes et deux musiciens hindous compléteront l'ensemble.

« Au départ, lorsque l'on me l'a proposé comme thème, la Révolution ne m'intéressait pas. L'Histoire me rase quand elle n'a pas de prolongements dans notre époque. Quand je peux trouver un lien avec nous, ça me passionne. Quel sens ça a de célébrer 1789 ? Si ce n'est pas une prise de conscience de nos problèmes, c'est la fête à New-York ! Pour moi, le grand problème actuel n'est pas le sous-développement mais le sur-développement. Nous sommes des nations-poubelles, qui jetons et gaspillons à la folie. Il paraît que les Allemands viennent



Maurice Béjart chorégraphie le Bicentenaire

d'acheter trois villages français pour enterer leurs déchets ! Il y aura plein de poubelles en plastique dans le spectacle. Ça commence par des débris, avec des hommes en combinaison plastique portant des masques à gaz - les hommes du futur ! - et ça finit par le Radeau de la Méduse. Mais c'est un spectacle très optimiste !

« Il parlera donc beaucoup d'écologie (il y aura des arbres, feuillus ou morts). Et de racisme. Des blancs maquillés en Noirs seront fouettés par des Noirs portant des masques blancs... En fait, je ne raconte pas vraiment la Révolution, je fais des flashes. C'est comme un tableau constitué de collages. Des moments théâtraux alternent avec des moments de danse pure.

« Il y aura aussi sur scène vingt-cinq Chinois - vrais ou faux - dans un ballet de vélos. J'en rêvais, mais je n'avais jamais eu de scène assez grande ! Le premier figurant chinois m'a dit : « Je ne sais pas faire de vélo... », j'étais mort de rire. Il y aura aussi une révolutionnaire cubaine qui passera pendant la prise de la Bastille. Et une petite danseuse hindoue.

On verra également un cheval. Déjà célèbre : c'est le magnifique cheval noir du Spectre dans le Hamlet de Patrice Chéreau. Cette notoriété agace un peu Maurice Béjart : « On va le reconnaître... Je vais essayer d'en avoir un autre, un blanc ».

14 heures, la répétition commence. Eiji Mihara, une longue chaîne accrochée au cou, rampe vers Gra-

zia Galante, en femme du peuple. « Ouvre un peu, Grazie ! » (ouvrir, ça veut dire s'écarter du centre du plateau). Un groupe se déchaine : « C'est une catastrophe, les filles ! On reprend : tiam pom-pom, tiam pom-pom. Serge, tu pars en courant : ta gadagadagada. » Passe une fille en crinoline : Marie-Antoinette...

Après 1789... et nous, Béjart présente au Grand Palais deux programmes de répertoire. Le premier comprend A force de partir je suis resté chez moi, l'Oiseau de feu et le Sacre du printemps. Le second, Sept danses grecques, Patrice Chéreau (devenu danseur) règle la rencontre de Mishima et d'Eva Peron, Chaka (une création pour Eric Vu-An) et Boléro. Le chorégraphe a décidé que le Sacre du printemps et Boléro - ses best-sellers depuis plus d'un quart de siècle - seraient dansés là pour la dernière fois comme bientôt, peu à peu, dans le reste du monde. « Parce que j'aime voyager sans bagages. Je vis une histoire d'amour avec la danse, je n'aime pas la notion d'œuvres qui restent. »

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC.

\* 1789... et nous, Grand Palais, du 2 au 6 mai, du 8 au 13 mai, du 18 au 20 mai, du 24 au 27 mai, du 31 mai au 3 juin, du 8 au 10 juin et du 12 au 17 juin à 21 h 30. Tél. : 48-78-75-00. Durée des précises. De 100 F à 250 F.

SPECTACLES NOUVEAUX

**Les Nuits du hibou**  
d'après Rostislav de La Bretonne et Louis-Sébastien Mercier, mise en scène de Christian Dente, avec Marc Allégret, Marie Goussier, Hervé Laroche et trois musiciens.

Nouvelle adaptation et mise en scène de Christian Dente pour le centre dramatique de La Courneuve. Après Joyce, Babel et Masparsant, il s'attaque à Rostislav de La Bretonne et Louis-Sébastien Mercier pour une investigation dans le Paris de 1785.

Centre Jean Vautour, 23, rue de Général-Ledoux, 93000 La Courneuve. Du jeudi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-38-54-10. Durée : 2 heures. 40 F et 80 F.

avec André Pauwels, Karen Rancourt, Laurent Bouchou et Frédéric Lecomte.

Nouveau texte et nouvelle mise en scène de l'un des piliers du Théâtre de l'Aquarium de la Cartoucherie de Vincennes - une bonne adresse ! - qui, Bicentenaire encore et toujours, s'interroge sur le destin public et privé du bon Monsieur Veto.

Cartouche de Vincennes, 32, rue des Cordons, jusqu'au 29 avril, les 2 et 3 mai et du 9 au 12 mai. A 20 h 30 les mardi, vendredi et samedi, mercredi et jeudi à 19 h 30. Tél. : 31-47-39-00. Durée : 2 heures. 67 F et 87 F.

Marseille

Le Mariage de Figaro

de Beaumarchais, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Nelly Borgeaud, Sabine Haudspain, Jean-Paul Bordes et Marcel Maréchal.

Décidément, la pièce emblématique du Bicentenaire tente bien des hommes de théâtre. Après Jean-Pierre Vincent et Antoine Vitez, Maréchal s'attaque à son tour avec une distribution alléchant.

La Criée, théâtre national de Marseille, 30, quai de Roumieu. Du 28 avril au 17 juin, horaires variables. Tél. : 91-54-70-54. Durée : 3 h 30. De 75 F à 110 F.

**Thomas II**  
de Jacques Kraemer, mise en scène de l'auteur, avec Denis Manet.

Denis Manet seul en scène pour une tentative de « portualisation » du dramaturge autrichien Thomas Bernhard, disparu récemment.

Essalon de Paris, 6, rue Pierre-et-Louis, 8. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-78-48-42. Durée : 1 h 05. De 80 F à 90 F.

Caen

Louis

de et mise en scène par Jean-Louis Benoît.

SÉLECTION PARIS

Cats

de T.S. Eliot, musique d'Andrew Lloyd Webber, mise en scène chorégraphiée de Gillian Lynne.

A Paris, après Londres il y a huit ans, New-York et Tokyo, avec le luxe, le professionnalisme - et les moyens - qui ont fait la légende de Broadway, voici Cats, une vraie comédie musicale sur des courtes histoires de chats adaptés de T.S. Eliot. Et la preuve, enfin, qu'on peut réunir en France des danseurs capables de chanter et des chanteurs capables de bouger.

Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 9. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures, dimanche à 17 h 30. Tél. : 42-80-09-30. Durée : 3 heures. De 170 F à 280 F.

Le Cirque Aladin

Une joyeuse - très joyeuse troupe - venue de Suisse nous propose sous chapiteau un voyage en forme de *Cantates de la folie extraordinaire*. Entre cirque traditionnel et music-hall, et avec un zeste de cabaret puisque l'on peut manger sur place, un grand et juste succès. Aladin et son chapiteau aux mille miroirs démenagent à la Cartoucherie de Vincennes.

Arènes de Lutèce, 48, rue Mithras, 9. Jusqu'au 28 avril à 20 h 30. Tél. : 43-29-44-94. A partir du 6 mai à la Cartoucherie de Vincennes. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 48-08-36-20. Durée : 2 h 30. De 80 F à 180 F. Matinée samedi et dimanche à 15 heures avec un spectacle pour les enfants (60 F).

**THEATRE 14**  
JEAN-MARIE SERREAU  
en collaboration avec la revue POUR LA DANSE  
Fondation Crédit National présente  
**1989, HUIT CHORÉGRAPHES DANSENT POUR NIJINSKI**  
Les 22, 23 et 24 mai 20 h 45  
Daniel LARRIEU  
Mathilde MONNIER  
Hervé ROBBE  
Mark TOMPKINS  
Les 25, 26 et 27 mai 20 h 45  
Andy DEGROAT  
Odile DUBOC  
Michel KELEMENIS  
Karine SAPORTA  
LOCATION OUVERTE : 45.45.49.77

**ATHÉNÉE LOUIS JOUVET**  
MOLIÈRES 89  
NOMINATION MEILLEUR SPECTACLE DE LA DÉCENTRALISATION  
**QUARTETT**  
de HEINER MÜLLER  
EVELYNE DIDI • YANN COLLETTE  
JEAN-LOUIS MARTINELLI  
PAUL HICKIN  
47.42.67.27 JUSQU'AU 30 AVRIL

**LES EAUX ET FORÊTS**  
de Marguerite Duras  
NOMINATION MEILLEUR SPECTACLE DE LA DÉCENTRALISATION  
Jusqu'au 30 avril  
C.A.C. LES GEMEAUX  
2, G. de la République, 93240 SECHAUX  
Réservations : 46.61.36.67

**CATS**  
la version française  
NOMINATIONS MOLIÈRES 89 MEILLEUR SPECTACLE MUSICAL  
THEATRE DE PARIS  
Jusqu'au 30 avril  
42.80.59.73  
42.80.09.30

**CORNEILLE**  
TITE ET BERENICE  
**RACINE**  
BAJAZET  
**T G P**  
SAINT-DENIS  
BOULEVARD DES GUESDES  
Tél. : 42.43.12.72

EN ALTERNANCE DU 18 AVRIL AU 20 MAI  
**MISE EN SCÈNE**  
**JACQUES RIVETTE**

**AUBERVILLIERS GROUPE TSE**  
UNE FAMILLE UNIQUE, DROLE, EMOUVANTE...  
**FAMILLE D'ARTISTES**  
Une comédie avec chansons de Kado KOSTIZER et Alfredo ARIAS au rythme de la musique argentine d'Astor PIAZZOLLA  
Mise en scène Alfredo ARIAS  
DERNIERE LE 30 AVRIL  
**THEATRE DE LA COMMUNE**  
48.34.67.67 et FNAC



# THÉÂTRE

## D'Artagnan

de Jérôme Savary,  
mise en scène  
de Jérôme Savary,  
avec Christophe Malavoy.

Machinisme à l'ancienne - plateau tournant, trappes, tapis roulant, cintres, perches et glissières utilisées à plein - décor, costumes et lumières superbes, adaptation fidèle à la légende de Jean-Loup Dabadie, toute la fantaisie de Jérôme Savary, qui retrouve par instants la truculence du Magic Circus, et Christophe Malavoy, qui, au vu du malin, a préféré le côté péquenaud charmeur du héros de Dumas. Quelques-uns des ingrédients d'une magie théâtrale.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9<sup>e</sup>. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-78-75-00. Durée : 2 h 45. De 80 F à 340 F.  
Dernière représentation le 29 avril.

## Dom Juan

d'après Molière,  
mise en scène  
de Michel Tournier.

Le metteur en scène géorgien Mikhaïl Tumanichvili a rassemblé les jeunes comédiens et metteurs en scène qu'il avait lui-même formés à l'Institut théâtral de Rustaveli et créé une troupe, en 1978, dont voici la dernière production. Un classique français revisité par l'insolence, la modernité et la joie de ces « méridionaux ».

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mercredi au vendredi à 21 heures. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 2 h 20. 70 F et 96 F.  
Dernière représentation le 29 avril.

## L'Ex-Excentrique

de Jean-Pierre Laroche,  
mise en scène  
de Jean-Pierre Laroche.

Richard Berry, Daniel Beucler et Claude Aveline.

Petit à petit, Balasco fait son apprentissage de théâtre. La voilà sur une grande scène où elle reprend aux côtés de Richard Berry une pièce créée avec succès l'automne dernier au Splendid-Saint-Martin par Jane Birkin et Thierry Lhermitte. Balasco prend des risques, de jeu et d'écriture plus que de mise en scène, et affine un style qui, avec cette nouvelle pièce, prend plus de relief. Du coup, une certaine gravité s'ajoute le rire qui tient bien sûr ici et toujours la vedette.

Gymnase Marie-Bell, 33, bd Bonne-Nouvelle, 10<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-46-79-78. Durée : 1 h 45. De 60 F à 200 F.

## Ivanov

d'Anton Tchekhov,  
mise en scène  
de Pierre Romans.

Neda Strancar et Henri Virlogeux.

L'occasion est belle de retrouver une « troupe » qui avait enchanté les nuits du dernier Festival d'Avignon, avec Tchekhov déjà et un très beau montage de textes, chroniques des fins d'après-midi imaginées par l'auteur. Elle est rejointe aujourd'hui par Didier Sandre, Henri Virlogeux et quelques autres pour un nouveau voyage dans la Russie de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que nous ferons, une nouvelle fois et avec la même plaisir, aux côtés de la superbe Neda Strancar.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 3 heures. 80 F et 110 F.

## Je me souviens

de Georges Perec,  
joué et mis en scène  
par Sami Frey.

Dernières représentations à Paris de l'un des plus grands succès du dernier Festival d'Avignon. Sami Frey, seul sur scène, on plutôt juché sur un « petit » vélo, évoluant magiquement entre plateau et cintres, fait sien

les souvenirs de Perec, et les autres. En mille mots cocasses, poignants, graves ou insignifiants de la vie de tous les jours assemblés en une épopée drôle et bouleversante. Génie de l'écriture, génie de l'interprète.

Opéra-Comique, 5, rue Favart, 2<sup>e</sup>. Mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30. Matinée dimanche 15 heures. Tél. : 43-78-50-00. Durée : 1 h 10. De 110 F à 190 F.  
Dernière représentation le 30 avril.

## Je ne suis pas Rappoport

de Herb Gardner,  
mise en scène  
de Georges Wilson.

avec Jacques Dufilho, Georges Wilson.

Sur un banc de Central Park, Georges Wilson et Jacques Dufilho fument des pétards et jouent les Zorro des temps modernes pour ne pas crever de vieillesse. En leur compagnie, on pardonne à la pièce ses complaisances parfois bavardes sur la société américaine. Ce spectacle fête ces jours-ci un an de « juste » succès.

Gare, 55, rue de Cléry, 9<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-57-35. Durée : 2 heures. De 25 F à 200 F.

## L'Excentrique

d'Alfred de Musset,  
mise en scène  
de Françoise Huster.

Jacques Spierer et Monique Mélenand.

Revoilà Françoise Huster pour une nouvelle mise en scène à grand spectacle. Il s'empare du plus grand poète dramatique de notre répertoire, s'entoure de plusieurs dizaines de comédiens, et interprète lui-même, entre cynisme machinal et vaine enfance, le personnage soûlé et timide dessiné par Musset. Le public est ravi.

Théâtre Raymond-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-56-08-80. Durée : 3 h 45. De 90 F à 200 F.

## Le Mariage de Figaro

de Beaumarchais,  
mise en scène  
d'Antoine Vitez.

avec Catherine Samie, Richard Fossion et Claude Blachère.

La première mise en scène d'Antoine Vitez à la tête de la Comédie-Française depuis essentiellement par les faiblesses de la distribution mais aussi par la distance prise par le metteur en scène avec une œuvre écrite pour un moment très agréable.

Théâtre Montparnasse, 46, rue Montparnasse, 2<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 22 h 30. Tél. : 42-33-80-78. Durée : 1 heure. 90 F et 65 F.

## On ne badine pas avec l'amour

d'Alfred de Musset,  
mise en scène  
de Jean-Pierre Vincent.

avec Alain Chénier, Valérie Dréville et Edouard Lefebvre.

Créé il y a plus d'un an à Sartrouville, ce spectacle de Jean-Pierre Vincent s'achève à Paris une tournée qui l'a conduit dans toute la France. Une vision de Musset, décidément à l'honneur, simple, que sert bien Valérie Dréville.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 2 h 20. De 55 F à 110 F.

## Savannah Bay

de Marguerite Duras,  
mise en scène  
de Françoise Coupat.

avec Madeleine Renaud et Bulle Ogier.

Nouvelle reprise d'une œuvre écrite par Marguerite Duras pour Madeleine Renaud. Savannah Bay est la méditation sublime d'une comédienne, appelée Madeleine, aux portes de la mort. Un auteur, deux actrices, trois femmes offrent en partage au spectateur tout ce

que la vérité et la poésie peuvent offrir de plus beau.

Théâtre Raymond-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8<sup>e</sup>. Les jeudi et vendredi à 20 h 30. Tél. : 42-56-08-80. De 90 F à 200 F.

## Sit Venia Verbo

de Michel Deutsch,  
mise en scène  
de Michel Deutsch.

avec Michèle Foucher, Serge Merin et Grégoire Geymard.

La nouvelle pièce de Michel Deutsch est une fable lyrique inspirée par le destin controversé de Heidegger, qui défiait aujourd'hui la chronique. Un homme, penseur et prisonnier, est confronté à son ancien disciple, qui le questionne et cherche à le comprendre sous le regard d'une femme chargée de la garde du vieux philosophe. Si Serge Merin est bien le personnage qu'avait esquissé Michel Deutsch, l'un de nos dramaturges les plus passionnés, les insuffisances de ses deux partenaires déséquilibrent un ouvrage qui devient du coup difficile à comprendre.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Bran, 20<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-45-80. Durée : 1 h 40. De 50 F à 110 F.



A la fin de 1987, Zouc revenait sur scène après trois ans d'absence. Le temps dont elle avait eu besoin pour faire naître son nouveau personnage, elle-même. La voilà donc en tournée, toujours drôle, impitoyable, irrésistible.

## Les Sonnets

de William Shakespeare,  
mise en scène  
de Jean-Jacques Dessy.

avec Joëlle Lévêque, Jorge Silva Melo et André Wilms.

Deux comédiens, une contrebasiste, les beaux décors du peintre Gilles Allard et le retour du tandem Jourdain-Peyrot qui, après Heiner Müller l'an passé à Bobigny, retrouvent leur époque de prédilection et les textes superbes - et souvent méconnus - du grand Will.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

## Starmania

de Michel Berger,  
avec Les Pionniers,  
musique  
de Michel Berger.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de La Roquette, 11<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

grandes artistes, belle, émouvante, captivante. Zouc est unique et, pour deux soirs, R uniquement pour vous.

La Rose des vents, bd Van-Gogh. Le vendredi 28 et samedi 29 avril à 20 h 30. Tél. : 20-61-02-02. Durée : 2 h 15. De 70 F à 140 F.

## Toulouse

Les grandes  
journées  
du Père  
Duchenne

de Jean-Pierre Foye,  
mise en scène  
de Didier Carasso.

avec Jean-Jacques Morvan, Didier Carasso, Anne Kaprielian, Dominique Lagier et Françoise Meyrueix.

Trois tréteaux et neuf personnages pour servir un héros de théâtre qui fut, dès le début de la Révolution, souvent sur le ton de la farce, le porte-voix du peuple. Un spectacle drôle et féroce que l'on découvre avec curiosité.

Théâtre Daniel-Sorano. Jusqu'au samedi 29 avril. Les jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 h 30, matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 61-25-66-87. Durée : 1 h 45. De 80 F à 100 F.

## Toulouse

Les grandes  
journées  
du Père  
Duchenne

de Jean-Pierre Foye,  
mise en scène  
de Didier Carasso.

avec Jean-Jacques Morvan, Didier Carasso, Anne Kaprielian, Dominique Lagier et Françoise Meyrueix.

Trois tréteaux et neuf personnages pour servir un héros de théâtre qui fut, dès le début de la Révolution, souvent sur le ton de la farce, le porte-voix du peuple. Un spectacle drôle et féroce que l'on découvre avec curiosité.

## Toulouse

Les grandes  
journées  
du Père  
Duchenne

de Jean-Pierre Foye,  
mise en scène  
de Didier Carasso.

avec Jean-Jacques Morvan, Didier Carasso, Anne Kaprielian, Dominique Lagier et Françoise Meyrueix.

Trois tréteaux et neuf personnages pour servir un héros de théâtre qui fut, dès le début de la Révolution, souvent sur le ton de la farce, le porte-voix du peuple. Un spectacle drôle et féroce que l'on découvre avec curiosité.

## Toulouse

Les grandes  
journées  
du Père  
Duchenne

de Jean-Pierre Foye,  
mise en scène  
de Didier Carasso.

avec Jean-Jacques Morvan, Didier Carasso, Anne Kaprielian, Dominique Lagier et Françoise Meyrueix.

## Toulouse

Les grandes  
journées  
du Père  
Duchenne

de Jean-Pierre Foye,  
mise en scène  
de Didier Carasso.

avec Jean-Jacques Morvan, Didier Carasso, Anne Kaprielian, Dominique Lagier et Françoise Meyrueix.

## Toulouse

Les grandes  
journées  
du Père  
Duchenne

de Jean-Pierre Foye,  
mise en scène  
de Didier Carasso.

avec Jean-Jacques Morvan, Didier Carasso, Anne Kaprielian, Dominique Lagier et Françoise Meyrueix.

## Toulouse

Les grandes  
journées  
du Père  
Duchenne

de Jean-Pierre Foye,  
mise en scène  
de Didier Carasso.

avec Jean-Jacques Morvan, Didier Carasso, Anne Kaprielian, Dominique Lagier et Françoise Meyrueix.

## Toulouse

Les grandes  
journées  
du Père  
Duchenne

de Jean-Pierre Foye,  
mise en scène  
de Didier Carasso.

avec Jean-Jacques Morvan, Didier Carasso, Anne Kaprielian, Dominique Lagier et Françoise Meyrueix.

## Toulouse



## MUSIQUES

« UN DRAME MUSICAL INSTANTANÉ » AU X<sup>e</sup> EUROPA JAZZ FESTIVAL

# Brigade d'intervention légère

De sonorisations de films muets en expériences théâtrales, « Un drame musical instantané » (drôle de nom pour un groupe !) a su brouiller les pistes. Ni bruiteurs, ni jazzmen, ni marginaux, ces trois musiciens « anonymes » et facétieux jubilent : ils ont un bac pour eux seuls chez les disquaires.

ILS pensent leur musique et ils pensent celles des autres. Ils pensent à la musique. Ils ne pensent pas qu'à ça. Ils n'ont pas de noms, si, ensemble ils s'appellent « Un drame musical instantané ». Drôle de patronyme pour un orchestre : « Ce n'est pas pour nous une volonté de disparaître ou un souci d'anonymat. Encore que... C'est plutôt pour faire l'économie des egos. Pas d'égoïsme. Nous n'avons plus besoin que chacun place ses trucs. Notre méthode est simple : on se réunit autour d'une table. On parle de tout. Pas forcément de musique. On parle de ce dont parlent des amis. On est encore plus amis aujourd'hui qu'il y a treize ans. On s'engueule beaucoup, parfois gravement, mais les réconciliations sont fortes, claires. Jamais de concessions. En politique, par exemple, ça va loin. En revanche, tout un côté passionnel, névrotique, des discussions internes n'apparaît pas entre nous. Économie de ce fatras aussi. Si l'un des trois casse une idée — la part critique est très violente entre nous, — il doit en proposer une autre, il doit convaincre les autres, plaines. Treize ans que ça dure. L'unité plus dure aujourd'hui qu'au début. »

Leur musique ? Ils l'ont d'abord nommée musique à programme, puis musique à propos : « Au pluriel, propos ! même si ça ne change rien. C'est une musique à propos de tout et de rien. Quand on faisait des musiques à programme, suggestives, ouvertes à la liberté et à l'invention de l'auditeur, car c'est lui qui était censé les découvrir en les écoutant, on restait encore trop directifs. »

« Maintenant, nous prétendons poser des questions, laisser aller la musique... au Mans, par exemple, nous allons jouer pour la quatrième fois de notre existence avec la Chute de la maison Husher, de Jean Epstein. C'est un concert avec écran. Un exercice d'autant plus exigeant que n'importe quel son, sur n'importe quelle image, produit, c'est bien connu, un effet de sens. La difficulté, c'est de contrôler ces effets de sens et leur aspect dramatique. C'est là le drame musical instantané... »

« Pour retrouver l'émotion de nos premières improvisations sur image, nous nous livrons maintenant à un autre type d'expérience : à Grenoble, le 12 juin, nous allons présenter Zappour Pompié 2. Nous zappons sur les images de la télé en direct. Nous les mélangeons avec celles d'une caméra miniature sur le spectacle. Sur scène, il y a également un chorégraphe et une danseuse. Nous cherchons à reconstituer un film muet contemporain. En prise directe sur ces images, nous jouons. Et nous tenons un discours critique qu'elles provoquent en nous. Nous jouons ce discours critique. C'est à la fois très acrobatique et très excitant. »

« Un drame musical instantané » fonctionne loin des modes et des marchands. Comme certains circuits de la poésie contemporaine (Bassano Split), comme les fanzines ou les chercheurs. Pas de marginalité : d'autres réseaux. Ils correspondent (par échanges musicaux, de compositions, de partitions, de cassettes ou par participation à des compilations) avec le monde entier : États-Unis, Grande-Bretagne, Japon, Allemagne, Israël, Finlande, etc. Ils ne cherchent pas à produire de la musique pure. Ils cherchent à parler,



Jean-Jacques Birgé, Bernard Vité, Francis Gorgé.

à échanger, à se convaincre : « Si nous sommes didactiques, c'est d'abord à notre endroit. Par exemple, notre pièce Pourquoi la nuit a été inspirée d'un débat autour du timbre. Nous ne trouvions pas la richesse de nos sons assez convaincante. Nous avons cherché à la développer à propos d'un thème particulier. Ce qui nous a gênés pendant longtemps, c'est d'être pris pour des bruiteurs, des incassables, des illustrateurs. Maintenant, dans les grands magasins, nous avons droit à notre bac pour nous tout seuls. C'est aussi bien ainsi. On voit le public — comme on le voit en concert. Nous n'avons pas de public type, il comprend aussi bien des punks coiffés à l'afro, que des minettes, ou des pépés tranquilles. Ce mélange nous plaît beaucoup. »

« Les nouvelles techniques nous ont permis de réaliser des idées que nous avions en tête depuis le début : les synthétiseurs, les instruments de synthèse et surtout les échantillonneurs, dès que ce matériel fut arrivé à un prix abordable. Il a ouvert d'un coup notre champ : ce goût de la symphonie, du gigantisme et aussi bien des brusques changements de climat. »

« Nous voulons nous faire accepter comme des contemporains populaires. Tout simplement. Des

contemporains qui sont un miroir de l'époque. On a ce sentiment que les musiques populaires (jazz, rock, variétés, chanson) se sont digérées les unes les autres et que la musique dite « contemporaine » s'est usée à force de mariages consanguins. »

« C'est pourquoi nous continuons de travailler dans la fiction. Nous racontons des histoires pour les enfants. Dans une forme particulière de joie. »

FRANCIS MARMADE.

★ Dixième Europa Jazz Festival au Mans. Au palais des congrès : le 26, « Un drame musical instantané » ; le 27, TSF et Daniel Buren ; Patrice Caratini Orchestre ; le 28, Levallois Swing Strings, Eddy Loucas et Toots Thielemans ; le 29, Carlos Zingaro, Fortuna, Demitri Lazo, Michel Doneda et Nink Le Quang, Aladar Pegg, Henri Texier. À l'abbaye de l'Épau : le 30, Arturi Gani, Leonid Seashalt et Tim Naisso, John Surman et Jodi Altonche, Hervé Bourde, Maarten Altena, Vienna Art Orchestra ; le 1<sup>er</sup> mai, Trio Koch/Schitz/Kapell, René Bonthuis, Dan Jaska, Willem Breuker Kollektief, Trio Bravo, Louis Slavia. Renseignements horaires, tél. : (16) 43-21-90-82. Location, tél. : 43-23-79-13.

★ Discographie. « L'Hallali » : un disque compact GRIR 2011. « Sous les mers » : un disque compact GRIR 2012. GRIR, 63, bd de Ménilmontant, 75011 Paris. Tél. : 43-57-57-75. Les disques GRIR sont distribués par Harmonie.

## DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

<b>Burgon</b> Études pour deux pianos	<b>Rameau</b> Suite en si mineur
<b>Escalch</b> Sextuor à cordes	<b>Comperin</b> 13 <sup>e</sup> Ordre
<b>Lazzano-Ortega</b> Quatuor à cordes	<b>Bach</b> Concerto italien
<b>Pauset</b> Études lyriques	<b>Haendel</b> Chaconne en sol majeur
<b>Xenakis</b> Xas	Olivier Baumont (clavier). Hugues Dreyfus, Gustav Louchard et Kenneth Gilbert, est l'un des clavecinistes français les plus écoutés. Il joue Comperin avec la délicatesse de toucher, la souplesse rythmique, qu'exige cette musique imagée. Rameau avec détermination et virtuosité, Bach avec une rigueur bien tempérée et Haendel avec imagination. Il vient d'enregistrer le premier volume d'une intégrale de l'œuvre pour clavier de Rameau (Adda). L'ayant appris, Hugues Dreyfus a repoussé à plus tard un projet semblable. Bel hommage du maître à son élève.

Le 26, Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.  
Le 29, Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 45-63-05-07. De 70 F à 150 F.

## SÉLECTION PARIS

<b>Mozart</b> Sonate KV 310	<b>Prokofiev</b> Symphonie classique Concerto pour piano et orchestre n° 2 Roméo et Juliette, suites pour orchestre n° 1 et 2
<b>Beethoven</b> Sonate op. 110	Dimitri Alexiev (piano). Orchestre de Paris. Yuri Temirkanov (direction).
<b>Schubert</b> Moments musicaux Sonate en la mineur op. 143 D 794	Malgré les apparences, la Symphonie classique de Prokofiev est l'une des œuvres les plus terrifiantes qui soient pour les violons d'un orchestre (les pupitres les plus confirmés s'y cassent les dents). L'Orchestre de Paris n'a pas un quatuor à cordes irréprochable... En revanche, Temirkanov est un chef solide, précis. Attendez un miracle (il s'est déjà produit avec une mémorable Symphonie de Bizet dirigée par Bernard Haitink). Avec sa cadence, si longue, si difficile, le 2 <sup>e</sup> Concerto de Prokofiev a de quoi terrifier les pianistes les plus aguerris. Formé à la rude école soviétique, Dimitri Alexiev saura en surmonter les chausse-trappes.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 27).  
Tél. : 45-63-07-06. De 48 F à 150 F.

**Jeudi 27 avril**  
**Meyerson**  
Symphonie n° 29  
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 250 F.

## Retenez vos places

Le 9 mai, Catherine Collard (piano) : œuvres de Haydn, Franck, Schumann (non précitées). Salle Gaveau, 20 h 30. Location aux caisses, renseignements : tél. : 45-63-05-06. De 90 F à 180 F.

Le 9 mai, Murray Perahia (piano) : Beethoven (Variations en si mineur, Sonate op. 2 n° 3), Bachmanov (quatre Études-Tableaux), Schumann (Carnaval de Vienne), Liszt (3<sup>e</sup> Concerto), 12<sup>e</sup> Rhapsodie hongroise. Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 250 F.

Le 11 mai, Michel Delbecq (piano) : Beethoven (Sonates op. 10 n° 1, 2, 3), Liszt (Sonnettes, Méditation de Dieu dans la solitude, Pastorales). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 250 F.

Le 12 mai, Boris Beldin (violin), Orchestre philharmonique de Radio-France, Hans Vlek (direction) : Grieg (En automne, Peer Gynt), Sibelius (Concerto pour violon). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 25 F à 140 F.

Le 16 mai, Oscar Schatzky (violin), Orchestre national de France, Jean Lopez-Cabes (direction) : Rimski-Korsakov (la Grande Pêche russe), Prokofiev

(1<sup>er</sup> Concerto pour violon), Dvorak (Symphonie n° 8), Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 25 F à 175 F.

Le 16 mai, Rado Lupu (piano) : Bach (1<sup>re</sup> Partite), Mozart (Sonates KV 332, Schubert, Sonate D 960), Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 250 F.

Le 24 mai, Nelson Freire (piano), Orchestre de chambre de Lausanne, Luis Garcia Navarro (direction) : Turina (La Orquesta del Torero), Falla (Rituel dans les jardins d'Espagne, Les Tricoteurs de maître Pierre), salle Faurat, 20 h 30. Tél. : 40-27-52-25. De 25 F à 150 F.

Le 25 mai, Maria Gran, Maria Rosa Ims, Manuel Gid (chant), Heinrich Schiff (violoncelle), Orchestre national d'Espagne, Christobal Halffter (direction) : Falla (la Vie brève), Halffter (Concerto pour violoncelle), Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 40-27-52-25. De 40 F à 180 F.

Le 29 mai, Maurizio Pollini (piano) : Brahms (Klavierstücke op. 119), Schoenberg (Pièces pour piano op. 11), Stockhausen (Klavierstücke n° 1, 4, 5), Beethoven (Sonate Hammerklavier). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 250 F.

Le 1<sup>er</sup> juin, Trio de Barcelone : Brahms (Trio n° 1), Guinjoan (Passion Trio), Ravel (Trio). Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 40-27-52-25. De 40 F à 120 F.

Le 9 juin, Lucia Popp (soprano), Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direction) : Richard Strauss (Don Juan, Fleder, Suite du Chevalier à la rose, Soirée féerique de Capriccio), Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 25 F à 140 F.

Les 9 et 10 juin, Murray Perahia (piano), Orchestre symphonique de Londres, Sir Georg Solti (direction) : Mozart (Concerto KV 467), Brahms (4<sup>e</sup> Symphonie), Beethoven (4<sup>e</sup> Concerto), Mahler (1<sup>re</sup> Symphonie). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 120 F à 500 F.

Le 11 juin, Orchestre national de France, Wolfgang Sawallisch (direction) : Richard Strauss (Sinfonia domestica, le Bourgeois gentilhomme). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 25 F à 175 F.

Le 13 juin, Nikita Magaloff (piano) : Chopin (Berceuse, Mazurka op. 69, 3<sup>e</sup> Sonate), Scriabine (Études op. 42), Stravinsky (Petrouchka). Salle Pleyel, 20 h 30.

Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 250 F.

Le 16 juin, Claudio Arrau (piano) sous réserve : œuvres de Beethoven, Brahms et Liszt (non précitées). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 250 F.

Le 19 juin, Alicia de Larrocha (piano) : Schubert (Impromptus op. 90 n° 1 et 4, Sonate op. 120, Albaniz (Evocation, Rondalla, Triana), Granados (Los Requistros, Quejas a la maja y el ruiseñor, El Peleto), Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 40-27-52-25. De 40 F à 220 F.

Le 19 juin, Alfred Brendel (piano) : Haydn (Sonate Hob XVI 44), Brahms (Ballades op. 10), Weber (Sonate op. 39), Mendelssohn (Variations sérieuses), Beethoven (Sonate Appassionata). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 250 F.

Le 23 juin, Vlado Perlemuter (piano) : Beethoven (les Adieux), Fauré (trois Nocturnes), Chopin (quatre Ballades). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 250 F.



## MUSIQUES

## Bartok

Concerto pour violon  
et orchestre n° 1

## Schumann

Symphonie n° 4

Gidon Kremer (violon),  
Orchestre national de France,  
Kurt Sanderling (direction).

Kurt Sanderling n'a pas le renom qu'il mérite. Formé à la grande école allemande de direction, il a passé la seconde guerre mondiale à Leningrad, où il s'était réfugié, auprès de Mravinski, avec lequel il partageait le prestigieux Philharmonique de la ville. Aujourd'hui, il mène une carrière de chef itinérant (il a laissé l'Orchestre symphonique de Berlin-Est à Claus Peter Flor) et se fait applaudir dans le monde entier. Hélas ! les maisons de disques ne « suivent pas », et ses disques se font rares. L'une des dernières fois qu'il est venu à Paris, il a dirigé la 9<sup>e</sup> Symphonie de Schubert, à la tête de l'Orchestre de Paris et le même 1<sup>er</sup> Concerto de Bartok (le soliste était Augustin Dumay). Cette fois-ci, Gidon Kremer (qui joue souvent à Paris ces temps-ci) « tiendra » le violon. Un concert à ne pas manquer.

Théâtre des Champs-Élysées,  
20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.  
De 25 F à 175 F.

## Schubert

Quintette D 703

## Dvorak

Concerto à cordes n° 1

## Brahms

Quintette pour clarinette et  
quatre à cordesQuatuor Sina Nomina,  
Michel Portal (clarinette).

Dans n'importe quel autre pays que la France, Michel Portal aurait trouvé une maison de disques pour l'accueillir avec la déférence due à son rang. Il aurait pu ainsi enregistrer les concertos de Mozart et de Weber, ou les quintettes de Mozart et de Brahms avec des quatuors à sa mesure. Mais il paraît qu'il est difficile à manier, qu'il a l'humour versatile. Martha Argerich, Carlos Kleiber, Sviatoslav Richter ou Jessye Norman ne sont pas non plus des petits soucis. Portal est leur alter ego. Et personne ne joue le Quintette de Brahms comme lui.

Musée d'Orsay, 20 h 30. De  
70 F à 100 F.

## Brahms

Sonates pour piano et violon,  
intégralesMarie-Annick Nicolas (violin),  
Patrick Duchorgnat (piano).

Très travaillées, avec leurs enchevêtrements harmoniques suffocants de beauté, leurs phrases longues, suspendues, leurs couleurs fondues - brun assourdi, mauves fanés - les sonates pour violon et piano de Brahms ont depuis longtemps retenu l'attention du public et des violonistes. Marie-Annick Nicolas est violon solo à l'Orchestre philharmonique de Radio-France, Patrick Duchorgnat a travaillé avec Vlado Perlemuter. Ils sont jeunes, travaillent d'arrache-pied. Leur concert devrait être une réussite.

Salle Gaveaux, 20 h 30. Tél. :  
46-55-05-07. De 50 F à 150 F.

## Bach

Partita n° 1

## Ravel

Gaspard de la nuit

## Schoenberg-Busoni

Pièces pour piano op. 11 n° 2

## Chopin

Scherzo n° 3

Noces et op. 27 n° 2

Violons n° 1, 5 et 14

Bellini n° 4

Myriam Birger (piano).

Un prix au Concours Marguerite-Long, des cours avec Samson François, des tournées de concerts, la « une » des journaux, puis le doute, le repli dans le travail et l'approfondissement de son art. Le cheminement de Myriam Birger est respectable, son jeu sans chichis ni faux-semblants. Musical, avec un grand M.

Faculté d'Arts, Grand amphithéâtre, 20 h 30. Tél. : 46-06-56-46. 40 F.

## Monteverdi

Cecilia

Scarlatti

Haydn

Rossini

Strauss

Airs, mélodies et lieder

Lella Cuberli (soprano),  
Robert Kertelson (clavessin,  
piano-forte).

La nature a doté Lella Cuberli d'un timbre naturellement beau et étonnant ; elle possède une technique accomplie. Sa voix fraîche, légère, la rend indispensable dans certains rôles russiens. Au Châtelet, elle donne un récital, accompagnée au piano-forte et au clavier. Lella Cuberli n'a pas à lutter contre un orchestre au grand complet. Les amateurs de beau chant s'en réjouiront.

Théâtre du Châtelet, 20 h 30.  
Tél. : 40-20-28-40. De 45 F à  
150 F.

## Vendredi 28 avril

## Kotonski

Trio, pour clavessin  
et percussion

## Andriessen

Ouverture pour Orphée, pour  
clavessin

## Michele

Phantasie pour percussion

## Aperghis

Cinq petits moments brevis  
pour le clavier

## Ferrari

Conversation intime, pour clavier  
et percussionElizabeth Chojnacka (clavessin),  
Sylvio Gaskin (percussion).

Elizabeth Chojnacka est-elle une grande claviciste qui se dévoue corps et âme à la musique contemporaine, ou une claviciste qui s'est fait une réputation grâce à la musique contemporaine ? Réponse dans cinquante ans. Pour le moment, de nombreux compositeurs écrivent pour son clavier et elle ne ménage pas sa peine pour les présenter au public, les faire adopter. Son ardeur fait d'ailleurs plaisir à voir et à entendre.

Maison de Radio-France,  
18 h 30. Tél. : 42-30-15-16.  
60 F.

## Rossini

Ouverture de la Pie voleuse

## Prokofiev

Concerto pour piano  
et orchestre n° 3

## Tchaïkovski

Concerto pour piano  
et orchestre n° 3

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski

Tchaïkovski



## Symphonie n° 4

Nicolaï Petrov (piano),  
Orchestre philharmonique  
de Leningrad,  
Mariss Jansons (direction).L'Union soviétique, qui produit  
quantité de violonistes de haut vol,  
n'a qu'un orchestre de la qualité des  
meilleurs : l'Orchestre philharmonique  
de Leningrad.A la mort d'Evgueny Mravinski  
(le créateur de tant de symphonies de  
Chostakovitch, véritable statue du  
commandeur de la direction  
d'orchestre, artiste vénéré  
par beaucoup de chefs, Herbert von  
Karajan en tête), l'orchestre a été confié à  
Yuri Temirkanov, Mariss Jansons et Emil  
Tchakarav.Le Philharmonique de Leningrad a une  
sonorité tranchante, des cordes  
impeccables, des vents touques qui le  
rendent reconnaissable entre mille. Il a  
cette sonorité d'ensemble qui le rend aussi  
indispensable dans le répertoire russe que  
l'Orchestre national dans Debussy ou Ravel.Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. :  
45-63-88-73. De 100 F à  
350 F.

## Mozart

Diverissement

## Solal

Echanges, concerto pour  
piano et orchestre, création  
Marcel Solal (piano),  
le Camerata de France,  
Daniel Tosi (direction).Pianiste de haute lignée  
(Sviatoslav Richter aurait  
aimé jouer la Sonate pour  
deux pianos et percussions  
de Bartok avec lui), improvisateur  
en état d'apogée,  
Marcel Solal ne dédaigne pas  
emprunter les voies de l'écrit. Il n'en est pas à sa  
première collaboration avec les « classiques », ni à sa  
première œuvre concertante. Sa musique « fixée »  
est généralement le résultat d'un travail  
méticuleux, hautement compétent ; elle  
s'inscrit dans la tradition française (jusque dans cette  
pudeur qui se cache derrière des  
instrumentations minérales, scintillantes).Evry, Théâtre de l'Agora,  
20 h 30. Tél. : 84-67-30-31.  
De 55 F à 70 F.

## Dimanche 30 avril

## Schubert

Quatuor à cordes n° 1

## Haydn

Quatuor à cordes op. 74 n° 2

## Bartok

Quatuor à cordes n° 3

Quatuor de Tokyo.

Après des débuts fracassants,  
le Quatuor de Tokyo s'est fait plus discret, au  
disque comme au concert. Il revient,  
ce dimanche matin, au Théâtre Renaud-Barrault  
pour jouer Schubert, Haydn et Bartok. On envisage de  
manquer la messe.Théâtre Renaud-Barrault,  
11 heures. Tél. : 42-56-08-30.  
70 F.

## Samedi 29 avril

## Moussorgski

Ouverture  
de la Khovantchitchina

## Tchaïkovski

Concerto pour violon  
et orchestre

## Moussorgski-Ravel

Tableaux d'une exposition

Vladimir Spivakov (violin),  
Orchestre philharmonique  
de Leningrad,  
Yuri Temirkanov (direction).

Live ci-contre.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. :  
45-63-88-73. De 100 F à  
350 F.

## Mozart

Diverissement

## Solal

Echanges, concerto pour  
piano et orchestre, création  
Marcel Solal (piano),  
le Camerata de France,  
Daniel Tosi (direction).Pianiste de haute lignée  
(Sviatoslav Richter aurait  
aimé jouer la Sonate pour  
deux pianos et percussions  
de Bartok avec lui), improvisateur  
en état d'apogée,  
Marcel Solal ne dédaigne pas  
emprunter les voies de l'écrit. Il n'en est pas à sa  
première collaboration avec les « classiques », ni à sa  
première œuvre concertante. Sa musique « fixée »  
est généralement le résultat d'un travail  
méticuleux, hautement compétent ; elle  
s'inscrit dans la tradition française (jusque dans cette  
pudeur qui se cache derrière des  
instrumentations minérales, scintillantes).Evry, Théâtre de l'Agora,  
20 h 30. Tél. : 84-67-30-31.  
De 55 F à 70 F.

## Dimanche 30 avril

## Schubert

Quatuor à cordes n° 1

## Haydn

Quatuor à cordes op. 74 n° 2

## Bartok

Quatuor à cordes n° 3

Quatuor de Tokyo.

Après des débuts fracassants,  
le Quatuor de Tokyo s'est fait plus discret, au  
disque comme au concert. Il revient,  
ce dimanche matin, au Théâtre Renaud-Barrault  
pour jouer Schubert, Haydn et Bartok. On envisage de  
manquer la messe.Théâtre Renaud-Barrault,  
11 heures. Tél. : 42-56-08-30.  
70 F.

## Régions

## Marseille

Don Carlo

Avec Dennis O'Neill,  
Susanna Meara,  
José Van Dam,  
Liliana Nevoje.Théâtre de la Ville,  
20 h 30. Tél. : 42-56-08-30.  
70 F.

## Strasbourg

## Gagneux

Orphée

Avec Christian Lara,  
Claude Meloni,  
Jean-Jacques Doménil,  
Philippe Kahn,  
Anne-Marie Hanzon,  
les Chœurs de l'Opéra  
de Lille.L'Orchestre philharmonique  
de Strasbourg,  
Claude Schenker  
(direction).Mise en scène :  
Albert André Lemaire.Elait-il possible de prendre  
le mythe d'Orphée au  
sérieux après l'Opéra aux  
enfers d'Offenbach ?  
Renard Gagneux a relevé le  
défi. Il a emprunté ses  
textes à Homère, Euripide,  
Virgile, Ovide, Apulée, Ségio  
(le librettiste de Monteverdi)  
et à Stravinsky de la  
Fille enchantée de Mozart,  
les a habillés d'une musique  
étrange : les solistes adoptent un  
général en style très tendu,  
étouffé niché dans une tessi-ture très aiguë. Mais  
l'orchestre est l'âme de  
l'ouvrage, avec sa couleur  
originale et peut-être quel-  
ques traces de Messiaen.Le 27 avril, Opéra, 20 h à  
Lyon, le 11 mai. Tél. : (16)  
86-36-71-12. De 30 F à 170 F.

## Toulouse

## Eliem

Copriccio

## Mozart

Concerto pour piano n° 24

## Schubert

Symphonie n° 8,  
« la Grande »Jérôme Merle (piano),  
Orchestre national du Capitole  
de Toulouse,  
George-Alexandre Albaret  
(direction).Difficile de se faire un pré-  
nom lorsque l'on a un telpère. Ni romantique ni sec,  
le jeu de Jérôme Merle  
convient à merveille aux  
concertos de Mozart,  
comme aux trois premiers  
de Beethoven.Le 27, Halle aux grains,  
20 h 30. Tél. : (16) 87-22-  
80-22. De 50 F à 150 F. (+ le  
28, au Parvis, à Turbès ; le 29,  
au Pin galant, à Bordes-  
Mérignac, pour ce dernier  
concert : Michel Plasson pré-  
sentera la baguette et remplacera  
le Sr de Schubert par le Sym-  
phonique fantastique de Berlioz.)Villeneuve-  
d'AscqHommage à  
Henryk Szeryng

Vivaldi

Concerto pour quatre violons  
et orchestre

## Bach

Concerto pour deux violons et  
orchestre

## Brahms

Concerto pour violon  
et orchestreGérard Poulet (violin),  
solistes de l'orchestre,  
Orchestre national de Lille,  
Hans Drewanz (direction).Après avoir travaillé sous la  
direction de son père (Ger-  
ard Poulet, le créateur de la  
Sonia de Debussy, grand  
chambrière et chef d'orchestre  
renommé), Gérard Poulet  
a éprouvé le besoin  
d'échapper à la tutelle  
paternelle en travaillant  
avec des maîtres venus  
d'horizons différents.  
Nathan Milstein, Yehudi  
Menuhin, mais surtout Hen-  
ryk Szeryng, lui indiquèrent  
le chemin à emprunter pour  
mettre en phase l'art du  
violon et la musique.Le 28, le Rode des solistes,  
20 h 30 (+ le 29, à l'église  
Saint-Vincent d'Andréas ; le 29,  
au CAC Jean-Ranc de  
Dieppe). De 60 F à 100 F.

## Jazz

## Claude Nougore

Son séjour à l'ombre de  
l'Empire State Building lui  
a permis de renouer avec le  
sommet des hit-parades.  
Pour le premier fois depuis  
son départ pour New-York  
(Etat de New-York), le  
chanteur de Toulouse  
(département de la Haute-  
Garonne) revient sur scène.  
Accompagné de musiciens  
américains inédits, il mesu-  
rera ses nouveaux tubes à  
l'aune de ses classiques.Jusqu'au 30 avril, Zénith,  
porte de France. Location :  
FNAC, Clémence.

## Sonny Rollins

Un concert de Sonny Rollins  
a toujours des airs d'épopée.  
Peu d'effets de scène, de  
décor, de lumières : le quin-  
tette dans toute sa simplici-  
té. Et un milieu, devant,  
partout, balançant son ténor  
comme une trompe,  
immense (il est l'un des  
plus grands saxophonistes à  
parler plus grand sur scène qu'à  
ville), Rollins fait, en rent,La sélection  
« Musiques »  
a été établie par :  
Alain Lemaire  
« Jazz » :  
Francis Marmande  
« Rock » :  
Thomas SotinelLe 27 avril, Le Cigale, 20 h 30.  
Complez, mais tenez votre  
chance le soir du concert...UCC CHAMPS-ÉLYSÉES • UCC OPÉRA • UCC MONTMARTRE • UCC ODÉON • CINE BEAUBOURG • MISTRAL • UCC CONVENTION •  
UCC GODELINS • UCC LYON BASTILLE • LES NATIONS • 14 JUILLET BEAUGRENELLE, et dans les meilleures salles de la périphérie"Magique! Voilà, ce film est magique, tout  
simplement!"

L'EVENEMENT DU JEUDI

"Une des plus poétiques histoires d'amour fou  
qu'on nous ait contées depuis longtemps. On  
assiste à des moments qui sont à l'état brutal, à  
l'état pur, du cinéma. Une mise en scène à la fois  
éblouissante et dénuée d'artifices."

PREMIERE

"C'est beau et étrange, c'est irritant et séduisant,  
c'est artificiel et émouvant..."

LA CROIX

"On voudrait que ce cinéma ne s'arrête jamais  
et que des cinéastes comme Zulawski puissent  
tourner, tourner..."

STARFIX

Mes nuits  
sont plus  
belles  
que  
vos  
jours.ANZELI  
ZULAWSKI

244

L'ORCHESTRE NATIONAL  
DE LILLERégion Nord / Pas-de-Calais  
Directeur : Jean-Claude CASADESUS  
Concours de recrutement de musiciens:

1 VIOLON TUTTISTE 6 juin 1989

1 TROMPETTE SOLO 7 juin 1989

Date limite de dépôt de candidatures:

27 mai 1989

ORCHESTRE NATIONAL DE LILLE

3, place Mendès France - BP 119 - 59027 LILLE Cedex.

Tél. : 20.54.67.00.

## RÉGIONS

## Marseille

Don Carlo

Avec Dennis O'Neill,  
Susanna Meara,  
José Van Dam,  
Liliana Nevoje.Théâtre de la Ville,  
20 h 30. Tél. : 42-56-08-30.  
70 F.

## Strasbourg

## Gagneux

Orphée

Avec Christian Lara,  
Claude Meloni,  
Jean-Jacques Doménil,  
Philippe Kahn,  
Anne-Marie Hanzon,  
les Chœurs de l'Opéra  
de Lille.L'Orchestre philharmonique  
de Strasbourg,  
Claude Schenker  
(direction).Mise en scène :  
Albert André Lemaire.Elait-il possible de prendre  
le mythe d'Orphée au  
sérieux après l'Opéra aux  
enfers d'Offenbach ?  
Renard Gagneux a relevé le  
défi. Il a emprunté ses  
textes à Homère, Euripide,  
Virgile, Ovide, Apulée, Ségio  
(le librettiste de Monteverdi)  
et à Stravinsky de la  
Fille enchantée de Mozart,  
les a habillés d'une musique  
étrange : les solistes adoptent un  
général en style très tendu,  
étouffé niché dans une tessi-ture très aiguë. Mais  
l'orchestre est l'âme de  
l'ouvrage, avec sa couleur  
originale et peut-être quel-  
ques traces de Messiaen.Le 27 avril, Opéra, 20 h à  
Lyon, le 11 mai. Tél. : (16)  
86-36-71-12. De 30 F à 170 F.

## Toulouse

## Eliem

Copriccio



ARTS

L'ART PRIMITIF EN TROIS EXPOSITIONS

# Le cru, le cuit et la bouillie

Comment exposer l'art primitif ? Une question secondaire en apparence, qui renvoie à des problèmes de fond. Les réponses de la Fondation Maeght, de la Fondation Dapper et du Musée des arts africains et océaniques reflètent les manières inégales d'approcher cet art.

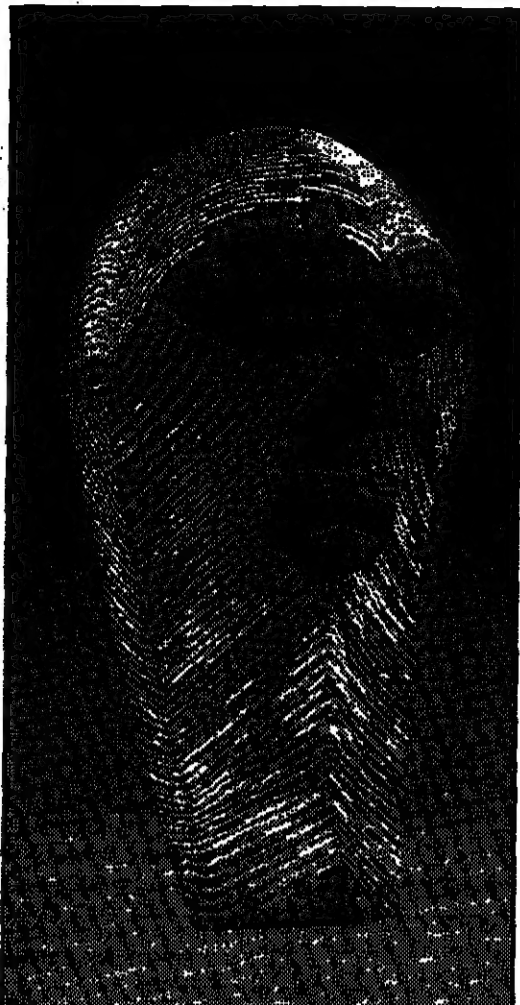
La Fondation Maeght s'ouvre à l'art primitif. Une première pour ce temple de l'art moderne qui accueille la collection Barrière-Müller. Joseph Müller, citoyen de Soleure, en Suisse, commença à s'intéresser à l'art africain quand le krach boursier de 1929 lui eut interdit de continuer à acheter des œuvres occidentales. Il se mit à chiner sur les marchés aux puces et à acquérir, au hasard de ses trouvailles et de son humeur, masques, bijoux, statues et meubles. Les débris de sa fortune couraient largement ces achats qu'il entassait dans une sorte de remise, près de son domicile. Son gendre, Jean-Paul Barbier, épura et continua la collection de son beau-père. C'est aujourd'hui un ensemble considérable que l'on peut voir — difficilement — à Genève.

A Saint-Paul-de-Vence, la Fondation Maeght présente deux cents pièces. Le choix est rigoureux. Le classement géographique. Une courte notice indique les principales caractéristiques de l'éthnie où sont fabriqués ces objets. Le fond est uniformément blanc. La lumière naturelle. Certaines pièces, regroupées dans de vastes vitrines, souffrent de leur relatif éloignement, mais la plupart sont disposées de telle manière que l'on peut tourner autour d'elles. Tous les styles sont passés en revue, du naturalisme le plus sage à l'abstraction la plus totale, de ce paisible visage anang (Nigeria) à ce masque téfé (Congo) maintes fois publié, à la symétrie rigoureuse, en passant par les volutes baroques du cimier de la contrée de la nuit bangwa (Cameroun).

## LES OBJETS ET LE VÊCU

L'amateur pourra admirer toutes les gammes de patines, brillantes ou mates, croûteuses ou moutonnées, et les mélanges de matières les plus diverses : bois, fibres, peaux, métal ou plumes. Il passera des poteries nok (septième siècle avant J.-C.) aux statuettes de Djenné (treizième siècle après J.-C.) avant d'aborder les bronzes du Bénin (dix-septième siècle après J.-C.) et les sculptures de notre siècle, dont les auteurs sont parfaitement identifiés. L'esthétique de tout le continent noir, depuis deux mille ans, tient ici dans quelques salles.

Cela ne va pas sans chagriner les esprits carrés. Que dirait-on si un musée africain ou asiatique exposait de « l'art blanc » en vrac : Vierge bourguignonne et fantôme Jacob, ostensoir baroque et lampe de Galilé, morceaux de frise grecque et fragments de décors art-déco ? Cela n'a visiblement préoccupé aucun des responsables de la Fondation Maeght, qui insistent — leur accrochage le prouve — sur la parenté de cette esthétique avec l'art moderne occidental, déjà soulignée par Jacqueline Frye : « Multidisciplinarité, importance de l'installation et de la performance, exploitation des matériaux les plus divers, pratique du collage et du montage, prééminence du signe, union du littéral et du métaphorique, exercice d'une esthétique communautaire. » Est-ce ainsi nier la spécificité de l'art africain ? Oui, répondent certains ethnologues. Vous le ravaliez à un simple avatar de l'art occidental. Les objets que l'on présente ici, nus, crus, sont, en réalité, au centre d'un environnement complexe qui les justifie et les assume. Les couper de ce vécu est une erreur.



Masque songyé, Zaïre



Masque de danse tsangui, Gabon

A la Fondation Dapper, qui fait toujours l'effort de montrer des pièces rassemblées autour d'un thème, dans un décor raffiné, la sophistication est encore plus grande. Les appuis-tête, objets de l'actuelle exposition, venus de toute l'Afrique, mais aussi du Pacifique, de la Chine, du Japon et de l'Égypte ancienne, sont uniquement classés par forme et par matière. Ellipses, torsades, courbes et contre-courbes, vides et pleins, bois durs et bois légers, céramiques et pierres, s'affrontent dans des vitrines inspirées, sous un éclairage encore un peu trop dramatique. Cet art mobilier touche, dans bien des cas, à la sculpture. Certaines pièces sont des chefs-d'œuvre d'élégance, voire des chefs-d'œuvre tout court. Ce « dialogue », qui aurait sûrement plu à Malraux, recréerait un danger. « Les musées imaginaires, nous dit Jean Lunde, énoncent les caractères originaux d'un art, ils réduisent les arts de tous les temps et de tous les pays à quelques dénominateurs communs mais fallacieux. » Et de dénoncer le « miroitement aux effets purement rétinien ».

Mais cette cuisine élaborée, trop cuite peut-être, ne vaut-elle pas mieux que l'habituelle bouillie qui nous est habituellement servie au musée des Arts africains et océaniques, qui donne volontiers dans le didactique ? La plus récente, consacrée aux « Arts de la vie et de la survie » à Madagascar, n'échappe pas à la règle. L'exposition hésite entre plusieurs parties, survole la vie quotidienne des Malgaches, aborde les différentes civilisations de la Grande Ile, évoque rapidement son habitat et ses rites funéraires sans dépasser le niveau moyen d'une conférence de la salle Pleyel. Quelques belles pièces émergent difficilement de ce fourre-tout.

## NOUVELLES EXPOSITIONS

### Croisement de signes

Du geste au signe, du signe à la calligraphie et ses résonances multiples : l'œuvre, ou une partie de l'œuvre, de cinq artistes de qualité — Mahdjoub Ben Bella (Algérie), Jean Degottier (France), Brian Gysin (États-Unis), Shaker Hassan (Irak), Lee Ufan (Corée du Sud). Avec cette exposition, l'Institut du monde arabe remplit son rôle de lieu de rencontres et d'échanges comme il ne l'avait encore jamais fait dans le domaine des arts plastiques.

Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard, Paris 5<sup>e</sup>. Tél : 40-51-38-38. Tous les jours, sauf lundi, de 13 h à 20 h. Du 24 avril au 18 août.

### Le XVII<sup>e</sup> siècle en Europe

Le pavillon Antoine-de-Navarre, qui fut construit sous Henri IV, accueille une vingtaine d'œuvres du XVII<sup>e</sup> siècle prêtées par des collectionneurs privés. Parmi elles, des toiles florentines de Furini et de Pignoni, que l'on a vues récemment au Grand Palais, et un Grèce célèbre, le *Saint François en extase*.

Hôtel de ville, pavillon Antoine-de-Navarre, 48, rue de Paris, 75000 Charonne-le-Pont. Tél : 43-88-82-80. Tous les jours de 14 h à 18 h. Du 25 avril au 24 mai.

### Frank Horvat

Soixante tirages en noir et blanc retracent la carrière d'un opérateur discret qui a inventé avec William Klein le style « mode-reportage ». Aux conventions du studio, Horvat substitue de faux instantanés de la vie qui célèbrent une mode intemporelle. Au Comptoir de la photographie, ce père de famille nombreuse expose des arbres en couleurs et tourne les pages de son album intime.

Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carpeaux - 4 à 8, Grande Galerie, Paris 1<sup>re</sup>. Tél : 40-28-87-12. Tous les jours, sauf lundi, de 13 h à 18 h, samedi, dimanche jusqu'à 19 h. Du 25 avril au 2 juillet. 7 F.

Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air - 55, rue de

Faubourg-Saint-Antoine, Paris, 12<sup>e</sup>. Tél : 43-44-11-33. Tous les jours, sauf samedi et dimanche de 11 h à 19 h. Du 25 avril au 17 juin.

### Miniatures de l'Inde impériale

On voit trop rarement en France les œuvres des artistes indiens du XVI<sup>e</sup> siècle, époque bénie où l'empereur moghol Akbar encourageait peintres et illustrateurs. Ces miniaturistes ont créé une véritable école raffinée et inventive. Leur usage de la couleur et leur dessin conjugués harmonie et description de la nature et des hommes. On verra ainsi quelques-uns de ces portraits qui furent, plus tard, l'admiration de l'Europe et influèrent sur l'art de Manière.

Musée national des arts asiatiques - Galleries 6, 8, 9, 10, Paris 16<sup>e</sup>. Tél : 47-50-81-85. Tous les jours, sauf samedi, de 9 h 45 à 17 h. Du 28 avril au 10 juillet. 16 F.

### Morceaux choisis du XIX<sup>e</sup> siècle

Curieuse idée : les conservateurs d'Ile-de-France associent leurs collections pour composer un panorama du XIX<sup>e</sup> siècle. Il sera — nécessairement — incomplet et imprévu. Au catalogue : Monet, Gauguin, Caillebotte, Carpeaux, Bourdelle, mais aussi Carotus Durand, Hemer et Joseph Bernard.

Mairie du IX<sup>e</sup> arrondissement, 8, rue Drouot, Paris 9<sup>e</sup>. Tous les jours de 11 h à 18 h. Du 28 avril au 2 juillet.

### Peintures flamandes XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle

Autour d'un portrait remarquable, la « Dame à l'œillet » de 1530, chef-d'œuvre de Bartholomée Bruyn l'Ancien, une collection de peintures flamandes et hollandaises des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Parmi eux, de Heem, grand spécialiste de nature morte, un paysage fantastique de Savery et un autre de Brueghel d'Enfer.

Galerie d'art Saint-Honoré, 287, rue Saint-Honoré, Paris 1<sup>re</sup>. Tél : 42-60-15-03. Tous les jours, sauf samedi et dimanche, de 10 h 30 à 13 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Du 28 avril au 13 juillet.

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS		RIVE DROITE
<b>CAVEAU FRANCOIS-VILLON</b> 64, rue de l'Arbre-Sec, 1 <sup>er</sup> 42-56-10-92 <b>JOHN JAMESON</b> 19, rue des Capucines, 2 <sup>e</sup> 40-15-00-30/40-15-08-08 <b>LE SARLADAIS</b> F. sam. midi, dim. 2, rue de Vienne, 9 <sup>e</sup> 45-22-23-62 <b>AU PETIT RECHE</b> 47-70-68-58/47-70-86-50 25, rue Le Pelletier, 9 <sup>e</sup> F. dim. <b>LA PLANTATION</b> 5, rue Jules-César, 12 <sup>e</sup> 43-07-54-15 7/Dim. <b>LE PRESSBOURG</b> 1, av. de la Grande-Armée, 16 <sup>e</sup> 45-06-24-77 15 la J. <b>LE CORSAIRE</b> 1, bd Exelmans, 16 <sup>e</sup> 45-25-53-25 45-20-87-85 <b>LE GOURMAND CANDIDE</b> 6, pl. Marché-Juin, 17 <sup>e</sup> (pl. Pereire) 43-30-01-41 <b>LES CHANTS DU PIANO</b> 10, rue Lambert, 18 <sup>e</sup> 42-62-02-14 <b>L'ANGE GOURMAND</b> 31, quai de Tournelle, 5 <sup>e</sup> 43-54-11-31 T.l.j. <b>RESTAURANT THOUVENEL</b> 73, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup> 47-03-48-75 <b>LE TAGORE</b> 25, avenue du Maine, 15 <sup>e</sup> 45-44-94-41 T.l.j.	<b>LA VIGNE</b> , 42-60-13-55 30, rue de l'Arbre-Sec, 1 <sup>er</sup> Au 1 <sup>er</sup> s., le premier salon, plateau de Paris, dég. dîn. spécial, de samedi finé et poisson d'été, menu dégust. à 95 F. Au 2 <sup>e</sup> s., dîn. d'été, à 85 F. Au 3 <sup>e</sup> s., dîn. d'été, à 85 F. Le plus gr. choix de whiskys du monde. Jung, 2 h du mat. Dég. dîn. 22 h. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, cèpes, morilles, DINNER PERIGORDIN 130 F. a.c. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sam. soir. Un événement parisien ! Forêt : dîn. et restaurant, 270 F à 350 F Et toujours un événement menu à 115 F a.c. Dég. 1880. Salons de 6 à 50 pers. Suprême haut d'œuvres et fruits de mer jusqu'à 6 h 15. Parking Drouot. <b>LES ANTILLES</b> à côté de la Bastille. Cuis. créole traditionnelle et nouvelles. Ambiance créole chaleureuse et tropicale. P.M.R. 200 F. Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table garnie, avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats de terroir, fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier, terr. dég. d'été. Menu à 92 F + carte. « LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE » Cuisine faite par le patron. Carte inventive. Menu à 95 F a.c. Fermé samedi. Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.l.j. sauf samedi midi et dimanche. Dégustation tous les jours, sauf lundi. <b>COUPE D'OR DU BON GOUT FRANÇAIS - TROIS ÉTOILES</b> Menu. Carte 130 F. Menu dégustation 210 F. CB AE acceptées.	
<b>SOUPEURS APRÈS MINUIT</b> <b>LA TOUR D'ARGENT</b> HUITRES TOUTE L'ANNÉE POISSONS DU MARCHÉ Plats traditionnels - Vins à découvrir - Dégustation - Brasserie de Luxe JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille. T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-30-32.		

**Galerie Beaubourg**  
**Daniel Buren**  
c/o  
**Arianne & Pierre Nahon**  
3 rue Pierre au Land - PARIS - 42 71 20 50

**MUSÉE BOURDELLE**  
36, rue Antoine Bourdelle, M<sup>e</sup> Montparnasse  
**LORIKO KOCH**  
Sculptures  
tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40  
DU 22 MARS AU 21 MAI

**XXXIV<sup>e</sup> SALON DE MONTROUGE 26 AVRIL - 31 MAI**  
**ART CONTEMPORAIN**  
peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo, etc.  
**LES PRIX DE MONTROUGE de 1976 à 1988**  
2, av. Emile-Boutroux - MONTROUGE - 10/19 h - Tél. 47 46 19 32

**GALERIE KATIA GRANOFF**  
**MORENO-PINCAS**  
18 AVRIL - 13 MAI  
92, faubourg Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. 42 65 24 41

**THEATRE GEORGIEN**  
**ATTENTION!**  
La dernière représentation de **DON JUAN** aura lieu le **jeudi 27**



### Salon de Mont rouge

Pour sa 34<sup>e</sup> édition, cette institution de la vie artistique, le seul Salon où il faille vraiment aller, rend hommage à sa propre histoire en exposant les artistes primés depuis 1976. Il y en a en tout 80, si bien que le Salon aura cette année, plus encore que d'habitude, tout l'air d'un panorama de l'art français actuel.

Mairie, 2, avenue Emile-Boutroux, Montrouge, 92120. Tél : 47-46-19-32. Tous les jours, sauf dimanche, de 9 h à 19 h. Du 26 avril au 31 mai.

### Ubu : Cont ans de règne

Ubu, un morceau de roi, morceau de choix, en matière d'illustration de la cupidité et de la bêtise. Bonnard, Rouault, Zadkine, Matta, Ernst, Miro, et bien d'autres artistes, s'en sont emparés pour catalyser leur vision critique du monde. Avant les grandes réincarnations du personnage de Jarry au théâtre, à la télévision, dans la vie courante...

Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf, Paris 7<sup>e</sup>. Tél : 45-56-50-17. Tous les jours, sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Du 26 avril au 1<sup>er</sup> juillet.

### Lyon

#### Marcel Michoud

Lyon se penche sur son passé récent avec Marcel Michoud (1898-1958), un rassembleur de talents qui, dans l'entre-deux-guerres, encouragea la création artistique, théâtrale, architecturale. Et fut à l'origine du groupe Témoinage, dont ont fait notamment partie Bertholle, Le Moal, Etienne Martin, Stahly, Louis Thomas.

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de Perrache, 69002. Tél : 78-42-27-38. De 10 heures à 20 heures. Entrée libre. Du 26 avril au 4 juin.

### Roubaix

#### Alfred Courmes

Irrespectueux, iconoclaste, anarchiste, anticonformiste, grivois de temps en temps, Courmes a mené sa vie d'artiste en entreprise de démolition de la société, de ses mythes et de ses images. Par la juxtaposition incongrue, le pastiche et la parodie, il a fait de la peinture une machine à fabriquer du rire et du néant.

Salle des expositions du Musée de Roubaix, hôtel de ville, 59006. Tél : 20-73-92-05. De 13 heures à 19 heures, dimanche de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 19 heures, fermé le lundi. Du 29 avril au 11 juin.

## SÉLECTION PARIS

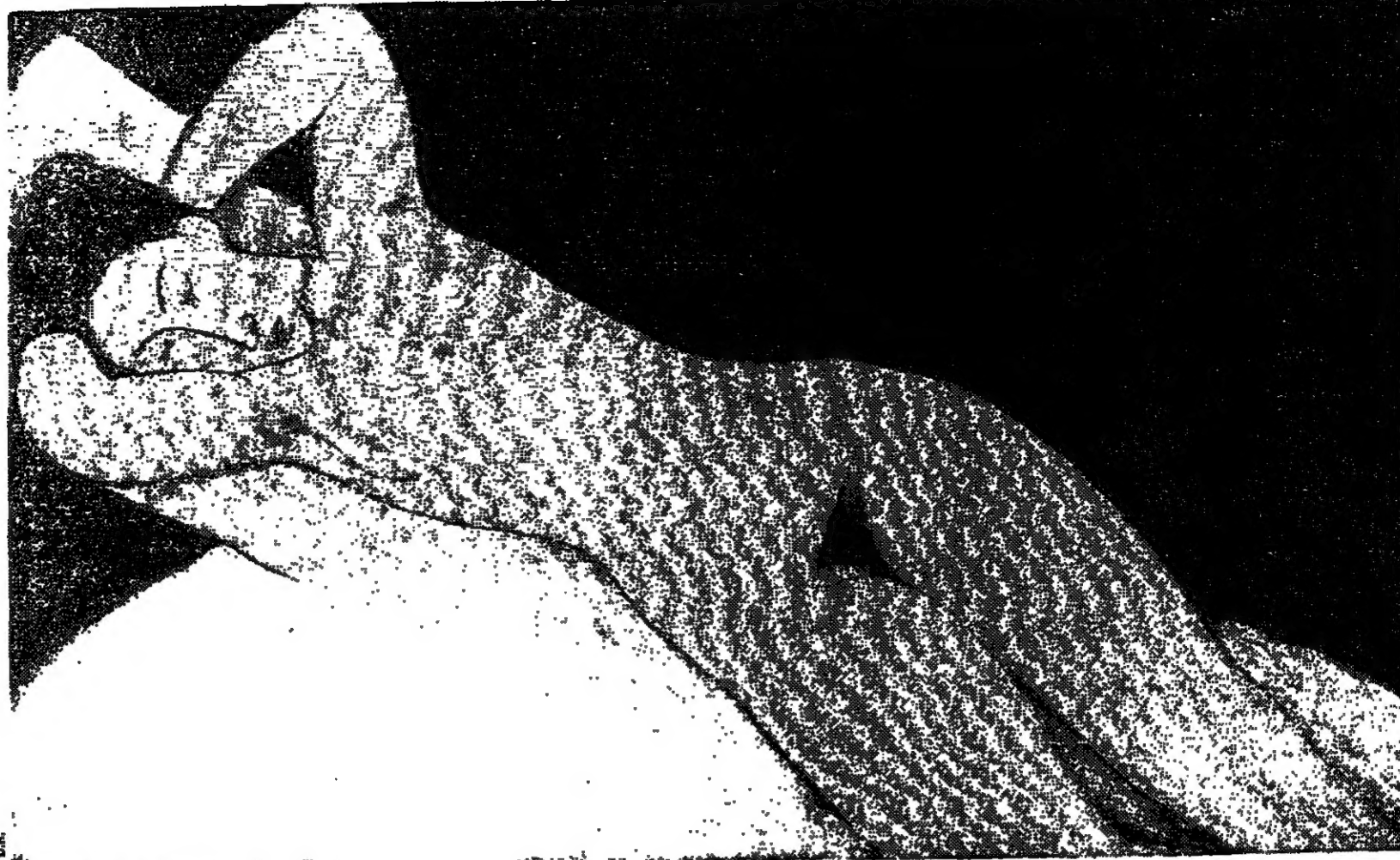
#### Dieter Appelt

Dans l'extraordinaire panoplie que déploie l'exploration du visage de la mort, Dieter Appelt est sans doute l'artiste qui est allé le plus loin. De manière exemplaire, il mène une entreprise de décomposition, puis de régénération et de révélation sans équivalent dans l'histoire de la photo.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél : 47-23-36-63. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 5 juin. 25 F (comprend l'ensemble des expositions).

#### Culture de l'objet

Retrouvant en cela les vieux mythes interdisciplinaires qui firent la gloire originale du Centre Pompidou, le Musée d'art moderne et le Centre de création industrielle ont décidé d'associer leurs compétences et leurs collections pour réunir les charmes de l'architecture,



Amadeo Modigliani, « Nu », 1917. C'est l'une des trois cents œuvres de l'exposition « Art Italien 1900-1945 », une grande « mostra » historique et critique proposée par Pontus Hulten et Germano Celant, à Venise, au Palazzo Grassi, du 30 avril au 5 novembre.

un siècle avant la tour Eiffel, et nous fait faire une virée prolongée jusqu'en cette année du Bicentenaire. D'où un inévitable slogan : le fer, c'est révolutionnaire.

Pavillon de l'Armée, 21, boulevard Morland, Paris 4<sup>e</sup>. Tél : 42-76-33-97. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

#### Jean-Gabriel Colinet, Pierre Savatier

Jean-Gabriel Colinet use de matériaux industriels qu'il découpe, tord et soude. C'est léger et monumental à la fois. En « complément de programme », Draho, Nils-Udo, Simonet, Savatier, qui tous méritent l'attention.

Centre d'art contemporain, 53, av. Georges-Gomard, Ivry-sur-Seine, 94000. Tél : 46-70-15-71. Tous les jours, sauf lundi, de 12 h à 19 h, dimanche de 11 h à 17 h. Jusqu'au 4 juin.

#### Maîtres français 1550 - 1800

Paul Mathias était reporter à Paris-Match et collectionneur de dessins. Il en a laissé 3 000 à l'Ecole des beaux-arts, qui en expose une sélection : Poussin, Fragonard, Boucher, Hubert Robert, Greuze...

Ecole nationale supérieure des beaux-arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte, Paris 6<sup>e</sup>. Tél : 42-60-34-57. Tous les jours, sauf mardi, et les 1<sup>er</sup>, 14 et 15 mai de 13 h à 19 h. Jusqu'au 25 juin. 20 F.

#### Nadja Mahadji, Christophe Boutin, Pascal Kern

Trois artistes qui peignent, sculptent et photographient. Qu'ont-ils en commun ? A peu près rien, hors la jeunesse et un début de notoriété internationale. C'est ce qui a été fait à la salle Saint-Jean.

Hôtel de Ville de Paris, salle Saint-Jean, rue Lobau, proche côté Seine, Paris 4<sup>e</sup>. Tous les jours, sauf lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 mai.

#### La révolution française et l'Europe

De Voltaire pleurant sur les ruines de Lisbonne, à l'aventure russe de Napoléon, l'adoption et le rejet des idées françaises en Europe. Quelques centaines d'œuvres disparates, rassemblées au Grand Palais, témoignent de cette influence.

Grand Palais, galerie nationales, av. W.-Churchill, 1<sup>er</sup> étage, av. Clemenceau, av. G.

Eisenhower, Paris 9<sup>e</sup>. Tél : 42-89-54-10. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 20 h. Nocturne mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 26 juin. 32 F.

#### Temps sauvage et incertain

Sous ce titre de western, l'exposition de l'Institut français d'architecture part à la conquête d'un Eldorado de l'architecture qui serait dissimulé dans le développement des villes, plus généralement soumise aux aléas financiers de la construction. Vingt-cinq maquettes venues des quatre coins du monde sont les repères de cet ensemble où se retrouve tout ce que l'éclectisme, la mode et même le talent ont produit de modèle depuis deux ou trois ans.

Institut français d'architecture, galerie d'architecture, 8 bis, rue de Tournes, Paris 9<sup>e</sup>. Tél : 46-53-50-36. Tous les jours, sauf lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

#### Un collectionneur pendant la Révolution

Les trésors d'un collectionneur frénétique qui accumule, sous la Révolution et l'Empire, des milliers de dessins et d'estampes. Parmi ceux-ci, le célèbre portrait de Marie-Antoinette se rendant au supplice, croqué sur le vif par David.

Musée du Louvre, pavillon de Flora (2<sup>e</sup> étage), entrée porte Jorda - côté jardin des Tuileries, Paris 1<sup>er</sup>. Tél : 42-60-39-26. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h à 18 h. Visites-conférences du 26 avril au 12 mai à 15 h 15, sauf dimanche et mardi, du 17 mai au 9 juin les mercredi et vendredi à 15 h 15. Jusqu'au 24 juillet. 25 F (ticket d'entrée du musée donnant droit à l'exposition).

#### Pierre Verger

Des Indiens zapotèques à la danse des Bobos de l'ex-Soudan français, la redécouverte d'un pionnier des années 30, créateur de l'agence Alliance-Photo. Inventeur du portrait ethnographique et colonial, Pierre Verger a réalisé au Roliflex quelque 60 000 clichés en cinquante ans.

Petit Palais, 53 bis, rue de la Roquette, Paris 11<sup>e</sup>. Tél : 47-63-13-19. Tous les jours, sauf samedi et dimanche, de 9 h à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris 7<sup>e</sup>. Tél : 42-22-57-60. Tous les jours, sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h. Jusqu'au 31 mai.

#### Daniel Buren

Notre grand décorateur public expose des pièces anciennes. Pas de surprises : rayures, drapaux, mise en scène. Cela s'appelle « Sanction du Musée ». Et pourtant...

Galerie Soubouy, nouvel espace, 3, rue Pierre-et-Louis, Paris 4<sup>e</sup>. Tél : 43-04-34-40. Tous les jours, sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 20 mai.

#### Jean-Baptiste Carpeaux

Rare et précieux : une collection de bronzes et de terres cuites de Carpeaux, sculpteur immense que l'on commence enfin à réévaluer et à étudier comme il le mérite.

Galerie Véronique Maxé, 33, av. Matignon, Paris, 78008. Tél : 47-42-02-52. Tous les jours, sauf dimanche de 10 h 30 à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

#### Christo

Après Denise René, Daniel Templeton et Liliane et Michel Durand-Dessert, Yvon Lambert est honoré à la Défense comme marchand et défenseur du contemporain. Il a choisi, pour l'occasion, de rendre hommage à Christo, l'universel emballer d'archipels et de ponts, dont on peut voir d'autres projets à la galerie Lange-Salomon.

Galerie La Défense Art 4, Palais des expositions, 18, pl. de La Défense, Paris-La Défense, 92000. Tél : 49-00-15-36. Tous les jours, sauf mardi de 12 h à 19 h. Jusqu'au 11 mai.

#### Jan Dibbets

Les œuvres récentes d'un conceptuel d'Amsterdam spécialisé dans la projection de roses et de pavements d'églises, qui s'affirme toujours un peu plus comme l'habitué fidèle de la peinture hollandaise froide et pure, de Saenredam à Mondrian.

Galerie Laloux, 14, rue de Valenciennes, Paris 10<sup>e</sup>. Tél : 46-53-13-19. Tous les jours, sauf dimanche de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h, samedi de 14 h à 18 h. Jusqu'au 20 mai.

#### Julio Paolini

Élégant, subtil, cultivé, Paolini joue avec les signes de la mémoire et de l'histoire. Il

compose des rébus merveilleusement légers, et passablement déconcertants. Amateurs de simplicité, s'abstenir.

Galerie Yvon Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris, 9<sup>e</sup>. Tél : 42-71-04-25. Tous les jours, sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 18 mai.

## RÉGIONS

### Antibes

#### Kermerrec

Objets, dessins et peintures de Jot Kermerrec sont autant de reliquaires de notre temps, construits comme des aïe-mémories et des pièges à souvenirs. Un goût certain de la couleur qui chatoie et du matériau qui surprend ajoute à leur séduction. Cet hommage s'accompagne de la présentation de la donation d'André et Henriette Gomès, qui ont offert au musée des Picasso et des Balthus.

Château Grimaldi, Musée Picasso, 06800. Tél : 93-34-91-81. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 12 juin.

### Arras

#### Aurélien Nemours

Aurélien Nemours on la rigueur d'une peinture abstraite, dépourvue, réduite à des éléments simples : lignes, points, angles droits, carrés, et pourtant sensible et poétique. L'affaire d'une vie - le peintre aux bords de la quarantaine - qui devrait intéresser les jeunes branchés du « néo-géo ».

Rocourt-Arras, 6/9 rue des Capucins, 62000. Tél : 21-71-30-12. De 15 heures à 19 heures, fermé le mardi. 12 F. Jusqu'au 25 juin.

### Bourg-en-Bresse

#### Voss

Peintures, collages, tissés, tout est bon pour Jan Voss, grand spécialiste de l'abstraction chromatique. Ses compositions décoratives seront accrochées dans l'ancien monastère de Bron.

Musée de Bron, 63, bd de Bron, 69000. Tél : 74-22-22-31. Tous les jours, de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30, 8 F. Jusqu'au 18 juin.

### Le Cateau-Cambrésis

#### Geneviève Clois

Sous le titre « Parcours 1959-1989 », le Musée

Matise présente une rétrospective de Geneviève Clois, l'une des artistes marquantes de l'abstraction géométrique. Son travail, remarquable de rigueur, est à la conjonction d'une mathématique rigide et d'un chromatisme si fort qu'il donne de la vie à ces structures droites.

Musée Matise, hôtel de ville, 59000. Tél : 27-84-13-15. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, le dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures, sauf le mardi. Jusqu'au 18 juin.

### Le Havre

#### Bill Woodrow

Encore les Anglais, encore leurs chers sculpteurs ! Woodrow découpe la tige, la tord, la soude, la colore, lui fait subir mille tourments et en tire des pièces immenses, aléatoires, à demi figuratives, à demi abstraites, et souvent teintées d'humour.

Musée des beaux-arts André-Matthieu, bd Kennedy, 76000. Tél : 35-42-33-97. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 30 juin.

### Nîmes

#### Chaboud

On connaît encore mal ce carrien expressionniste méridional à la peinture très dure et aux couleurs stridentes. Ce fut pourtant l'une des figures les plus singulières des années 1910 et 1920.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Fénelon, 30000. Tél : 86-67-38-21. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. 15 F. Jusqu'au 21 mai.

#### Patrick Faigenbaum

Ancien pensionnaire de la villa Médicis, Patrick Faigenbaum a entrepris en 1985 une série de portraits photographiques des familles illustres de l'aristocratie italienne. Ces tableaux de personnages, noyés dans la pénombre, composent l'image allégorique d'une société lointaine. À rapprocher de son travail exposé au château de Rochechouart.

Musée d'art contemporain, galerie des Arènes, bd des Arènes, 30000. Tél : 86-76-08-23. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures, sauf lundi matin. 20 F. Jusqu'au 18 juin.

### Nantes

#### Martin Barré

Martin Barré, abstrait, géométrique, peintre du

dépeuplement, reçoit la consécration d'une rétrospective en solennité et une œuvre. De quoi se convaincre de la rigueur de cet homme discret.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-74-53-24. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures, sauf mardi et jours fériés. 10 F. Jusqu'au 4 juin.

### Strasbourg

#### Sarkis

Sarkis est un manipulateur d'images, de sons, d'objets et de souvenirs. Et l'un des plus éloquentes et mystérieux du moment. Il était temps de lui offrir une véritable exposition à la mesure de son inventivité. C'est fait.

Audience d'œuvre, 1, rue du Marché-aux-Poissons, 67000. Tél : 88-32-48-95. Tous les jours, de 11 heures à 18 heures, sauf mardi, 20 F. Du 15 avril au 2 juillet.

### Valence

#### Hubert Robert et la Révolution

Après avoir peint la destruction de la Bastille, Hubert Robert finit par dans les prisons de la Terreur. Il en réchappa et continua de tenir sa chronique des événements sous forme de tableaux et de dessins pleins de lucidité.

Musée de Valence, 4, place des Croisades, 26000. Tél : 75-83-83-00. Tous les jours, de 14 heures à 18 heures, les mercredi, samedi et dimanche, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. 8 F. Jusqu'au 28 mai.

### Villeneuve-d'Ascq

#### Pierre Morlier

Photographe, sculpteur, metteur en scène d'images, modelleur, bricoleur insaisissable, Morlier construit des formes et des objets mystérieux, à la beauté à la fois froide et provocante. Difficile de ne pas s'émouvoir au spectacle de ces ombres visuelles. Difficile de ne pas reconnaître dans ce travail hardi le signe d'un artiste capotant.

Musée d'art moderne, 1, rue du Musée, 59600. Tél : 20-05-42-44. De 10 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 11 juin.

## ÉTRANGER

### Amsterdam

#### Malevitch

Kestimir Malevitch est une centaine de peintures et presque autant de dessins. C'est la première vraie rétrospective de cet avant-gardiste capital du début du vingtième siècle.

Stedelijk Museum, Polder-Potterstraat 13, Amsterdam. Tél : 020-537-27-37. De 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 mai.

### Bruxelles

#### Arts déco

Qu'est-ce que l'art déco ? À la négation du géométrisme et du Bauhaus répond une somptueuse exposition qui réunit des pièces jamais vues, venues de l'Europe entière, dans une mise en scène très forte.

Palais des beaux-arts, 23, rue Ravenstein, et 10, rue Royale. Tél : 512-16-53. De 10 heures à 18 heures, le mercredi de 18 heures à 22 heures, fermé le lundi. Jusqu'au 28 mai.

La sélection Arts a été établie par : Geneviève Brecette, Philippe Dagen, Frédéric Edelman, Patrick Rogiers et Emmanuel de Roux.

J.P. 11/10/1980